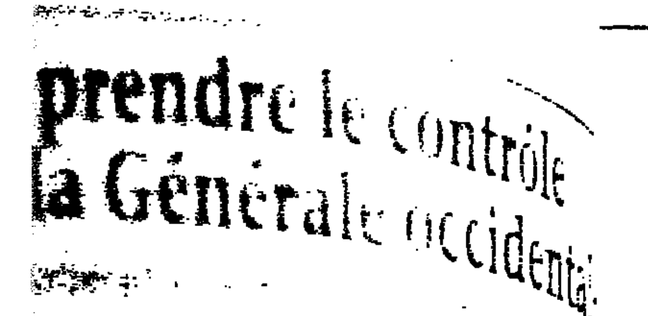


Le Monde

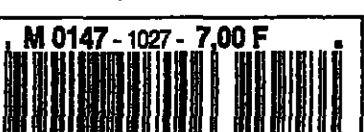
CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15786 – 7 F | VENDREDI 27 OCTOBRE 1995 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



D.R.

Picasso, eau-forte, 1966.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



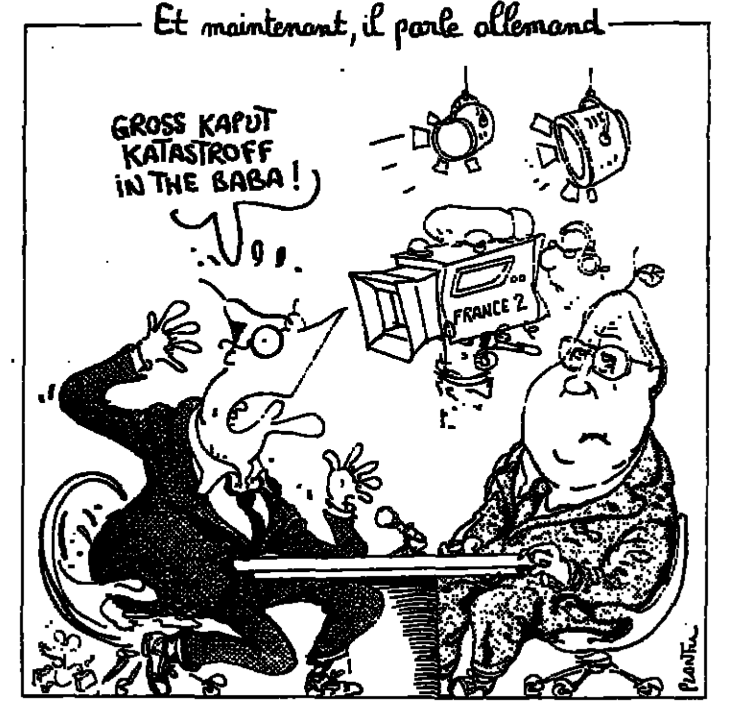
M. Chirac engage son autorité sur une réduction significative des déficits budgétaires et sociaux

Sur France 2, le chef de l'Etat devait inscrire son septennat dans le « grand dessein européen de la France »

LA TROISIÈME intervention de Jacques Chirac à la télévision en deux mois était destinée, jeudi 26 octobre sur France 2, à dégager les lignes de force de son action et de celle du gouvernement. Le président de la République prévoyait notamment d'inscrire son septennat dans le *« grand dessein européen de la France »*, en expliquant que la construction communautaire ne doit pas être comprise comme une contrainte qui pèserait sur les responsables français, mais comme un axe orientant leurs décisions. M. Chirac avait donné des indications en ce sens lors de sa rencontre avec le chancelier d'Allemagne, Helmut Kohl, à Bonn, mercredi soir.

Confirmant que sa politique et celle du gouvernement d'Alain Juppé n'en font qu'une et ont pour objectif la réalisation des promesses de la campagne, M. Chirac devait s'engager personnellement sur la ligne de réduction des déficits publics privilégiée par le premier ministre. Il devait indiquer qu'il en escompte une réaction favorable des marchés et une réduction des taux d'intérêt, dont la Banque de France pourrait alors prendre acte.

Les orientations définies par le président de la République étaient d'autant plus attendues, à droite, que la majorité a le sentiment d'une confusion et d'un flottement nuisant gravement à la perception de la politique qui est menée. La perspective d'un remaniement du gouvernement ayant été abandonnée pour le moment, les députés s'interrogent sur les méthodes employées par M. Juppé. Bernard Bosson, ancien ministre d'Edouard Balladur, a évoqué, mercredi, la possibilité de réformer la protection sociale par ordonnances. Les balladuriens se préparent, de leur côté, à rééditer, sur ce sujet et sur d'autres, l'opération menée par Nicolas Sarkozy sur l'assurance-vie lors de l'examen des recettes fiscales à l'Assemblée nationale.



Lire pages 2 et 6

Le Conseil d'Etat est réservé sur les projets antiterroristes de M. Toubon

JACQUES TOUBON a présenté, mercredi 25 octobre, devant le conseil des ministres, un projet de loi visant à renforcer la législation antiterroriste. Ce texte, qui a suscité plusieurs réserves du Conseil d'Etat, prévoit de considérer de nouvelles infractions comme *« actes de terrorisme »*. Il en est ainsi de l'aide qui pourrait être apportée à un étranger en situation irrégulière. Le projet de loi donne de nouveaux moyens aux enquêteurs : les perquisitions nocturnes chez des personnes soupçonnées d'activités liées au terrorisme seraient ainsi autorisées. Le texte de la chancellerie renforce la répression des actions commises contre les policiers et les militaires, disposition qui vise implicitement les violences qui surviennent dans les quartiers difficiles.

Lire page 8

La gloire posthume de la « Madonna » des Latinos

WASHINGTON
de notre correspondante

Selena est vengée, et les Hispanos du Texas exultent. Lundi 23 octobre, à Houston, douze jurés ont reconnu Yolanda Saldivar coupable d'avoir assassiné leur idole, Selena, « la Madonna du tejano », il y a sept mois. Pendant de longues heures, lundi soir, à Houston, San Antonio et Corpus Christi, la ville de Selena dans le sud du Texas, ont résonné du tintamarre des klaxons et des cris de joie des fans orphelins de la chanteuse, fauchée à vingt-trois ans, en pleine gloire, par une balle.

La chaîne nationale de télévision américaine en langue espagnole, Univision, aurait couvert le procès comme CNN a couvert celui d'O. J. Simpson, si le juge – échaudé, précisément, par l'affaire de Los Angeles, qui venait de s'achever – n'avait décidé, dès le début, d'interdire les caméras. Qu'importe : Univision y a consacré des émissions quotidiennes ; a rendu compte du verdict en direct ; a suivi avec ses envoyés spéciaux, au Texas et en Californie, les réactions de l'immense public de Selena.

Ce verdict-là, au moins, n'aura pas été un facteur de division : l'affaire Selena n'est pas une affaire raciale, c'est une affaire de trahison. L'accusée, Yolanda Saldivar, trente-cinq ans, venait du même monde que Selena, dont elle dirigeait le fan-club et l'une des boutiques de mode à Corpus Christi. Petite femme sans grâce, elle ne vivait que par Selena, au point de couvrir les murs de sa chambre de photos de la chanteuse adulée, une superbe brune, resplendissante de santé et de vie.

Mais Yolanda, semble-t-il, avait pris quelques libertés avec les fonds dont elle avait la charge ; le père et manager de Selena, Abraham Quintanilla, décida de se passer de ses services. Le 31 mars, Yolanda donna rendez-vous à Selena dans un motel de Corpus Christi ; lorsque la jeune femme arriva dans la chambre 158, son ex-collaboratrice lui tira une balle dans le dos.

La tragédie fut telle que deux jours durant 50 000 Latinos venus de tout le Texas et jusque de Californie défilèrent devant le cercueil de Selena. Depuis, Selena est passée du statut d'idole à celui de légende. Son dernier disque, *Amor prohibido*, s'est vendu à 1,5 million d'exemplaires. Selena et la musique dont elle était devenue le porte-drapeau, le tejano, rythme symbole de la fusion des cultures qui ont fait ce continent – polka des Européens de l'Est, immigrés au sud du Texas et au nord du Mexique, folklore mexicain, rock and roll des anglophones –, ont dépassé les frontières du Texas.

L'Amérique a découvert en son sein un phénomène qu'elle ignorait. Les networks de New York sont allés enquêter, le magazine *People* a publié une édition spéciale à la mémoire de Selena. L'ironie a voulu que la jeune chanteuse meure au moment où elle était sur le point de réaliser son *« crossover »*, comme disent ici les Latinos, son « passage » du public hispanique au grand public anglophone. Poussée par la maison de disques EMI, elle enregistrait alors son premier disque en anglais.

Sexy sur scène, jeune femme modèle à la ville, mariée à son guitariste et dévouée à sa famille, Selena, fille d'immigré mexicain née à Lake Jackson, Texas, plus à l'aise en anglais qu'en espagnol, reine d'une musique jusque-là dominée par des hommes, symbolisait *« le Latino qui réussit »*, explique une psychologue de Houston. L'Amérique conquise voit en elle, aujourd'hui, un pont entre deux cultures.

Sylvie Kauffmann

L'ascension d'un éditeur de presse



CHRISTIAN BRÉGOU

UN CONSEIL d'administration extraordinaire du Groupe Express devait porter, jeudi 26 octobre, Christian Brégou à sa présidence. Cette nomination est intervenue 24 heures après l'annonce du transfert du pôle presse-édition de la Générale occidentale à CEP-communication. Au sein du groupe Havas qui, à la faveur de cette opération, devient le cinquième groupe de communication mondiale, Christian Brégou se trouve ainsi à la tête d'un ensemble qui réalisera 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires dans la presse magazine (*L'Express, Le Point, L'Expansion...*), 1,7 milliard dans la presse professionnelle (*Le Moniteur, l'Usine nouvelle...*) et plus de 6 milliards dans l'édition (Larousse, Bordas, Nathan, Dunod, Laffond, Julliard, Plon...). Au total, CEP-communication s'inscrira au sixième rang européen du secteur presse-édition.

Agé de cinquante-quatre ans, Christian Brégou est un homme discret et brilant qui possède une farouche réputation d'efficacité. Il est entré chez Havas en 1969 comme adjoint du directeur financier. Il a fait toute sa carrière au sein du groupe de Pierre Dauzier. A partir de 1976, il a lentement, mais sûrement, développé ce qui est alors un petit pôle de presse professionnelle, la Compagnie européenne de publication (CEP), pour en faire le groupe qui s'implante aujourd'hui dans la presse magazine généraliste. En 1988, il avait franchi une première étape en créant, avec la Générale occidentale d'Ambroise Roux, le Groupe de la Cité, qui, insensiblement, est devenu le premier éditeur français, devant Hachette-Livre.

Lire page 14

Les ambivalences du référendum québécois

LES SOCIOLOGUES, politologues et autres sondeurs d'une âme québécoise souvent tourmentée relèvent une grande constante, depuis la fin des années 70, dans l'évolution de cette province canadienne où cohabitent 5,6 millions de francophones, 715 000 anglophones, 363 000 allophones (des immigrants d'une autre langue maternelle) et 25 000 Indiens ou Inuits. Ils divisent l'électorat en trois catégories.

Un premier tiers des Québécois, quels que soient leur langue et leur degré d'attachement à leur province, réagissent d'abord d'une façon pragmatique. Ils voteront « non » au référendum du 30 octobre sur la souveraineté du Québec, comme ils l'ont déjà fait en 1980 (l'option avait alors été repoussée par 59,5 % des électeurs). Ils pensent que le Québec n'a aucun intérêt – ni politique, ni économique, ni commercial – à faire sécession, à l'heure du village global conceptualisé par le Canadien Marshall McLuhan, et des grands ensembles libre-échangistes.

Ce groupe comprend bien sûr la grande majorité des anglophones et des allophones, mais aussi des francophones, aux yeux desquels aucune menace grave ne pèse sur l'avenir de leur langue depuis l'adoption de la loi dite « 101 » en 1977. Le français, largement minoritaire sur le continent américain, est alors devenu, au Québec, la langue officielle de l'administration, de la justice, de l'enseignement, du monde du travail et de l'affichage, à quelques exceptions près. Pour ces fédéralistes, le Canada, membre du G 7, de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'APEC, de la francophonie et du Commonwealth, est leur pays, et le Québec est leur « patrie » au sens de « foyer ».

Un autre tiers de l'électorat québécois, plus nationaliste, plus latin et plus sensible au poids de l'Histoire, rêve d'un « vrai pays ». Le noyau le plus radical revendique tous les attributs de la souveraineté, alors que le projet actuel prévoit de conserver, dans un « Québec libre », le dollar canadien et, pour ceux qui le souhaitent, l'ancien passeport d'Ottawa. Ce groupe, surtout francophone, estime que le Québec étouffe dans le cadre fédéral canadien, qui l'oblige à d'impossibles compromis, limite son essor et lui coûte plus en impôts qu'il ne lui rapporte en programmes.

Martine Jacot

Lire la suite page 13
et nos informations page 28

EUROPE La France et l'Allemagne respecteront les échéances et les critères de convergence contenus dans le traité de Maastricht, ont réaffirmé le 25 octobre à Bonn Jacques Chirac et Helmut Kohl lors d'un dîner de travail. Le président de la République s'est montré en revanche plus évasif quant à la possibilité d'adopter, comme le souhaitent les Allemands, des critères plus stricts que ceux initialement prévus, de façon à garantir le « respect durable » de la discipline financière européenne. ● LES CRITÈRES DE MAASTRICHT restent cependant imprécis et un certain degré d'interprétation n'est pas exclu, ainsi que l'ont admis les six principaux instituts de conjoncture allemands. A terme, ces marges d'interprétation pourraient être d'autant plus facilement acceptées par Bonn que, dans le même temps, Paris admettrait un renforcement des sanctions prévues en cas de dérapage.

Paris et Bonn veulent respecter le calendrier du passage à la monnaie unique

Helmut Kohl et Jacques Chirac ont voulu, à l'occasion de la visite du président français à Bonn, montrer la détermination des deux pays à continuer à œuvrer ensemble pour la construction européenne

BONN
de notre correspondant

« Nos deux pays entreront dans l'Union économique et monétaire par la grande porte », a affirmé le chancelier Kohl à l'occasion de la visite de travail que lui a rendue à Bonn, mercredi 25 octobre au soir, le président Jacques Chirac. *« Nous serons prêts pour les échéances monétaires internationales (...). La France remplira les critères »*, a ajouté le chef de l'Etat, dont c'était le premier déplacement officiel en Allemagne depuis son élection.

La France et l'Allemagne respecteront les échéances et les critères du traité : tel fut le message principal délivré, à Bonn, par les deux dirigeants. Sur les critères, le chancelier Kohl a été particulièrement strict. Il a dénoncé toute approche « flexible » de ceux-ci, comme l'avaient suggéré la veille les six principaux instituts économiques allemands. L'Allemagne, de son côté, remplira-t-elle les critères à temps ? *« Bien sûr »*, répond le chancelier Kohl, comme s'il s'agissait d'une évidence, avant de saluer les *« efforts énormes »* de la France pour remettre en ordre ses finances publiques.

Faut-il, comme le proposent les Allemands, adopter des accords supplémentaires pour garantir le « respect durable » de la discipline financière après le passage à la troisième phase ? La réponse du président Chirac n'est pas négative, bien qu'elle demeure évasive : *« les évolutions rendues nécessaires seront étudiées »*.

Avec ce type de professions de foi, les dirigeants français et allemands entendent, bien sûr, rassurer les marchés. Mais, au-delà de cette préoccupation, il y a la volonté de démontrer que, sur tous les grands sujets, Paris et Bonn marchent main dans la main. *« La relation franco-allemande est une constante qui n'est pas soumise aux fluctuations politiques. Elle est au cœur du dispositif national français »*, a indiqué le président Chirac, qui a ajouté qu'il était *« en contact permanent avec le chancelier »*. Mais le chef de l'Etat a également ajouté, à propos de telle ou telle *« campagne de dénigrement »* contre l'amitié franco-allemande, qu'*« en règle générale, ces campagnes partent d'Allemagne »*.

> « La relation franco-allemande est une constante qui n'est pas soumise aux fluctuations politiques. Elle est au cœur du dispositif national français »

De son côté, le chancelier Kohl répète que l'étroitesse des relations entre Paris et Bonn est une *« loi naturelle de la politique »*. Il tutoie le chef de l'Etat français, lui donne du *« Jacques »*, et cherche à installer l'idée qu'une relation personnelle étroite lie les deux hommes depuis très longtemps, sans pour autant omettre de mentionner, à plusieurs reprises, le nom de François Mitterrand.

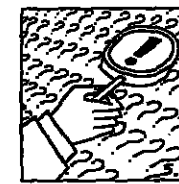
Les deux dirigeants ont annoncé qu'ils avaient confié à des groupes de travail le soin d'élaborer des propositions communes en vue du sommet de Madrid, et de la conférence intergouvernementale de 1996 (qui s'achèvera, selon le chancelier Kohl, *« au début de l'été 1997 »*). Rien ne filtre encore du contenu précis des réflexions en cours, mais tout est fait pour qu'on évite de parler, comme le fait Theo Sommer dans l'hebdomadaire *Die Zeit* du 26 octobre, d'un danger de *« dérives françaises »* sur l'Europe.

Il y a entre Paris et Bonn, dit Jacques Chirac, un *« accord profond, et qui n'est pas de circonstance »*, pour construire l'Europe. Cet accord se résume, pour l'instant, en une communauté d'analyse sur beaucoup des grands enjeux du moment. Rapprochement non négligeable en ce qui concerne l'avenir de la défense et de la sécurité européenne, avec, de la part du chancelier Kohl, un accord de principe *« pour parler du nucléaire »* ; approche commune, aussi, sur la Russie, dont les deux dirigeants disent qu'il ne faut pas *« la gêner, voire l'humilier »*. Elargir l'Otan ? Oui, mais non sans *« une concertation avec les Russes »*, selon le président Chirac, qui n'a pas été contredit par le chancelier allemand.

Léger désaccord, en revanche, sur la proposition, soutenue par l'Allemagne, de mettre en place une zone de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis. *« Mettons d'abord en place ce qui existe, ce qui est prévu, et puis nous verrons ce qui doit être fait plus tard »*, dit le président Chirac. Enfin, le chancelier Kohl a décidé de confier, dès l'an prochain, à Manfred Rommel, maire CDU de Stuttgart et fils du commandant de l'Afrikakorps, le poste de « coordinateur des relations franco-allemandes » à Bonn, pour succéder à l'ancien ministre des finances, Gerhardt Stoltenberg.

Lucas Delattre

La face cachée du traité de Maastricht



ANALYSE

EN DÉCLARANT solennellement, mercredi soir 25 octobre, que la France et l'Allemagne respecteraient en temps voulu les critères de convergence fixés par le traité de Maastricht, Helmut Kohl et Jacques Chirac ont fait d'une pierre deux coups. Voulant rassurer leurs opinions publiques sur la solidité de liens qu'on disait distendus, ils ont également repoussé la tentation d'un assouplissement de l'examen économique et financier auquel devront se soumettre, fin 1997 ou début 1998, les candidats à l'entrée dans l'Union monétaire.

Se montrant très sûrs d'eux-mêmes, les deux principaux prétendants à l'entrée dans l'Union monétaire semblent tirer un trait sur la proposition faite la veille par les six grands instituts de conjoncture allemands d'assouplir, ou même de négliger, deux des cinq critères retenus par le traité : l'importance de la dette publique et celle du déficit budgétaire annuel.

Les mois qui viennnent risquent pourtant de montrer que ce grand débat, car c'en est un, n'est pas enterré. Non pas que le rapport de force entre pays *« exigeants »* et pays plus *« accommodants »* puisse véritablement basculer : tout sera fait pour que les pays élus constituent le moment venu un noyau monétaire solide, que les marchés ne remettront pas en cause. La réputation de l'Ecu devra à l'évidence être d'emblée aussi solide que celle du mark.

DOSE D'ARBITRAIRE

Ce que les remarques des six instituts vont apporter au débat, est d'empêcher l'Allemagne de négliger l'aspect politique ou *« interprétatif »* du traité. Un aspect bien réel en ce qui concerne les critères de convergence, dûment signalé par les textes, mais que les Allemands s'ingéniaient à négliger, obsédés par l'idée qu'en *« interprétant »*, les examinateurs – c'est-à-dire la Commission et l'IME d'une part, le Conseil des ministres et le Conseil européen d'autre part – feraient la part belle aux mauvais élèves.

Bien entendu, c'est l'Italie qui était la première visée, un pays dont Bonn a toujours craint qu'il bénéficie le moment venu des faveurs de la France. Les compliments inattendus adressés à M. Dini par le chancelier Kohl, début septembre au sommet italo-allemand de Stresa, n'ont pas modifié fondamentalement cette crainte.

Si les grands instituts de conjoncture allemands ont semblé jeter un pavé dans la marre en relativisant le caractère presque sacré des critères de convergence, c'est bien parce qu'ils ont osé dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas, y compris peut-être outre-Rhin. A savoir d'une part qu'il existe une bonne dose d'arbitraire dans les critères de convergences : aucun économiste sérieux ne peut prétendre démontrer le caractère *« nécessaire »* d'un ratio à ne pas dépasser comme celui des 60 % de dette publique rapporté à la richesse nationale, ou même celui des 3 % de déficit budgétaire. Sauf erreur, les auteurs du traité avaient retenu le premier pour la raison principale qu'il correspondait au début des années 90 à l'endettement public moyen des pays européens.

L'autre faiblesse des critères est leur imprécision. Sur un point essentiel, celui de l'inflation, personne ne sait très bien comment interpréter ce que dit le traité . L'exigence d'un degré élevé de stabilité des prix, soit, mais à partir de quelle référence ? A bien y regarder, plusieurs interprétations sont possibles : ne pas dépasser de plus de 1,5 point le taux d'inflation du meilleur élève européen, ou celui des deux meilleurs, ou la moyenne des trois meilleurs.

On pourrait apporter d'autres preuves de l'imprécision des textes qui justifient les propositions faites de les interpréter. Les experts savent bien que si l'examen des critères avait porté sur l'année 1994 avec comme référence la Finlande, pays le mieux classé pour la hausse des prix, l'Allemagne n'aurait pas pu entrer dans l'UEM. . parce que trop inflationniste. Pas sons.

L'examen de passage sera bien basé sur les critères, tels qu'énoncés. Mais l'interprétation prévue aura lieu et c'est ce doute que lève, définitivement semble-t-il, le rapport des six instituts de conjoncture allemands. Non seulement il sera tenu compte des efforts faits et des tendances récentes, mais seront pris en compte des éléments aussi importants que la situation de la balance des paiements courants ou celle des coûts salariaux unitaires ou des indices de prix à la production ou de gros. De même, la double nature des déficits budgétaires mis en en évidence il y a trente-cinq ans par Arthur Melvin Okun, le conseiller du président Kennedy, permettra-t-elle quelques accomodements : sévérité pour leur composante *« structurelle »*, compréhension pour leur partie *« conjoncturelle »*, les crises économiques réduisant inévitablement les rentrées fiscales. La France n'y trouvera pourtant aucun réconfort, la partie structurelle de ses déficits étant, et de loin, la plus importante : (4 % de son PIB sur les 5,4 % de déficit public global.

Les Allemands accepteront d'autant plus facilement cette lecture des textes qu'ils en tireront immédiatement un avantage important : celui de pouvoir faire entrer la Belgique dans l'UEM alors même que l'Italie restera très probablement pendant quelques années suplémentaires sur le quai, un régime transitoire devant être imaginé pour elle et pour les nations en attente. Les performances belges *« interprétées »* sont convaincantes : stabilité assez remarquable des prix de détail depuis trente ans (à l'exception de cinq années), taux d'épargne à la japonaise, excédent de la balance des paiements courants. Un bilan qui devrait faire « oublier » l'importance de la dette publique. Par comparaison, l'Italie risque bien d'échouer sur à peu près tous les critères.

Les marges d'interprétations prévues à Maastricht seront d'autant plus facilement acceptées par Bonn que le gouvernement français pourrait – outre l'acceptation d'un renforcement des sanction prévues en cas de dérapage – apporter comme cadeau de réconciliation et gage d'avancée politique, la proposition d'un début de coordination réelle des politiques budgétaires. Une réponse à l'appel du pied lancé récemment par M. Tietmeyer, le très écouté patron de la Bundesbank.

Alain Vernholes

La Suède n'est pas prête à participer au SME

Une participation de la monnaie suédoise au système monétaire européen (SME) serait prématurée, selon les responsables monétaires de Stockholm, rapporte le *Financial Times* du 26 octobre. Intervenant au cours de la conférence annuelle de l'association des banquiers suédois, le gouverneur de la Banque centrale, Urban Bäckström a déclaré que *« la couronne est encore sous-évaluée »* et qu'il est important qu'elle *« soit à un niveau convenable au moment de l'entrée »*. Ces derniers jours, des rumeurs sur une entrée rapide de la couronne dans le SME ont circulé à Stockholm. Le président de la Commission européenne, Jacques Santer, a en effet tout récemment rappelé que deux années au moins de participation au mécanisme de change étaient nécessaires pour pouvoir décider de la possibilité d'intégrer l'Union monétaire. Une adhésion début 1996 au plus tard serait donc nécessaire. M. Bäckström de même que le ministre des finances Göran Personn estiment pour leur part que le plus important est la stabilité de la monnaie, et non la participation au SME.

Un « toit politique » pour l'union monétaire

PARIS VIENT DE FAIRE quelques pas en direction de Bonn au sujet de l'accompagnement politique de la monnaie unique. Faute d'avoir obtenu que l'union politique progresse au même rythme que l'Union économique et monétaire, les dirigeants allemands suggèrent depuis quelque temps *« un toit politique »* pour l'UEM (Helmut Kohl) ou un *« Schengen monétaire »* (Théo Waigel, ministre des finances). Il s'agit dans leur esprit de créer des mécanismes qui étayeraient la solidarité entre les Etats participants à l'UEM, après 1999, au-delà des textes existants ; l'objectif est de permettre une coordination plus étroite des politiques économiques et financières, garantissant la stabilité de la future monnaie européenne. A terme, on aboutirait à une sorte d'autorité européenne qui serait l'interlocuteur de la Banque centrale européenne, rôle que joue le gouvernement fédéral vis-à-vis de la Bundesbank, sans attenter à son indépendance.

Après avoir été longtemps réticents, les Français présentent maintenant cette évolution comme allant pratiquement de soi, avec cependant d'infinies précautions de vocabulaire. Il est *« assez raisonnable de dire que la monnaie unique doit être accompagnée d'une manière ou d'une autre d'un volet politique »*, a ainsi déclaré récemment Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères. A Bonn, Jacques Chirac a été plus évasif encore : *« Nous sommes prêts à discuter de toute évolution qui serait rendue nécessaire »*, a dit le président de la République en réponse aux demandes pressantes de l'Allemagne en faveur d'un engagement à respecter les critères de Maastricht après le passage à la monnaie unique.

Trois grandes séries de questions sont posées. La première concerne les effets de l'UEM sur la marge de manœuvre économique et financière des Etats participants : devront-ils coordonner leurs politiques budgétaires, en termes de calendrier, de procédure, de définition des grands équilibres ? Dépasser même une simple concertation afin que des divergences dans les politiques conjoncturelles ne risquent pas de déséquilibrer l'ensemble ? Devront-ils même aller au-delà du budget et harmoniser leur fiscalité directe et indirecte, voire leurs politiques sociales et salariales ? Les réponses ne seront pas apportées du jour au lendemain, mais la logique de la monnaie unique va dans le sens d'une mise en commun de plus en plus poussée de décisions actuellement nationales.

LA QUESTION INSTITUTIONNELLE

La deuxième question porte sur les conséquences institutionnelles. Avant de créer de nouvelles instances qui viendraient compliquer encore une organisation déjà fort peu transparente, l'interlocuteur politique des autorités monétaires européennes pourrait être le conseil des ministres, siégeant en formation réduite aux membres de l'UEM. Mais en sera-t-il de même pour la Commission ? Ou bien les commissaires venant de pays ne participant pas à l'UEM auront-ils aussi voix au chapitre ? Faut-il un nouveau traité ou une simple « convention », style Schengen justement ? Autre facette de cette question institutionnelle : la solidarité monétaire renforcée déteindra-t-elle sur d'autres domaines européens ? La politique extérieure, la défense ou la justice et la sécurité intérieure, par exemple ? Le parti majoritaire en Allemagne a répondu par l'affirmative en proposant la création d'un *« noyau dur »* pour un petit nombre d'Etats élus, embrassant toutes les politiques communes ; la coexistence de plusieurs cercles de *« solidarité renforcée »* dans différents domaines a la préférence de Paris.

Enfin, ceux qui rempliront les critères de Maastricht en 1999 ne peuvent manquer de s'interroger sur leurs rapports avec les membres restés (provisoirement ?) en dehors de l'UEM, sur les liens institutionnels qui seront noués avec eux et surtout sur les relations entre la monnaie unique et les autres devises européennes. Voilà un beau programme pour les innombrables groupes de travail communs, dont Français et Allemands annoncent la création depuis des mois, à moins qu'il ne s'agisse de l'annonce réitérée du même groupe.

Daniel Vernet

Jacques Chirac s'entretient de la lutte contre la drogue avec le premier ministre néerlandais

LA LUTTE CONTRE LA DROGUE devait être le thème principal du dîner que le président Jacques Chirac offrait jeudi 26 octobre à Paris au premier ministre des Pays-Bas, Wim Kok, et à son ministre des affaires étrangères, Hans van Mierlo. Les relations entre les deux pays traversent une phase agitée dont La Haye comme Paris sont conscients de devoir sortir pour ne pas inutilement se compliquer la tâche dans l'étape délicate que traverse actuellement la construction européenne.

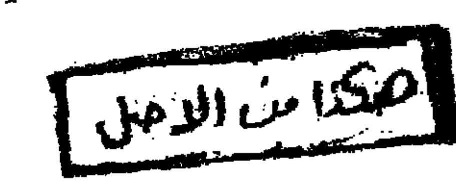
Tout n'oppose pas les deux gouvernements. Les Néerlandais sont très présents sur les questions de sécurité européenne et une candidature de Ruud Lubbers, ancien premier ministre, au poste de secrétaire général de l'OTAN, aurait l'aval de Jacques Chirac. Cependant, depuis l'arrivée de ce dernier à la présidence française, la politique néerlandaise en matière de drogue, jugée libérale à La Haye, laxiste à Paris, alimente une polémique dont les Français ont pris prétexte, en sus du terrorisme, pour refuser de lever les contrôles à leurs frontières avec les pays de l'espace Schengen.

Cette politique est aussi critiquée par l'Allemagne, la Belgique. Les Français y sont particulièrement sensibilisés car ils estiment qu'elle permet un trafic dont les bénéfices alimenteraient la criminalité dans les banlieues, voire les réseaux islamistes. Jacques Chirac y voit la preuve que la disparition des contrôles de frontière ne peut se faire que si on ne laisse pas s'établir des no mans'land sécuritaires. D'où l'idée des commissariats communs transfrontaliers, qui fait son chemin. Mais aussi la conviction d'avoir à harmoniser les méthodes de répression, ce qui se heurte à des questions de mentalité.

A la veille de la rencontre, on indiquait à La Haye être prêts à des initiatives *« pour améliorer la coopération policière et judiciaire bilatérale »*. *« Nous voulons réussir Schengen, avec les Néerlandais. Nous n'acceptons pas les effets pervers de leur politique, mais nous allons faire des propositions concrètes »*, affirmait-on côté français. La France a en poste à La Haye cinq fonctionnaires chargés de suivre les affaires de police et de justice : un commissaire, deux inspecteurs, un douanier, un magistrat. Mais il y a des *« problèmes de communication »*. Paris veut que soient désignés côté néerlandais des interlocuteurs fixes.

Il faut du temps pour que la compréhension s'instaure, qu'elle permette de trouver des solutions. Amsterdam a désormais une équipe de policiers chargée d'exécuter les commissions rogatoires en provenance de l'étranger. Paris pourrait demander à La Haye d'étendre cette formule. Le gouvernement néerlandais pourrait également mettre sur pied une brigade nationale des stupéfiants.

Henri de Bresson et Alain Franco



Jacques Santer tente de discipliner les commissaires européens

La déléguée danoise renonce à éditer un brûlot sur l'institution bruxelloise

Commissaire européenne depuis janvier 1995, Mme Bjerregaard a accepté, à la demande du président de la Commission, Jacques Santer, de ne pas publier un livre fort peu diplomatique sur son expérience bruxelloise. *Mais ses mésaventures révèlent un certain dysfonctionnement de la Commission de Bruxelles.*

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant

Jacques Chirac, un tantinet rameneur et pas à la hauteur. Helmut Kohl distrait, Felipe Gonzalez macho... Ces gracieusetés, et sans doute quelques autres, figurent dans un ouvrage écrit par Ritt Bjerregaard, une Danoise qui, depuis janvier 1995 occupe le poste de commissaire européen chargé de l'environnement. Elle s'est récemment distinguée en essayant, sans *succès, d'entraîner la Commission* dans un conflit ouvert avec la France à propos de la reprise des essais nucléaires.

Sous le titre *Journal d'un commissaire*, le livre, dont un quotidien danois a publié les « bonnes feuilles », devait paraître en octobre.

PARFUM DE SCANDALE

Le microcosme bruxellois, alléché par le parfum du scandale, s'apprêtait à lui faire un franc succès : il sera déçu ! Mercredi 25 octobre, après une entrevue en tête-à-tête – *qu'on devine difficile* – avec le président Jacques Santer, Mme Bjerregaard a publié une déclaration où elle exprime quelques regrets et annonce qu'elle a décidé de finalement ne pas éditer son brûlot.

On dit que M. Santer avait été particulièrement agacé de constater que, lors de la conférence de presse qui avait suivi, mardi à Strasbourg, le débat sur les essais nucléaires devant le Parlement européen, toutes les questions ou presque avaient porté sur les écrits et autres errements de Mme Bjerregaard.

Car celle-ci, femme de caractère, perçue de façon générale comme intelligente, à cheval sur ses compétences, n'en est pas à son coup d'essai. La presse danoise lui reproche d'accepter des cadeaux (à vrai dire des vétilles : quelques bouteilles de vin) et, plus contestables, des honoraires pour des articles ou des conférences, alors que ses appointements de commissaire sont plus que confortables.

En janvier, avant son audition par le Parlement européen, préalable à l'investiture de la nouvelle Commission, elle avait expliqué aux journalistes danois que plaire ou ne pas plaire n'avait guère d'importance puisqu'il ne s'agissait pas d'un vrai Parlement !

Plus grave, elle semble s'être peu faite aux méthodes de travail bruxelloises : *« C'est une solitaire, dans son cabinet, elle a engagé quelques jeunes Danois peu expérimentés. Elle ne négocie pas, elle ne consulte pas, ce qui cause des difficultés car, quand elle arrive en Commission, on ignore ce qu'elle va proposer »*, note un de ses collègues.

L'incident est-il clos, maintenant qu'elle a renoncé à publier son livre ? À Bruxelles, certains jugent la bévue de Mme Bjerregaard révélatrice d'une ambiance. Quelques commissaires, notamment issus des nouveaux États membres, considèrent que tout est technique, que l'institution bruxelloise n'est pas un lieu où l'on fait de la politique (*« Se faire une idée sur l'intégrisme, sur la défense ? Vous rêvez ! »*) et que, de ce fait, on peut tout y dire sans en référer au collège ou à son président.

DÉRIVE

Un diplomate français dénonçait récemment *« une Commission très peu collégiale, où l'on ne distingue pas de ligne commune »*. Il ajoutait que *« ce manque de dynamisme, cette absence d'initiatives autres qu'individuelles »*, contribuaient à la paralysie du conseil des ministres au sein duquel, en passant de 12 à 15, l'Union avait franchi *« une sorte de seuil de l'inefficacité »*.

Une dérive généralisée en quelque sorte, qui mériterait un effort de réflexion de la part d'une Commission dont la contribution à la préparation de la Conférence intergouvernementale (CIG) de 1996 sur la réforme des institutions est, jusqu'à présent, insignifiante.

Philippe Lemaître

La Bulgarie refuse de fermer le réacteur n° 1 de Kozlodouy

En dépit des pressions occidentales et d'une proposition d'aide franco-allemande, Sofia maintient en activité une centrale nucléaire jugée dangereuse par les experts

SOFIA
de notre envoyé spécial

Les Bulgares n'ont pas de chance. Fiers de recevoir dans leur capitale la troisième conférence paneuropéenne des ministres de l'environnement (*Le Monde* du 26 octobre), les voilà de nouveau cloués au pilori pour avoir osé redémarrer un réacteur nucléaire que tous les experts occidentaux jugent dangereux. Oubliées les privatisations, censées remettre sur pied l'économie et, partant, la protection de l'environnement. Oubliée la biodiversité, dont les pays de l'Est, assurément, n'ont pas à rougir. Un seul nom revenait dans toutes les bouches à Sofia : Kozlodouy. Seul le ministre bulgare de l'environnement, Georgui Georguiev, a prudemment esquivé le sujet. *« Le plus grave, pour nous, c'est la pollution atmosphérique par le soufre »*, dit-il. De toute façon, le nucléaire n'est pas de sa compétence. En revanche, la sûreté nucléaire est du ressort du ministre allemand de l'environnement, Angela Merkel. Et sa collègue française, Corinne Lepage, qui a longtemps plaidé ce dossier brûlant en tant qu'avocate, a comme ministre la tutelle conjointe sur les organismes de contrôle. Les deux ministres ont donc préparé ensemble une proposition présentée comme *« constructive »* et *« ouverte »*. Au nom de l'Union européenne, l'Allemagne et la France ont offert trois options à la Bulgarie pour l'aider à compenser, cet hiver, la fermeture du réacteur n° 1 de Kozlodouy : 1) Nous vous offrons le combustible qui manque pour la remise en route du réacteur n° 5, beaucoup plus récent mais actuellement arrêté faute de combustible. 2) Nous fournissons l'appoint de charbon nécessaire pour la production renforcée de la centrale thermique de Varna. 3) Nous fournissons directement l'électricité manquante.

Ni Mme Merkel ni Mme Lepage, toutefois, ne se faisaient d'illusions. Le premier ministre, Jean Videnov, avait d'emblée dénoncé *« une pression inadmissible »* des Occidentaux, soupçonnés de déconsidérer la Bulgarie pour mieux vendre leur technologie. *« La thèse du complot est une vieille recette des communistes »*, observe Angela Merkel, qui a connu cela de première main dans son Allemagne de l'Est natale. Quant à Mme Lepage, qui a dû batailler ferme pour que soit abandonnée toute référence aux essais nucléaires français, elle s'est heurtée à un raisonnement difficile à réfuter en ce moment : de même que la France poursuit ses essais dans le Pacifique en dépit de la réprobation du monde entier, de même la Bulgarie continue à produire son électricité nucléaire malgré les pressions occidentales. Imparable : Mururoa, Kozlodouy, même combat !

Comme par enchantement, l'offre franco-allemande serait tombée d'elle-même avec l'annonce, mardi 24 octobre, d'un arrivage de combustible russe à Kozlodouy ! Une fois de plus, donc, les Bulgares font davantage confiance aux Russes qu'à quiconque pour se sortir d'un mauvais pas...

Roger Cans

Le Royaume-Uni... pays en transition

Le ministre britannique de l'environnement, John Gummer, a expliqué aux anciens communistes que son pays, naguère *« l'un des plus étatisés de l'Ouest »*, retrouvait le chemin du vrai capitalisme : *« Nous avons privatisé le charbon, le gaz, l'eau, l'électricité, et nous essayons d'en faire autant avec les chemins de fer »*. Résultat, selon John Gummer : les entreprises privées, soucieuses du consommateur, améliorent leur mode de production et la qualité de leurs produits, ce qui profite à l'environnement. Beaucoup, à Sofia, ignoraient que le Royaume-Uni sortait du même carcan que les pays de l'Est...

Les Etats-Unis engagent une guerre du blé avec les Quinze

LE BLÉ, qui a connu heures de gloire et de déprime, flambe à nouveau sur le marché de Chicago depuis l'été. La raison : la récolte va baisser de 12,5 % en Russie, de 18 % en Argentine, de 6 % aux Etats-Unis, entraînant, par anticipation, une forte demande. La production mondiale (529 millions de tonnes) n'a jamais été aussi réduite, en raison d'accidents climatiques (sécheresse ou pluies diluviennes dans les pays exportateurs), face à une demande croissante, qui la dépasse déjà de 10 millions de tonnes. L'offre était déjà inférieure aux besoins l'an dernier, sans que les prix connaissent pareille envolée. Mais cette fois, les stocks (92 millions de tonnes, soit deux mois de consommation) sont à leur niveau le plus bas depuis vingt ans, pratiquement au palier dit *« de sécurité »*.

Comment vont s'organiser les échanges dans cette situation ? Une certitude : la Chine sera très présente sur le marché. L'Empire du Milieu est un cas unique au monde : à la fois premier producteur de blé et de riz et premier importateur de blé, avec des besoins croissants chaque année. Selon le département américain de l'agriculture, les achats chinois pourraient atteindre l'équivalent de 2 milliards de dollars cette année, dont une bonne partie pour le blé. Selon un opérateur, *« les importations atteindront 12 millions de tonnes au moins »* en 1995, contre 10 millions en 1994 et 4,5 millions en 1993. L'Asie, dans son ensemble, constitue un pôle d'achat essentiel, d'autant plus convoité qu'il est solvable : le Japon, de son côté, est le premier importateur de céréales en général, et le troisième pour le blé. Outre l'Asie, plusieurs pays d'Amérique latine – Brésil, Colombie, Venezuela, Mexique – devront aussi importer.

La Chine achète de plus en plus

La Chine a remplacé comme premier acheteur, les Républiques de l'ex-URSS, qui, aujourd'hui, manquent d'argent.

Mais à qui achèteront-ils ? Il y a de moins en moins de courants fixes et de contrats signés d'Etat à Etat, comme avant l'explosion de l'URSS. Les Latino-Américains devraient s'adresser d'abord à l'Argentine, leur fournisseur privilégié. Et si elle ne peut satisfaire la demande, ce sera au plus offrant : les Etats-Unis, le Canada ou l'Union européenne (UE), les trois premiers exportateurs mondiaux, dans l'ordre.

Entre les Etats-Unis et l'Union, notamment, les céréales font depuis longtemps l'objet d'une véritable guerre. En 1962, les Etats-Unis et la CEE avaient passé un accord de principe, formulé ainsi par Washington : *« Cultivez et vendez vos céréales et laissez-nous exporter chez vous sans droits de douane notre soja. »* L'Union européenne importe effectivement chaque année davantage de soja sans droits de douane, mais, depuis les accords de Marrakech d'avril 1994 qui clôturèrent le cycle de l'Uruguay, elle ne peut exporter plus de 12 millions de tonnes de blé par an. En revanche, les Etats-Unis peuvent faire entrer dans l'Union 3 300 000 tonnes de blé et de farine, sans quotas. Et les autorités de Bruxelles ont délivré le 5 septembre des certificats permettant à l'Italie et à la Grande-Bretagne d'importer 634 000 tonnes de blé alors qu'à la même époque l'année dernière, l'UE n'en importait que 434 000.

RESTRICTIONS EXCESSIVES

Parallèlement, la Commission européenne ne délivre qu'au compte-gouttes les certificats d'exportation, bien qu'elle n'ait pas de subventions à verser, puisque le prix européen est au niveau mondial. Au regard des ventes habituelles, les autorisations accordées le 14 septembre, après une suspension des ventes de plus de deux mois, sont faibles. La Commission permet aux négociants de privilégier leurs clients les plus importants ou jugés prioritaires : en 1995, 450 000 tonnes seront livrées à Cuba, outre l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et l'Egypte ; certains pays d'Afrique noire qui s'inquiétaient de l'absence de livraisons de blé européen, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Cameroun et le Burkina Faso, recevront 50 000 tonnes. *« Notre souci est d'abord d'approvisionner le marché intérieur »*, explique un fonctionnaire de l'Union.

« Est-il raisonnable de ne pas constituer de réserves de sécurité ? », s'interroge Bruno Catton, directeur de Sigma (Union des coopératives de céréales), qui assure 70 % de la collecte et une bonne part des exportations françaises de céréales. Aussi les producteurs et les exportateurs européens jugent-ils encore insuffisante la réduction à 10 % de la jachère décidée par le conseil des ministres de l'agriculture. *« Pourquoi l'Union s'inflige-t-elle des restrictions dépassant celles exigées lors des négociations du GATT ? Supprimer la jachère comme aux Etats-Unis aurait évité à Bruxelles de gérer la pénurie*, affirme Henri de Benoist, président des céréaliers de France. *Les Quinze se déconsidèrent auprès de leurs clients. Et comme si cela ne suffisait pas, les Etats-Unis organisent la reconquête de l'Europe. »* Les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, se sont achevées le 27 septembre sur un désaccord : les Américains jugent encore excessives les taxes à l'importation de céréales.

LA FRANCE TOUCHÉE

La conjonction de la politique commerciale des Etats-Unis, qui font une surenchère de crédits aux pays demandeurs, des restrictions apportées par les accords de Marrakech et de la réserve bruxelloise, ne favorise pas la France, premier exportateur de l'Union. L'Hexagone, qui a exporté, en 1994, 5,7 millions de tonnes de blé hors U.E, n'atteindra pas ce chiffre en 1995. *« Il nous reste*, dit un négociant, *les pays que les Etats-Unis négligent pour des raisons politiques ou économiques. »* La Chine et Cuba cependant deviennent, depuis deux ans, d'importants marchés pour la France : l'une et l'autre ont acheté 800 000 tonnes de blé l'an dernier. Mais l'essentiel des ventes françaises se font outre-Méditerranée, même si ce marché est disputé par les Américains.

La situation varie selon les pays. Les liens avec le Maroc semblent solides. En 1994, 926 000 tonnes de blé français y ont été acheminées et les négociants prévoient davantage cette année car le pays a souffert d'une irrigation défectueuse. L'Algérie, elle, a acheté 647 000 tonnes de blé et 150 000 tonnes de farine, d'après les statistiques douanières : *« Un pays en désordre civil a plus besoin de produits transformés, prêts à l'emploi, comme la farine et l'huile »*, souligne le Syndicat des meuniers exportateurs (Symex). Mais, signe des temps, les paiements s'effectuent par l'intermédiaire de banques américaines... Enfin la France a vendu 477 000 tonnes de blé à la Tunisie, pays ouvert qui, disposant d'un réseau de distribution privé, essaie de tirer le maximum d'avantages de la rivalité commerciale entre l'Union et les Etats-Unis.

Marie de Varney

La France va pouvoir indemniser ses éleveurs pénalisés par le change

Les éleveurs français du Massif central et de l'Ouest qui exportent des jeunes bovins vers l'Italie vont pouvoir être indemnisés par le gouvernement pour compenser les chutes de prix, et donc de revenus, subies du fait de la dévaluation de la lire. Les ministres de l'agriculture des Quinze sont donc parvenus, non sans mal, à confirmer mercredi 25 octobre leur accord politique de juin dernier.

Le règlement adopté par le Conseil est de portée générale. Il indique que de telles indemnités peuvent être accordées aux producteurs qui ont subi des pertes de revenus notables du fait de fluctuations monétaires importantes. Il reviendra aux autorités nationales d'annoncer quelles catégories d'agriculteurs bénéficieront du dispositif et à la Commission d'apprécier, au cas par cas, s'il n'y a pas « surcompensation ». L'Italie, le Royaume-Uni et la Suède, dont les monnaies ont été dévaluées, n'ont pu repousser ce règlement.



Turquie : condamnations confirmées pour six députés kurdes

ANKARA. La Cour de cassation a confirmé, jeudi 26 octobre, les sentences de six des huit députés kurdes condamnés à la prison, en 1994, pour collaboration avec la rébellion kurde. Elle a cassé, en revanche, les condamnations de Ahmet Turk et Sedat Yurttas, qui devraient être prochainement libérés. Quatre autres députés condamnés, en décembre 1994, à quinze ans de prison, dont Mme Leyla Zana – pressentie pour le prix Nobel de la paix –, ont vu leur peine définitivement confirmée. Sirri Sakik et Mahmut Alinak, qui avaient purgé près du tiers de leur peine au moment de leur condamnation, ont déjà été libérés. Ces décisions de la Cour pourraient compromettre la ratification, en décembre, de l'accord d'union douanière conclu, en mars, entre la Turquie et l'Union européenne. – *(AFP.)*

Les pays arabes s'indignent du vote du Congrès américain

WASHINGTON. La décision du Congrès américain de transférer à terme l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel Aviv à Jérusalem a suscité la colère de nombreuses capitales arabes qui ont dénoncé un coup porté au processus de paix, alors que les négociations sur le statut définitif des territoires occupés à partir de 1967 par Israël – dont Jérusalem-Est – n'ont pas encore commencé. L'OLP a appelé à la convocation, *« au plus vite »*, d'*« un sommet arabe »* ainsi qu'à une intervention du Conseil de sécurité de l'ONU. Les adversaires du processus de paix – Libye, Syrie et Iran – ont stigmatisé cette *« agression »*. En revanche, l'Egypte a minimisé la portée de ce vote. – *(AFP, Reuter.)*

AFRIQUE

■ **TANZANIE : les élections législatives** dans les îles de Zanzibar et de Pemba ont été gagnées par le parti gouvernemental Chama cha Mapinduzi (CCM) qui a obtenu 26 des 50 sièges du parlement local, a annoncé, jeudi 26 octobre, la radio de Zanzibar. Ces résultats risquent d'être contestés par l'opposition favorable au fédéralisme. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **MEXIQUE : l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN)**, active dans l'Etat du Chiapas (sud-est du Mexique), a annoncé, mercredi 25 octobre, qu'elle se met *« en état d'alerte »* dans l'attente d'une attaque de l'armée gouvernementale après l'arrestation, samedi, à Mexico, d'un des dirigeants de l'EZLN. – *(AFP.)*

ASIE

■ **SRI-LANKA : des rebelles tamouls ont tué** une trentaine de villageois cinghalais, jeudi 26 octobre, dans le centre-nord de l'île, a indiqué la police. Il s'agit du cinquième massacre en quelques jours. Les responsables présumés sont les « Tigres » de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Selon les autorités, les séparatistes entendent les contraindre à redéployer leurs forces alors qu'elles tentent de reprendre au LTTE le bastion de Jaffna, au nord de l'île. – *(AFP.)*

MAGHREB

■ **ALGÉRIE : selon son comité de soutien**, l'administration a refusé à l'un des candidats à l'élection présidentielle, Nourredine Boukrouh, l'autorisation de visiter un centre d'aide sociale pour adolescentes, près l'Alger, ainsi que de l'organisation d'un gala électoral. – *(AFP.)*

■ **MAROC : Hassan II est dans un « état satisfaisant »** après son hospitalisation pour *« une infection respiratoire aiguë »* qui l'a privé de tribune lors de l'anniversaire de l'ONU, selon un communiqué publié, mercredi 25 octobre, par le New York Hospital. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ITALIE : un bateau de Greenpeace, l'*Altair***, a été pris d'assaut et évacué par des marins français de la frégate *Dupleix*, mercredi 25 octobre, dans la baie de Brindisi. – *(AP.)*

■ **BOSNIE : un accord se profile sur l'association de la Russie à la force de paix.** Les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine se seraient entendus sur le rôle des troupes russes qui doivent être associées à l'opération de maintien de la paix en Bosnie une fois conclu un règlement. Les 2 000 *« casques bleus »* russes n'assureraient pas de mission de combat mais plutôt un soutien logistique, affirme le *New York Times* dans son édition du jeudi 26 octobre. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

■ **AFRIQUE : pour la première fois depuis trente ans, la part de la France** dans les importations africaines (350 milliards de francs) a très légèrement diminué en 1994 par rapport à 1993, passant 21 % à 20 %, selon le comité patronal des investisseurs français en Afrique.

■ **ALIMENTATION : un « code de conduite pour une pêche responsable »** devrait être adopté au cours de la 28e session de la conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui s'ouvrira, vendredi 27 octobre. Près de 70 % des stocks mondiaux de poissons font l'objet d'une exploitation excessive, selon la FAO.

■ **ALLEMAGNE : le ministre des finances Theo Walgel** s'est engagé, mercredi 25 octobre, à maintenir le déficit budgétaire, en 1996, à 60 milliards de DM (plus de 210 milliards de francs). Manque à gagner de 13 milliards sur les recettes fiscales et charges supplémentaires d'aide aux chômeurs seront compensés par 9 milliards de privatisations et 5 milliards d'économies supplémentaires, auxquelles s'ajoutera l'effet de la réduction des taux d'intérêt sur la dette publique. – *(AFP.)*

■ **ETATS-UNIS : le déficit du budget fédéral** a diminué, pour la troisième année consécutive, de 164 milliards de dollars sur l'année 1994-1995 par rapport à l'exercice antérieur, a annnoncé, mercredi 25 octobre, le président Clinton.

Le Congrès espagnol a rejeté le projet de budget du gouvernement

Malgré ce nouveau désaveu, Felipe Gonzalez n'entend pas dissoudre l'Assemblée

Le projet de budget du gouvernement espagnol a été rejeté, mercredi 25 octobre, par le Congrès des députés à une large majorité (183 voix contre 158). Seuls les socialistes ont voté pour. Toutes les autres formations se sont prononcées contre, y compris les nationalistes catalans qui, depuis le mois de septembre, ont lâché le régime. M. Gonzalez n'entend cependant pas dissoudre l'Assemblée *(Lire aussi notre éditorial page 13)*.

MADRID
de notre correspondant

Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de Felipe Gonzalez, il y a tout juste treize ans, le 28 octobre 1982, les socialistes sont mis en minorité. Ce qui normalement devrait immédiatement conduire à la dissolution du Parlement et à la convocation d'élections générales. *« Le président du gouvernement est politiquement obligé de présenter immédiatement le décret de dissolution au roi »*, a estimé José Maria Aznar, président de la principale formation d'opposition, le Parti populaire (PP, droite). *« C'est une conséquence logique qui découle du respect des règles du jeu parlementaire et du respect des règles de notre système démocratique »*, a-t-il ajouté, tandis que Rosa Aguilar, porte-parole d'Izquierda Unida (IU, gauche unie, coalition dominée par le Parti communiste), a exigé la démission du chef de l'exécutif.

Pour le président Gonzalez, il n'est pourtant pas question de dissoudre la Chambre maintenant, mais seulement au terme de la présidence espagnole de l'Union européenne, c'est-à-dire à la fin de l'année, et de convoquer des élections générales comme il a été prévu, en mars 1996. *« Il faut savoir gagner et perdre une bataille parlementaire »*, a-t-il indiqué, estimant qu'il y avait encore *« une majorité pour voter les lois déja soumises au Parlement, ce qui me paraît important pour achever le processus législatif »*. Parmi les lois en cours d'examen figurent notamment la réforme du code pénal et la modification de la législation sur les sociétés.

Quelles que soient les raisons invoquées par Felipe Gonzalez pour ne pas se plier aux conséquences de sa mise en minorité, celles-ci sont considérées comme un *« grave dommage à l'institution parlementaire »* pour l'opposition qui ne se prive pas de rappeler que, le 17 juillet, le chef de l'exécutif avait déclaré qu'il *« n'était pas disposé à gouverner en minorité »*.

Le rejet du budget va probablement susciter une nouvelle tempête politique en cette fin de règne socialiste. Le pouvoir est déjà accusé de se maintenir contre vents et marées, de *« prolonger l'agonie du pays »* et de gagner du temps dans un but purement électoral pour disposer d'une période suffisante pour préparer la prochaine échéance. Faux, répond-on dans les cercles gouvernementaux, accusant les forces de l'opposition d'être *« irresponsables »* pour avoir retourné la copie du ministre de l'économie et des finances, Pedro Solbes, alors que la nation a besoin d'un budget.

« TERRE BRÛLÉE »

Pour M. Solbes, on ne peut qu'être d'accord avec l'austérité du budget, car c'est nécessaire pour le pays et, de toutes façons, il sera trop tard, pour le prochain vainqueur du scrutin, d'en préparer un autre dans des conditions satisfaisantes.

Pedro Solbes a tenté de convaincre, insistant sur le fait qu'une attitude purement négative mettait en péril la possibilité pour l'Espagne de rejoindre rapidement l'Union économique et monétaire européenne, qu'elle créait des *« risques et des incertitudes inutiles »*, et que le rejet en bloc sans discussion des différents chapitres correspondait à *« une politique de la terre brûlée pour arriver au pouvoir à n'importe quel prix »*. Ses arguments n'ont pas été retenus par l'opposition modérée, et tout particulièrement par les nationalistes catalans, alliés pendant deux ans et demi du régime et qui, auparavant, appuyaient la politique économique de Felipe Gonzalez. Désormais, les socialistes devront avoiAi recours à un décret-loi pour reconduire le budget de cette année.

Au-delà de ces inconvénients, la démonstration de ce manque de confiance parlementaire constitue un fait historique qui marque pratiquement l'ouverture de la précampagne électorale. Selon l'opposition, cette mise en minorité correspond en effet à une motion de censure, même si celle-ci a un sens tout à fait différent en Espagne. Elle ne peut, en effet, qu'être constructive et ne peut s'articuler qu'autour d'une nouvelle majorité, d'un programme de gouvernement et d'un candidat à la présidence. Ce qui n'est pas le cas, bien qu'il s'agisse d'un vote de défiance.

Aux yeux du PP et de l'IU, le gouvernement n'a cependant plus d'existence légitime et les deux partis s'apprêtent à lui rendre la vie intenable au cours de ses derniers mois d'existence. Une situation à laquelle Felipe Gonzalez s'est préparé. Dès lundi, depuis New York, où il assistait à l'assemblée générale des Nations unies, il donnait pour acquis le rejet du budget tout en précisant : *« Nous le représenterons tel quel au mois de mars et je suis sûr que les citoyens vont approuver parce que nous allons gagner les élections. »*

Méthode Coué, sans doute, puisque tous les sondages donnent le PP largement vainqueur. Mais Felipe Gonzalez adore encore les défis, même après vingt et un ans à la tête du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et, surtout, il sait qu'il est en mesure de réduire la majorité du PP. Tel sera à n'en pas douter l'un des enjeux fondamentaux du scrutin. Majorité absolue ou relative pour l'opposition ? Felipe Gonzalez n'ignore donc pas que les sondages créditent le PSOE de cinq points supplémentaires s'il mène une nouvelle fois la bataille, qu'il reste le leader politique le plus populaire du pays en dépit d'une fin de parcours plutôt difficile, et que la cote de José Maria Aznar est pour le moment en baisse. Il ne s'est pas encore prononcé et se refuse à donner la moindre indication sur ses intentions.

Sa décision sera prise sans doute au mois de novembre au regard, entre autre, des développements du dossier GAL (groupes antiterroristes de libération). L'opposition entend bien se servir au maximum de la caisse de résonance que constitueront les travaux de la commission d'enquête parlementaire constituée la semaine dernière par le Sénat pour tenter de faire retomber les responsabilités politiques sur les épaules de Felipe Gonzalez. En plus, la demande de levée d'immunité parlementaire de José Barrionuevo, qui fut, pendant cinq ans et demi son ministre de l'intérieur, a fait franchir un nouveau pas à ce scandale qui désormais est dans la cour du gouvernement même si aucun fait n'est reproché actuellement à celui qui n'est plus qu'un simple parlementaire.

Là encore, Felipe Gonzalez affiche une parfaite assurance et une tranquillité surprenante. Il se déclare favorable à la levée de l'immunité afin que son ancien ministre puisse s'expliquer comme il le souhaite et propose que tous les députés socialistes votent selon leur conscience. En dépit de tous ces écueils, le chef du gouvernement apparaît imperturbable, semblant digérer les uns après les autres les revers, comme si sa capacité à rebondir était inépuisable. Jusqu'à quand ?

Michel Bole-Richard

L'ex-ministre de l'intérieur inculpé

Trois anciens responsables de la sécurité du gouvernement de Felipe Gonzalez, dont l'ancien ministre de l'intérieur, José Luis Corcuera, ont été inculpés, mercredi 25 octobre, pour détournements de fonds publics dans l'affaire des GAL : José Luis Corcuera, l'ex-secrétaire à la sécurité nationale, Rafael Vera, et l'ancien directeur de la sûreté, Julian Sancristobal, sont accusés d'avoir utilisé des fonds secrets du gouvernement pour financer la liquidation physique de séparatistes basques. – *(AFP.)*

Fausto Bertinotti, communiste et allié tactique de Forza Italia

ROME
de notre correspondante

« Reviens sur ta décision, camarade, tu ne peux nous jeter dans les bras des fascistes ! » Cette supplique d'un vieux militant n'a pas fait fléchir Fausto Bertinotti, le secrétaire de Rifondazione Comunista – dernier îlot des marxistes purs et durs en Italie. Avec son accent piémontais presque aussi chic que celui de Gianni Agnelli, il a expliqué que c'était une question de *« cohérence »* et que, décidément, il voterait la censure contre le gouvernement Dini, dût-il le faire en compagnie de la droite.

C'était mercredi 25 octobre à la télévision italienne, quelques heures avant le vote à la Chambre des députés qui déciderait, jeudi 26 octobre, du sort du gouvernement de « techniciens » de Lamberto Dini, en se prononçant sur la motion de censure déposée par Silvio Berlusconi et le pôle de centre droit. Le gouvernement était soutenu par le centre gauche, notamment par les progressistes du PDS, ces ex-communistes venus à la social-démocratie en 1991, mais son existence était menacée par les communistes de Rifondazione, eux-aussi issus du PCI, dont l'apport des voix (24) à la droite (Forza Italia et Alliance nationale) pouvait se révéler décisif. De quoi être dérouté, d'autant que Rifondazione venait de passer un accord de désistement électoral avec le pôle dit de « l'Olivier » (gauche non communiste et centre gauche).

Ce n'est pas la première fois que Fausto Bertinotti, ce syndicaliste élu à cinquante-trois ans, en janvier 1994, secrétaire de son parti, déconcerte. De famille ouvrière, cet autodidacte élégant et chaleureux que les télévisions s'arrachent – y compris celles de l'anticommuniste Silvio Berlusconi, trop content d'avoir trouvé cet allié inattendu – n'a pourtant pas varié : il entend mener une « lutte de classes » contre la droite et sanctionner les compromissions du PDS avec le pouvoir. Dénonçant sa *« politique d'isolationnisme »*, dix-huit de ses parlementaires ont claqué la porte en juin dernier, formant le parti des « Communistes unitaires » qui se sont rapprochés du PDS. Hostile dès le début au gouvernement Dini, dont il désapprouve la politique économique (Rifondazione avait appelé à voter « non » à la réforme des retraites, puis au budget), Fausto Bertinotti a réclamé sans discontinuer de nouvelles élections, espérant « mordre » un peu sur le PDS. N'ayant pas recueilli assez de signatures pour déposer sa propre motion de censure, il s'est joint à celle de M. Berlusconi. *« Je ne me sens pas contaminé parce que je vote avec la droite,* confie-t-il, *c'est pour mieux la combattre. »*

Si combattre la droite, c'est faire son jeu, « cohérence » rime avec inconscience, estiment, quant à eux, les chefs du centre gauche, dont le secrétaire du PDS, Massimo D'Alema, pour qui M. Bertinotti se trompe d'enjeu : *« Il ne s'agit pas de sauver les salaires des travailleurs,* dit-il, *mais la démocratie. »*

M.-C. D.

Avec l'élection de John Sweeney à la tête de l'AFL-CIO, la centrale syndicale américaine espère un sursaut

WASHINGTON
de notre correspondante

Après de longues années de déclin, le mouvement syndical américain s'est enfin donné une chance de rebondir avec l'élection, mercredi 25 octobre, d'un nouveau président à la tête de la grande confédération AFL-CIO : John Sweeney, chef de file du groupe de rénovateurs qui avait acculé l'ancien président Lane Kirkland à la démission en juin dernier, au bout de seize ans de règne.

« Si vous en avez ras-le-bol qu'on vous marche dessus, dites non au statu quo », avait lancé dans la journée John Sweeney en guise d'argument électoral au millier de congressistes rassemblés à New York pour la convention nationale de l'AFL-CIO, qui se tient tous les deux ans. Par *statu quo*, ce syndicaliste de soixante et un ans, qui dirigeait jusqu'ici la Fédération des services, visait Tom Donahue, président intérimaire de l'AFL-CIO, depuis le départ de Lane Kirkland dont il était le numéro deux, et qui prétendait lui aussi à sa succession. De ces deux natifs du Bronx, tous deux d'origine irlandaise et tous deux favorables au changement, c'est le plus agressif, John Sweeney, qui l'a emporté. Mais plus encore que sa victoire, c'est la période d'intense débat dont elle a été précédée qui, à l'issue de ce congrès, donne le sentiment aux syndicalistes américains que leur mouvement moribond peut aujourd'hui prendre un nouveau départ.

Car si la « bête » bouge encore, elle est en piteux état. Le taux de syndicalisation de la main-d'œuvre américaine est passé de 35 % en 1955 (année de la fusion de l'American Federation of Labor et du Congress of Industrial Organizations) à 15,5 % aujourd'hui et encore, grâce au secteur public : dans le secteur privé, seul un travailleur sur dix adhère à un syndicat. En dépit de la reprise économique, de l'accroissement des bénéfices des entreprises et d'un taux de chômage peu élevé, les salaires stagnent, contraignant une partie de la main-d'œuvre à occuper deux emplois par jour pour joindre les deux bouts.

ABSENT DU DÉBAT POLITIQUE

La mondialisation de l'économie et la dérégulation d'industries ont profondément modifié le marché du travail américain, laissant filer à l'étranger une bonne partie des emplois industriels et créant un climat de précarité chez les salariés. Enfin, le mouvement syndical est remarquablement absent du débat politique et social de ces dernières années aux États-Unis. Lorsque le Congrès républicain s'attaque à des piliers de l'idéal égalitariste des années 60 comme l'aide sociale, l'assurance-maladie pour les retraités ou la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes et des minorités ethniques, les syndicats sont muets. Ils se sont le plus souvent limités à protéger les avantages acquis de leurs adhérents, dont le nombre diminuait comme une peau de chagrin.

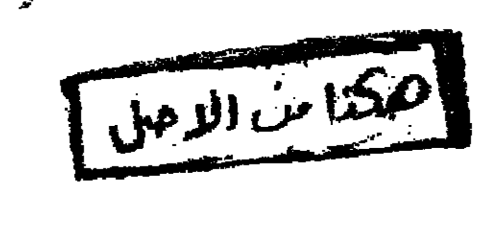
Depuis le départ de Lane Kirkland un vent de changement souffle sur l'AFL-CIO qui, avec treize millions de membres, regroupe 80 % des adhérents syndicaux dans le pays : pour la première fois en quarante ans, les congressistes ont dû choisir entre plusieurs candidats pour élire leur président, et cette compétition a fourni l'occasion d'un débat approfondi sur le rôle, la nature et l'avenir du syndicalisme aux Etats-Unis. John Sweeney donne la priorité, pour rétablir l'influence du mouvement syndical, au renforcement de l'organisation et du recrutement. Il souhaite, également, que les syndicats s'ouvrent davantage aux femmes et aux minorités ethniques, qu'ils *« exploitent les nouveaux outils médiatiques »* et qu'ils reviennent à des méthodes de revendication plus militantes.

DÉCEPTION

Paradoxalement, c'est peut-être la défaite de la majorité démocrate au Congrès, aux élections législatives de 1994, qui a provoqué un sursaut de l'AFL-CIO. Après douze années d'administration républicaine, sous les présidents Reagan et Bush, l'arrivée du démocrate Bill Clinton à la Maison Blanche avait été perçue comme une bouffée d'oxygène par les syndicalistes ; mais cet espoir a été déçu par l'adoption de l'Alena, l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada, contre lequel ils se sont battus en vain, puis par l'échec du projet présidentiel de réforme du système de santé.

La majorité démocrate au Congrès était le dernier rempart du mouvement syndical, et cette protection s'est effondrée, en novembre 1994, avec l'arrivée d'une majorité républicaine particulièrement combative. Preuve qu'il y a un vide à combler, de nouvelles formes de syndicalisme – syndicats associatifs, coordinations – sont apparues en dehors des structures traditionnelles... Pour relever le défi, l'AFL-CIO devra mener sa réflexion beaucoup plus loin.

Sylvie Kauffmann



gnol a rejeté le projet
du gouvernement

Le président tchadien veut relancer le processus électoral

En butte aux critiques de la France, Idriss Deby cherche à donner des gages de démocratie et accepte le principe d'une table ronde avec les organisations rebelles

N'DJAMENA
de notre envoyé spécial

En recevant récemment la presse française, africaine et tchadienne à l'occasion d'une émission de la radio Africa numéro 1, le président Idriss Deby tenait à rectifier l'impression déplorable qu'ont laissée les dernières tribulations du processus démocratique au Tchad, enclenché il y a cinq ans lors de la Conférence nationale souveraine (CNS). Il a donc annoncé le début du recensement électoral pour le 1er novembre afin d'aboutir au scrutin présidentiel au milieu de l'année 1996, précisant qu'il *« réfléchirait »* à sa candidature en temps utile.

Le président tchadien a évoqué, à plusieurs reprises, *« cette transition qui tue le pays »*, mettant en doute la volonté de la cinquantaine de partis politiques, apparus depuis 1990, de voir aboutir le processus électoral. Il est revenu sur la situation des droits de l'homme assurant, entre autres propos, qu'il regrettait que des agents de l'État *« tabassent des journalistes et cassent le matériel d'un journal »*, faisant allusion à l'intervention musclée de l'Agence nationale de sécurité dans les locaux du journal indépendant *N'Djamena Hebdo* que le chef de l'État a qualifié de *« journal diable »*.

LES EFFECTIFS MILITAIRES

M. Deby est ensuite revenu, au cours d'un bref entretien avec *Le Monde*, sur l'irritation que certains responsables de la politique africaine de la France manifestent à son égard (*Le Monde* du 13 septembre). *« L'irritation du gouvernement français est bien fondée, car il a mis à la disposition du Tchad des moyens pour le recensement et les opérations électorales. Mais cette irritation est dirigée contre le blocage du processus, pas contre Deby »*, a-t-il estimé.

Le général de corps d'armée Deby – promu, à ce rang, au printemps – interprète, de même, la réduction des effectifs de la mission de coopération militaire française comme un signe positif : *« La France nous a aidé à réduire les effectifs de l'armée nationale tchadienne de 45 000 à 17 000 hommes, c'est une opération parfaitement réussie »*.

Pour ce qui concerne une table ronde, qui réunirait le gouvernement et les *« politico-militaires »* c'est à dire les organisations qui mènent des rébellions dans plusieurs régions du Tchad – les provinces du Logone, du Lac et du Ouaddaï –, le président semble en accepter le principe même si la pression de ces groupes *« est surtout médiatique »*.

Des contacts ont été pris mais M. Deby ne se prive pas de brocarder les différentes factions. *« Il y avait quatre représentants de Goukouni* [Oueddei, l'ancien président] *mais les gens du MDD* [un mouvement que l'on dit proche d'Hissène Habré, le successeur de M. Oueddei] *affirment qu'ils ne sont pas présents sur le terrain. Mais ce sont des Tchadiens et nous devons nous retrouver dans l'intérêt des uns et des autres »*. Cette table ronde devrait se réunir dans une capitale africaine, parallèlement à la reprise du processus électoral.

Thomas Sotinel

Le colonel Kadhafi suspend l'expulsion des Palestiniens de Libye

Le « Guide de la révolution » menace de chasser un million d'Africains

La Libye est revenue provisoirement sur sa décision d'expulser les Palestiniens présents sur son territoire. *Un moratoire de trois à six mois a été décrété par le colonel Kadhafi.* Il devrait mettre un terme au calvaire des expulsés immobilisés à la frontière égypto-libyenne.

SYRTE
de notre envoyé spécial

Le problème du millier de Palestiniens bloqués dans le désert, à la frontière égypto-libyenne, est temporairement résolu. Le colonel Mouammar Kadhafi a annoncé, au cours d'une conférence de presse réunie, mercredi 25 octobre, à Syrte, qu'il tentait *« personnellement de convaincre les Palestiniens de rester en Libye de trois à six mois, malgré leur détermination à rentrer dans leur pays, la Palestine »*. Il a précisé que ce délai permettra à dix mille étudiants palestiniens qui se trouvent en Libye de terminer leur année d'études. Le « Guide de la révolution » n'a pas indiqué si ses *« efforts »* avaient déjà abouti, mais il ne fait pas de doute que sa *« tentative »* sera bien accueillie par les Palestiniens.

La télévision libyenne avait préparé le terrain, en diffusant, la veille, un programme sur le *« camp palestinien du retour »*, situé à la frontière avec l'Egypyte. Des représentants des Palestiniens du camp avaient déclaré que *« l'objectif est désormais atteint »*, la preuve ayant été faite, selon eux, que *« l'accord* [d'Oslo] *entre l'entité sioniste et Abou Ammar* [Yasser Arafat] *ne résout pas le problème palestinien »*.

Le chef de l'Autorité palestinienne a été pris à partie par d'autres intervenants, dont l'un l'a soupçonné d'être *« d'origine juive »*. Quelques heures auparavant, le colonel Kadhafi avait estimé que Yasser Arafat était devenu le *« chef de la gendarmerie palestinienne »*, chargé de réprimer les Palestiniens pour le compte des Israéliens.

Le dirigeant libyen a précisé que le délai de six mois qu'il venait d'accorder aux Palestiniens résidant dans son pays était la *« dernière chance offerte au monde pour résoudre la question palestinienne »*. Si une solution n'est pas trouvée, les Palestiniens marcheront de Syrie, du Liban, de Jordanie et de Libye pour rentrer en Palestine, a-t-il menacé. *« Il y aura alors trente-cinq mille Palestiniens à la frontière égyptienne de Salloum. Je suis déterminé* [à obtenir] *le retour des Palestiniens pacifiquement, ou par la guerre. C'est au monde de choisir entre le rameau d'olivier et le fusil »*, a ajouté le colonel Kadhafi, qui avait convié une centaine de journalistes arabes et occidentaux.

M. Kadhafi a saisi l'occasion pour accuser la presse de tromper le monde en affirmant que son pays expulsait les Palestiniens. *« Il ne s'agit pas d'expulsions, mais de retour à la mère patrie, a-t-il martelé. Les vraies expulsions ont eu lieu quand les Palestiniens ont été chassés de Palestine »*. En revanche, le dirigeant libyen a réitéré sa menace d'expulser un million d'expatriés africains qui se trouvent en situation irrégulière en Libye. *« Est-ce que le Tchad, le Niger, l'Egypte ou la Tunisie acceptent que 100 000 ou 250 000 Libyens entrent chez eux sans papiers d'identité ? »*, s'est-il demandé pour justifier cette décision. Selon un quotidien proche du gouvernement de Khartoum, 26 000 Soudanais expulsés de Libye feraient déjà route vers leur pays d'origine.

Alexandre Buccianti

Les fonctionnaires brésiliens vont perdre la sécurité de l'emploi

Le vote des députés constitue une victoire du président Cardoso contre sa propre majorité

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Le gouvernement brésilien a remporté mardi 24 octobre une victoire au Congrès, qui ouvre la voie à la suppression de la sécurité de l'emploi pour tous les fonctionnaires, qu'ils relèvent du pouvoir fédéral, des Etats ou des municipalités. La commission de la Constitution et de la justice de la Chambre des députés a, en effet, approuvé, par 27 voix contre 23, cet élément central de la réforme de l'administration présentée par le président Fernando Henrique Cardoso.

Ce dernier avait hésité, retirant son projet à plusieurs reprises devant l'hostilité d'une partie de sa majorité. Le vote de mardi n'est que le premier pas du processus complexe qui doit aboutir l'an prochain à l'abolition du principe de la garantie d'emploi à vie dont bénéficient les fonctionnaires depuis 1953, mais il est décisif.

Ce résultat n'était nullement acquis d'avance et il a fallu que le président intervienne personnellement auprès de plusieurs députés, appartenant pourtant à sa majorité, pour qu'ils votent en faveur de la réforme.

Il est vrai qu'au Brésil, où d'innombrables parlementaires changent d'affiliation en cours de mandat, la notion de fidélité à un parti est assez ténue. La menace, un moment brandie puis retirée, d'être expulsés de la majorité, en a cependant convaincu quelques-uns. Les plus récalcitrants ont été les parlementaires originaires du Nordeste, cette région deshéritée aux structures sociales encore empreintes de féodalisme, où les caciques locaux distribuent traditionnellement à leurs obligés des postes dans la fonction publique. Curieusement, le combat de ces notables en faveur de la sécurité de l'emploi des fonctionnaires est apparu à l'occasion plus virulent que celui mené à gauche par le Parti des travailleurs.

Après beaucoup de tergiversations, la commission a approuvé la partie la plus discutée de la réforme souhaitée par le président Cardoso. Les fonctionnaires devraient pouvoir désormais être licenciés non seulement pour incompétence, mais aussi lorsqu'ils sont en nombre excessif. Un plafond a même été fixé. Les licenciements interviendront lorsque les salaires représenteront plus de 60 % du budget d'un organisme public. Marcello Alencar, gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, s'est publiquement réjoui de cette disposition. *« Il faut briser cette relation cynique qui existe entre une masse de petits fonctionnaires qui travaillent peu et gagnent peu et une poignée de hauts fonctionnaires très bien payés »*, a-t-il affirmé. Les 360 000 fonctionnaires de l'Etat de Rio absorbent actuellement 78 % du budget de cet Etat.

La joie du président Cardoso, à peine rentré des Etats-Unis, où il avait participé aux cérémonies du cinquantième anniversaire des Nations unies, n'a cependant pas été sans mélange. Il a été obligé, mardi, d'accepter que la validité du Fonds social d'urgence, une enveloppe que le gouvernement redistribue aux régions les plus pauvres, ne soit prolongée que de dix-huit mois, et non de quatre ans comme il le souhaitait.

José Sarney, ancien président du Brésil de 1985 à 1990 et actuel président du Sénat, a fait en sorte qu'il en soit ainsi. On prête à M. Sarney l'ambition de se présenter à l'élection présidentielle de 1998. Il n'aurait pas voulu laisser jusqu'à cette date une arme électorale aussi considérable entre les mains de M. Cardoso, au cas où ce dernier serait tenté par un second mandat. La Constitution actuelle interdit qu'un président sortant soit candidat à sa propre succession, mais elle peut fort bien être modifiée d'ici 1998.

Dominique Dhombres

Une tribu indienne découverte en Amazonie

Un groupe de sept Indiens, dont deux enfants, appartenant à une tribu encore inconnue, ont été découverts dans l'Etat amazonien du Rondonia. Selon les reponsables de la Fondation nationale de l'Indien (Funai), ces Indiens parlent une langue inconnue et vivent nus. Les hommes ne portent qu'un étui sur le pénis et des bracelets tissés avec des fibres de palmier. A la demande de la Funai, un juge de Porto Velho (capitale du Rondonia) a interdit, dans un rayon de 3 kilomètres à partir des hameaux, la zone de forêt où ont été localisées les tribus.

A la découverte du Brésil, en 1500, les Indiens étaient de trois à cinq millions, selon les historiens. Actuellement il n'en reste plus que quelque deux cent cinquante mille, répartis en une soixantaine de petits groupes isolés en Amazonie. – *(AFP).*

POUVOIR Jacques Chirac devait répondre, jeudi 26 octobre, à partir de 20 h 15, aux questions posées sur France 2 par Alain Duhamel. Pour cette troisième intervention télévisée en deux mois, le président de la République prévoyait d'insister sur la continuité entre sa campagne électorale et l'action du gouvernement d'Alain Juppé. ● LA DROITE attend du chef de l'Etat une clarification, d'autant plus urgente que les députés ont le sentiment de ne pas savoir que répondre à leurs électeurs désorientés. La majorité est elle-même partagée entre le libéralisme et le « colbertisme » que M. Chirac avait mariés durant sa campagne. ● L'ACTION DIPLOMATIQUE, à laquelle le chef de l'Etat s'est largement consacré depuis son élection, lui vaut des critiques inégalement justifiées. M. Chirac donne néanmoins l'impression, dans ce domaine, de chercher encore ses « marques ».

M. Chirac revendique un « grand dessein européen » pour la France

Le président de la République devait procéder, jeudi 26 octobre, sur France 2, à un « recadrage » de son action et de celle du gouvernement, en affirmant que l'Europe n'est pas à ses yeux une contrainte, mais un axe essentiel de la politique qu'il entend diriger durant son septennat

MERCREDI SOIR à Bonn pour, au-delà du chancelier allemand, s'adresser aux marchés financiers ; jeudi soir sur France 2 pour parler aux Français : Jacques Chirac est contraint de se battre sur tous les fronts. La multiplication de ses interventions télévisées (il a été le 5 septembre l'invité du journal de la mi-journée de France 2, puis le 10 septembre celui de « 7 sur 7 » sur TF 1)indique clairement qu'il mesure l'insuffisance de la communication gouvernementale et estime qu'il lui revient de prouver que l'action conduite depuis son installation à l'Elysée s'inscrit dans une stratégie réfléchie.

L'attente des députés de la majorité est forte. Depuis la fin des vacances ils espèrent un « cadrage » précis de l'action ministérielle. Or, à tort ou à raison, ils n'ont pas eu l'impression de l'obtenir d'Alain Juppé. Empêtré dans l'affaire de son appartement, le premier ministre n'a pas pu, en ce début d'automne, donner à son gouvernement le nouveau départ dont il avait besoin. Comme finalement, le remaniement, un temps sérieusement envisagé à l'Elysée, n'a pas été jugé possible ou opportun, au moins actuellement, il ne reste plus, faute d'actes, que le verbe. La teneur de l'intervention télévisée du chef de l'Etat est donc capitale pour calmer les impatiences, le temps que le premier ministre règle les deux dossiers, tout aussi essentiels que délicats, dont le gouvernement doit se sortir dans les mois à venir : la protection sociale et la réforme fiscale.



Cependant, si Jacques Chirac se retrouve ainsi en première ligne, ce n'est pas simplement parce qu'Alain Juppé n'aurait pas réussi ; c'est aussi, et peut-être surtout, parce que les dificultés de l'action gouvernementale sont d'abord les fruits des ambiguïtés de la campagne électorale et de la composition de l'équipe ministérielle, laquelle relève, pour l'essentiel, des choix du président de la République. La stratégie suivie depuis la rentrée a été mise au point, en outre, lors du long week-end de travail qui avait réuni les deux patrons de l'exécutif à la fin du mois d'août au fort de Brégançon.

Premier responsable, M. Chirac devait donc, jeudi soir, expliquer pour convaincre. L'objectif principal est toujours le même : assurer que sa politique et celle de son premier ministre n'en font qu'une, et qu'elles ont pour seul but de mettre en oeuvre les promesses de la campagne présidentielle. Il se prépare aussi, toutefois, à faire admettre qu'il n'est pas possible de le faire en six mois. Cela va obliger M. Chirac à clarifier les points les plus sujets à discussion. Ainsi, il veut redire que la réduction des déficits budgétaires et sociaux est un impératif qui ne doit pas souffrir de contestation. D'autant qu'il en attend une importante contre partie ; une diminution significative des taux d'intérêt qui pénalisent l'économie française ; il espère, même, que pour prouver que la bonne direction est prise, il sera possible d'« acter » clairement cette réduction.

Il sait aussi qu'il lui faut s'exprimer, enfin, clairement sur la politique européenne de la France, qui conditionne tous les choix économiques et financiers. Ses déclarations après son diner avec Helmut Kolh sont un premier élément de réponse *(lire page 2)*, mais il devait aller au delà en remettant *« en perspective le grand dessein européen de la France »*, pour reprendre l'expression d'un des ministres qui affirment avoir été informés des grandes lignes de l'intervention télévisée du chef de l'Etat.

M. Chirac se prépare donc à exprimer une position claire sur le destin européen de la France, qu'il devrait présenter non comme une contrainte – ce que ressent une partie de sa majorité –, mais comme un axe essentiel de son septennat, après celui de son prédecesseur. Il estime, en effet, qu'il n'y a pas d'autre politique européenne que celle qui est conduite et dont M. Juppé est le garant.

Remettre en perspective, c'est d'ailleurs l'essentiel de l'objectif de M. Chirac. Ce message, il veut adresser à l'ensemble des Français, mais, plus précisément, aux électeurs de la droite et donc, implicitement, à leurs représentants : les députés du RPR et de l'UDF.

Thierry Bréhier

La majorité partagée entre libéraux et « colbertistes »

LA DROITE aurait-elle perdu le nord ? Six mois à peine après l'élection de Jacques Chirac à l'Elysée, la voilà comme épuisée par sa propre conquête, impuissante à maîtriser sa victoire, privée de ses certitudes, déboussolée, presque anxieuse. En proie à une sorte de mouvement brownien qui brouille les lignes de force d'un paysage construit depuis trois décennies, au pouvoir, puis dans l'opposition.

A l'arrière-plan, les partis politiques s'effritent ou s'érodent. Machine de guerre électorale conçue par et pour Jacques Chirac, le RPR est orphelin de son chef naturel, quand bien même Alain Juppé aurait hérité, en lui succédant le 15 octobre, d'un morceau de la croix de Lorraine. Hormis le compagnonnage et ses rites, le parti néo-gaulliste – bien obligé d'abandonner l'enthousiasme confortable des discours d'opposition –, n'offre d'autre perspective aux siens que de serrer les coudes et les dents pour gouverner par temps difficile. La reconversion est d'autant moins commode que les blessures de la campagne électorale restent vives, comme l'a démontré l'accueil plutôt rude réservé à Edouard Balladur aux assises du mouvement, le 15 octobre.

L'UDF est encore moins à l'aise, qui n'a participé à la présidentielle que par procuration. Incertaine du sort qu'elle peut réserver à son président et parrain historique, Valéry Giscard d'Estaing, plus que jamais ballottée au gré des ambitions des uns et des rancoeurs des autres, partagée entre ceux des siens qui sont au gouvernement et ceux qui en ont été écartés, éparpillée en autant de chapelles qu'elle compte de caciques, la confédération libérale et centriste peine à trouver une identité. Elle demeure un cartel, d'abord chargé de faire pièce au RPR. Hors période électorale, ce n'est pas un ressort bien puissant.

LES JEUX SONT FAITS

Beaucoup, à droite, espéraient que la présidentielle changerait la donne. Il y a un an, chacun jaugeait les chances de l'un ou l'autre champion de la droite ; les clans se comptaient fébrilement, soupesaient les perspectives de recomposition et faisaient des plans sur la comète. Désormais, les jeux sont faits. Certes, le retour en force des partisans de M. Balladur à l'Assemblée nationale n'est pas passé inaperçu à l'occasion du débat budgétaire, mais le constat brutal de Michel Péricard, président du groupe RPR, n'est pas faux : *« Les balladuriens ont cessé d'exister le soir du premier tour. »*

Il peut rester des réseaux, des connivences, de communs désirs de reconquête : cela ne constitue plus, pour l'instant, un pôle attractif pour une majorité en quête de points d'appui ni, particulièrement, pour les dizaines de nouveaux députés de 1993 dont le sort ne tient qu'à un fil.

Dès lors, chacun tire à hue et à dia. Sans que l'on puisse assurer que les majorités d'humeur, aujourd'hui, accoucheront, demain, de majorités d'idées. Perceptible depuis le début de la discussion budgétaire, le clivage sera plus évident encore quand seront sur la table les deux réformes majeures de la protection sociale et de la fiscalité.

Adossés aux critères de convergence du traité de Maastricht, à l'écoute des exigences des marchés financiers, les libéraux ont le vent en poupe. Or les croisés de la compétitivité internationale, de l'Etat modeste, de l'initiative individuelle et de la déréglementation économique et sociale ne se comptent plus seulement dans les rangs de l'UDF, mais également chez les néo-gaullistes. Soucieux de cohésion sociale, attachés, peu ou prou, à l'engagement et au volontarisme de l'Etat, souvent réticents, voire hostiles, à l'égard de l'implacable mécanique européenne, les « colbertistes » font front, mais dos au mur.

Jacques Chirac avait réussi, le temps d'une campagne, la synthèse improbable des contraires. Il lui reste à faire la démonstration que ce syncrétisme est durable.

Gérard Courtois

Une diplomatie qui cherche encore ses marques

JACQUES CHIRAC devrait ne donner d'interviews qu'en anglais. Il s'est taillé un franc succès, lundi 23 octobre, chez Larry King, l'un des présentateurs-vedettes de la chaîne américaine CNN, en défendant certains aspects de sa politique étrangère qui ne suscitent, d'ordinaire, qu'aigreur ou scepticisme. Car dans le domaine de la diplomatie aussi, ostensiblement transféré du Quai d'Orsay à l'Elysée, les six premiers mois ont été rudes, en termes de popularité du moins.

Injustement rudes, sans doute, si l'on se souvient des éloges qu'avaient valus à son prédécesseur certains gestes de politique-spectacle, telle cette équipée à Sarajevo, en mai 1992, qui avait donné le coup d'envoi d'une politique calamiteuse en Bosnie. M. Chirac, lui, est devenu le chef d'Etat le plus populaire à Sarajevo, parce qu'il a dit ce que François Mitterrand ne voulait pas dire – que les Serbes étaient les agresseurs – et parce qu'il a su défaire ce que son prédécesseur avait fait : l'impuissance paralysante de la Forpronu, qui faisait obstacle à toute intervention extérieure musclée en Bosnie.

Mais cette gloire n'a guère débordé de la ville assiégée. D'abord parce que l'annonce, au début de l'été, de la reprise des essais nucléaires et la vindicte planétaire qu'elle a déclenchée ont pris le dessus. Ensuite, parce que les Etats-Unis ont finalement décidé de se mêler de l'affaire bosniaque (comme Paris le leur réclamait depuis deux ans) et qu'un tel engagement massif de la diplomatie américaine a pour effet quasi mécanique de marginaliser l'action de la France. Il n'empêche : la Bosnie a été le terrain sur lequel la France s'est refait, vis-à-vis des Etats-Unis, un statut d'interlocuteur qui compte, même si ce rapprochement n'exclut pas des divergences futures.

DÉFAILLANCE

Pendant ce temps, la campagne antinucléaire battait son plein et le chef de l'Etat mesurait les limites de la solidarité intergouvernementale, y compris dans l'Union européenne. On n'avait sans doute pas prévu, quoi qu'on dise à Paris, l'ampleur des mouvements de protestation, ce qui est une défaillance de l'appareil diplomatique français. Ce dernier ne s'est guère mobilisé, en outre, durant l'été, pour s'assurer au moins de la retenue de tous les partenaires de l'Union. Cela étant, M. Chirac a pu constater, lors de ses multiples rencontres à New York, qu'au niveau des gouvernants l'heure est à l'apaisement.

Puis est venue l'« affaire » Zeroual. Sur le fond – fallait-il ou non accepter de rencontrer le président algérien ? –, les arguments des détracteurs de M. Chirac sont faibles, aucun d'entre eux n'étant en mesure d'expliquer en quoi un refus eût été bénéfique. Sur la forme, ils sont de mauvaise foi quand ils reprochent à l'Elysée d'avoir annoncé cette rencontre à l'avance, comme si la partie algérienne n'avait pas eu, de toute façon, l'intention de s'en charger.

Si M. Chirac s'est fait « piéger », c'est moins par Liamine Zeroual que par lui-même, comme sur d'autres sujets : par la tranquille simplicité avec laquelle il annonce ce qu'il va faire, sans prendre en considération les tourmentes médiatico-politiques qu'il risque de déclencher ; par sa foi dans les vertus du contact humain, qui le font taper sur l'épaule du Tunisien Ali ou du Russe Eltsine sans égard pour les craintes que peuvent engendrer les apparences d'une cordialité trop naïve ; par le fait, aussi, que l'action présidentielle n'est plus, dans aucun domaine, efficacement relayée par le Quai d'Orsay.

Il est trop tôt pour les bilans. M. Chirac *« cherche encore ses marques »*, comme l'écrivait dans ces colonnes l'ancien ministre allemand de l'économie, Otto Lambsdorf, en demandant à ses compatriotes de ne pas douter des intentions européennes de l'Elysée et de s'armer de patience.

Claire Tréan

« Tous dans le mur, ensemble, unis et déterminés »

NOTRE PRÉSIDENT qui êtes à l'Elysée, donnez-nous la lumière ! Ainsi va, à quelques heures de l'intervention télévisée de Jacques Chirac, la complainte du parlementaire de la majorité, qui erre dans le brouillard. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, ce n'est plus de la grogne, c'est déjà de l'angoisse. Ils sont nombreux à partager ce constat cynique de Jean-Paul Anciaux, député (RPR) de Saône-et-Loire : *« Il n'y a pas d'objectifs clairement identifiés, pas de ligne de force à laquelle on puisse se raccrocher. Le risque que nous courons, aujourd'hui, c'est : tous dans le mur, ensemble, unis et déterminés. »*



RÉCIT

Des confidences de couloirs, des débats de groupes, des conversations des dirigeants de parti, des rencontres informelles entre parlementaires et ministres, des propos de militants sourd sans cesse ce constat : on ne comprend rien. Mardi 24 octobre, une trentaine de parlementaires, reçus à déjeuner à Matignon, s'en sont encore fait l'écho auprès du premier ministre. *« Nous avons beaucoup évoqué les problèmes de pédagogie »*, explique Simone Rignault, député (RPR) de la Nièvre, invitée régulière de ces rencontres à Matignon. En fidèle député de base, *« loin des états d'âme parisiens »*, elle ne demande qu'à servir ; mais, de son « terrain » nivernais, elle revient chaque fois avec les mêmes convictions. Devant Alain Juppé, elle a exprimé le *« sentiment d'incompréhension de la population »*. *« Nos électeurs,* observe-t-elle, *ne nous reprochent pas tant la rigueur, dont ils comprennent la nécessité, que l'absence de spectaculaire. Ils sont prêts à admettre, à pardonner beaucoup, mais ils ont besoin de symboles, de choses fortes. »*

Mercredi 25 octobre, dans la soirée, les mêmes propos sont revenus autour de la table qui réunissait, comme chaque semaine depuis le début du mois, le groupe de neuf ministres – François Baroin, Michel Barnier, Colette Codaccioni, Yves Galland, Claude Goasguen, Jean-Jacques de Peretti, Jean-Pierre Raffarin, Eric Raoult et Philippe Vasseur – appelés à réfléchir à l'amélioration de la communication gouvernementale. Comme le confie avec ironie un des membres de cette « cellule », *« chacun est bien conscient que l'action du gouvernement n'est pas appréciée à sa juste valeur... »*. Les participants affirment avoir eu la primeur des grandes lignes de l'intervention présidentielle. Aux neuf communicateurs privilégiés du gouvernement, il a été rappelé le message-clé : *« La ligne existe. Elle a été tracée par la campagne présidentielle. Elle s'inscrit dans la durée. »*

REPLI SUR LES CIRCONSCRIPTIONS

L'argument de la durée est justement celui que les députés ont le plus de mal à admettre, eux qui voient leur calendrier se resserrer. Certains ont commencé lucidement à faire leurs comptes. Parmi les élus RPR de la vague de 1993, ils sont environ une centaine à ne l'avoir emporté que de quelques petits points de majorité. Délégué général du RPR chargé des élections, Frédéric de Saint-Sernin est mieux placé que quiconque pour comprendre l'angoisse de ses collègues. Elu en Dordogne avec 50,46 % des voix, il confie : *« Parmi les députés éjectables, je suis le premier. Un vrai James Bond ! »* Ceux qui ne désespèrent pas encore de leur réélection, se replient sur leur circonscription, au détriment de leur présence à l'Assemblée. *« On va avoir du mal à rameuter les députés dans l'hémicycle »*, constatait Philippe Auberger (RPR), rapporteur général du budget.

Du cafouillage et du manque de lisibilité de l'action gouvernementale, les fidèles partisans d'Edouard Balladur cherchent à tirer profit pour préparer l'avenir. La discussion budgétaire a donné une première illustration de leur stratégie : montrer que le « concret », le « lisible », c'est de leur côté qu'il faut les chercher. Sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, ancien ministre du budget, des groupes de travail se sont constitués, qui réunissent régulièrement une cinquantaine de députés autour d'un petit déjeuner dans un grand hôtel parisien. La dernière fois, Edouard Balladur leur a offert une petite diversion en leur parlant de l'exposition Cézanne. Puis on a réfléchi à des sujets plus austères : le budget et, surtout, la protection sociale et la réforme fiscale. Sur chacun de ses thèmes, Nicolas Sarkozy souhaite renouveler l'opération menée pendant la discussion du projet de loi de finances avec son amendement sur l'assurance-vie.

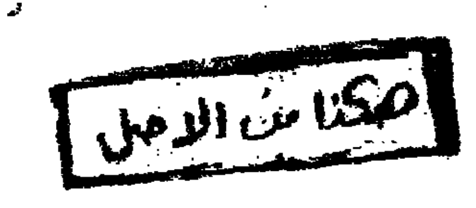
« UNE SEULE BARQUE »

François Léotard, président du Parti républicain, réélu député du Var, devrait travailler dans le même sens avec les députés de son mouvement. On est loin, toutefois, de la reconstitution de ligue dissoute par l'élection présidentielle. Parmi les partisans d'Edouard Balladur, sollicités par Nicolas Sarkozy, tous n'ont pas accepté de rejoindre les groupes de travail. *« L'opinion publique attend autre chose de ses parlementaires,* explique Jean-Clande Mignon, député (RPR) de Seine-et-Marne. *Il n'y a plus deux camps, mais une seule barque, et on est tous dedans. »*

La sérénité retrouvée d'Alain Juppé, dont témoignent ministres et parlementaires depuis une semaine, n'est sans doute pas étrangère à cette réalité. Qu'on la remobilise, et la majorité répondra « présente ». Elisabeth Hubert, la très contestée ministre de la santé publique, en a fait l'expérience mardi. Mise « en quarantaine » par le premier ministre après son annonce jugée prématurée sur le forfait hospitalier, elle est réapparue lors de la séance des questions au gouvernement et s'est attiré les applaudissements soutenus des députés RPR et UDF, ainsi que les félicitations d'Alain Juppé, pour avoir sèchement renvoyé le député socialiste qui l'interrogeait à l'héritage des deux derniers septennats en matière de déficit de la Sécurité sociale.

La ficelle est grosse et, bien qu'elle ne soit pas encore complètement usée, elle ne peut suffire. Jeudi, les députés de la majorité attendent du président de la République qu'il leur parle de l'avenir. Ce que Jean-Jacques de Peretti, ministre de l'outre-mer, résume d'une formule : *« Après un peu de cabotage, on va entrer en haute mer, en sachant qu'il y aura de la tempête et en espérant arriver à bon port. »*

Récit de la séquence France



Les recettes fiscales attendues en 1996 pourraient être mises à mal par les défaillances de grands groupes

Le rendement de l'impôt sur les sociétés s'avère très aléatoire en 1996

Les pertes envisagées par plusieurs grandes sociétés françaises, parmi lesquelles Alcatel Alsthom et la Générale des eaux, tombent au plus mal pour le ministère de l'économie et des finances. Aux prises avec un projet de budget 1996 extrêmement serré, les services installés à Bercy regardent avec attention ces opérations « vérité sur les comptes » qui risquent de grever leurs objectifs, en matière de rentrées fiscales.

LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE va-t-il être piégé par ses plus gros contribuables ? Cette année, les jeux sont faits. Le rendement de l'impôt sur les sociétés, le fameux IS, se révèle des plus médiocres. La commission des finances de l'Assemblée nationale en a fait *« la plus mauvaise surprise fiscale »* d'une année 1995, guère flamboyante au niveau des recettes. Le collectif budgétaire d'août tablait sur des recettes de l'IS de 137 milliards de francs. Cette prévision a, depuis, été revue fortement à la baisse, les services du ministère de l'économie et des finances n'espérant plus récupérer que 124,5 milliards de francs.

Ces sommes recouvrent ce que le vocabulaire fiscal désigne par produit net, c'est à dire le produit de l'impôt, une fois défalquées les restitutions du trop-versé par les entreprises. Car le mécanisme de l'impôt sur les sociétés est en effet très particulier : les sociétés qui y sont assujetties paient à l'année (n), des acomptes sur l'impôt dont elles seront redevables à l'année (n+1), acomptes calculés en fonction des résultats de l'année (n-1). Dès lors, le recouvrement de l'impôt sur les sociétés est souvent un excellent indicateur de confiance, puisque les entreprises ont le droit de moduler leurs acomptes en fonction des bénéfices attendus l'année suivante.

Traditionnellement, ces rentrées fiscales sont difficiles à prévoir. Aujourd'hui, le brouillard est complet. Inédit, l'écart de 13 milliards de francs – à trois mois de distance –, entre les deux prévisions de recettes pour 1995, a amené Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat aux finances, à préciser que le déficit de 1995 serait tenu, quelles que soient les moins-values fiscales.

LES « ACCIDENTS » DE LA RENTRÉE

Pour 1996, le redressement est loin d'être acquis. La publication des résultats des principaux groupes français au premier semestre 1995 a amené les analystes financiers à revoir à la baisse leurs prévisions de bénéfices pour l'ensemble de l'année. Ce n'est pas très bon pour le recouvrement de l'IS.

Mais il y a surtout les « accidents » de la rentrée, à savoir les pertes considérables, annoncées par anticipation, par certains groupes français, qui figurent parmi les contribuables les plus importants.

C'est Alcatel Alsthom qui, après une perte de 1,2 milliard de francs sur les six premiers mois de 1995, annonce un *« nettoyage »* de ses comptes, à donner le vertige : à la fin de l'année, ses résultats seront plombés par une vingtaine de milliards de francs de provisions.

C'est Suez qui inscrit à son bilan, 4 milliards de provisions pour créances douteuses, fin septembre, ou encore la Générale des eaux qui, pour la première fois de son histoire, fait savoir qu'elle sera dans le rouge sur l'exercice 1995.

Ces défaillances laissent mal augurer des rentrées effectives de 1996. Au printemps prochain, date à laquelle l'impôt sur les bénéfices 1995 sera régularisé, ces grands groupes seront davantage en position de récupérer une partie de leurs acomptes plutôt que de compléter leurs versements.

Au ministère de l'économie, le ton se veut rassurant : *« En matière d'impôt sur les sociétés,* dit-on, *nos estimations pour la loi de finances 1996 sont très conservatrices »*. Le projet de budget a prévu un produit net de 131 milliards, c'est à dire un montant de recettes à peu près identique à ce qui avait été envisagé par la loi de finances initiale de 1995. Toutefois, les restitutions d'impôt ont été estimées à 24 milliards de francs, un chiffrage plus optimiste puisque, cette année, les reversements de l'administration fiscale au titre du trop-perçu devraient avoisiner les 26,5 milliards.

Officieusement, on confirme à Bercy que les défaillances de certains gros contribuables risquent de poser problème. L'administration des finances s'interroge et a discrètement mis en route une étude approfondie sur le rendement de l'IS.

Caroline Monnot

La grogne des objecteurs de conscience

LE *MOUVEMENT DES OBJECTEURS* de conscience (MOC) a lancé, du lundi 23 au samedi 28 octobre, une campagne d'abandon de postes à destination des objecteurs de conscience. Par cette initiative, le MOC, association loi de 1901, créée en 1981, entend réclamer *« un véritable droit à l'objection de conscience »* et protester contre l'entrée en vigueur, au 1er janvier 1996, d'une « circulaire Balladur » qui mettrait en péril notamment la liberté d'affectation des objecteurs.

Alain Pellé, secrétaire général du MOC, craint le retour à la situation antérieure à la loi de 1983, quand les objecteurs étaient directement affectés à l'Office national des forêts. Chaque année, environ 8 000 jeunes gens refusent de s'engager sous les drapeaux et demandent à bénéficier du statut d'objecteur. Ils effectuent un service civil d'une durée de vingt mois et sont mis, pour leur grande majorité, à la disposition du secteur associatif. Sous la *tutelle des affaires sociales, ils dépendent* aujourd'hui d'Eric Raoult, ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, et sur le plan local des directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS) pour leur affectation.

Avec la nouvelle circulaire qui vise à harmoniser les différentes formes de service civil, ils risquent de passer sous le contrôle des préfets.

LA MÊME INDEMNITÉ DEPUIS DIX ANS

Les objecteurs motivent aussi leur grogne par la dégradation de leurs conditions de vie et leur impossibilité à exercer des droits politiques et syndicaux. Depuis dix ans, leur indemnité, à peu près équivalente au RMI, n'a pas été revalorisée. En juin, un premier mouvement d'abandon de poste sur ce thème a été suivi par environ cinq cents objecteurs pendant deux jours, sans rencontrer d'écho auprès des pouvoirs publics. Pourtant, l'objecteur qui abandonne son poste est passible d'une peine de deux à six mois d'emprisonnement.

Sur les 15 000 objecteurs en poste, répartis sur tout le territoire national, il est encore trop tôt pour appréhender l'étendue du mouvement. Le MOC espère au moins de 800 à 1 000 abandons de postes sur les cinq jours de « grève ». Pour le moment, aucune sanction pénale n'est venue s'abattre sur les objecteurs « en balade » et les pouvoirs publics n'ont pas réagi.

A terme, le MOC redoute aussi que les objecteurs ne soient affectés à des emplois qui pourraient être attribués à des salariés ayant un contrat de travail « normal » et que les préfets soient tentés de les utiliser pour répondre à des besoins d'« urgences sociales ». A des prix défiant toute concurrence.

A. B.-M.

M. Bosson s'inquiète de la méthode pour réformer la protection sociale

BERNARD BOSSON (UDF-CDS, Haute-Savoie), coordinateur des députés centristes, s'est interrogé, mercredi 25 octobre, sur la procédure que le gouvernement choisira pour mettre en œuvre la réforme de la protection sociale. *« Certains pensent que les ordonnances sont la voie du courage si l'on veut arriver à réformer ; d'autres, au contraire, que le Parlement est parfaitement capable d'être courageux et qu'il vaut mieux passer par lui plutôt que de se retrouver, face à des ordonnances, avec une seule réaction possible : la rue »*, a-t-il expliqué, ajoutant qu'il faut *« en parler franchement »*.

Alain Juppé a confirmé, au cours de la séance de questions au gouvernement, qu'il demandera aux députés de *« se prononcer par un vote »* sur les *« orientations »* qu'il aura présentées au cours du débat sur la protection sociale des 13 et 14 novembre à l'Assemblée nationale. Force ouvrière a annoncé, mercredi, qu'elle organisera, le 14 novembre, des manifestations et des rassemblements devant les préfectures pour *« démontrer l'attachement des salariés à leur Sécurité sociale »*.

DÉPÊCHES

■ **NATIONALITÉ : Simone Veil, ancien ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville,** s'est interrogée, mercredi 25 octobre, sur le bien-fondé de la réforme du code de la nationalité conduite par Charles Pasqua en juin 1993. *« Je l'ai assumée pleinement »* à l'époque, a-t-elle expliqué sur RTL. Toutefois, observant *« les inquiétudes des jeunes »*, Mme Veil s'est demandé si *« on avait eu raison de suivre les propositions de la commission Marceau Long »*.

■ **MANIFESTATION : quatre à cinq mille producteurs de fruits et** légumes, essentiellement venus de Bretagne et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ont défilé, mercredi 25 octobre, à Paris, pour protester contre les importations excessives à bas prix et la hausse des charges. Plusieurs responsables ont été reçus à l'Elysée par Anne Dutilleul, chargée des questions agricoles auprès de Jacques Chirac.

■ **FONCTIONNAIRES : Jean Puech, ministre de la fonction publique,** a annoncé, mardi 24 octobre, devant le conseil supérieur de la fonction publique d'Etat, qu'il recevrait les syndicats de fonctionnaires les 8 et 9 novembre. M. Puech leur avait proposé un rendez-vous pour discuter notamment des salaires, de l'emploi précaire et de l'aménagement du temps de travail (*Le Monde* du 21 octobre).

■ **COMMUNES : 175 députés de la majorité et de l'opposition ont** demandé au gouvernement, mardi 24 octobre, un plan urgent de relance des investissements et de l'équipement des communes, au cours d'une réunion qui s'est tenue en présence des responsables de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP). *« Le financement de ce plan pourrait être assuré par l'utilisation de fonds disponibles pris sur les livrets codevi »*, a précisé Alain Gest (UDF-PR, Somme).

■ **PNR : l'Alliance populaire, parti d'extrême droite** présidé par Jean-François Touzé, a décidé, le 15 octobre, de devenir le Parti national républicain. Qualifiant son parti de *« droite de combat »*, M. Touzé, qui reste président du PNR, s'est déclaré *« aussi éloigné des marécages centristes que de la stratégie de rupture maximaliste du FN »*. Dans l'équipe dirigeante figure une nouvelle recrue, Guy Harlé d'Ophove, ex-responsable du FN passé au CNI, chargé de l'organisation.

Les anciens d'Afrique du Nord se mobilisent pour la retraite anticipée

ON LES AVAIT OUBLIÉS, ils sont de retour. Les « anciens d'AFN », comme ils se présentent eux mêmes, c'est-à-dire les anciens combattants de la guerre d'Algérie (1954-1962), sont connus et reconnus pour former un lobby très bien structuré, un vivier de voix précieux, acquis en majorité aux partis de droite. Ils s'étaient montrés discrets depuis l'élection à la présidence de la République, il y a six mois, de Jacques Chirac, un ancien de l'Algérie lui aussi.

Mercredi 25 octobre, ils se sont rappelés au bon souvenir des parlementaires, de droite en priorité puisqu'ils sont au pouvoir, et à celui de Pierre Pasquini, ministre des anciens combattants et des victimes de guerre. Comme par enchantement, la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale avait vu fleurir, la veille, deux questions sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord. *Successivement, Michel* Meylan (UDF, Haute-Savoie) et Maxime Gremetz (PC, Somme) étaient venus rappeler à M. Pasquini quelques-unes de ces promesses qui, dirait Charles Pasqua, n'engagent que ceux qui les écoutent.

Une dizaine de milliers de manifestants se sont réunis sur la pelouse de l'esplanade des Invalides. Venus qui par car, qui par train, ils étaient rassemblés par régions et sous des petits panonceaux indiquant le numéro de leur département : ceux de l'Orne (61) côtoyaient ceux du Calvados (14), non loin de ceux de l'Indre-et-Loire (37), venus avec leur canon de Chinon, rebaptisé pour l'occasion *« le pétrole de l'Ouest »*. Sur l'estrade hâtivement construite du côté gauche de l'esplanade, dans la perspective de l'hôtel des Invalides, les dirigeants des cinq associations qui forment le Front uni des anciens combattants en Afrique du Nord avaient pris place.

Wladyslas Marek, président de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie (FNACA), la principale association des combattants d'Afrique du Nord, qui revendique 330 000 adhérents, pouvait jubiler. Pour une belle journée, c'était une belle journée. Le temps était clément pour octobre, et ils s'étaient déplacés en masse. La journée comprenait deux temps forts : celui du rassemblement sur l'esplanade et celui du recueillement, marqué par un long cortège qui devait emmener les « anciens » jusqu'à la tombe du Soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe, afin d'y déposer une gerbe à la mémoire de ceux qui n'en sont pas revenus.

« 360 000 EMPLOIS EN SIX ANS »

Deux heures durant, les orateurs se sont succédé à la tribune, alternant responsables d'associations très à l'aise et parlementaires plutôt coincés. Les associations d'anciens *combattants d'Afrique du Nord* portent une revendication qu'elles jugent légitime : la retraite professionnelle anticipée à taux plein avant soixante ans, avec la prise en compte du temps passé sous les drapeaux dans le calcul des pensions de retraite. Dans cette période de pénurie d'emplois, cette mesure « juste » permettrait de dégager 360 000 emplois en six ans, selon les associations. Non satisfaite par le gouvernement d'Edouard Balladur, cette revendication les avait détournés de l'ancien premier ministre lors de l'élection présidentielle.

Une certaine inquiétude, mâtinée d'indignation, vibrait néanmoins dans la voix de plusieurs orateurs : *« Il n'est pas possible que le gouvernement joue la montre »*, ou même *« l'urgence commande, sinon le combat sera terminé, faute de combattants »*...

Alain Beuve-Méry

ATTENTATS Un projet de loi, présenté mercredi 25 octobre en conseil des ministres par M. Toubon, renforce les mesures d'exception prévues par la législation antiterroriste de 1986. ● DE NOUVELLES INFRACTIONS sont définies comme *« actes de terrorisme »* : par exemple, l'aide à un étranger en situation irrégulière. Le texte accorde également de nouveaux moyens aux enquêteurs : les perquisitions nocturnes aux domiciles des personnes soupçonnées de terrorisme seront autorisées. De plus, il prévoit de réprimer plus durement les violences commises contre les forces de l'ordre. ● LE CONSEIL D'ÉTAT, dont l'avis n'est que consultatif, a émis plusieurs réserves sur ce texte, notamment en ce qui concerne l'aide aux étrangers en situation irrégulière. Le syndicat de la magistrature a protesté contre ce projet de loi jugé *« dangereux »*.

Le projet de loi antiterroriste suscite les réserves du Conseil d'Etat

M. Toubon a présenté, mercredi 25 octobre devant le conseil des ministres, un projet de loi qui renforce l'arsenal législatif de 1986. De nouvelles infractions sont considérées comme « actes de terrorisme », notamment l'aide à un étranger en situation irrégulière

LE GARDE DES SCEAUX, Jacques Toubon, a présenté mercredi 25 octobre devant le conseil des ministres, un projet de loi *« tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire »*. Ce texte a suscité des réserves de la part du Conseil d'Etat, dont l'avis n'est que consultatif. Estimant qu'il est *« absolument indispensable que l'arsenal législatif destiné à réprimer ces agissements particulièrement odieux soit aussi efficace que le permettent les exigences d'un Etat de droit »*, le ministre de la justice souhaite rallonger la liste des infractions considérées par le code pénal comme des *« actes de terrorisme »*. Ce faisant, *« l'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier d'un étranger »* tomberait sous le coup de la législation antiterroriste, de sa procédure d'exception et de ses peines alourdies. Jusqu'à présent, seules des infractions d'un certain niveau de gravité – atteintes volontaires à la vie, vols, possession d'armes ou d'explosifs – sont considérées comme des actes de terrorisme.

En outre, la chancellerie veut renforcer les moyens des enquêteurs en autorisant les perquisitions nocturnes aux domiciles des personnes soupçonnées de terrorisme. Cette disposition, qui existe déjà en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants, compléterait la procédure d'exception (garde à vue portée à quatre jours, restriction des droits de la défense, dossiers confiés à des magistrats spécialisés) qui caractérise déjà la législation antiterroriste.

Enfin, dépassant le strict cadre de la lutte contre le terrorisme, ce projet de loi comporte un chapitre consacré aux atteintes à l'autorité publique. *« Depuis quelque temps,* note l'exposé des motifs (sans se référer explicitement à la situation des quartiers sensibles), *on a pu observer une augmentation des infractions commises contre ces représentants de l'Etat qui sont, en raison de leur mission, particulièrement exposés. »*

PEINES AGGRAVÉES

S'agissant de la répression du terrorisme, le code pénal serait modifié sur trois points. Il s'agira d'abord de compléter *« la liste des infractions qualifiées d'acte de terrorisme »*, dont les peines sont aggravées par rapport au droit commun, en visant *« les délits en matière de groupes de combat ou de ligues dissoutes, le recel de criminel, la détention d'armes de guerre ou d'armes à feu de défense, et l'aide à l'étranger en situation irrégulière »*. Il est ensuite proposé *« de réprimer de façon spécifique l'association de malfaiteurs terroristes »*. Enfin, le projet *« étend le délit de recel de criminel au recel d'une personne auteur ou complice de certains actes de terrorisme »*. En ce qui concerne le code de procédure pénale, le projet prévoit *« la possibilité pour les enquêteurs de procéder à des perquisitions pendant les heures de nuit (c'est-à-dire après 21 heures et avant 6 heures) »*, sous réserve de l'autorisation préalable d'un magistrat compétent.

En ce qui concerne les atteintes à l'autorité publique, le projet veut *« renforcer la répression des atteintes commises contre les personnes dépositaires de l'autorité publique, et en particulier contre les militaires de la gendarmerie et les fonctionnaires de la police nationale, des douanes et de l'administration pénitentiaire »*. Aussi est-il proposé *« de prévoir plusieurs circonstances aggravantes nouvelles, liées notamment à la qualité de la victime, ou de prendre en compte le cumul des circonstances aggravantes déjà existantes, pour les infractions de violences volontaires, de menaces, de destructions ou de dégradations et d'outrage. »* Des violences commises contre un policier ayant entraîné une infirmité permanente, note le ministère à titre d'exemple, actuellement punies de 15 ans de réclusion criminelle, seront punies de 20 ans de réclusion si elles ont été réalisées par plusieurs personnes, et de 30 ans en cas d'usage d'une arme.

Saisi par le gouvernement, le Conseil d'Etat a, sans remettre en cause l'économie générale du texte, assorti son avis de deux sortes de réserves. La haute juridiction administrative a visé les dispositions relatives à l'aide aux étrangers en situation irrégulière ; elle a aussi regretté qu'un texte de loi unique concerne à la fois la lutte contre le terrorisme et les atteintes à l'autorité publique. Enfin, se rangeant à l'avis du conseil, la Chancellerie a retiré de son projet initial un article réprimant *« le fait d'aider, par quelque moyen que ce soit, une personne à participer à un groupement ou une entente* [établi en vue de la préparation d'un acte de terrorisme] *sans connaître les infractions déterminées en vue de la préparation desquelles le groupement ou l'entente a été établi »*.

E. In.

Délibération anti-étrangers à Beaucaire

Le député et maire de Beaucaire (Gard), Jean-Marie André (UDF-PR), a fait adopter par son conseil municipal, lundi 23 octobre, une délibération dans laquelle il demande au ministre de l'intérieur l'application, dans le département du Gard, d'un décret de 1946 soumettant l'installation de tout étranger, régulier ou non, à une autorisation préalable du préfet. Dans son article 2, ce décret du 18 mars 1946 offre la possibilité au ministre de l'intérieur de *« définir certains départements dans lesquels les étrangers ne peuvent établir leur domicile sans avoir obtenu préalablement l'autorisation du préfet »*. Selon une première analyse de la préfecture du Gard, cet article n'a été ni modifié ni appliqué depuis son adoption, et seul le ministre de l'intérieur peut juger de l'opportunité d'utiliser cette prérogative. Jean-Marie André justifie sa délibération par l'insécurité que fait peser, selon lui, *« une immigration conquérante »* dans les villes et villages du midi de la France. – *(Corresp.)*

Les réactions

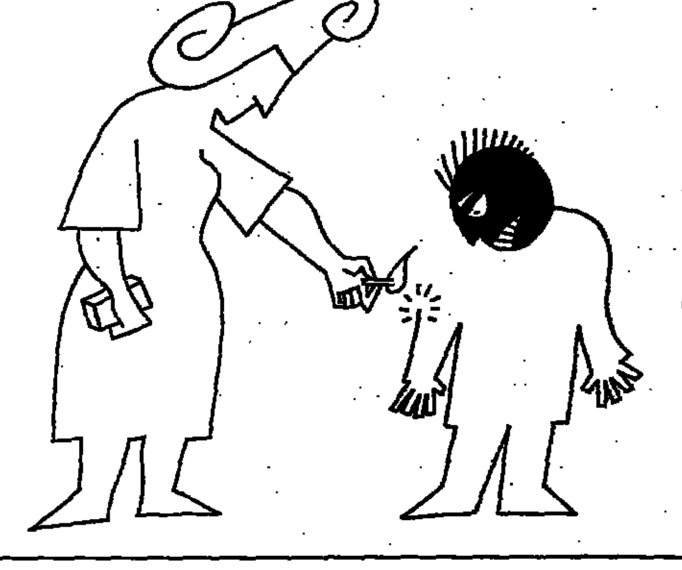
● **L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) se déclare *« favorable »* à un texte *« inspiré par des préoccupations pragmatiques »*** qui apporte *« une réponse appropriée de l'Etat de droit, par tous les moyens légaux, au défi que constitue le terrorisme »*. Le secrétaire général, Valéry Turcey, approuve l'élargissement de la liste des infractions antiterroristes, mais il considère que le législateur devra *« préciser le dispositif juridique définissant les frontières de la relation pouvant exister entre une infraction autonome, comme l'aide à l'entrée ou au séjour d'un étranger en situation irrégulière, et un acte de terrorisme »*.

● **Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) estime que le projet de loi est *« dangereux »*** et dénonce le *« rattachement artificiel des infractions de droit commun à la procédure antiterroriste, qui est une procédure d'exception réduisant les droits des personnes »*. *« En retenant des infractions aussi larges que l'aide à l'entrée ou au séjour des étrangers en situation irrégulière,* note le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier, *le texte devrait permettre une logique de rafles tous azimuts. »*

● **L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) *« approuve sans réserve »*** ce texte. *« Le terrorisme est une forme de guerre qui cherche à porter atteinte à l'Etat à travers une violence aveugle,* note le président, Alain Terrail. *Nos textes comportaient des lacunes. Il fallait donc les combler et aggraver le dispositif classique. L'extension du droit de perquisition ou l'application plus rigoureuse de la lutte contre l'immigration clandestine devrait permettre de lutter plus efficacement contre le terrorisme. »*

● **Le président de la Ligue des droits de l'homme (LDH), Henri Leclerc, s'inquiète de *« l'extension de la législation d'exception »*.** *« Encore une fois, le gouvernement répond à une opinion légitimement inquiète en aggravant les sanctions,* remarque-t-il. *Ce durcissement législatif semble en outre accroître une nouvelle fois la suspicion à l'égard des étrangers. De recul en recul, nous risquons finalement d'oublier l'essentiel, qui est que l'efficacité de la lutte contre le terrorisme réside avant tout dans une action policière classique. »*

● **Le porte-parole du PS, François Hollande, souligne que les socialistes seront *« vigilants »*.** *« Le PS est favorable à tout ce qui peut aller dans le sens de la lutte contre le terrorisme, mais il ne faudrait pas créer des législations d'exception ou des dispositions d'urgence qui deviendraient des dispositions permanentes à destination des étrangers,* note M. Hollande. *Nous regarderons donc chacune des dispositions en fonction de ces deux critères : Est-ce que cela améliore l'efficacité du dispositif contre le terrorisme ? Est-ce que c'est respectueux du droit des personnes, quelle que soit leur nationalité ? Faisons attention à ces législations d'urgence, qui peuvent, à un moment, rompre avec nos traditions. »*



La loi de 1986 sur le terrorisme

En matière de terrorisme, le texte de référence est la loi du 9 septembre 1986 sur les *« infractions en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur »*, présentée par le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac.

● **Centralisation des poursuites et de l'instruction.** Ce texte permet, dans les dossiers de terrorisme, de centraliser les poursuites et l'instruction au tribunal de grande instance de Paris. Depuis la promulgation de la loi, la quatorzième section du parquet de Paris, spécialisée dans la lutte antiterroriste, suit la plupart des dossiers importants.

● **Garde à vue et perquisitions.** La loi de 1986 introduit des dérogations aux règles du droit commun : en matière de terrorisme, la garde à vue peut être prolongée, au-delà des quarante-huit heures, pour une nouvelle période de quarante-huit heures. Si *« les nécessités de l'enquête l'exigent »*, les perquisitions, les visites domiciliaires et les saisies de pièces à conviction peuvent en outre avoir lieu *« sans l'assentiment de la personne chez laquelle elles ont lieu »*.

● **Jugement.** Pour éviter que les jurés populaires tirés au sort se trouvent l'objet de pressions lors des audiences de jugement, le texte de 1986 institue une cour d'assises spécialement composée de magistrats professionnels.

● **Repentis.** La loi de 1986 prévoit enfin une disposition spéciale sur les *« repentis »*. Si l'auteur ou le complice d'un acte terroriste a permis *« d'éviter que l'infraction n'entraîne mort d'homme et infirmité permanente et d'identifier, le cas échéant, les autres coupables »* en avertissant *« l'autorité administrative ou judiciaire »*, il sera exempté de peine.

A Strasbourg, le préfet modifie le dispositif Vigipirate

STRASBOURG
de notre correspondant

Le préfet du Bas-Rhin, Jean-Pierre Delpont, a modifié, mercredi 25 octobre dans la soirée, le dispositif militaire et policier du plan Vigipirate, *« dans un souci d'éviter tout amalgame, dans l'esprit des usagers et des médias, entre les missions confiées au personnel militaire dans le cadre du plan Vigipirate et les missions de sécurisation exercées par la police nationale »*.

Samedi 21 octobre, la préfecture avait décidé d'affecter soixante militaires du 1er régiment d'infanterie de Sarrebourg (Moselle) à la surveillance des bus et des rames de tramways. Cette mobilisation de la troupe, alors que des incidents s'étaient multipliés dans des quartiers de la ville, a provoqué une vive polémique (*Le Monde* du 26 octobre). Des syndicats de policiers et des maires d'autres villes ont protesté contre l'utilisation de militaires, pour des tâches de maintien de l'ordre. Depuis jeudi, les soixante soldats ne font que participer à la surveillance statique de six stations importantes du réseau de tramways et d'autobus. Ils sont organisés en patrouille de quatre, chacune accompagnée d'un fonctionnaire de police. Leur mission est limitée à la surveillance de l'accès aux transports et des abords des stations. La surveillance à l'intérieur des véhicules et des rames est désormais assurée par douze gendarmes mobiles répartis en quatre patrouilles.

La prévention des *« actes de violence urbaines dans les quartiers sensibles, et notamment sur les bouts de lignes des réseaux »*, précise la préfecture, est garantie par l'*« unité spécialisée des transports en commun du commissariat central »*, grâce à des véhicules d'escorte et des patrouilles effectuées à bord des rames et des autobus. Les militaires ne devraient donc plus être amenés à intervenir en cas d'incidents.

Avant l'annonce, par le préfet, de cette modification du plan Vigipirate, Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, avait, mercredi en fin de matinée, appelé l'Etat *« à remplir sa mission en assurant la sécurité qui est un droit pour chaque citoyen »*. Si elle n'a pas explicitement dénoncé la mobilisation de militaires pour la surveillance des transports en commun, le maire a rappelé que l'Etat avait promis, en 1994, la création d'une brigade de police des transports. Mme Trautmann a également rejeté sur le gouvernement la responsabilité de la dégradation de la situation dans les quartiers, notant qu'un *« retrait de subventions »* avait bloqué des opérations de réhabilitation.

Jacques Fortier

COMMENTAIRE

DANGER

Texte de circonstance, le projet de M. Toubon fait la part belle aux préjugés et aux amalgames du moment. Le garde des sceaux ne se contente pas de durcir la législation d'exception adoptée en 1986 sous la pression, déjà, d'une précédente vague d'attentats. Il va jusqu'à étendre à l'aide aux étrangers en situation irrégulière la liste des crimes considérés comme des actes de terrorisme ! Loin de refuser l'amalgame entre les jeunes de banlieues et les terroristes islamistes, le texte de M. Toubon entretient sciemment la confusion, juxtaposant, dans un même projet de loi répressif, des mesures antiterroristes et des dispositions qui visent avant tout à assurer le respect des uniformes policiers dans les quartiers sensibles. Ainsi donc la proclamation alarmiste, par le chef de l'Etat et son ministre de l'intérieur, d'un état de *« guerre »* face au terrorisme conduit aujourd'hui le gouvernement à conforter les pires dérives de l'opinion, en officialisant en quelque sorte la suspicion envers la population issue de l'immigration. Faisant fi des réserves du Conseil d'Etat, le pouvoir tente de rassurer en proposant une loi d'opportunité qui, si elle était finalement adoptée, signifierait un recul des libertés individuelles. La lutte antiterroriste dispose déjà de moyens d'enquête exorbitants au regard du droit commun. On peut à la limite comprendre l'autorisation des perquisitions nocturnes, déjà permises dans la lutte contre les stupéfiants, à condition que le contrôle de la justice ne soit pas défaillant. Mais élargir le champ d'application d'une loi d'exception à des « suspects » de plus en plus nombreux – les personnes ayant hébergé ou employé des étrangers en situation irrégulière – conduirait à une logique de rafles déstabilisant des pans entiers de la population vivant dans l'Hexagone.

Erich Inciyan

La mobilisation de l'infanterie n'est justifiée par aucun texte juridique

IL N'EXISTE aucun texte juridique qui justifie la mobilisation de soixante soldats professionnels du 1er régiment d'infanterie au profit de la protection des transports urbains – bus et tramways – de Strasbourg dans le cadre de ce qu'on appelle le plan Vigipirate. Dans les armées, on en est conscient et on reconnaît que cette mission est à la limite de ce qu'il est possible et naturel de faire. En réalité, à Strasbourg, l'appel à la troupe se réfère à une instruction du 18 janvier 1984, qui n'a rien à voir avec l'instruction interministérielle 500 du 9 mai 1995 relative à la réquisition des forces armées pour des actions de maintien de l'ordre.

Pour surveiller le réseau urbain de Strasbourg, les soixante hommes du régiment d'infanterie de Sarrebourg n'ont pas été réquisitionnés par les autorités administratives, à la différence des gendarmes mobiles qui les accompagnent et qui, eux, relèvent du plan Vigipirate de lutte contre les attentats et de *« sécurisation »* des points *« sensibles »* du territoire.

Ces fantassins d'une unité professionnelle, qui dépend de la force d'action rapide (FAR), ont été sollicités par l'autorité civile – le ministère de l'intérieur et la préfecture du Bas-Rhin – en vertu de l'instruction du 18 janvier 1984, qui prévoit une participation du ministère de la défense et des armées à des missions *« à caractère public ou d'intérêt général »* relevant d'autres départements ministériels. C'est ce qu'on nomme une prestation de services, requérant un remboursement aux armées des frais qu'elles ont engagés dans l'opération.

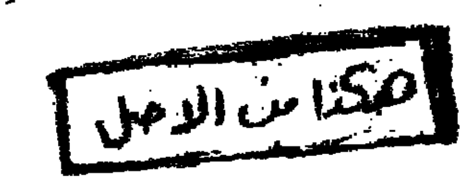
Ainsi, à Strasbourg, les gendarmes sont réquisitionnés, mais les fantassins de Sarrebourg sont l'objet de ce qu'on appelle *« une demande de concours »*, au besoin payante, de la préfecture. Ce qui ne va donc pas sans causer quelques problèmes : les gendarmes sont engagés au titre du maintien de l'ordre, tandis que les hommes du 1er régiment d'infanterie viennent renforcer les premiers afin d'assurer la sécurité des transports publics sans que celle-ci soit, pour autant, menacée directement par des attentats.

« ON FLOTTE UN PEU »

« On sort de l'épure du plan Vigipirate et on flotte un peu », admet-on au ministère de la défense. Même le précédent de 1987 n'en est pas un : Vigipirate avait été déclenché à l'époque, avec l'assistance de l'armée, pour des missions de prévention et de surveillance aux frontières – aux côtés de la gendarmerie et de la douane. Cette fois-ci, on a donc singulièrement étendu le rôle de la troupe aux transports strasbourgeois. D'autant que nul n'est à l'abri de graves incidents de parcours, comme l'attaque des soldats par des bandes motivées et le vol de leur armement qui obligeraient les gendarmes à répliquer en état de légitime défense.

Avant la fin de cette semaine, les armées auront mobilisé, selon des modalités déterminées par le plan Vigipirate ou au titre des prestations de services, quelque 4 650 hommes. La sécurisation de la capitale et de la région parisienne devrait mobiliser 2 400 militaires. Les cinq autres zones de défense en compteront 2 250 ainsi répartis : 650 dans le Nord, 500 dans le Sud-Est, 440 en région lyonnaise, 400 dans l'Est et 260 dans le Sud-Ouest. Dans ce décompte figurent les fantassins de Strasbourg.

Jacques Isnard



L'OPAC de Paris entame une réforme des attributions de logements sociaux

Le conseil d'administration de l'office des HLM de la capitale est remodelé et accueille un élu socialiste

Régulièrement mis en cause sur sa gestion et ses critères d'attribution de logements, l'OPAC de Paris – l'office HLM de la capitale – a engagé depuis l'été une série de réformes, visant à rendre plus transparent son fonctionnement. L'arrivée à son conseil d'administration d'un élu de l'opposition et de personnalités *« d'ouverture »* modifie également la donne. Les règles d'attribution de HLM sont en cours de révision.

C'EST UNE PREMIÈRE pour l'office HLM le plus puissant de France. Depuis le 3 octobre, l'OPAC de Paris, qui gère plus de 90 000 logements sociaux, n'est plus tout à fait la chasse gardée de la majorité politique. Jusqu'alors entièrement « tenu » par des élus RPR-UDF, son conseil d'administration s'est ouvert à un représentant de l'opposition : Bertrand Bret, socialiste, adjoint au nouveau maire (PS) du 20e arrondissement, Michel Charzat. Le maire de Paris, Jean Tiberi, qui demeure président de l'OPAC, a dû traduire sur le terrain du logement le résultat des élections municipales qui ont vu six mairies d'arrondissement tomber aux mains des socialistes.

Le choix d'un élu du 20e est un signe supplémentaire puisque cet arrondissement est, avec le 19e et le 13e, l'un des plus gros réservoirs de logements sociaux dans la capitale. Les remous causés par l'affaire du domaine privé de la Ville et la polémique sur l'attribution de certains logements du parc social risquaient aussi d'éclabousser l'OPAC, qui tente depuis dix-huit mois de se débarrasser de l'image déplorable laissée par son ancien directeur général, Georges Pérol, mis en examen en mai par le juge Eric Halphen pour trafic d'influence.

Yves Laffoucrière lui avait succédé en juillet 1993, avec pour mission de nettoyer les écuries d'Augias. Depuis cet été, l'OPAC semble vouloir redoubler d'efforts. Outre Bertrand Bret, plusieurs personnalités « d'ouverture » font leur entrée au conseil d'administration, comme Jacques Badet, membre du comité directeur de l'Union des fédérations d'organismes HLM, ou encore Marcel Lair, ancien président des SA de HLM au sein de l'Union et ancien président du groupe immobilier 3 F. Ces évolutions font dire à Bertrand Bret que le *« couple Pérol-Chirac semble bel et bien appartenir au passé. Le tandem Tiberi-Laffoucrière,* poursuit M. Bret, *a l'air de vouloir travailler sur de nouvelles bases, en privilégiant la concertation et la modernisation des procédures ».*

BILAN TRIMESTRIEL

La première *mise à l'épreuve* a eu lieu, mardi 10 octobre, lors de la réunion bimensuelle de la commission d'attribution de l'OPAC, dont Bertrand Bret fait désormais partie. Les règles d'attribution de l'Office et le rôle plus que symbolique de la commission *ad hoc* avaient été épinglés en 1989 par la Cour des comptes et, en 1993, par un rapport d'inspection du ministère de l'équipement (*Le Monde* du 2 juin). La direction de l'OPAC avait commencé à redresser la barre : en dotant la commission d'un règlement intérieur, en attribuant à chaque demandeur un numéro d'ordre et en respectant plus strictement les plafonds de ressources.

Selon le représentant des locataires de la Confédération nationale du logement (CNL), Michel Chevallier, qui jusque-là ne ménageait pas ses critiques, la direction de l'OPAC semble décidée à pousser d'un cran la réforme. Les membres de la commission procédaient auparavant par sondage pour contrôler les plafonds de ressource ou le caractère d'urgence de la situation du candidat proposé par les services de l'OPAC. Ils se prononcent, désormais, pour chaque candidat et sur la base d'une fiche standardisée précisant les ressources, la taille de la famille, la date de la première inscription au fichier, etc. Un seul candidat leur est toujours soumis par logement – ce qu'ils souhaiteraient voir évoluer – sauf pour les quelques familles ultra-prioritaires relevant du plan d'occupation du patrimoine social (POPS), pour lesquelles trois dossiers sont examinés par logement.

Le 10 octobre, la commission a ainsi attribué 369 logements (dont douze au titre du POPS) et exercé *son droit de veto sur trois dossiers.* La direction de l'OPAC s'est engagée a fournir tous les trois mois, à chaque administrateur, un tableau de bord récapitulant l'ensemble des attributions. *« En décembre,* ajoute M. Laffoucrière, *nous débattrons au conseil d'administration des critères précis d'attribution que nous déciderons d'appliquer en 1996. »*

L'OPAC a encore innové, mardi 10 octobre, en distribuant à chacun des membres de la commission une enquête réalisée sur les attributions 1994. L'office a attribué l'an dernier 7 840 logements (dont 1 173 en petite couronne) : 55 % des attributions ont eu lieu dans les 19e, 20e et 13e arrondissements, ce dernier représentant à lui seul 25 %. 80 % des logements sont des F1, F2 et F3, *« ce qui,* souligne l'enquête, *confirme la difficulté de répondre à la demande des grandes familles et la nécessité d'une politique de construction de grands logements ».*

Les nouveaux locataires de l'OPAC ont des ressources modestes *puisque le revenu imposable* moyen est de 58 000 francs, soit environ un SMIC et demi net par mois. Par ailleurs, un quart des ménages n'est pas imposable. Plus surprenant est le nombre très élevé de demandeurs à qui est proposé un logement et qui, finalement, le refusent. Ils sont 47 % dans ce cas, 58 % parmi ceux à qui sont proposés des logements du parc dit *« intermédiaire ».* Ce qui motive le refus : dans quatre cas sur dix, le prix du loyer, l'environnement ou encore l'éloignement du lieu de travail.

Christine Garin

La police a évacué le rectorat de Rouen occupé par des étudiants

En revanche, à Toulouse, la grève a pris fin

ROUEN
de notre correspondant

Alors qu'ils manifestaient tous les jours depuis deux semaines pour exiger une rallonge de 12 millions de francs pour l'université, les étudiants en sciences et techniques de Rouen ont surpris, mercredi 25 octobre, les services de police. Tandis qu'ils déambulaient place du Vieux-Marché, deux cents d'entre eux se sont précipités vers le rectorat, où ils se sont barricadés au premier étage. Pendant tout l'après-midi, ils ont reçu le soutien extérieur de cinq à six cents autres étudiants. Des enseignants, des maires PS et PCF de la région les ont rejoints, proposant leur médiation au recteur, Joëlle Le Morzellec, et au préfet de région, Jean-Paul Proust.

Une quarantaine de gardiens de la paix sont intervenus, peu après 22 h 30. Selon le témoignage des jeunes, l'intervention a été particulièrement musclée. *« Il n'y a pas eu de sommations. Nous étions calmes, assis par terre. On chantait et on jouait aux cartes. Ils nous ont tapé dessus à coups de matraques. Ce sont les flics qui ont tout cassé. »* Quelques minutes avant l'irruption des forces de l'ordre, ils avaient rejeté une proposition d'audience du préfet pour jeudi, en échange d'une évacuation immédiate des lieux. Pour les responsables des services de police de Rouen, l'opération s'est déroulée *« sans problème et sans incident ».* Après avoir quitté le rectorat, un millier d'étudiants ont manifesté jusqu'après minuit. Jeudi matin, le secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, Jean de Boishue, faisait parvenir une lettre au *président de l'université pour se déclarer « personnellement prêt à recevoir »* les étudiants et les enseignants *« qui souhaitent que le conflit s'achève ».*

A l'université Paul-Sabatier de Toulouse, où des étudiants en mathématiques occupaient les locaux depuis mardi 24 octobre, le mouvement a cessé, mercredi soir, après une réunion entre le président de l'université, Jean-Claude Martin, cinq cents étudiants et une dizaine d'enseignants. M. Martin s'est engagé à payer les heures complémentaires, dont les étudiants contestent par ailleurs le trop grand nombre (20 000).

Etienne Banzet

L'arrêt de la cour d'appel sur la catastrophe de Furiani sera rendu le 13 décembre

BASTIA
de notre envoyé spécial

Les particularités de la procédure en usage devant les cours d'appel ont généralement pour effet de concentrer l'intérêt sur le réquisitoire et les plaidoiries. Si les prévenus ne modifient pas sensiblement leur position, ce n'est qu'à l'instant où la parole est donnée aux gens de robe que l'audience peut révéler des aspects radicalement différents du premier procès. Cela est particulièrement vrai pour le procès en appel de la catastrophe de Furiani qui s'est achevé mercredi 25 octobre et dont l'arrêt sera rendu le 13 décembre.



PROCÈS

Paraphrasant un célèbre avocat de la génération précédente, Me François Cornette de Saint-Cyr lançait à la cour : *« Lorsque l'opinion publique entre dans les prétoires, la justice en sort. »* Derrière lui, les bancs réservés aux victimes étaient vides. Déçues par le jugement, elles avaient préféré ne pas assister à cette nouvelle audience. Il n'y avait plus de caméras, rien qu'une salle presque déserte. Du procès-spectacle, du procès-rédempteur, on était passé à une sorte de huis-clos. Les langues se sont donc déliées et le parquet lui-même semblait plus à l'aise. Certes, l'avocat général a réclamé des peines plus fortes. Mais en procédant à une nouvelle répartition des responsabilités, il a pris le risque de montrer les faiblesses du dossier d'accusation.

Du côté de la défense, les avocats ont dénoncé les conditions dans lesquelles ont été menés l'instruction et le premier procès. *« C'est une justice de catastrophe,* s'insurgeait Me Cornette de Saint-Cyr. *Le procès de Furiani, c'est le chagrin et l'impact sur l'opinion publique. Il est devenu un procès politique. »* En faisant une observation semblable, Me Jacques Raffali disait à la cour : *« Vous devez être remarquablement courageux. Le courage du magistrat, c'est de ne faire plaisir à personne. Le seul juge du magistrat, c'est le droit. »*

Alors, on a fait du droit, beaucoup de droit. Chacun demanda la relaxe en étayant solidement son propos. On expliqua qu'en dehors de la faute de construction, reconnue par le réalisateur de la tribune, les autres poursuites n'avaient été faites que sous la pression d'un drame d'une gravité insupportable. *« L'erreur a été de croire ou de laisser croire que la justice allait consoler la douleur des victimes et que les sanctions seraient source d'apaisement moral »,* a soutenu Me Tony Retali. Cette erreur aurait pour origine l'enquête administrative menée aussitôt après l'effondrement de la tribune. *« Cette commission s'est autorisée à distribuer des culpabilités : le poisson frais était jeté à la criée de l'opinion publique. L'erreur, c'est l'intrusion de l'administratif dans le judiciaire. »*

La défense a incontestablement marqué des points. Mais au-delà des arguments de fait, et malgré la sérénité apparente des débats, un autre élément est apparu, qui fait partie de ce que l'on désigne en Corse par la formule passe-partout de *« particularisme insulaire ».* Ainsi, au terme d'une brillante plaidoirie pour Michel Lorenzi, ancien vice-président du Sporting Club de Bastia, le dernier avocat, Me Sixte Ugolini, était certain d'avoir convaincu la cour de l'innocence de son client. Mais il ajoutait : *« J'ai quand même des craintes... Les victimes ont fait dire qu'elles ne croyaient plus en la justice. Ici, quand on ne croit plus en la justice, on est prêt à la rendre soi-même. »* Et le procès s'est terminé par cette terrible phrase de l'avocat : *« Je suis partagé entre la crainte d'être condamné et la peur d'être relaxé. »*

Maurice Peyrot

Quatre mois de prison ferme ont été requis contre Bernard Tapie

A Douai, au terme du procès en appel de l'affaire du match truqué VA-OM, l'avocat général Luc Fremiot a requis contre l'ancien président du club marseillais une peine un peu moins lourde que le procureur de Valenciennes Eric de Montgolfier en première instance

L'avocat général Luc Fremiot a requis, mercredi 25 octobre, une peine de un an et demi de prison, dont quatre mois ferme, et trois ans d'inéligibilité contre Bernard Tapie dans l'affaire VA-OM. Dix-huit mois avec sursis ont été requis contre Jean-Pierre Bernès, ancien directeur général de l'OM. L'enquête sur les comptes du club met en lumière, selon un rapport d'expertise daté du mois d'avril, un *« système organisé d'évasion de capitaux »* dont *« la destination finale est occultée »*. Les comptes suisses de plusieurs intermédiaires pourraient avoir été utilisés comme caisses noires afin de permettre la corruption de joueurs et d'arbitres. Le Crédit lyonnais, *via* sa filiale la SDBO, a été autorisé le même jour à mettre la main sur le capital de la société Bernard Tapie Finance (BTF), qu'elle avait obtenue en gage en contrepartie de prêts accordés au Groupe Bernard Tapie. Une information judiciaire pour *« banqueroute, complicité, et recel »* contre les dirigeants de BTF a été confiée, depuis le 7 juillet, au juge Eva Joly.

DOUAI
de notre envoyé spécial

Un moment, sans doute, Bernard Tapie s'est cru revenu sept mois en arrière, à l'époque du procès de Valenciennes, lorsque le procureur Eric de Montgolfier avait brossé de lui un portrait blessant de vérité. A Douai, comme à Valenciennes, l'ancien ministre était rivé à sa chaise, réduit au silence, à l'écoute du réquisitoire de l'avocat général, Luc Fremiot. Il bougonnait, grimaçait, enrageait de ne pouvoir réagir. Debout à sa gauche, M. Fremiot évoluait dans le même registre que M. de Montgolfier. Il tançait le prévenu comme on désigne un tricheur de la République. Il ne lui reprochait pas uniquement d'avoir été un corrupteur ou d'avoir fait pression sur des témoins. Par-delà les crapuleries de vestiaires, c'est à l'homme public, à l'élu, qu'il s'adressait : *« Vous êtes prisonnier, pieds et poings liés, de l'image que vous voulez donner ! »*

PROCÈS

Peut-être M. Tapie se demanda-t-il alors si l'appel interjeté après sa condamnation à un an de prison ferme avait servi à autre chose qu'à retarder l'échéance. Plus de deux heures durant, le représentant du ministère public s'évertua en effet à rassembler le puzzle d'une affaire complexe pour une cour peu au fait des choses du football. *« Tout converge sur vous, monsieur Tapie, je suis désolé, je vous ai en ligne de mire »*, prévint-il, avant de démonter, point par point, contradiction par contradiction, les arguments de la défense. Se tournant vers l'intéressé, il lança : *« Vous avez jonglé avec les dépositions et les témoignages, vous avez fait de la corde raide, mais vous n'avez plus de filet. »*

A en croire Luc Fremiot, c'était bien M. Tapie qui avait ordonné à Jean-Pierre Bernès (directeur général de l'OM) et Jean-Jacques Eydelie (joueur du club) d'intriguer auprès de plusieurs Valenciennois pour qu'ils *« lèvent le pied »* contre leur équipe, le 20 mai 1993. C'était encore M. Tapie qui avait cherché à obtenir un faux témoignage de Boro Primorac, ex-entraîneur de l'USVA, le 17 juin de la même année. C'était toujours Bernard Tapie qui avait essayé d'influencer Eydelie pour qu'il ne le mette pas en cause alors que le scandale prenait de l'ampleur.

PROPHÉTIE MORALISATRICE

Accusé d'avoir *« bradé le rêve de jeunes de banlieue »* qui admiraient l'OM, fustigé pour avoir *« mis en cause et manipulé un autre ministre »* (Jacques Mellick), le prévenu se tassait sur sa chaise, il encaissait les coups. La charge était si virulente, elle était balisée de tant d'évidences extraites du dossier que l'assistance en vint à pronostiquer des réquisitions à la mesure de l'argumentation, lourdes, forcément lourdes.

Il n'en fut rien. Après une ultime sentence de prophète – *« celui qui a vécu par l'image périra par l'image »* –, M. Fremiot réclama contre M. Tapie un an et demi de prison, dont quatre mois ferme, ainsi qu'une période d'inéligibilité de trois ans. A Valenciennes, le 21 mars, M. de Montgolfier avait requis six mois de prison ferme ; le tribunal avait ensuite doublé la mise. Le réquisitoire de Douai se révélait donc plus indulgent, même s'il était souhaité, cette fois, une sanction politique : l'inéligibilité.

Avec la bénédiction du président, Bernard Tapie quitta ce palais de justice où François Vidocq fût naguère condamné à six ans de fers. Fidèle à ses engagements de discrétion, il laissa à l'un de ses avocats, Jean-Yves Lienard, le soin d'exprimer sa déception devant les journalistes. Une déception limitée, toutefois, car il paraissait évident que M. Tapie, même s'il était le seul prévenu à être menacé de prison ferme – dix-huit mois avec sursis requis contre Jean-Pierre Bernès, un an pour Eydelie, six mois pour les Valenciennois Robert et Burruchaga –, s'en sortait plutôt bien au regard du contenu du réquisitoire. De l'avis général, il y avait un décalage entre la vigueur du propos et la lourdeur de la peine requise. Certains avocats en venaient même à conclure qu'il n'aurait probablement jamais à dormir dans une cellule, du moins dans cette affaire...

En avouant, dès l'ouverture du procès, avoir menti sur sa rencontre du 17 juin 1993 avec Boro Primorac (*Le Monde* du 25 octobre), l'ancien président de l'OM n'a réussi à convaincre personne. En admettant pour la première fois que ce match de championnat, quelques jours avant une rencontre de Coupe d'Europe, était important pour l'OM et qu'il était possible, à cette époque, de sortir 250 000 francs en liquide des caisse du club, il a renforcé involontairement la thèse de l'accusation.

« AU FIN FOND DE L'INDONÉSIE »

Il n'empêche que le député des Bouches-du-Rhône a tout de même marqué des points à Douai. Son silence médiatique y a peut-être contribué, ainsi que sa stratégie de défense, à trois avocats : le Marseillais Henri Bollet, volontiers supporteur (*« Monsieur le président, l'OM est la seule équipe au monde dont on connaît le nom au fin fond de l'Indonésie ! »*) ; le Nordiste Francis Debacker, si maladroit que M. Tapie lui demanda de se taire au bout de quelques minutes de plaidoirie ; et surtout M[e] Jean-Yves Lienard.

Mercredi matin, avant le réquisitoire, ce pénaliste chevronné avait décortiqué le dossier en technicien du fait. Une démonstration brillante – à défaut d'être convaincante –, dont il était ressorti que la corruption avait pu être décidée et organisée par Jean-Pierre Bernès. De l'ancien directeur général du club il fut d'ailleurs beaucoup question, en cette journée de plaidoiries et de réquisitoire. A Valenciennes, il avait créé l'événement en accusant M. Tapie. A Douai, où il a maintenu ses accusations, son portrait de « chevalier blanc » du football national a été terni. M[e] Lienard a souligné le fait que, du temps de la splendeur de l'OM, M. Bernès avait une *« forte personnalité »*. Il était un rouage essentiel du système, l'homme de confiance du patron. L'avocat général Fremiot abonda dans ce sens, estimant que les deux hommes, *« l'index et le majeur »*, étaient *« dans la même barque »*.

Le représentant du ministère public s'aventura plus avant encore, au-delà d'un scandale VA-OM qui commence déjà à jaunir tant ses mille péripéties ont été rabâchées. S'étonnant de la relative passivité de M. Bernès à l'égard de M. Tapie, le magistrat déclara qu'il existait probablement, entre eux, une sorte de *« pacte »* lié à l'affaire des comptes de l'OM, en cours d'instruction. *« Mon sentiment, sans que j'ai aucune preuve pour l'étayer, est qu'il y a une espèce de contrat occulte entre vous. Monsieur Tapie, vous êtes prisonnier de ce deuxième dossier, c'est la raison pour laquelle vous ne reconnaissez pas la corruption car vous seriez affaibli. »*

Philippe Broussard

L'enquête sur les comptes de l'OM renforce les soupçons de corruption

« CE QUI S'EST PASSÉ à Valenciennes s'est répété plusieurs fois », a dit une nouvelle fois Jean-Pierre Bernès devant la cour d'appel de Douai. Cette accusation, l'ancien directeur général de l'OM l'avait formulée pour la première fois le 30 juin, face au juge d'instruction marseillais Pierre Philipon, chargé de l'enquête sur les comptes du club autrefois présidé par Bernard Tapie. *« Il y avait chaque saison quatre ou cinq matches de championnat qui étaient achetés »*, avait-il ainsi déclaré sur procès-verbal, précisant que le club avait fait de même *« lors de matchs de coupe d'Europe »* (*Le Monde* daté 9-10 juillet).

Depuis cette audition, qui lui a permis de parfaire son profil de « repenti » et a contribué à affaiblir la défense de M. Tapie dans le procès du match Valenciennes-OM, l'ancien directeur-général du club marseillais a réitéré ce propos sur tous les modes et tous les tons. Mais aucune de ses déclarations n'a réellement permis à l'enquête, ouverte à la fin de l'année 1990 et convertie en information judiciaire le 16 avril 1992, de progresser sur le terrain de la corruption. Jean-Pierre Bernès a bien évoqué le trucage de deux rencontres de coupe d'Europe – contre l'AEK Athènes en 1989 et contre le Spartak de Moscou en 1991 – et affirmé que l'arbitre du premier de ces deux matches avaient été payé par l'OM, mais tout se passe comme s'il s'était efforcé de porter des accusations inutilisables par la justice. A supposer que les faits dénoncés ne soient pas couverts par la prescription, la justice aurait grand-peine à poursuivre leurs auteurs, dès lors que ces « achats de matches », s'ils ont eu lieu, se sont déroulés à l'étranger, soit hors du champ de compétence d'un juge français. En outre, l'arbitre autrichien mis en cause par M. Bernès, M. Kohl, est décédé d'un cancer voici plusieurs années. Quant aux matches du championnat de France, l'ex-bras droit de Bernard Tapie a répété, le 20 juillet face au juge d'instruction, que *« plusieurs ont été irréguliers »*, mais il s'est refusé à fournir la moindre précision sur les clubs, les joueurs, voire les arbitres concernés.

Seule exception notable à ce silence, l'ancien entraîneur du FC Nantes, le Croate Miroslav Blazevic, nommément désigné par M. Bernès le 30 juin, a été interpellé le 20 octobre à l'aéroport de Genève et placé en détention provisoire. Mais il a toujours nié être intervenu auprès de ses joueurs en faveur de l'OM.

S'il n'a pas démontré, à ce jour, la réalité de la corruption, le juge Philipon peut au moins se flatter d'en avoir conforté le soupçon. Après cinq ans de recherches, les enquêteurs ont identifié de nombreux circuits ayant permis aux dirigeants de l'OM de dissimuler de l'argent à l'étranger. Evoquant un *« système organisé »* dont la fraude fiscale ne serait pas le *« seul souci »*, le rapport commandé par le juge au cabinet d'expertise Buthurieux sur les comptes du club, rédigé au mois d'avril, met en lumière *« un ensemble de manœuvres visant à une évasion de capitaux, dont la destination finale est volontairement occultée, et ce bien au-delà de paradis fiscaux »*. Dans un article récent et détaillé, *L'Equipe Magazine* chiffrait à 110 millions de francs le montant de cette « évaporation ».

Chevilles ouvrières de ce système, les « intermédiaires » Spiros Karageorgis et Manuel Barbosa sont l'objet, depuis le 4 août, de mandats d'arrêt internationaux. Interpellé en Allemagne le 23 février, leur collègue croate Ljubomir Barin est lui aussi soupçonné d'avoir alimenté des « caisses noires » à l'étranger au profit de l'OM ou de ses dirigeants (*Le Monde* du 12 août).

> « Un ensemble de manœuvres visant à une évasion de capitaux dont la destination est occultée »

Tous ont reçu, en contrepartie de factures fictives, le plus souvent rédigées au siège de l'Olympique de Marseille, plusieurs millions de francs, dont l'enquête a établi qu'une partie a été remise à la disposition de dirigeants du club. Deux virements, effectués en décembre 1989 (95 370 francs) et en janvier 1990 (93 080) par la trésorerie de l'OM au profit des comptes suisses des sociétés fiduciaires Synergie et Partenaires SA avaient ainsi pour objet véritable la constitution d'une société Ficonsult SA, sise au Liechtenstein. Cette société n'a jamais eu la moindre activité, mais les registres helvétiques ont conservé la trace d'un virement de 20 000 francs suisses (environ 90 000 francs) effectué à partir de son compte vers celui d'une fondation baptisée Hespérides. Or le créateur de cette fondation, vouée à d'hypothétiques *« activités commerciales »* n'est autre que l'« intermédiaire » grec Spiros Karageorgis, l'*« ayant droit »* de la même fondation étant lui, l'ancien directeur financier de l'OM, Alain Laroche.

Communiqués par la justice suisse, une série de documents bancaires attestent que le compte de la fondation, ouvert le 16 février 1989 à la banque privée Edmond de Rothschild, à Genève, et intitulé « Poète », était alimenté par diverses sociétés, toutes contrôlées par M. Karageorgis – Euroservices, Swiss Communication, Sponsport – et travaillant presque exclusivement avec l'OM. Ainsi la boucle était-elle bouclée : une partie des sommes versées par le club à l'un de ces fameux « intermédiaires » du football, dont M. Tapie a assuré qu'ils constituaient un *« passage obligé »*, est revenue entre les mains d'un responsable de l'OM. M. Laroche a même retiré, sur le compte suisse de la fondation Hespérides, 50 500 francs en espèces le 7 mai 1990. Alain Laroche a expliqué au juge qu'il s'agissait, pour lui, d'*« affaires personnelles »* n'ayant *« rien à voir avec l'OM »*. Interrogé au cours de l'été 1992 par le précédent juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Karageorgis avait, *grosso modo*, tenu la même version. Détail piquant : les frais de déplacement occasionnés par ce témoignage avaient été pris en charge par la trésorerie de l'OM.

L'enquête montre que d'autres sociétés du même homme d'affaires grec ont bénéficié d'importants transferts de fonds en provenance, cette fois, de la société RMGP (Réalisation Marketing Gestion publicitaire), régie publicitaire officieuse de l'OM. Dirigée par Claude Ghidalia – mis en examen le 13 avril –, cette société a versé, entre 1989 et 1992, près de 10 millions de francs aux sociétés Ainos 57 et IPS, contrôlées par M. Karageorgis, en rémunération de prestations fictives. Une partie de ces fonds semble avoir été récupérée selon le même schéma, un retrait de 65 000 dollars (environ 320 000 francs) ayant été effectué, le 18 mai 1990, par l'adjoint de M. Ghidalia, Dominique Fatras, dont la photocopie du passeport avait été conservée dans les archives de la banque genevoise...

Interrogé le 13 avril, Claude Ghidalia s'est présenté comme *« une victime rackettée »* par les dirigeants de l'OM, mais a contesté avoir contribué à la constitution d'une *« caisse noire »*. Il a néanmoins dû admettre que RMGP avait versé, en janvier 1992 *« par anticipation »*, 200 000 dollars (1 million de francs) à la société IPS, afin de s'assurer l'exclusivité des droits de télévision des rencontres de coupe d'Europe de la Sampdoria de Gênes. Mais, cette saison-là, le club italien n'avait pas disputé la coupe d'Europe. Aujourd'hui introuvable, banni par les instances du football européen, Spiros Karageorgis est sans doute le seul à pouvoir expliquer ce qu'il advint de ces millions, régulièrement versés à l'occasion des matches de coupe d'Europe de l'OM. Sur une télécopie datée du 8 novembre 1988 et retrouvée par les enquêteurs, l'homme d'affaires avait écrit : *« Pour l'OM, on a affaire à de drôles de zigotos... »*

Hervé Gattegno

Une information judiciaire pour « banqueroute » ouverte contre les dirigeants de Bernard Tapie Finance

BERNARD TAPIE a enregistré mercredi 25 octobre une défaite, passée un peu inaperçue, mais qui n'en est pas moins lourde de conséquences. Le Crédit lyonnais, acteur d'un autre feuilleton médiatique et judiciaire avec le député des Bouches-du-Rhône, vient, *a contrario*, de remporter un succès presque définitif. La banque publique, via sa filiale la SDBO (Société de banque occidentale), a mis la main mercredi sur le capital de la société Bernard Tapie Finance (BTF) qu'elle avait obtenue en gage en contrepartie de 845 millions de francs de prêts accordés à GBT (Groupe Bernard Tapie), société en nom collectif de M. Tapie qui coiffe BTF.

L'attribution n'a pas été contestée et, sauf décision contraire de Bernard Tapie, son avocat M[e] Francis Bousquet a indiqué qu'il n'envisageait pas de former de recours. Selon M[e] Jean Veil, l'avocat de la SDBO, le choix de la survie du groupe plutôt que celui de sa liquidation judiciaire devrait permettre de sauver l'essentiel des 900 emplois en jeu.

Le gage récupéré par la banque a été valorisé par des experts entre 110 et 225 millions de francs en valeur « statique » et entre 360 et 526 millions en valeur « dynamique », c'est-à-dire à un horizon de cinq ans, après restructuration et recapitalisation des filiales (Terraillon, Testut, La Vie Claire et Scaime). Ce jugement va permettre au Lyonnais, par l'intermédiaire de la structure de défaisance créée par l'Etat, le CDR (Consortium de réalisation) devenu propriétaire de la SDBO (en cessation d'activité), de redresser les filiales de BTF et de les vendre. En outre, la banque se met à l'abri des procédures engagées contre elle au début du mois de juillet par Bernard Tapie.

Acculé par les défaites judiciaires successives, ce dernier avait décidé d'entamer contre le Lyonnais une procédure civile pour « gestion de fait ». Le député des Bouches-du-Rhône avait utilisé sa dernière arme : retourner contre la banque la complaisance manifestée à son égard pendant des années. Quitte à étaler au grand jour le soutien hors normes dont il a bénéficié et à amener le débat sur le terrain de l'origine politique des largesses de la banque publique.

JEAN-YVES HABERER MENACÉ

Les experts désignés par le tribunal de commerce de Paris, qui avaient rendu leurs conclusions le 13 avril, allaient dans le sens de l'homme d'affaires. Ils soulignaient notamment qu'à partir de 1992 les relations entre la SDBO et Bernard Tapie *« présentent un caractère dont il appartiendra au tribunal d'apprécier s'il s'agit d'un soutien abusif »*.

L'opération d'achat et de vente d'Adidas était la plus critiquée. *« L'acquisition en 1990 par M. Tapie d'une entreprise dont la taille est disproportionnée par rapport à ses entreprises existantes [...] a constitué une grande imprudence qui était également à notre avis celle des banquiers »*, notaient les experts, avant d'ajouter que, début 1993, *« le président du Lyonnais, Jean-Yves Haberer, a pris la décision finale du montage »*, de la revente, qui a laissé *« le groupe Tapie dans une situation ne lui permettant plus de retrouver son équilibre. »*

Un autre soupçon, plus grave encore, pesait sur la banque : celui de s'être vendue Adidas à elle-même, via deux sociétés-écrans basées à Jersey et aux îles Vierges britanniques, qui auraient acquis 35 % d'Adidas en plus des 19,9 % achetés officiellement. M. Tapie accusait la banque d'avoir réalisé une plus-value de 1,5 milliard de francs sur ce dossier sans que son groupe en tire le moindre bénéfice. Le plaignant dans cette affaire était BTF. Or, cette société appartient aujourd'hui à la SDBO et on imagine difficilement la procédure se poursuivre. Pour autant, le tribunal doit encore se prononcer le 8 novembre sur la validité de la créance de 1,5 milliard présentée par M. Tapie alors que les délais autorisés pour la faire valoir, étaient en principe écoulés (deux mois après la mise en redressement judiciaire).

Quelle que soit la décision prise, l'affaire est en tout cas loin d'être terminée et pourrait même prendre une autre dimension.

Le parquet a discrètement ouvert le 6 juillet une information judiciaire pour « banqueroute, complicité et recel » contre Elie Fellous et Noëlle Bellonne, deux dirigeants de BTF, et tous autres. Le 7 juillet, il a confié le dossier au juge d'instruction Eva Joly. Le juge va pouvoir poursuivre les responsables de fait et de droit d'une éventuelle banqueroute, c'est-à-dire Bernard Tapie, les dirigeants de BTF mais aussi ceux de la SDBO et du Crédit lyonnais.

Michel Gallot, ancien président de la SDBO et Pierre Despessailles, ancien directeur général de la banque, pourraient être inquiétés. La menace se précise aussi d'une mise en examen de Jean-Yves Haberer, le président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, qui avait pris une part active dans la vente d'Adidas.

Eric Leser

is contre Bernard Tap

هكذا من الاصل

HORIZONS

ENQUÊTE

Voyage dans le Grand Nord russe

2. L'homme qui aimait les Tchouktches

La Tchoukotka, parcelle de Russie faisant face à l'Alaska, voit fuir les « pionniers » de Moscou. Seul un Français, professeur à la retraite, s'est pris d'affection pour les autochtones menacés de disparition

C'ÉTAIT un soir d'été, près du cercle polaire. Un de ces soirs où le soleil refuse d'abdiquer. Il s'autorise alors des journées continues, de minuit à minuit. Ce soir-là, donc, le cargo s'apprêtait à quitter Anadyr, la minuscule capitale de la Tchoukotka, région reculée du Grand Nord russe. Il allait remonter le fleuve sur des centaines de kilomètres, vers l'intérieur des terres, s'aventurer dans ces immensités où les lacs sont plus nombreux que les hommes. Avec un peu de chance, on apercevrait peut-être, sur les rives caillouteuses, des ours, des gloutons ou des loups.

L'équipage avait prévu six jours de périple, aller-retour. Le capitaine comptait faire plusieurs escales, dans deux ou trois villages lointains, peuplés de Russes, mi-colons mi-baroudeurs, des gars de tempérament, chercheurs d'or ou mineurs. A la belle saison, lorsque la fonte des glaces ouvre le fleuve à la navigation, des petits cargos comme celui-ci vont les ravitailler en sucre, en vodka et autres carburants. L'hiver, il faut compter sur les hélicoptères. Mais l'Aeroflot annule souvent ses vols, à cause du blizzard. La compagnie ferme aussi des lignes, faute de clients. Des villages entiers disparaissent, rayés de la carte sur décision administrative. La Tchoukotka perd ainsi les pionniers auxquels les communistes proposaient jadis des salaires trois fois plus élevés que dans le reste de l'empire.

Les autochtones, eux, sont les laissés-pour-compte de l'histoire en marche, les 15 000 naufragés d'un système soviétique qui les a détournés de leur culture. A Anadyr, ils sont encore quelques centaines dans les immeubles miséreux du quartier de Tavaïvaam. Pour leurs yeux trop bridés, leur peau trop mate, les enfants sont parfois victimes du racisme des autres écoliers. Leur langue est enseignée à la va-vite, comme une survivance folklorique. La plupart des adultes ne la pratiquent plus, à l'exception des anciens, mémoire défaillante d'un peuple en partance. Dans l'administration, le commerce, la médecine, ils n'occupent que des postes subalternes. Les maîtres restent russes.

Ailleurs, loin d'Anadyr, ces cousins des esquimaux vivent en communautés : les Tchouktches du bord de mer sont chasseurs de morses ; les Tchouktches de l'intérieur sont éleveurs de rennes. Leur rendre visite relève de l'expédition. Du jeu de hasard, aussi. Les liaisons aériennes étant devenues trop improbables, il faut souvent se rabattre sur les rares cargos de ravitaillement, les tankers, comme on les appelle ici. L'étranger bien pourvu en devises aura droit au meilleur accueil : la cabine du capitaine, une douche, et même le repas mitoné par la cuisinière, l'unique femme à bord. Les matelots sont d'aimable compagnie. Ils parlent volontiers, confient leur désir de rentrer dès que possible chez eux, cap à l'Ouest, vers Moscou, avec épouse et enfants, parce que la Tchoukotka est *« condamnée »*. Un homme, au moins, se soucie encore de cette maudite région : Charles Weinstein, un Français de soixante-deux ans, originaire de Perpignan. Avec ses allures de commandant Cousteau, il n'a ni le physique ni le cursus d'un aventurier. Professeur de russe à la retraite, ancien responsable du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) dans les Pyrénées-Orientales, il s'exprime d'une voix douce mais indignée. Dès qu'il en vient à évoquer le destin des Tchouktches, il ne peut s'empêcher de soupirer, puis de faire silence un moment, comme s'il se reprochait de ne pouvoir sauver ses amis d'une extinction annoncée.

Charles Weinstein est le seul Occidental recensé à Anadyr, où il s'est rendu pour la première fois en 1990, après avoir vécu un temps en forêt, avec les Nanaïs, le long du fleuve Amour et monté les chevaux des Evènes, dans les montagnes de Yakoutie. Mais c'est en Tchoukotka, là-haut, à quelques rochers du détroit de Béring, qu'il a choisi de s'établir définitivement, à compter de 1992, parce qu'il n'avait *« jamais rencontré des gens aussi gentils »*.

Il a donc quitté Canohès, son pays catalan ; il a laissé sa famille, sa femme, ses enfants, ses petits-enfants et pris l'avion pour Anadyr, cité sinistre et sinistrée, aux confins de la terre. Dans un immeuble de la rue Otke, l'artère principale, il a loué un studio, sans téléphone ni téléviseur. Il s'y est installé en célibataire, avec ses secrets d'exilé. Sur les murs, il a affiché un plan de Perpignan, des photos, et des dizaines de dessins envoyés par les écoliers de Canohès. Nostalgie ? *« Non, je vous assure, je suis bien ici ! »*

LE TANKER s'était éloigné du port, il progressait à un rythme de père traNquille. Charles Weinstein avait déjà emprunté un tel bateau. Il en gardait un triste souvenir : *« J'étais avec une amie française. En route, l'équipage russe a décidé de faire escale chez trois Tchouktches, qui vivaient seuls au bord de l'eau. Il n'y avait qu'une yarangue, la tente traditionnelle, et une cabane de rangement. Nous avons mangé un morceau, puis le fils de la famille nous a dit d'aller dormir dans la cabane. Le lendemain, nous avons compris ce qui s'était passé en notre absence : les matelots avaient fait boire la sœur du jeune homme et l'avaient violée devant ses proches, qui étaient également ivres. »*

L'amour que l'ancien prof porte à ce peuple confine au militantisme. Au point qu'il ne retourne en France qu'une fois l'an, pour quelques semaines, et se consacre à la défense de la langue tchouktche, qu'il rêve d'enseigner un jour à l'Institut des langues orientales de Paris. Il en connaît désormais les sons, si gutturaux qu'ils semblent imprononçables pour un Occidental. Il apprend le vocabulaire, si riche en mots liés à la nature. L'eau, le blizzard, la neige, le soleil ont droit, dans cet idiome, à des myriades de termes, porteurs de toutes les nuances. Le vent n'est pas le même selon qu'il souffle du nord ou de l'est ; la neige de mars n'est pas celle de novembre. *« Contrairement à nous,* assure-t-il, *ils font corps avec la nature ; pour eux, tout a un esprit, même un simple caillou ; je ne suis pas croyant, mais je me retrouve dans cette conception de l'existence. »*

« Nos fils ont le choix entre les rennes et l'appel de la ville. » « Autrefois, ils étaient fiers, toujours prêts à défendre leur terre ; aujourd'hui, ils sont comme asservis »

A l'aube, le tanker s'immobilisa devant Krasneno, un village d'une centaine d'habitants. Certains hommes étaient déjà partis à la pêche, les autres dormaient, de fatigue ou d'ivresse. Les maisons – une vingtaine de baraques de bric et de broc – tardaient à prendre vie. Pas un rire d'enfant, pas un bruit de casserole. Des mouches tournaient autour des poissons séchés, suspendus aux perches de bois. Des nuées de moustiques montaient des marais voisins. Krasneno, avec ses chiens assoupis et ses rideaux baissés, ressemblait aux bourgades de western que l'étranger surprend au réveil, dans un tourbillon de poussière. Puis il s'éveilla, au rythme lent des habitudes.

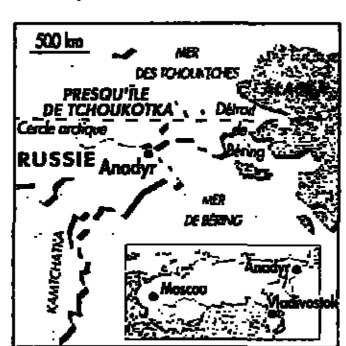
Les hommes revinrent de la pêche. Les femmes sortirent le linge. Les enfants commencèrent à chahuter sur les berges du fleuve. L'épicerie ouvrit enfin ses portes, avec son fatras de produits en tout genre, couvertures, vêtements, allumettes, tablettes de chocolat, sachets de bonbons...

Le patron est un Russe, un costaud à la trogne de flibustier, maquignon du lieu. Il achète, il vend. On le croise sur sa mobylette, chemise grande ouverte. Quand les maris honteux quémandent de la vodka à crédit, il les conduit jusqu'à ses réserves, dans une casemate dont il garde la clef. Ceux qui n'ont vraiment pas le sou se rabattent sur un breuvage de leur fabrication, à base de levure, bien plus dangereux encore pour ces alcooliques capables de s'enivrer plusieurs jours de suite.

Krasneno se souvenait du *« Français d'Anadyr »*. La population lui réserva un accueil à table ouverte. Chez Serguei, l'ancien maire, il y avait du thé, pour les invités, et de la vodka pour le maître des lieux. Chez Slava, éleveur de rennes et père de famille, il y avait du poisson bouilli, une délicieuse bouillabaisse sibérienne. Il raconta la pêche, l'hiver, les trous de plusieurs mètres qu'il faut creuser dans la glace, par - 30 ou - 40 degrés, pour aller dénicher les *« poissons blancs »* à la chair si savoureuse. Il raconta aussi les loups, qui attaquent le bétail égaré mais craignent l'homme et le feu ; les braconniers qui viennent massacrer le gibier avec des fusils d'assaut ; les margoulins qui soutirent des peaux et de la viande contre quelques bouteilles...

Etrange région. loin de tout et hors-la-loi, si ce n'est celle du plus fort, russe, forcément russe, comme le responsable de la coopérative communale. Ses bureaux sont à Anadyr, à dix heures de tanker de Krasneno. Les habitants regrettent de lui avoir fait confiance au sortir du communisme : il vend leurs produits, mais accapare les profits. *« Du temps de l'URSS,* se souvient Slava, *d'autres décidaient à notre place ; nous n'avions pas droit à la parole, nous étions des assistés ; maintenant, il faut prendre en charge notre destinée, ce n'est pas facile pour de simples gens comme nous. »*

L'administration souhaiterait fermer le village, son école, son infirmerie, son unique téléphone, et contraindre ce carré de « rebelles » à rallier Anadyr. Mais les habitants s'obstinent. Cramponés à leur terre, ils réclament des aides financières et matérielles, qu'ils ne percevront probablement jamais. Comme leurs ancêtres, ils puisent dans le fleuve toutes leurs richesses : les poissons – quand les ours n'arrachent pas les filets – et l'eau, qui doit toujours être bouillie avant consommation.



KRASNENO s'efforce de vivre – ou, plutôt, de survivre –, tiraillée entre deux époques, deux civilisations. Quand les anciens s'en vont encore dans la toundra, offrir aux esprits leurs incantations et les restes des repas de fête, les jeunes, eux, se tournent vers Michael Jackson ou Silvester Stallone. Grâce au générateur qui alimente la communauté en électricité, toutes les demeures sont équipées de téléviseurs. Une ligne directe avec le reste du monde : les vieux adorent Louis de Funès (*Le Gendarme à Saint-Tropez*), et les femmes, Alain Delon, dont la première chaîne russe diffuse régulièrement les films. Quant aux gamines, elles ne manquent pas un épisode de la série « Hélène et les garçons », traduite en russe.

A force de courir la toundra, Charles Weinstein est devenu le confident de ce peuple, dont le destin rappelle tant celui des tribus indiennes des Amériques : la colonisation, la haine, l'alcool. *« Autrefois, ils étaient fiers, toujours prêts à défendre leur terre ; aujourd'hui il sont comme asservis »*, constate ce franc-tireur de l'ethnographie. A l'entendre, la survie passe par un retour aux traditions. Les hommes de Krasneno s'y emploient. Faute de carburant pour les motos-neige, ils vont revenir aux traineaux de leurs grands-pères. Les chiens vont reprendre du service. Les pères vont aussi initier les garçons au métier de gardien de troupeaux, que les Russes se sont tant employés à dénigrer.

« Nos fils ont le choix entre les rennes et l'appel de la ville », résume Slava.

Charles Weinstein lui-même ne croit guère au sursaut salvateur d'une jeunesse en quête d'identité. *« Ce n'est pas mon combat, c'est le leur »*, assure le pisteur de peuples. A défaut de combattre, il fait œuvre de mémoire, recueillant tout ce qu'il peut sur les rites, les croyances, les fêtes traditionnelles (naissance des rennes, ouverture du fleuve...) ou les habitudes culinaires (les yeux de phoque sont des friandises très prisées). D'une écriture appliquée, il remplit des pages et des pages de cahier, manière de laisser trace, noir sur blanc, d'un homme qui aimait les Tchouktches.

Philippe Broussard



La gauche et le travail intellectuel

par Philippe Corcuff

HOMMES politiques, militants, journalistes ou intellectuels, qui sont tous d'une certaine manière en situation de porte-parole, et donc détenteurs de privilèges par rapport à l'immense masse de ceux qui n'ont que peu accès à l'espace public, devraient méditer le message qui nous vient du Chiapas et d'un certain sous-commandant Marcos : une bonne dose d'ironie par rapport à soi-même, mais du sérieux dans sa tâche. Nos faiblesses et leur lot de petitesses comme l'importance des enjeux sociaux et politiques nous y invitent. Cela suppose peut-être de se débarrasser d'une certaine figure de l'intellectuel.

De la conception très française de l'intellectuel, il faut sans doute garder le souci des affaires de la cité. Mais cette dimension civique s'est fortement dégradée ces dernières années. D'abord, des intellectuels médiatiques ont imposé, depuis la fin des années 70 (avec l'apparition des nouveaux philosophes), une sorte de quasi-monopole, pour ce qui est de l'expression intellectuelle dans l'espace public, de leurs pensées-clips, bien éloignées d'exigences minimales de rigueur et d'argumentation.

Ensuite, se sont développées, à la charnière de milieux intellectuels, technocratiques et économiques, de nouvelles formes de conservatisme social et politique (dont la Fondation Saint-Simon et le récent rapport Minc). Enfin, quelques petits marquis d'un milieu très parisien se sentent quotidiennement autorisés à exprimer dans les médias leurs humeurs du moment en les transformant en problèmes universels. Dans ces différents cas, souvent emmêlés, on prétend parler de tout en ne se pliant guère aux règles des savoirs constitués.

C'est pourquoi il est grand temps d'abandonner les tropismes intellectualistes français (fort corporatistes sous leurs allures universalistes), en ce qu'ils accordent *a priori* un accès privilégié à un horizon d'universalité aux intellectuels, qui n'hésitent pas alors à fustiger les *« avantages acquis »* et autres *« replis corporatistes »* de toutes ces *« catégories sociales »* ne bénéficiant (malheureusement) pas de leur *« hauteur de vue »*.

Exit donc les intellectuels et tournons-nous plutôt vers le travail et la rigueur intellectuels ! Dans les universités et les laboratoires, loin des feux médiatiques, chercheurs en sciences sociales et philosophes ont à proposer au débat social et politique, plus modestement mais de manière plus étayée, des questionnements, des savoir-faire, des outils d'analyse et des résultats provisoires, caractérisés par une pluralité d'orientations. Des échanges nouveaux pourraient alors se nouer entre ces praticiens et des acteurs, dans l'interpellation réciproque.

Une gauche déboussolée, ayant perdu nombre de ses repères, malgré les bricolages et les tentatives de ravalement de façade, aurait donc intérêt à établir des relations, dans l'autonomie de chacun, avec des professionnels de l'analyse sociale et philosophique. Les journalistes, qui ont pris une place importante dans l'espace public, gagneraient aussi à une telle démarche.

Ne vaut-il pas mieux dialoguer avec des chercheurs, qui parlent sans doute une langue sensiblement différente mais apportent d'autres éclairages, qu'avec ceux qui, ayant renoncé aux disciplines propres au travail intellectuel, n'ont pour seul attrait, somme toute assez narcissique et vain, que de parler comme des journalistes ?

Reconnaître les contraintes et les logiques propres aux exercices politiques, journalistiques et universitaires, ne prépare-t-il pas mieux à des contacts fructueux que l'indistinction et la confusion ? Le débat public y gagnerait en qualité, les citoyens étant davantage pris au sérieux et non plus réduits au rôle de spectateurs de cirque.

Des militants syndicaux en butte à l'arbitraire d'entreprises privées mythifiées dans les années 80, des agents de services publics résistant quotidiennement aux dogmes libéraux, ou d'autres qui se battent et inventent face au chômage et à l'exclusion pourraient ainsi nourrir un renouveau de la réflexion.

Nous serions alors susceptibles de trouver dans des travaux de sciences sociales et dans des analyses philosophiques des ressources pour sortir des schématismes et des pensées binaires (pour/contre) qui ont tant de succès médiatique : société ou individu, totalitarisme ou marché, nation ou Europe, analyse de classe ou analyse culturelle, égalité ou équité, relativisme ou universalisme, critique sociale des dominations ou pensée du lien social, etc. Et la prise en compte des complexités du réel ne conduit pas nécessairement à la démission politique, comme ont essayé de nous le faire croire libéraux de droite et de gauche.

Pour les gauches syndicale, associative et politique, participer à de tels dialogues implique de s'inscrire dans un travail analytique et critique sur ce qu'a été la gauche jusqu'à présent.

Dans les universités et les laboratoires, loin des feux médiatiques, chercheurs en sciences sociales et philosophes ont à proposer au débat social et politique des questionnements, des savoir-faire, caractérisés par une pluralité d'orientations

Si l'on veut continuer à se situer dans une perspective d'émancipation sociale, on ne pourra faire l'économie d'une double critique, encore trop superficiellement engagée : critique des oppressions qui se sont réclamées du communisme et de leurs effets sur les analyses et les pratiques des uns et des autres et critique de l'enlisement des socialistes français dans le libéralisme économique et de son enrobement par le cynisme mitterrandien, d'ailleurs érigé par nombre de professionnels de la politique et de journalistes en norme d'excellence politique.

Il faut enfin oser une réflexion radicale. *« Radicale »*, au sens où elle remonte aux racines de nos convictions politiques, en ce qu'elle vise à réélaborer et à refixer *« les gonds »*, pour reprendre une image du philosophe Ludwig Wittgenstein, de notre pensée politique. Des gonds – comme ceux d'une porte – sur lesquels puissent tourner de nouveau nos questions et nos engagements politiques. Ayons alors les yeux moins rivés, comme nous y invite Pierre Bourdieu, sur ce que journalistes et hommes politiques appellent *« l'actualité »*, en cherchant à l'interroger avec d'autres outils.

C'est pour répondre à de tels enjeux que des chercheurs en sciences sociales, des philosophes, des militants syndicaux, associatifs et politiques, des journalistes ou des praticiens de l'action publique ont décidé de créer le Club de réflexions sociales et politiques Maurice-Merleau-Ponty. Car la figure du philosophe, quarante ans après la publication des *Aventures de la dialectique*, peut apparaître exemplaire.

Il n'y a là aucune forme de fétichisme, mais Merleau-Ponty a commencé à poser des questions, sans doute inaudibles dans les années 50, ouvrant des chemins inédits, qu'il nous faut reprendre à partir de lui bien sûr, mais surtout au-delà. L'auteur des *Aventures de la dialectique* a ainsi su amorcer le dépassement de polarités ruineuses pour le travail intellectuel comme pour l'action politique :

– Sortant des manichéismes propres à nombre de débats sur Marx, il a esquissé dans ses derniers écrits politiques une démarche ni strictement *« marxiste »* ni *« antimarxiste »* – assez justement qualifiée d'*« a-marxiste »* par Paul Ricœur –, qui convient mieux à un bilan critique des apports et des limites de Marx.

– Le débat intellectualo-médiatique des années 80 a beaucoup sollicité l'opposition d'Aron et de Sartre. Or, dans la perspective d'une mise en cause tout à la fois de l'économie capitaliste et des régimes staliniens, il a dessiné une voie vraisemblablement plus juste que celles proposées par Aron et Sartre. Alors que les années 80 ont vu renaître la philosophie politique et morale, souvent contre les sciences sociales critiques des années 70 (avec la figure repoussoir de *« la pensée 68 »*, inventée par des essayistes à la mode), en réactivant une opposition stérile entre philosophie et sciences sociales, Merleau-Ponty symbolise un dialogue constant entre la philosophie et les sciences de l'homme et de la société. C'est une voie plus ajustée si l'on veut, par exemple, penser ensemble l'analyse de la société telle qu'elle est (dont la critique sociale des dominations existantes est une des pièces majeures) et les dimensions normatives de l'action politique (quelles formes du lien social à promouvoir ? quelles valeurs ?...)

Reste à tenter d'avancer, avec nos moyens limités, par rapport aux défis de notre temps. Le refus du monde tel qu'il est sera un point d'appui solide dans cette perspective, particulièrement si l'humilité et la rigueur l'accompagnent.

Philippe Corcuff est maître de conférences à l'I.E.P de Lyon (Lyon-2) et président du Club de réflexions sociales et politiques Maurice-Merleau-Ponty.

L'Eglise catholique et les juifs : la paix de trente ans

par Jean-Marc Chouraqui

LES relations entre l'Eglise catholique et les juifs sont perçues le plus souvent à travers des crises ou des événements « médiatiques » qui ne se comprennent pas si on ignore la conversion du regard porté sur les juifs depuis trente ans par l'Eglise. Le trentième anniversaire de la déclaration *Nostra Aetate* du concile Vatican II (28 octobre 1965) est l'occasion de faire le point sur les avancées, mais aussi sur les limites du dialogue. Ce qui s'est engagé avec ce document a une portée considérable du point de vue de l'histoire des mentalités.

La déclaration du 28 octobre 1965 est sans précédent dans l'histoire de l'Eglise : elle n'invoque ni les Pères de l'Eglise ni aucun texte de la tradition, sa seule référence étant la Bible. On y rappelle avec l'apôtre Paul que *« les juifs restent encore, à cause de leurs pères, très chers à Dieu dont les dons et l'appel sont sans repentance »* . L'Eglise aussi *« déplore (...) toutes les manifestations d'antisémitisme »*.

Ce texte fondateur va ouvrir la voie à de multiples déclarations des Eglises nationales souvent plus audacieuses, dont celle des évêques français de 1973, puis à deux documents importants émanant du Saint-Siège : en 1974, les *Orientations et suggestions pour l'application de la déclaration conciliaire* Nostra Aetate et, en 1985, les *Notes pour une correcte présentation des juifs et du judaïsme*. Des avancées y sont perceptibles : claire condamnation de l'antisémitisme, *« opposé à l'esprit même du christianisme »*, affirmation de la *« créativité spirituelle continue »* du judaïsme après la naissance du christianisme ; dénonciation du mythe de la malédiction d'Israël, dont la permanence est un *« signe »*. On insiste sur la judéité de Jésus, on réhabilite les pharisiens en citant même le Talmud, on critique l'opposition classique entre *« judaïsme-loi-crainte »* et *« christianisme-foi-amour »*. Et, surtout, on demande de prendre de la distance vis-à-vis de certains textes du Nouveau Testament rédigés dans un contexte historique polémique bien après la prédication de Jésus. Ainsi l'Eglise reconnaît-elle la réalité historique de son *« enseignement du mépris »* (Jules Isaac) ou d'un *« prosélytisme déplorable »*.

Mais certains juifs ont souligné depuis que l'Eglise n'a pas été à l'écoute de l'identité ou de la sensibilité juives. Sur trois points :

– Longtemps, la signification spirituelle et historique de la terre d'Israël a été ignorée par l'Eglise.

– Celle-ci n'a pas encore solennellement reconnu ses fautes, comme le réclamait, en octobre 1983, Mgr Etchegaray lors d'un synode à Rome, ni fait le point sur son attitude pendant la période nazie et la Shoah. L'épisode du carmel d'Auschwitz ou l'assimilation faite par le pape d'Auschwitz et du Golgotha (1979) ont été perçus comme une récupération chrétienne d'une souffrance juive (même si Jean Paul II a pu, plus tard, reconnaître la spécificité juive de la Shoah).

– Cela est apparu comme une illustration de la fameuse *« théologie de la substitution »* qui paraît ignorer l'identité propre de la vocation d'Israël en lui empruntant même son nom. Ainsi dans le *Catéchisme universel* (1993) ou dans l'encyclique *Evangile de la vie* (1995) est reprise la classique qualification de l'Eglise comme *« Nouvel Israël »*, ignorée des documents spécifiques judéo-chrétiens à l'audience et à la portée dogmatique bien moindres...

Le processus engagé par « Nostra Aetate » doit être toujours renforcé

On touche là une des questions-limites du dialogue : l'Eglise ne pourrait-elle comprendre l'autodéfinition juive, celle de l'Ancien Testament, sans nier sa propre définition ? Pour elle, le Christ seul en donne le sens plénier, car en lui se révèle la plénitude des moyens du salut, la vérité qu'à terme les juifs comme tous les autres hommes reconnaîtront.

Une double asymétrie caractérise donc le rapport entre judaïsme et christianisme : de par son origine, le christianisme ne peut faire l'économie du judaïsme et de la Torah, là où le judaïsme peut en doctrine ignorer le christianisme. Seconde asymétrie : le christianisme prétend à une *« exclusivité »* de la plénitude des moyens de salut et de vérité, là où la prétention théologique juive est bien plus modeste.

Un double problème peut freiner ainsi l'engagement dans le dialogue : au *« complexe de supériorité morale »* que leur position historique de victimes peut engendrer chez certains juifs fait écho le *« complexe de supériorité théologique »* de certains chrétiens auxquels on a enseigné, depuis des siècles, que le christianisme est un dépassement du judaïsme.

Pour que ces réticences puissent être atténuées, il faudrait que soient répercutés à la base les acquis théoriques du dialogue formulés par des spécialistes catholiques dans des documents ignorés par la masse du clergé et des fidèles. Ou que soient prises des initiatives comme l'organisation dans l'Eglise d'une journée d'éveil au judaïsme (comme cela fut élaboré en Italie), comme la lecture en chaire, lors de fêtes ou circonstances solennelles, des passages les plus significatifs des textes déjà cités, comme la préparation de documents pouvant, en quelques citations, mettre en parallèle textes de la Torah, du Talmud, et des Evangiles. Ils révéleraient au grand public, sur bien des points, l'ancrage historique du Nouveau Testament dans la tradition juive de l'époque. Enfin, l'élaboration de documents communs qui présenteraient les textes des traditions monothéistes face à des problèmes contemporains (comme la justice sociale ou le statut de l'étranger) illustrerait concrètement la réalité des avancées du dialogue interreligieux.

Les chrétiens et les juifs qui y sont engagés ont pris acte des bouleversements accomplis depuis Vatican II : qui, il y a un siècle, en pleine affaire Dreyfus, aurait imaginé qu'un jour des évêques français accéderaient à une demande juive et accepteraient de faire évacuer un carmel en Pologne ?

Une paix de trente ans s'est instaurée non sans tensions parfois. Aux yeux de ses artisans, le dialogue entre juifs et chrétiens doit avoir une portée emblématique : il témoigne d'une prise en compte de l'histoire (en particulier de la Shoah). Il veut illustrer les messages d'ouverture à l'autre prônés par leurs traditions respectives et montrer que celles-ci peuvent unir leurs efforts contre les dérives et tentations de repliement sur soi et d'intolérance. Le processus engagé par *Nostra Aetate* doit être toujours plus renforcé et se concrétiser afin de devenir une référence pour tous les hommes qui ne confondent pas conviction identitaire et négation d'autrui.

Jean-Marc Chouraqui est directeur de l'Institut interuniversitaire d'études et de culture juives de l'université de la Méditerranée.

AU COURRIER DU « MONDE »

LES GRANDES EXPOSITIONS

Il y a en France, aujourd'hui, plus de visiteurs dans les musées que de spectateurs dans les stades : environ 12 500 000, contre 7 000 000. La principale source de revenus des musées est le bénéfice réalisé sur les entrées des grandes expositions temporaires. Malheureusement, le public d'une grande exposition n'est pas fidèle, il ne revient pas sur les lieux pour découvrir les collections permanentes. Aussi faut-il organiser de plus en plus d'expositions temporaires.

Pour multiplier les entrées, il faut un sujet quelque peu racoleur, des œuvres d'autres musées (si possible étrangers) et de collections privées qui, rassemblées, doivent prendre une importance qu'elles ne sauraient avoir isolément, une technique de présentation qui, trop souvent, prime sur l'objet présenté. L'œuvre d'art est reléguée au dernier plan. Le plaisir esthétique de la vue et la vocation du musée disparaissent alors au profit... du profit.

Le grand public doit savoir que si l'appréciation de l'art demande des efforts et de la concentration, elle procure également du plaisir ; que si un niveau de connaissances est indispensable, il peut toujours s'acquérir, et c'est là le rôle social du musée ; et qu'il n'est pas besoin des grandes expositions pour découvrir des œuvres connues ou méconnues. Les œuvres d'art que l'on déplace souffrent, elles sont parfois endommagées, voire irrémédiablement perdues, comme ce fut le cas des aquarelles de Turner lors de l'exposition présentée au Grand Palais – fait peu relaté, car il convient de ne pas effrayer...

De plus, le prix des œuvres devenant prohibitif, les musées sont donc contraints d'acheter des productions secondaires qui – perversion des valeurs – lui seront présentées comme d'authentiques chefs-d'œuvre. Alors, faut-il continuer à organiser de grandes expositions ou encourager la visite des collections permanentes ?

Albert Decosterd
Paris

APRÈS CÉZANNE

Au bras d'un ami, elle se rend à l'exposition Cézanne. Regarde très attentivement. Ils sortent. Au pied des marches, elle s'arrête : je me sens mal. Tu n'as pas aimé ? C'est rude, âpre. Reconnais que c'est superbe ! Tu es solide, les tableaux rebondissent sur toi comme des balles et reviennent dans leur cadre. J'entre dedans, ils m'entrent dedans, j'ai le mal de mer... le mal de terre, plutôt. Pourquoi ? Ça pèse des tonnes, tu ne sens pas ? Le travail pour le travail. Ce labeur me scie. Le grand pin est magnifique ? Me viole. La Sainte-Victoire ? Me met dans mon trente-sixième dessous. Les pommes, tout de même ? Des phénomènes, pour un flacon de formel.

Je voudrais dire à Cézanne : Vas-tu cesser de besogner à la fin ? Tu cherches ta truffe dans tes pommes, tes montagnes. Je m'éreinte à te suivre. Fais-moi saliver plutôt ! De tes fruits je ne retiens, sans l'avoir vu, que le trognon. Mais les portraits ? Des trognons : Mme Cézanne devient la femme à la cafetière ! Ingrate comme c'est pas permis. Réduite à son sarrau bleu, à la cafetière posée sur la table, à côté d'elle. Une travailleuse, elle aussi. Même pas. Sans sexe. Le manœuvre du foyer. Son mari en fait un remède à l'amour. *Les Baigneuses*, alors ? Des lutteuses de foire, des pue-la-sueur !

Je me sens mal, je te dis... J'ai une fringale de volupté... Si on allait voir Fragonard ? J'ai un cube de plomb sur la poitrine... Si on allait voir Watteau ?... Eh bien, allons faire l'amour ! dit l'homme

Claire Fourier
Vincennes (Val-de-Marne)

AU PEINTRE ET À GIONO

Cher Monsieur Cézanne, une grande exposition de vos œuvres s'est ouverte à Paris, mais, à travers tout ce que j'ai pu lire à son sujet, votre œuvre reste en arrière, on ne sait où. Qui aura la possibilité de rester plus de quelques instants (secondes, même...) devant chaque tableau et d'en goûter toute la saveur ? Mais tout est prêt, ailleurs : des tissus spéciaux, des porcelaines nouvelles, des gadgets, des livres inutiles et des CD-ROM (?) qui dispenseront à jamais les gens d'aller voir les originaux. Du reste, la présentation qui est faite de cette exposition ne parle que peu, très peu, de votre regard, mais beaucoup de l'investissement, des foules attendues. Pas de place pour le temps de rêver et donc de bien voir. C'est « culturel ». (...)

Cher Monsieur Giono, vous êtes presque voisin de Monsieur Cézanne. Et il vous arrive la même histoire. On a pris un de vos romans, *Le Hussard sur le toit*, et on en a fait un film. Là encore, on ne nous parle que de son coût, des difficultés techniques, de la beauté des acteurs et actrices, et, compte tenu de tout cela, il est évident qu'il est remarquable. Qu'il n'ait rien à voir avec ce que vous avez écrit n'a aucune importance, mais vraiment aucune. J'ai même entendu déclarer tout de go sur les « étranges lucarnes » que le film était mieux que le roman ! C'est dire...

Cher Monsieur Cézanne, cher Monsieur Giono, je suis un privilégié : languedocien, non provençal ou bas-alpin, j'ai ma montagne sacrée : c'est le pic Saint-Loup, non loin de Montpellier. Je vais y aller un jour d'automne où il fera beau et doux. Je trouverai un coin d'où je pourrai profiter de la douce couleur des pierres et de la végétation semblable à celle de la montagne Sainte-Victoire. J'aurai avec moi *Le Hussard sur le toit*, le livre, et, paisiblement, dans la douceur parfumée de ce jour, je vous rendrai un très humble hommage. Laissant courir mon imagination, je verrai Angelo parcourir avec un bonheur fou un lieu grandi par la vision d'un certain Paul Cézanne.

Benjamin Muller
Calvisson (Gard)

Le Monde

Felipe Gonzalez désavoué

FELIPE GONZALEZ a de nouveau reçu un cinglant désaveu, mercredi 25 octobre, avec le large refus des députés de voter son projet de budget. Cet échec, même s'il était attendu, fragilise un peu plus le président du gouvernement. Affaibli par les affaires de corruption, le gouvernement est en outre déstabilisé, depuis près d'un an, par les multiples révélations concernant la sulfureuse affaire des GAL, ces Groupes anti-terroristes responsables d'au moins 24 assassinats dans la mouvance indépendantiste basque. Plusieurs membres du cabinet, dont deux anciens ministres de l'intérieur, sont accusés d'avoir utilisé des fonds secrets du gouvernement pour financer cette organisation para-policière.

Depuis plusieurs mois l'opposition, et principalement le Parti populaire (droite), ne cesse de demander la démission du gouvernement et l'organisation d'élections anticipées pour mettre fin à cette situation qu'elle juge délétère. Au mois de septembre, les nationalistes catalans, principaux alliés des socialistes, ont officiellement lâché Felipe Gonzalez, principalement pour ne pas être accusés de cautionner un gouvernement en perte de vitesse, et en subir les conséquences électorales aux prochaines élections régionales qui se tiendront au mois de novembre.

Malgré ces multiples coups de boutoir, et l'usure de treize ans de pouvoir, Felipe Gonzalez tient bon. Avant même le vote du budget, il avait annoncé qu'il était hors de question de dissoudre l'Assemblée, et de procéder à brève échéance à des élections législatives, déjà avancées au mois de mars 1996. Si le président du gouvernement a beau jeu de remarquer que *« l'opposition continue de demander des élections anticipées, alors même qu'elles sont convoquées »*, il n'est tout de même pas courant que le refus d'un budget du gouvernement, dans une démocratie parlementaire, n'entraîne pas sa démission.

Mais la priorité de Felipe Gonzalez n'est pas de se maintenir coûte que coûte au pouvoir, ni même de tenter de gagner des élections législatives qui, selon la plupart des sondages, devraient être largement remportées par le Parti populaire. En dépit des camouflets politiques et des multiples affaires, le chef du gouvernement entend, avant tout, mener à bien la présidence européenne qui incombe à l'Espagne jusqu'au 31 décembre 1995. Dès lors, tout ce qui pourrait remettre en cause cette échéance s'oppose à sa ferme volonté et à la détermination de son gouvernement, même si celui-ci est à l'agonie. Pour avoir fait mine de ne pas le comprendre, l'opposition en est donc réduite à ce qui apparaît comme une gesticulation sans grands effets, face à un président qui ne cédera pas.

La presse et le pouvoir

SI la communication est une industrie, elle n'en est pas moins une industrie singulière, méritant quelques égards particuliers. S'inscrivant dans un mouvement général de concentration, le rachat par Havas de *L'Express* et du *Point* relève d'une logique économique incontestable : il contribue à la constitution en France d'un véritable grand groupe multimédia. Il soulève cependant une légitime inquiétude en matière de liberté d'expression et de diversité politique.

Deux raisons poussent à se féliciter de la cession par Alcatel de son pôle presse à Havas. Il était d'abord malsain qu'un groupe industriel, en l'occurrence Alcatel, le numéro un mondial des télécommunications, dépendant pour une grande part des commandes publiques, possédât plusieurs grands journaux d'opinion. C'est là une spécificité très française, et très malheureuse. Les médias y sont souvent considérés et utilisés comme des outils d'influence au service d'intérêts mercantiles particuliers, la vente de centraux téléphoniques ici, celle de missiles ou de béton ailleurs. La presse est plus à l'aise chez un industriel de la communication que chez un industriel incidemment intéressé par la communication.

Avec cette acquisition, Havas renforce ensuite son activité dans la presse et poursuit ainsi sa stratégie en vue de devenir l'un des grands mondiaux du multimédia. Pour soutenir et développer la production française dans ce secteur, il est important qu'émergent en France un ou deux grands groupes capables de rivaliser avec les géants que sont l'américain Time Warner ou l'allemand Bertelsmann. Ce sont ces entreprises qui seront le mieux à même de défendre l'« exception culturelle française », davantage sans doute que les clauses particulières que Paris pourra obtenir dans des accords internationaux.

Inachevé, ce mouvement de concentration n'est cependant pas sans danger. Il constitue une réelle menace pour l'indépendance des rédactions, à l'égard des clients des régies publicitaires d'Havas d'abord, face au pouvoir politique ensuite. Contrairement à la plupart de leurs homologues étrangers, les dirigeants politiques français continuent en effet à considérer les médias comme un instrument à leur service plutôt que comme le nécessaire contre-pouvoir qu'ils doivent être.

Alors que certains progrès semblaient acquis en ce domaine, le retour des gaullistes aux affaires laisse craindre une résurgence des vieilles habitudes et, en cette période de difficultés politiques, une reprise en main de l'information. L'*« indéfectible amitié »* affichée par Pierre Dauzier à l'égard de Jacques Chirac peut inquiéter non seulement les rédactions des titres acquis, mais plus généralement l'opinion soucieuse de l'indépendance de la presse. Le PDG d'Havas rejette tout procès d'intention en indiquant au *Monde* qu'il n'a pas d'*« objectifs politiques »*. Ceux qui ont à cœur d'éviter toute confusion entre les médias et le pouvoir observeront donc les nouveaux patrons de *L'Express* et du *Point* à l'aune de cet engagement.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ;
Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Laurent Greilsamer,
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig

Alain Rollat, conseiller de la direction ;
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Cinquantenaire

par Hachfeld



Les ambivalences du référendum québécois

Suite de la première page

Pour ces indépendantistes, les anglophones du reste du Canada ne les ont jamais ni compris ni respectés. Ces « maudits » ont poussé le mépris jusqu'à leur refuser, en 1990, le modeste statut de « société distincte », qui aurait pu permettre à la province de ratifier la Constitution canadienne, rapatriée de Londres en 1982 sans le paraphe du Québec.

Le dernier tiers oscille d'un pôle à l'autre au gré de la conjoncture économique et du sentiment de sécurité ou d'insécurité culturelle. Ces électeurs imprévisibles sont cruciaux ; ce sont eux que le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, s'est efforcé de rallier à sa cause depuis son arrivée au pouvoir, en septembre 1994, à la tête du Parti québécois (avec seulement 45 % des suffrages). L'ancien grand argentier des gouvernements de feu René Lévesque, promoteur du référendum malheureux de 1980, s'est voulu rassurant : l'impact économique de la souveraineté sera positif, affirme-t-il, arguments chiffrés (et controversés) à l'appui ; le Québec continuera de commercer avec le reste du Canada, qui perdrait trop à vouloir rompre ces liens ; il restera membre de l'Alena (le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, vient toutefois d'affirmer que cette appartenance ne serait pas automatique) ; il deviendra membre de l'ONU ; etc.

« NOUVEAU PARTENARIAT »

M. Parizeau n'ignore pas que les deux tiers de tous les Québécois (et 34 % de ceux qui expriment leur intention de voter « oui ») se disent – autre constante depuis des lustres – « *profondément attachés au Canada* ». Il n'a donc jamais prononcé le mot d'« indépendance », encore moins celui de « sécession », bien qu'il soit lui-même un « pur et dur » de cette thèse. Il a poussé la concession jusqu'à proposer de négocier *« un nouveau partenariat économique et politique »* avec le Canada, dans le libellé même de la question référendaire. Telle était la condition pour que Lucien Bouchard, chef du Bloc québécois (opposition indépendantiste à la Chambre des communes), et Mario Dumont, le jeune dirigeant modéré de l'Action démocratique (petit parti du Québec), lui apportent leur ferme soutien.

M. Parizeau n'est qu'en partie parvenu à ses fins. Le groupe des indécis a certes fondu au fil de la campagne, mais, selon les sondages, ils étaient encore 13 % à ne pas se prononcer début octobre. D'où l'irruption à l'avant-scène de la campagne d'un Lucien Bouchard, qui joue sur le registre émotionnel, et la relative discrétion de Jacques Parizeau, beaucoup moins populaire et souvent perçu comme trop cérébral. La cote de la souveraineté a aussitôt remonté, et le scrutin s'annonce très serré, les derniers sondages donnant même une légère avance au oui.

Force est pourtant de constater que les indépendantistes convaincus, dont les rangs ne se sont pas gonflés depuis 1980, ne revendiquent plus avec la même ferveur l'idée d'un pays bien à eux. En partie, parce que les francophones ont brillamment investi, ces deux dernières décennies, que ce soit dans leur province ou à l'extérieur, un monde des affaires, dont les anglophones tenaient autrefois les rênes.

Un groupe d'universitaires québécois, conduits par Jean-Hernan Guay et Pierre Drouilly, note par ailleurs que *« les deux murs porteurs du projet nationaliste »* (la langue et l'Etat) se sont fissurés : *« l'insécurité linguistique s'est estompée »*, et, le rôle de l'Etat s'édulcorant, ici comme ailleurs, il apparaît moins vital de récupérer les pouvoirs que détient Ottawa. L'argument est aussi réversible : le fédéralisme n'offre plus les mêmes attraits depuis que le Canada, fortement endetté (à hauteur de 73 % de son PIB), ne peut plus jouer à l'Etat-providence.

« L'idée d'un nouveau partenariat économique et politique avec le Canada est susceptible de susciter plus d'adhésions qu'un projet strictement souverainiste », estiment par ailleurs les mêmes universitaires. Mais Ottawa et les autres provinces ont clairement laissé entendre qu'ils ne voulaient ni négocier avec un Québec souverain ni laisser le Canada imploser.

« UNE SOCIÉTÉ DISTINCTE »

« Traitez les Canadiens français comme une nation et ils se comporteront généreusement, traitez-les comme une faction et ils deviendront factieux », disait le tout premier chef de gouvernement de la Fédération canadienne, Sir John A. MacDonald, à la fin du XIXe siècle. L'actuel premier ministre canadien, Jean Chrétien, d'origine québécoise comme son mentor Pierre Elliott Trudeau, a peut-être médité ce conseil. En partie responsable de l'échec du compromis constitutionnel de 1990, M. Chrétien vient enfin de reconnaître publiquement l'évidence : *« Le Québec forme une société distincte par sa langue, sa culture et ses institutions »*, a-t-il dit, avant de lancer un vibrant appel en faveur de l'unité d'un pays dont *« personne ne sait ce qu'il en resterait sans le Québec »*.

Dernière constante des ambivalences des Québécois : une large majorité d'entre eux souhaite en réalité une plus large autonomie au sein du Canada. *« Ils veulent le divorce aujourd'hui, mais ils veulent être amants demain »*, déclarait en septembre dernier Jean Chrétien, en parlant du gouvernement de Jacques Parizeau. *« Un Québec indépendant dans un Canada uni »*, résumait un humoriste.

Une piste qu'il faudra sans doute songer à réexplorer si aucun camp ne l'emporte clairement le 30 octobre. Jean Chrétien, pour sa part, a déjà affirmé qu'il ne s'inclinerait pas devant un « oui » acquis de justesse. Il envisagerait même dans cette hypothèse d'organiser un autre référendum posant clairement la question aux Québécois : *« Voulez-vous vous séparer du Canada ? »*

Martine Jacot

RECTIFICATIFS

EUROPE SPATIALE

Une confusion de chiffres s'est glissée dans l'analyse intitulée « La crise de croissance de l'Europe spatiale » (*Le Monde* du 25 octobre). Il fallait lire que la participation de la France au financement de la station Alpha coûtera 5 milliards de francs, sur la période 1996-2004 – et non 1996-2000 comme indiqué –, ce qui représente une ponction de 5 % chaque année sur le budget du CNES jusqu'en 2000 et un peu plus ensuite, reconnaissent les conseillers de M. Fillon...

LES PERSPECTIVES DU PORT DU HAVRE

Une virgule oubliée a faussé le sens d'un passage de l'article intitulé « Un grand port face aux géants du Benelux et de l'Allemagne » (*Le Monde* daté 1er-2 octobre). Il fallait lire : *« Entretenue par les rivalités des chambres de commerce concessionnaires, des deux ports autonomes et des élus de la région, cette dispersion... »* Les chambres de commerce ne sont pas concessionnaires des ports autonomes de Rouen et du Havre.

« PABLO »

Dans l'article consacré au transfert des cendres d'Ernest Mandel à Paris (*Le Monde* du 3 octobre), une inversion a été faite entre le nom et le pseudonyme du dirigeant trotskiste grec Michel Raptis, dit « Pablo ».

AU FIL DES PAGES/Politique

Un civisme refondateur

LA MORALE, encore ! Comme si cela ne suffisait pas, avec toutes ces « affaires » que l'on nous sert à longueur de colonnes et de gros titres ! Au reste, *Le Monde* n'est pas le dernier – qui aurait cru cela de lui ? – à faire ses délices de cette actualité sordide et abusivement exploitée. Ce discours, tout d'indignation et de sévérité, des lecteurs – qui aurait cru cela d'eux ? – nous le tiennent, certains de bonne foi, ce qui est pire. On les renverra à l'essai de Bernard Spitz, *La Morale à zéro*, constat accablant au service d'une réflexion particulièrement riche.

Le premier mérite de ce travail est de souligner l'ampleur de la dégradation des mœurs politiques, qui, parmi d'autres dérives, englobe la corruption, de montrer qu'elle n'est pas spécifiquement française et de rappeler combien elle mobilise l'opinion. Elle est au centre de vastes débats en Occident, particulièrement chez nos voisins européens, comme en témoignent leurs organes de presse et leur actualité judiciaire.

Le mal n'est certes pas nouveau, mais, outre sa persistance et son développement à la faveur d'un environnement favorable, sa perception populaire s'est singulièrement aiguisée. S'il est vrai que des juges et certains médias sont pour beaucoup dans la mobilisation du public, les premiers se servant des seconds et réciproquement, cette double démarche n'aurait pas de véritable impact politique si elle ne correspondait pas à une sensibilité latente de l'opinion. D'autres signes prouvent, comme on sait, la réalité de la rupture entre celle-ci et le système de gouvernement, d'administration et de représentation auquel elle est confrontée. Le choix est alors entre deux attitudes : chercher à crever l'abcès ou opter pour une médication moins agressive mais plus lente, sauf que cette dernière, parce qu'elle paraît laisser les choses en l'état, reste impuissante devant les effets pervers qu'engendre et que permet d'exploiter le divorce entre gouvernants et gouvernés. Bernard Spitz a beau jeu de souligner le parti que les diverses formes de populisme en ont tiré.

Non seulement les inégalités se sont accrues, mais elles sont devenues plus visibles et, par là, plus insupportables

Aussi est-il partisan de porter le fer dans la plaie. De ce point de vue, le deuxième mérite de son ouvrage est d'analyser en profondeur les tenants et aboutissants du phénomène français. Aux travaux déjà connus, il apporte les résultats de sa propre réflexion et de son expérience politique, comme ancien collaborateur de Michel Rocard à l'Hôtel Matignon (ce qui ne le conduit pas, au contraire, à ménager la gauche). Selon lui, *« la revendication éthique n'est que la forme la plus moderne de la passion française pour l'égalité »*. Elle découle de *« la frustration sociale grandissante »* que l'explosion individualiste des années 80 a, dans une conjoncture de crise, exacerbée. Non seulement les inégalités se sont accrues, mais elles sont devenues plus visibles et, par là, plus insupportables. L'impression d'une *« souveraineté confisquée »* s'est renforcée à partir d'autres préoccupations que la classe politique n'a pas su prendre en compte, sinon pour une exploitation factuelle : ce sont le besoin de sécurité devant la montée de la délinquance, le sentiment de dépossession face à l'immigration, la crainte suscitée par l'engrenage européen.

De son côté, l'évolution du système politique a accentué des dérives dont certaines sont devenues spectaculaires. L'auteur note que l'accumulation des textes législatifs et réglementaires finit par créer l'opacité et la confusion. La responsabilité s'en trouve diluée. *« On est passé*, dit-il, *d'un système fondé sur le comportement fautif, et donc centré sur la responsabilité, à un système fondé sur l'indemnisation, et donc centré sur la victime. »* En outre, comme l'avait relevé Yves Mény, la spécificité française ignore le conflit d'intérêts entre les domaines public et privé, alors que la gestion politique baigne de plus en plus dans la sphère économique et financière. Pour toutes ces raisons et quelques autres, il apparaît, explique Bernard Spitz, que l'inégalité dont profitent ceux qui ont le plus d'argent et de pouvoir n'est pas compensée par davantage de responsabilisation.

Si l'auteur a un troisième mérite, c'est celui de rechercher, après avoir recensé tous les cas de figure où le discours politique ne coïncide pas avec la pratique, les éléments d'un *« new deal civique »*. Ce sont, par exemple, parmi tous ceux qu'il évoque, le recentrage de l'Etat sur ses fonctions régaliennes, un vrai partage de l'autorité entre tous les acteurs de l'Etat de droit, le développement des organes de régulation, la valorisation systématique de la morale citoyenne, une nouvelle éthique de la production... Autant de pistes à défricher, dont pourraient s'inspirer de futurs programmes politiques pour, éventuellement, dessiner d'autres clivages dans lesquels les citoyens se reconnaîtraient.

André Laurens

★ *La Morale à zéro*, de Bernard Spitz. Seuil, 400 pages, 135 F.

ENTREPRISES

PRESSE Le PDG d'Alcatel Alsthom, Serge Tchuruk, et celui d'Havas, Pierre Dauzier, ont annoncé que l'ensemble des activités de presse écrite et d'édition de la Générale occidentale, filiale médias d'Alcatel, passe sous le contrôle d'Havas. *L'Express* et *Le Point, Courrier international, Lire* et *Gault-Millau Magazine* rejoignent Cep-communication, qui devient une filiale à plus de 70 % d'Havas. ● ALCATEL devient le premier actionnaire d'Havas, en prenant 21,2 % de son capital. Havas devient le cinquième groupe mondial de communication, avec un chiffre d'affaires de 45 milliards de francs. ● POUR PIERRE DAUZIER, cette alliance avec Alcatel *« est un accord conclu entre un groupe de communication et un grand groupe industriel de télécommunications, avec l'ambition de conforter son rang parmi les premiers au monde. »* (Lire notre éditorial page 13.)

Alcatel va devenir le premier actionnaire d'Havas

Le groupe dirigé par Serge Tchuruk a cédé le pôle presse-édition de la Générale occidentale à CEP-communication. En échange Alcatel détiendra 21,2 % d'Havas. L'entité constituée par Pierre Dauzier devient le cinquième ensemble de communication au monde

C'EST L'HISTOIRE d'un groupe de communication français, dominant surtout dans la publicité, qui veut devenir un géant mondial et celle d'un grand groupe industriel de télécommunications, en pleine tourmente, qui veut conserver un pied dans un secteur qu'il n'a pas les moyens et les loisirs de développer. Serge Tchuruk, le nouveau PDG d'Alcatel Alsthom, a entrepris une restructuration à marche forcée de son entreprise, qui affichera une perte de 25 milliards de francs – avec beaucoup de provisions –, à la fin de l'année et qui prévoit des milliers de licenciements.

Depuis sa prise de fonction, en juin, l'avenir de la branche communication d'Alcatel, la Générale occidentale, dirigée par Françoise Sampermans, est en suspens. Le sort de Mme Sampermans a été réglé par sa démission (*Le Monde* daté 15-16 octobre). Depuis, les discussions entre Serge Tchuruk et Pierre Dauzier se sont transformées en des négociations serrées, qui n'ont pas duré plus de quatre jours et quelques nuits. Elles ont abouti à l'accord annoncé, mercredi 25 octobre, à Paris, au cours d'une conférence de presse qui réunissait Serge Tchuruk, Pierre Dauzier et Christian Brégou, PDG de CEP-communication, filiale commune d'Alcatel et d'Havas avant cette restructuration.

Alcatel cède à Havas l'ensemble des activités de la Générale occidentale dans la presse et dans l'édition. *L'Express, Le Point, Courrier international, Lire, Gault et Millau Magazine* rejoignent le giron de CEP-communication, et Christian Brégou devient le nouveau PDG de *L'Express* (*Le Monde* du 26 octobre). Cette cession s'accompagne d'une restructuration de CEP-communication et du Groupe de la Cité. Une offre publique d'échange des actions du Groupe de la Cité contre des actions CEP-communication est en cours. À l'issue de ces opérations, CEP regroupera la presse et l'édition et deviendra une filiale à près de 73 % d'Havas. CEP-communication pèsera désormais 11,4 milliards de francs et Havas 45 milliards de francs, contre 37,7 milliards précédemment.

En échange, Alcatel Alsthom reçoit 21,2 % du capital d'Havas et devient son actionnaire principal. La valorisation des actifs de la GO apportés à Havas est de 4,7 milliards de francs, l'équivalent de leur chiffre d'affaires. La participation d'Alcatel est non cessible avant deux ans. Deux représentants d'Alcatel, dont Serge Tchuruk, seront présents au conseil d'administration d'Havas.

AUDIOVISUEL ET MULTIMÉDIA

Pour Serge Tchuruk, cet accord permet de concilier *« deux principes apparemment inconciliables : ne plus investir de cash-flow dans les médias, mais garder une relation forte, avec un secteur en aval des télécommunications »*.

Les autres activités de la Générale occidentale (radiotéléphone, télévision câblée, Euronews, Radio-Nostalgie, etc.) restent pour l'instant à Alcatel. Serge Tchuruk a reconnu que son objectif n'était pas de réaliser des actifs pour obtenir des fonds : *« Nous avons des activités, pas des actifs, je ne suis pas un marchand de biens »*, a remarqué Serge Tchuruk, pour qui l'opération menée avec Havas ne relève pas d'un *« désengagement pur et simple pour faire du cash »*. Les marchés ont apprécié le retrait des activités de presse, puisque le cours d'Alcatel a gagné 3,8 %, mercredi, à la Bourse de Paris.

Havas s'impose aussi désormais, grâce à CEP, comme un grand éditeur de presse et de livres français et européen, face à Hachette, dont le chiffre d'affaires presse et édition est de 15 milliards de francs. A côté de son activité de presse professionnelle et technique, CEP constitue un groupe de presse magazine d'une dizaine de titres, avec *L'Expansion, L'Entreprise, La Vie française*, représentant un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs. Au cours de la conférence de presse, Christian Brégou a démenti qu'il était intéressé par la vente annoncée des titres de la CLT, *Télé Star* et *Top Santé* (*Le Monde* du 25 octobre).

Le nouvel actionnariat

FLOTTANT (Bourse) – ALCATEL 21,2% – CANAL PLUS – AUDIOFINA – PARIBAS – AUTRES ACTIONNAIRES – FRANCE TELECOM – SOCIETE GENERALE

L'alliance avec Alcatel devrait permettre à Havas de développer ses activités dans le multimédia. *« Alcatel est l'une des deux ou trois entreprises qui maîtrisent le mieux les techniques du multimédia »*, a commenté Serge Tchuruk. Le groupe de Pierre Dauzier devient ainsi le cinquième groupe mondial de communication, avec 45 milliards de francs de chiffre d'affaires, derrière Time Warner-Turner, ABC-Disney, Bertelsmann et News Corp., le groupe de Rupert Murdoch. En France, il bénéficiera d'une grande force en matière de publicité, puisqu'il contrôlera, outre la régie de RTL et de nombreux quotidiens régionaux, celle de la presse professionnelle, de *L'Expansion*, de *L'Express* et *du Point*. Enfin, l'accord s'est fait sans que Havas débourse d'argent. Il conserve donc tout son trésor de guerre pour des investissements ultérieurs, notamment dans l'audiovisuel, axe majeur de sa stratégie de développement.

A. S.

COMMENTAIRE

UNE FAUSSE-VRAIE SORTIE

Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel Alsthom, souhaitait sortir de la communication et se recentrer sur son métier industriel. La cession de la Générale occidentale s'inscrit dans cette logique. Mais alors pourquoi avoir accepté de devenir en échange l'actionnaire principal d'Havas ?

Si M. Tchuruk s'intéressait encore – à l'image de son prédécesseur, Pierre Suard – à la communication mieux valait une filiale à 100 % dans les médias plutôt qu'un strapontin dans un ensemble plus large. Le patron n'aura certes plus une gestion directe de *L'Express* et du *Point*, mais n'est-ce pas au moins aussi inconfortable d'être le principal actionnaire d'Havas ? En fait, M. Tchuruk voulait vraiment se désengager de la communication, et Havas était le seul acheteur possible. En tout cas rapidement. Le refus d'Havas de payer en cash a conduit M. Tchuruk à accepter un paiement en actions. Ce qui l'oblige à immobiliser 4,7 milliards de francs *« pour deux ans »*, alors que le groupe, qui prévoit 25 milliards de francs de pertes en 1995, aurait eu besoin d'argent frais.

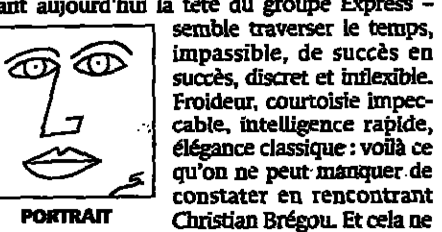
Dans une logique financière, l'accord avec Havas offre cependant à M. Tchuruk une bonne valorisation de ses actifs et lui permet d'envisager dans deux ans, de céder comme il l'entend sa participation de 21 %. Les déclarations actuelles du PDG d'Alcatel sur la synergie entre Havas et son groupe sont clairement à mettre sur le compte d'une présentation « cosmétique ».

Dans cette optique, l'accord du 25 octobre sonne comme le prélude à une recomposition lourde du capital d'Havas.

Claire Blandin

Christian Brégou, un président discret et inflexible

IL VA AVOIR cinquante-quatre ans le 19 novembre et, depuis quelque quinze ans, le très brillant PDG de CEP-Communication, devenu aussi PDG du groupe de la Cité en 1988 – et prenant aujourd'hui la tête du groupe Express – semble traverser le temps, impassible, de succès en succès, discret et inflexible. Froideur, courtoisie impeccable, intelligence rapide, élégance classique : voilà ce qu'on ne peut manquer de constater en rencontrant Christian Brégou. Et cela ne laisse pas d'impressionner – même ceux qui pensent qu'un peu de fantaisie ne nuirait pas. La distance que sa civilité même instaure entre lui et ses interlocuteurs suscite un respect admiratif – pour une *« tête bien faite »*, qui sait que puissance et goût de la représentation sont rarement compatibles –, ou une antipathie immédiate – pour *« un tueur impitoyable »*.



PORTRAIT

« A ceux – dont je vois bien les intentions, disait-il en 1988, *qui me disent que j'attends la place d'Ambroise Roux, PDG de la Générale occidentale, ou celle de Pierre Dauzier à la tête d'Havas, je réponds que j'ai un métier, patron de groupe d'édition et de presse, et qu'on ne saurait en exercer plusieurs à la fois. J'aime ce métier, j'aime faire des entreprises cohérentes »* (*Le Monde* du 15 avril 1988). Au moment où M. Brégou tenait ces propos, il venait de prendre la tête du « géant » français de l'édition, le Groupe de la Cité, qui arrivait seulement à l'épaule d'Hachette-livre, leader incontesté : *« La vocation naturelle d'un numéro deux est de devenir le numéro un »*, insistait Christian Brégou.

C'est chose faite depuis 1990. En s'assurant le contrôle des éditions Robert Laffont, le Groupe de la Cité est devenu le premier éditeur français. Il a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 7 milliards de francs en 1993 et sa part du marché français est estimée à 25 % hors France-Loisirs, le club de livres, qu'il partage avec Bertelsmann, et dont il tire l'essentiel de sa puissance.

Avec Christian Brégou, CEP-Communication est devenu, au travers de son pôle édition (Groupe de la Cité), l'un des cinq premiers éditeurs de livres au monde – loin derrière l'allemand Bertelsmann, l'américain Simon & Schuster, ou l'anglo-néerlandais Reed Elsevier. Au travers de son pôle presse, le groupe est le premier éditeur de presse économique et professionnelle.

Quand il parle de l'édition et de la presse, Christian Brégou réaffirme son refus de se laisser enfermer dans les débats et les intrigues *« parisiano-parisiennes »*. Il ne récuse aucune question et aucune ne lui fait perdre sa placidité. Ses réponses sont parfois un peu trop « lisses ». Lui dit-on qu'il guigne une participation importante dans les éditions Gallimard, à l'occasion du reclassement annoncé des actions de la BNP et de celles de l'Italien Einaudi ? Il dément vigoureusement.

Pourtant on sait qu'il est las d'entendre qu'il ne saurait faire que des livres scolaires, universitaires et médicaux. Et quoi de plus beau que la prestigieuse maison de la rue Sébastien-Bottin pour lui donner cet « éclat » qui lui manque ? Si on l'interroge sur la situation intellectuelle dans l'édition et dans la presse, il commente volontiers le *« non-renouvellement des élites »* et déplore *« le manque de professionnalisme »*. Il n'est pas à court d'exemples, d'autant qu'il a l'art de la démonstration. Efficace et imparable.

Josyane Savigneau

Pierre Dauzier, PDG d'Havas

« Certains ne manqueront pas de voir des objectifs politiques. Il n'y en a pas »

« Après cet accord avec Alcatel, quel rôle envisagez-vous de jouer dans la presse écrite ?

– En matière de presse périodique, nous avons rempli notre objectif d'avoir, d'un côté, une presse technique et professionnelle, de l'autre, une presse économique et financière avec le groupe Expansion, enfin complété aujourd'hui par des magazines d'informations politique et générale avec *L'Express, Le Point* et *Courrier international*.

» En matière de presse quotidienne régionale ensuite, nous avons d'abord une compétence de régisseur publicitaire. C'est pour cette raison que des titres comme *La Dépêche du Midi* et *Le Provençal* nous ont rejoints. Nous étions intéressés par l'acquisition de l'ensemble rhônalpin du groupe Hersant (*Le Bien Public, Le Progrès, Le Dauphiné libéré*, etc.). Nous avons proposé à Robert Hersant un prix qui n'a pas reçu son agrément. Nous le serions encore, à condition que cela corresponde à nos critères d'investissement et de rentabilité. On ne rejette pas un dossier comme celui-ci.

Le poids d'Havas, notamment sur le plan publicitaire, est-il compatible avec l'indépendance de ces journaux ?

– Ma position en ce domaine est nette. Pour un opérateur de presse, il faut qu'un titre soit rentable ; pour qu'il le soit, il faut qu'il soit de qualité ; et, pour cela, il faut qu'il soit indépendant. C'est dans cet esprit que nous reprenons le pôle pressse de la Générale occidentale, et c'est ainsi que nous sommes entrés dans le capital de *Nice-Matin* – qui intéressait Matra-Hachette –, dans celui de *Centre-France* et de *La République du Centre*.

» Un journal n'est fort que si sa rédaction se sent libre. C'est à l'actionnaire de prendre les coups venus de l'extérieur. Mais il n'est pas question de faire n'importe quoi avec cette liberté. Il en va de même pour l'édition. On nous a prêté des objectifs concernant Gallimard, que je n'ai pas. La participation que nous avons dans cette maison d'édition fait partie de notre patrimoine, elle garantit son indépendance.

Qu'avez-vous pensé de la couverture de *L'Express* sur le *Verbatim III* de Jacques Attali, critique sur Jacques Chirac ?

– C'est mon droit de réserve. C'est une question trop intime pour que j'y réponde. Nous nous connaissons, Jacques Chirac et moi-même, depuis 1967. Je n'ai jamais appartenu à l'un de ses cabinets. Je ne suis ni un membre ni un militant du RPR. J'ai pour lui une indéfectible amitié. Certains ne manqueront pas de voir des objectifs politiques dans la reprise de *L'Express* et du *Point*. Il n'y en a pas. C'est l'aboutissement d'une stratégie pour que CEP Communication devienne l'un des premiers groupes de presse et d'édition européens.

Havas est un grand groupe de publicité ; il vient de consolider ses activités de presse et d'édition. Et l'audiovisuel ?

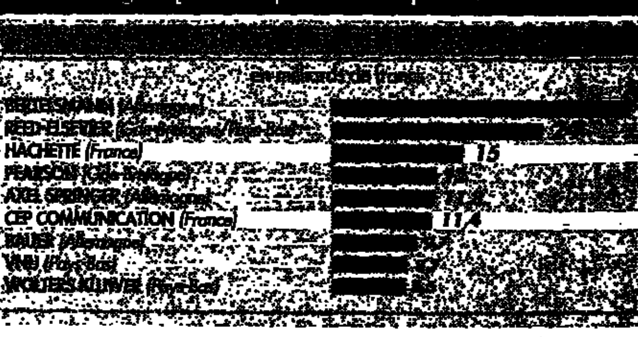
– Dans les années 2000, un groupe de communication s'il veut se situer au premier plan devra avoir trois bases : le conseil en publicité (les ressources), le contenu et la diffusion. D'où l'intérêt d'avoir choisi deux actionnaires industriels : France Télécom, en 1994, et Alcatel en 1995, qui ont une compétence et une connaissance complémentaires des nôtres.

» L'audiovisuel sera la grande bataille de demain. Il n'y a qu'une stratégie, mais avec des différences de moyens et de marché. C'est une stratégie d'intégration verticale. Havas a une position singulière dans l'audiovisuel. Nous sommes présents dans la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et dans Canal Plus, qui a franchi un premier pas sur le contrôle d'accès. Si l'on ne parvient pas à trouver des solutions de rapprochement, nous nous retrouverons dispersés et affaiblis face aux télévisions américaines. Le critère essentiel de l'Europe, ou présenté comme tel, est le critère monétaire ; il doit y avoir au moins un autre critère tout aussi esssentiel, le critère culturel. Les entreprises de communication ont des responsabilités qui vont au-delà de leurs produits ou de leurs services. Il serait dommage que, par manque d'anticipation ou d'imagination, l'Europe perde son identité dans ce domaine.

Après Alcatel, envisagez-vous l'entrée de nouveaux actionnaires ?

– Sans l'exclure à terme, je ne l'envisage pas pour l'instant. Notre actionnariat est conforme à la stratégie de l'entreprise. La privatisation d'Havas a été une première étape. Aujourd'hui, nous réalisons 35 % de notre chiffre d'affaires à l'étranger. L'arrivée d'Alcatel est un élément décisif. En cela que nous sommes appuyés sur un groupe solidement implanté à l'étranger. Ce n'est pas une simple opération de complémentarité. C'est un accord conclu entre un groupe de communication et un grand groupe industriel de télécommunication, avec l'ambition de conforter son rang parmi les premiers du monde. »

Propos recueillis par Yves-Marie Labé et Alain Salles



La rédaction de « L'Express » espère le changement

LE RACHAT par Havas du pôle presse de la Générale occidentale et l'arrivée de Christian Brégou ne soulèvent guère d'états d'âme au sein de la rédaction de *L'Express*. L'annonce de cette restructuration n'a surpris personne, et peu nombreux sont ceux qui émettent de véritables inquiétudes. La réputation de Christian Brégou aurait plutôt pour effet de rassurer les troupes. Sa rigueur et sa connaissance de la presse jouent en sa faveur. *« Pour le reste, on ne sait rien*, remarque un journaliste. *La seule certitude que nous ayons aujourd'hui, c'est que le sitcom ne fait que commencer. Mais on ne connaît pas encore tous les personnages, ni le contenu de tous les épisodes, ni les heures de diffusion. »* Nul ne se fait d'illusions quant au déroulement des événements futurs. *« On ne nous demandera pas notre avis. Tout ce qui s'est passé ces derniers mois entre Alcatel et Havas a été longuement pesé et préparé. On peut imaginer que, pour les jours ou les mois à venir, beaucoup de choses sont d'ores et déjà fixées »*, remarque un rédacteur en chef.

Dans les couloirs de la rédaction de *L'Express*, chacun attend. Et espère le changement. *« La plupart d'entre nous en ont marre de ce journal autocratique et militarisé »*, remarque un journaliste. Encore meurtris par les nombreux départs qui on affecté leur rédaction ces dernières années, les journalistes ont la dent dure. *« Cela fait longtemps que nous n'avons plus le moral. Il est donc à souhaiter que l'arrivée de Brégou ait des retombées sur la direction de la rédaction*, souligne un journaliste. *Mais aussi sur la gestion. On peut parier que le budget 1996 devra être réduit, car cela fait des mois qu'on jongle avec l'argent et qu'on prend de gros risques. »* La direction de la rédaction affiche un calme serein. *« Ils pratiquent la méthode Coué*, précise un journaliste. *A force de répéter qu'il n'y a pas d'inquiétudes à avoir, Christine Ockrent montre clairement qu'elle est préoccupée. A mon avis, son départ est aussi clairement inscrit que celui de Françoise Sampermans. »*

L'administration, la distribution et la publicité du journal sont très inquiets des méthodes que risque de pratiquer Havas. Pour la publicité, le départ de Christine Ockrent est considéré comme un vrai problème. *« C'est son image qui permet de vendre aujourd'hui* L'Express, remarque-t-on dans le service. *Aujourd'hui, nous sommes une fois de plus dans l'incertitude la plus totale. C'est cela qui nous use. »*

Véronique Cauhapé

هكذا من الأصل

onnaire d'Havas



Les constructeurs allemands et américains partent à l'assaut du marché automobile japonais

Le coût des réseaux de distribution et l'exigence de la clientèle expliquent la faible pénétration des Occidentaux

Le 31e Salon automobile de Tokyo, qui a ouvert ses portes aux professionnels et à la presse jeudi 26 octobre, est placé sous le double signe de l'attention portée par les constructeurs locaux aux nouvelles demandes d'une clientèle rendue hésitante par la dépression économique et de l'offensive des constructeurs américains sur le marché nippon. Les constructeurs allemands sont les premiers importateurs et les Français font pâle figure.

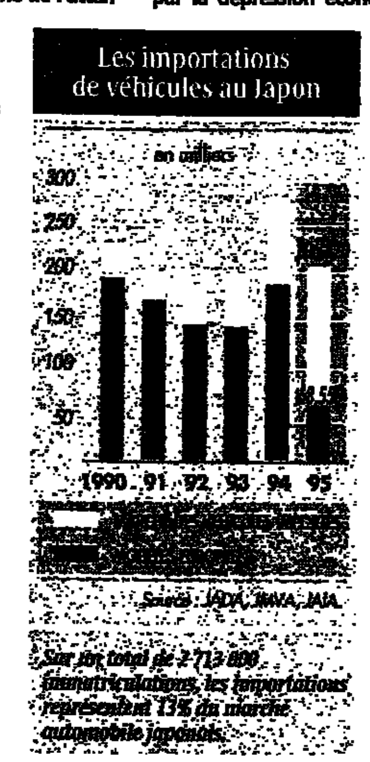
TOKYO
de nos correspondants

L'industrie automobile japonaise traverse l'une de ses crises les plus graves. La stagnation du marché intérieur et la contraction des exportations se sont traduites en septembre par une diminution de la production de 10,9 % par rapport au même mois en 1994 et de 3,5 % au cours du premier semestre. Toyota, le premier constructeur, a vu, en 1994, sa production baisser de 12,7 %, et, pour la première fois en treize ans, sa part du marché est tombée en dessous du seuil des 40 %. La clientèle est désormais regardante sur les prix, exige une offre diversifiée et privilégie des véhicules compacts multifonctionnels.

De leur côté, les « Big Three » de Detroit entendent tirer parti de l'accord américano-nippon de juin pour prendre une part accrue d'un marché qui reste important (34 millions de voitures en 1994) dont ils ne détiennent guère que 1 %. Les Américains ont finalement introduit au Japon, où l'on roule à gauche, des voitures avec conduite à droite. Comme la plupart des constructeurs étrangers, à l'exception des Allemands, qui se sont donnés les moyens de leur pénétration du marché nippon, ils ont dénoncé à grands cris sa fermeture mais n'ont pas fait les efforts nécessaires.

Les Américains continuent de dénoncer l'accès aux réseaux de distribution, l'un des obstacles majeurs rencontrés par les constructeurs étrangers au Japon. Seuls 4 % des distributeurs vendent des voitures étrangères. L'accord de juin avait été peu explicite, et les autorités nippones se retranchent derrière la liberté des distributeurs. Mais les liens entre distributeurs et constructeurs locaux sont très étroits, les premiers changeant très rarement de partenaire.

Le marché japonais reste assurément le marché le plus difficile des pays industrialisés. Habituée à des voitures suréquipées (climatisation, airbag) et à un service maternant, la clientèle est exigeante. Le droit d'entrée est cher. Les constructeurs allemands ont été les pionniers en ce domaine, et ils en recueillent les fruits avec 43 % du marché des voitures étrangères. Au cours des neuf premiers mois de 1995, leurs ventes ont progressé de 30 % (avec 114 000 véhicules).



Sur un total de 2 713 000 immatriculations, les importations représentent 13% du marché automobile japonais.

LES FRANÇAIS NÉGLIGENTS

Les constructeurs allemands sont présents sur ce marché depuis quinze ans, et ils ont investi plus de 1 milliard de dollars dans des centres d'inspection, dans la mise aux normes japonaises de leurs véhicules, dans des réseaux de distribution et de service après-vente (à titre de comparaison, Ford n'avait jusqu'ici investi que 100 millions de dollars). Certes, Mercedes et BMW mettent sur le marché des voitures de prestige destinées à un segment spécifique du marché. Mais le groupe Volkswagen, présent depuis 1992, a investi 320 millions de dollars. Au cours des neuf premiers mois, VW et sa filiale Audi ont vendu 33 000 voitures. Volkswagen et Opel (filiale germanique de GM), qui ont baissé leurs prix, sont les plus vendues des voitures étrangères sur le marché japonais. Rover et Volvo emboîtent le pas aux Allemands, et les autres marques européennes suivent tant bien que mal.

Les Français ont longtemps négligé le marché nippon et ne s'y sont vraiment intéressés qu'au plus mauvais moment : celui de la « bulle financière » de la fin des années 80, c'est-à-dire lorsque les prix de l'immobilier étaient au zénith. Le groupe PSA (Peugeot-Citroën) reste à la dixième place des importateurs. PSA, qui dispose de quatre-vingts points de vente, a fait des efforts pour adapter ses véhicules (volant du bon côté, climatisation). Après une progression en 1990 (5 414 véhicules), Peugeot était tombé à 2 217 pour remonter à 3 300 en 1994 et à 4 600 au cours des neuf premiers mois de l'année. L'attention portée par PSA au reste du marché asiatique (notamment la Chine) a détourné le constructeur français du Japon. C'est aussi la position de Fiat.

Renault, pour sa part, vient d'introduire au Japon la Twingo et espère en vendre deux mille unités en 1996. Les déboires de Renault au Japon sont symboliques. Après des années de bricolages et de faux départs avec de petits importateurs, Renault est finalement distribuée par France Motors, une filiale du plus prestigieux importateur de voitures étrangères, Yanase. *« L'accès au standing Yanase est une garantie de qualité pour le client »*, dit Bela Horvath, directeur du bureau de représentation de Renault à Tokyo.

La stratégie du groupe français au Japon reste étriquée. Les Twingo garderont leur volant à gauche alors que cette disposition pourrait être interdite après que les Américains aient décidé de s'adapter. Dans les années 50, la licence de la 4 CV avait été achetée par Hino-Diesel, qui en fabriqua plus de 50 000 jusqu'en 1963. Depuis, le losange a été largement oublié des Japonais.

Brice Pedroletti et Philippe Pons

La percée des Européens

Le marché des automobiles importées au Japon (8,1 % en 1994) est depuis deux ans en progression très rapide, enregistrée à près de 50% entre 1993 et 1994. Même si le quart des importations est constitué par des transplants (voitures japonaises fabriquées à l'étranger et réimportées), le phénomène est notable.

Les Européens, en particulier, sont en tête de cette percée : en 1994, ils ont vendu 170 000 véhicules, soit 24 % de plus qu'un an plus tôt. Au cours des neufs premiers mois de 1995, leurs exportations ont cru de 30 % (161 870). Les Européens ont 5 % du marché nippon, soit moins de la moitié de la part détenue par les Japonais sur le marché européen. En d'autres termes, pour une voiture européenne vendue au Japon, sept unités nippones sont vendues en Europe.

Le défi des Etats-Unis

Avec pour objectif la vente de 400 000 véhicules en l'an 2000, les constructeurs américains ont impérativement besoin de développer leur réseau de distributeurs. Chrysler entend doubler le nombre de ses points de vente en les faisant passer de cent à deux cents. Ford – qui espère vendre 200 000 véhicules en l'an 2000 contre à peine 1 000 en 1994 – a la même ambition (de 310 à 700) et General Motors s'emploie, sans rompre ses liens avec Yanase, à étoffer le sien.

Cette offensive des « Big Three » inquiète les constructeurs européens. Ainsi, le rachat en juillet par Chrysler de Seibu Motor Sales, qui distribuait aussi Citroën, ne laisse que deux succursales à celui-ci et l'a conduit à remettre en cause ses prévisions de vente. *« Nous devons être vigilants pour éviter que les pressions politiques ne donnent pas des avantages disproportionnés en termes de franchise aux Américains »*, vient de déclarer, à Tokyo, Giuglio Garruzi, président de l'Association européenne des constructeurs automobiles.

Le gouvernement a trouvé un nouveau schéma de privatisation pour Renault

SI LE GOUVERNEMENT n'envisage plus qu'une seule privatisation avant la fin de l'année – celle de Pechiney –, il n'en étudie pas moins la manière de rendre, le plus rapidement possible, *« le processus de privatisation de Renault irréversible »*. Le constructeur automobile pourrait basculer dans le privé avant la fin de l'année, au terme d'une vente de gré à gré d'une infime partie – entre 3 % et 10 % – des 53 % que l'Etat détient dans l'ex-Régie.

Toute possibilité d'opération publique de vente (OPV) est exclue : introduite en Bourse en novembre 1994 à 165 francs, l'action Renault persiste à rester largement en dessous de ce cours depuis le début de l'été. Dans les premières semaines de septembre, elle s'est même échangée à moins de 135 francs. Pour cause, Louis Schweitzer, le PDG de Renault, et Bercy avaient déclaré que la privatisation pourrait se faire à un prix inférieur au cours d'introduction, laissant croire aux milieux financiers que cette opération se ferait à tout prix. Certains spéculateurs ont donc, en toute logique, vendu les titres Renault dans l'espoir d'en racheter ensuite, lors de l'OPV, opération qui offre traditionnellement une décote.

La baisse du titre est aujourd'hui enrayée. Le gouvernement a fait marche arrière en déclarant qu'il n'était pas question de brader l'entreprise publique. Mais l'action n'a pas pour autant renoué avec ses niveaux de novembre 1994. A la clôture de la scéance du mercredi 25 octobre, elle cotait 153 francs. La morosité du marché automobile français, qui devrait régresser de 1,7 % en 1995 par rapport à l'année précédente, pour représenter 1,94 million d'unités, n'incite pas les investisseurs à parier sur Renault.

DILEMME

Le gouvernement était dès lors confronté à un dilemme : attendre que le cours remonte ou trouver une autre solution. L'attente risquait d'être longue. Selon les déclarations de son président, les résultats de Renault en 1995 devraient être stables par rapport à 1994 ; mais certains observateurs pensent qu'ils baisseront. L'aide gouvernementale aux ventes n'a pour l'instant pas eu l'effet escompté puisque le marché automobile, sur les quinze premiers jours d'octobre, a enregistré une nouvelle chute de 20 %.

Le gouvernement a préféré chercher un moyen de rendre le processus de privatisation de Renault irréversible. Il s'est donc lancé à la recherche des entreprises que Renault pourrait intéresser. L'Etat s'est d'abord tourné vers celles qui avaient investi dans l'ex-Régie dès novembre 1994 pour constituer le GAP (groupe d'actionnaires partenaires), composé d'Elf-Aquitaine pour 1,5 % du capital, de Lagardère Groupe pour 1,5 %, de la BNP pour 1 % et de Rhône-Poulenc pour 1 %. La BNP, Matra et Rhône-Poulenc seraient prêts à suivre. D'autres auraient été contactés : d'après *Les Echos* du 26 octobre, EDF, Benetton, les AGF, l'Union de banques suisses, le CCF, le Crédit mutuel et la Bayerische Landesbank pourraient racheter de 7 % à 8 % du capital du groupe de Louis Schweitzer.

Jeudi 26 octobre, une assemblée générale extraordinaire devrait entériner la modification des statuts de l'entreprise en vue de la privatisation. Renault pourra ensuite être privatisée à tout moment.

Virginie Malingre

Trois groupes français construiront une centrale nucléaire chinoise

LA CHINE a confirmé mercredi 25 octobre la commande à la France d'une deuxième centrale nucléaire, assortie de transferts de technologie, qui sera construite dans le sud, près de la première centrale de Daya Bay. Ce contrat, paraphé au début de l'année (*Le Monde* du 17 janvier) prévoit que le futur site de Ling Ao, sera équipé de deux réacteurs PWR (eau pressurisée) de 985 MW chacun. La construction débutera à la mi-1996 et les deux tranches entreront en service en 2002. La valeur de ce chantier représente 8 milliards de francs de contrats pour les trois groupes français Framatome (6,6 milliards), Gec Alsthom (3 milliards) et EDF (450 millions francs). Pour la première fois, les constructeurs français et EDF ont signé des accords de transfert de technologie. Cette commande permet d'assurer 3 000 emplois pendant cinq ans.

■ **GIAT INDUSTRIE : le ministre français de la défense, Charles Millon** a affirmé mercredi 25 octobre devant l'Assemblée son opposition à toute recapitalisation du groupe public d'armement terrestre *« tant que l'on n'aura pas une vue saine et claire de la situation financière »*. *« La situation du Giat est grave, très grave, très très grave »*, a dit M. Millon. Le groupe d'armement devrait afficher un résultat d'exploitation en perte de 1,3 milliard de francs.

■ **CARNAUDMETALBOX : le groupe franco-britannique d'emballage** a annoncé mercredi 25 octobre la vente de ses activités « emballage flexible » (617 millions de chiffre d'affaires), à la société danoise Danisco. Cette cession intervient alors que le groupe attend toujours l'accord de Bruxelles sur son projet de fusion avec l'américain Crown Cork.

■ **MACIF : le conseil d'administration de la mutuelle d'assurances** qui s'est réuni mercredi 25 octobre a estimé *« que l'exercice 1996 devrait se conclure positivement à environ 650 millions de francs, compte tenu de la tendance favorable des résultats techniques.* Ce chiffre se compare à un résultat d'exploitation de 140 millions de francs en 1994. Pour 1996, le conseil a décidé de limiter la hausse moyenne des tarifs à 3 %.

■ **FERRUZZI : l'augmentation de capital de 1,139 milliard de lires** (3,4 milliards de francs) proposée aux actionnaires de Ferfin à la suite de l'échec du projet SuperGemina a provoqué mercredi 25 octobre à la Bourse de Milan plusieurs suspensions du titre, qui a gagné plus de 30 % en trois jours. Ces mouvements alimentaient de nombreuses rumeurs, en particulier celle d'une possible attaque de Ferfin par un groupe étranger, appuyée par les banques hostiles au projet de recapitalisation, dont San Paolo du Torino, principal actionnaire de Ferfin avec 15,75 % du capital.

SUD et la CGT obtiennent la majorité à La Poste et à France Télécom

La victoire des deux syndicats les plus hostiles à la transformation du statut des deux établissements aux élections des représentants des salariés aux conseils d'administration confirme l'opposition du personnel à toute réforme structurelle

Les agents de La Poste, France Télécom et des filiales des deux établissements étaient appelés, mardi 24 octobre, à élire leurs représentants aux conseils d'administration. Pour la première fois, le syndicat SUD, issu d'une scission de la CFDT en 1988, était autorisé à présenter des candidats. Les résultats sont sans ambiguïtés : SUD et la CGT, les deux syndicats les plus hostiles à la transformation du statut de France Télécom et à l'évolution de La Poste, obtiennent une victoire incontestable. Parmi les sept administrateurs salariés, SUD aura deux représentants et la CGT trois. Ensemble, à France Télécom, ils totalisent 59 % des suffrages et à La Poste, 54 %. Ces résultats vont rendre plus difficiles les réformes souhaitées par les pouvoirs publics. Michel Bon, président de France Télécom, aura fort à faire pour convaincre son encadrement du bien-fondé de l'ouverture du capital. Annick Coupé, secrétaire générale de SUD, peut être satisfaite. Sept ans après sa création, son syndicat est incontournable.

S'ILS NE CONSTITUENT PAS une surprise, les résultats – provisoires – des élections pour le renouvellement des administrateurs salariés de La Poste et de France Télécom confirment l'opposition du personnel de ces établissements à toute réforme de leur statut. Un sentiment renforcé par les taux de participation : 80 % dans chacun des deux établissements.

A France Télécom, le syndicat SUD est le principal bénéficiaire de ce scrutin. Non autorisé à se présenter lors du précédent scrutin en 1991, ce syndicat obtient 27 % des voix, soit 5 % de plus que le très bon score réalisé en décembre dernier lors des élections de représentants du personnel. Parmi les sept administrateurs salariés, SUD aura deux représentants dont le profil ne doit rien au hasard : Francine Bavay, cadre à la direction, spécialement au fait des dossiers internationaux, et Christophe Aguiton, permanent à la fédération, dont les sympathies trotskystes sont notoires.

Le résultat de SUD est d'autant plus inquiétant pour la direction et le gouvernement que l'autre syndicat le plus hostile à la réforme, la CGT, réalise également un bon score. Elle reste la première organisation (32,13 % des voix) et maintient à peu près le score obtenu lors des élections de représentants du personnel de décembre 1994. Par rapport aux précédentes élections au conseil d'administration, elle ne perd que 3,5 points et devrait donc conserver trois administrateurs.

Les autres syndicats régressent légèrement par rapport à 1994. La CFDT qui avait été le pivot de la réforme Quilès en 1989 continue de payer sa politique d'accompagnement. Elle ne totalise que 17,72 % des voix. Moins qu'en décembre 1994 (19,48 %). Elle est la principale victime de la percée de SUD puisqu'en 1991 elle avait obtenu 33 % des voix au conseil d'administration. Aujourd'hui, elle n'approche plus ce score qu'à la direction générale (29,2 %) et chez les cadres (29,3 %). La CFDT ne devrait avoir qu'un représentant au conseil d'administration : Roland Saint-Criq qui occupe déjà cette fonction. En revanche, Jean-Claude Desrayaux, secrétaire général de la fédération CFDT-PTT jusqu'en 1993, deuxième de liste, ne devrait pas être élu.

LE SEPTIÈME POSTE

Le septième poste d'administrateur devrait revenir à Force ouvrière qui, avec 15,35 % des voix, reste à peu près stable par rapport à 1994.

Les autres syndicats sont loin derrière : la CFTC n'obtient que 4,64 % des voix et la CGC 2,94 % et 11,62 % dans le collège-cadres, soit moins que la CFDT (29,3 %), SUD (23,64 %) et la CGT (14,41 %).

Le message adressé à Michel Bon, président de France Télécom, et au gouvernement est donc clair : les agents rejettent majoritairement la réforme de l'établissement telle qu'elle est envisagée. Reste à savoir si le gouvernement en tiendra compte ou tentera de passer en force, maintenant que les élections ont eu lieu.

A La Poste, les résultats ne sont guère plus encourageants pour les partisans d'une réforme des statuts ou du management. Là aussi, malgré l'arrivée de SUD qui totalise 14,5 % des suffrages, la CGT (39,5 %) progresse par rapport à 1994 (37,7 %), mais également par rapport aux élections du précédent conseil d'administration de 1991 où elle avait obtenu 36,9 % des voix. Malgré des positions souvent très proches, SUD n'a donc pas entamé le score de la CGT mais a rallié de nouveaux mécontents. A elles deux, ces organisations qui refusent toute politique contractuelle obtiennent plus de la moitié des suffrages, alors que jusqu'à présent, le front réformiste FO-CFDT était majoritaire.

Aujourd'hui, FO (22,2 %) progresse très légèrement par rapport à 1994 (21,8 %) et la CFDT (17,6 %) reste stable mais perd 10 % depuis 1991. La CFTC (4,8 %) et la CGC (2,1 %) restent très loin derrière.

Si l'inquiétude du personnel de La Poste est moins grande qu'à France Télécom – d'où le moins bon score de SUD –, son mécontentement est manifeste. La direction, qui reconnaissait, en privé, avoir des *« managers locaux compétents mais parfois dangereux »*, verra dans ces résultats la confirmation de sa thèse.

Frédéric Lemaître

Annick Coupé, une intellectuelle déclassée

DANS LE 20ème arrondissement parisien, au milieu du joyeux fouillis de ses locaux, Annick Coupé, secrétaire générale de SUD, ne cache pas sa satisfaction, même si, discrète, elle laisse volontiers la parole aux dix permanents qui l'entourent, *« quatre fois moins que dans les autres fédérations et tous élus lors du congrès »*, précise-t-elle. Pourtant, son parcours – et ses ennemis intimes – attestent que cette femme de 43 ans ne se laisse pas dicter ses convictions par son entourage.

PORTRAIT

Après quatre années passées derrière les caisses d'un hypermarché puis deux années d'enseignement, cette jeune normande entre en 1978 aux services financiers de La Poste, bac philo et carte CFDT en poche. Dès 1984, elle en quitte les bureaux parisiens pour devenir permanente syndicale. Féministe, un brin maoïste, elle est à la tête des *« moutons noirs »* dénoncés par Edmond Maire, fin 1988, à la tribune du congrès de la CFDT. A la tête des postiers CFDT de l'Ile-de-France, ne vient-t-elle pas de soutenir la longue grève des *« camions jaunes »* alors qu'Edmond Maire avait appelé à la reprise du travail ?

Quelques semaines plus tard, Annick, exclue de la CFDT avec d'autres militants, retournera à son bureau de Poste et créera Solidaires, Unitaires, Démocratiques, un syndicat, essentiellement parisien qui obtient ses premiers succès électoraux dès 1989. Aujourd'hui, SUD revendique 7 500 adhérents, essentiellement recrutés selon Annick Coupé dans le vivier des *« intellectuels déclassés »*, entrés aux PTT depuis la fin des années 70. *« Un certain nombre de nos revendications rejoignent celles de la CGT et de FO mais notre rapport aux salariés est différent. Nous sommes plus dynamiques et nous parions sur l'intelligence des gens. Nous sommes les seuls à avoir diffusé l'intégralité des textes sur le changement de statut »*.

SUD se défend de tout corporatisme : s'il s'est bâti contre les confédérations, ce syndicat fait partie du groupe des dix, avec d'autres syndicats indépendants, soutient l'association Droit au logement, donne un coup de main à AC, l'association Agir contre le chômage, sans oublier les associations féministes. Annick Coupé – qui rendra son tablier, au plus tard en 1999 – n'a qu'un reproche à faire à ses camarades : *« SUD, ça manque de femmes »*.

F. Le

La SNCF ne tiendra pas ses objectifs de reconquête commerciale en 1995

ENCORE PIRE que prévu ! Alors que la SNCF prévoyait jusqu'à présent une perte inférieure de 10 milliards de francs pour 1995, son conseil d'administration, qui se réunissait mercredi 26 octobre sous la présidence de Jean Bergougnoux, a chargé la barque et annoncé que le trou se situerait finalement entre 11 et 12 milliards de francs. La SNCF poursuit sa descente aux enfers, la société ayant enregistré 3 milliards de pertes en 1992, 7,7 en 1993 et 8,2 en 1994.

Ce dérapage est fâcheux à l'heure où la direction de la SNCF doit convaincre le gouvernement qu'elle est sur la voie du redressement. Mais c'est aussi un moyen de persuader l'Etat de reprendre à son compte une partie du fardeau de la dette de la SNCF, qui atteindra 175 milliards de francs fin 1995.

Pour expliquer sa contre-performance, la SNCF dit réaliser en 1995 des plus-values inférieures aux prévisions. La société, qui comptait céder 1,9 milliard de francs d'actifs immobiliers, en vendra seulement pour 900 millions. La cession pour 400 millions de francs des 12,3 % que la SNCF détient dans Air inter n'a pas pu être réalisée. Enfin, la remontée des taux d'intérêt à court terme fait aussi déraper les frais financiers, qui dépasseront 14 milliards en 1995.

Plus inquiétant, la SNCF ne parvient pas à tenir ses objectifs de reconquête commerciale. Jean Bergougnoux, qui veut faire progresser son chiffre d'affaire de 25 % en trois ans, ne tiendra pas ses objectifs en 1995. La SNCF devrait accuser un retard de chiffre d'affaires supérieur à 500 millions de francs, celui-ci s'établissant *in fine* entre 56 et 57 milliards de francs. Les recettes du trafic voyageur, qui ont progressé sur les neuf premiers mois de l'année de 6,3 % par rapport à 1994, seront en retard de 1,4 % sur le budget. *« Après un premier semestre parfaitement conforme aux objectifs de reconquête commerciale, le rythme de croissance enregistrait un certain ralentissement depuis l'été dans le domaine des voyageurs »*, indique la société, invoquant le retard dans la mise en puissance du TGV Eurostar et la baisse de fréquentations due aux attentats.

DRAMATISER LA SITUATION

Le secrétaire d'Etat au budget, François d'Aubert, qui s'exprimait sur Europe 1 mercredi 25 octobre, a été très critique sur la société. Le contrat de plan signé par la SNCF *« se termine mal, car la SNCF n'a pas tenu ses engagements. L'Etat doit mettre au pot plus que ce qui était prévu »*, a souligné le secrétaire d'Etat, attaquant la gestion de la SNCF. *« Il n'est pas normal qu'il y ait treize mille personnes au siège de la SNCF à Paris »*, a-t-il estimé, citant également des trains qui ne transportaient qu'*« un ou deux voyageurs par jour »*.

Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a appelé à la raison financière : *« Il faut que nous réfléchissions aux voies et moyens d'adapter le service public pour répondre à l'attente de nos compatriotes et que ceci soit compatible avec nos capacités financières. La principale menace est d'avoir des objectifs qu'on ne sait pas financer. »* Pour Bernard Pons, ministre des transports, le dossier nécessite non seulement une approche financière, mais aussi en termes d'aménagement du territoire et en termes sociaux. *« La SNCF doit rester une grande entreprise industrielle du transport ferroviaire, mais la crise qu'elle traverse actuellement lui commande de se recentrer sur son métier de base. »*

La dégradation de la situation de la SNCF présente toutefois un avantage : Jean Bergougnoux va pouvoir dramatiser la situation lors de sa rencontre, jeudi 26 octobre dans la matinée, avec les syndicats de cheminots pour la première table ronde sur le contrat de plan. Cette réunion intervient au lendemain de la journée de grève lancée à l'appel de cinq syndicats de cheminots (CGT, CFTC, CFDT, FO et autonomes), qui a été moyennement suivie : selon la direction, moins de 20 % du personnel était gréviste, tandis que la moitié des agents de conduite ont arrêté le travail. Jeudi, le personnel commercial était encore en grève dans la région Sud-Est.

Arnaud Leparmentier

Contre la lente dégradation du service public

ROUEN et CHAMBÉRY
de nos correspondants

Carte de France en main de la « saignée » de lignes que préparerait la direction générale de la SNCF, les cheminots, mécontents du dépôt de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), prennent l'exemple des menaces qui pèseraient sur le réseau normand. *« Sur la ligne Le Havre - Rolleville, les agents de conduite ont été invités à participer à un groupe de travail pour voir comment nous pouvions être aussi concurrentiels qu'une entreprise privée. Il faudrait que le même agent conduise le train, délivre les billets et assure le petit entretien des motrices »*, s'insurge Sylvain Brière, agent de conduite CGT.

Autre motif de la grève : la relation Rouen - Dieppe, dont la modernisation est inscrite au contrat de plan Etat-région Normandie. *« On avait la satisfaction de voir les travaux engagés. Mais à la condition que cela reste dans l'unicité de la société nationale avec une qualité de service public. »* Or la première phase de la modernisation a consisté à remplacer l'ancienne gare de Montville (Seine-Maritime), que fréquentent quatre cents passagers par jour, par un simple « Abribus ». Cette ligne *« alimente en voyageurs »* la liaison majeure Le Havre - Rouen - Paris, qui *« risque d'être pénalisée si le service public n'est plus assuré dans son intégralité »*, explique Alain Jehanna, un habitué de la ligne en retraite dans deux ans. Il évoque avec amertume la baisse régulière de la vitesse sur certaines lignes, imposée par le *« manque d'entretien »*.

Autour de Chambéry, la CDFT, craignant que le mouvement ne finisse par s'essouffler, n'avait pas appelé localement à la grève. Mais environ 60 % des conducteurs de train de la région ont à nouveau cessé le travail le 25 octobre. *« Même si nous n'avions pas donné de consignes, les cheminots auraient participé à cette nouvelle action tant le mécontentement est profond »*, commentait Daniel Blache, secrétaire fédéral de la CGT, syndicat largement majoritaire. Depuis la rentrée de septembre, les quelque sept cents agents de conduite ont en effet déjà effectué une bonne semaine de grève. Leur mouvement avait pour objet de protester contre le manque de personnel – les effectifs des cheminots de la région de Chambéry sont passés de 8 570 en 1985 à 5 219 en 1994 (soit 27,43 %) – et le recours au personnel privé sur les trains de travaux. Des négociations, menées avec le directeur régional, Pierre Gaudry, ont permis aux cheminots d'obtenir des garanties sur ce dernier point. En revanche, ils n'ont pu avoir satisfaction sur les effectifs, et en particulier sur le doublement des écoles de conduite qu'ils réclament.

Sur le fond, les cheminots chambériens ont l'impression d'assister depuis une dizaine d'années à une lente dégradation du service public dans la région. Ils rappellent ainsi la suppression des triages de Saint-Jean-de-Maurienne et Culoz en 1987, de Bellegarde et Modane en 1992-1993, d'Ambérieux en 1994, qui s'était traduite par la disparition de cent dix emplois. Ils se remémorent la fermeture d'une quarantaine de petites gares et pointent du doigt les six cents kilomètres de lignes régionales menacées par le futur contrat de plan. La CFDT est convaincue qu'au-delà des discours le gouvernement continue de privilégier la route au détriment du rail.

Etienne Banzet et Philippe Révil

هكذا من الاهل

■ LE RENDEMENT de l'emprunt d'Etat américain à cinq ans est tombé, mercredi 25 octobre, à 5,81 %, son plus bas niveau depuis le 24 février 1994.

■ LE PRÉSIDENT de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, estime que *« les récents mouvements des changes ne correspondent pas aux données économiques fondamentales ».*

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance de jeudi en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a cédé 1,36 %, affecté par les craintes d'aggravation de la crise bancaire.

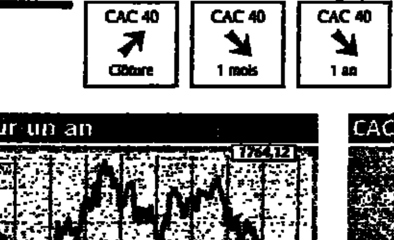
■ LE DOLLAR était stable, jeudi matin 26 octobre, à Tokyo. Il s'échangeait à 101,40 yens, 1,3925 mark et 4,90 francs, sous la surveillance concertée des banques centrales.

■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 382,65-382,95 dollars, contre 382,30-382,70 dollars la veille en clôture.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | MIDCAC ↘ 1 mois | NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Rechute à Paris



LA VIVE REPRISE enregistrée la veille à la Bourse de Paris était remise en cause jeudi 26 octobre : les résultats de la rencontre Kohl-Chirac ne suscitaient quasiment pas de réactions. En baisse de 0,33 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une demi-heure plus tard une baisse de 0,01 %. Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises avaient repris le chemin de la baisse, abandonnant 0,43 % à 1 756,53 points. Ces prises de bénéfices se manifestaient dans un marché actif, le volume des échanges s'élevant à 1,7 milliard de francs en début d'après-midi.

Les milieux financiers ont en effet peu réagi aux déclarations du chancelier Helmut Kohl et du président Jacques Chirac, après leur rencontre mercredi à Bonn. Les deux protagonistes ont tenté de dissiper les doutes sur la coopération franco-allemande en se déclarant sûrs de parvenir ensemble à la monnaie unique. Mais pour les milieux financiers ces déclarations *« expriment de bonnes intentions, mais ne laissent entrevoir rien de concret »*. Du côté des valeurs, Havas qui vient de reprendre le pôle médias détenu par Alcatel Alsthom progressait de 3,1 %. D'autres titres réagissaient à la publication de résultats semestriels. Ceux de Plastic Omnium, jugés décevants, pesaient sur le titre qui reculait de 9,4 %.

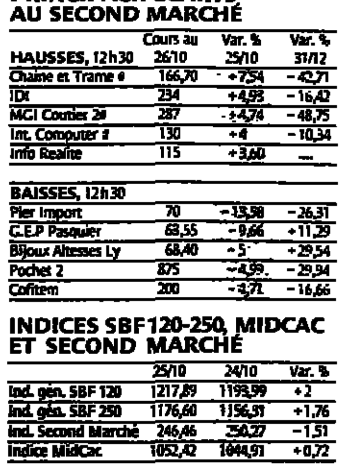
Renault, valeur du jour

LA TRÈS NETTE REMONTÉE du cours de l'action Renault, mercredi 25 octobre, à la Bourse de Paris, qui s'est adjugé 5,08 % à 153 francs, n'a pas empêché Louis Schweitzer, président du groupe, de constater que le cours de Bourse du constructeur automobile était sous-évalué, puisque les fonds propres étaient de plus de 40 milliards de francs alors que la valeur en Bourse représentait 35 à 36 milliards de francs aujourd'hui. Cette médiocre tenue du titre constitue le principal obstacle à la privatisation rapide du constructeur automobile.

Renault sur 1 mois

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 26/10	Var. % 25/10	Var. % 31/12
Comptoir Entrep. 1	9,50	+5,55	−95,66
Selectibanque 1	102,50	+3,53	−33,48
Euro RSCG W.W 1	474	+3,04	−13,81
UIS 2	138,90	+2,86	−34,72
Accor 1	583	+2,64	+0,51
Rochette (La) 1	41	+2,62	−28,32
Strafor Facom 1	598	+2,57	−2,76
Fives-Lille 1	410	+2,50	−14,40
Ciments Fr.Priv.B	203,90	+2,41	−11,34
BIS 1	462	+2,21	+43,03
BAISSES, 12h30			
Plastic-Omn.(Ly) 1	317,50	−8,76	−44,87
L'Oreal 1	1140	−5,15	+4,68
Gr.Zannier #(Ly) 1	63,55	−5,14	−55,52
Damart 1	4560	−5	−20
DMC (Dollfus Mi)1	206	−4,71	−32,10
Rexel 1	789	−4,36	+12,71
Dev.R.N-P.Cal#Li 2	42,25	−3,97	−40,49
Matra-Hachette 1	86,20	−3,14	−25,94
Lagardere (MMB) 1	86	−2,99	−30,64
Comptoir Moder. 1	1562	−2,92	+16,56



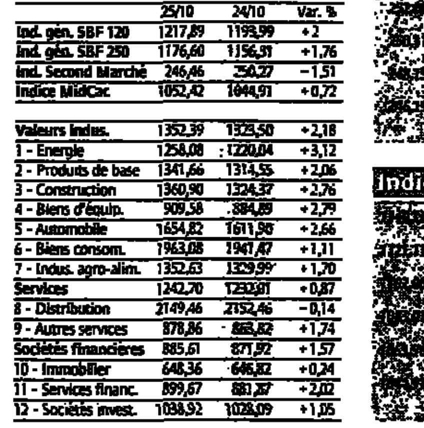
VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	26/10 Titres échangés	Capitalisation en KF
Sovac 1	491693	297755042
L'Oreal 1	219225	254726388
Alcatel Alsthom 1	208852	86293864,30
Eaux (Gle des) 1	170691	78938924,40
Carrefour 1	19710	56343043
Havas 1	157608	51979608,70
Elf Aquitaine 1	161798	51121095,10
LVMH Moet Vuitton1	52533	50955318
Danone 1	51988	39558727
Accor 1	67505	39267719

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 26/10	Var. % 25/10	Var. % 31/12
Chaine et Trame #	166,70	+7,54	−42,71
IDI	234	+4,93	−16,42
MGI Coutier 2#	287	+4,74	−48,75
Int. Computer #	130	+4	−10,34
Info Realite	115	+3,60	—
BAISSES, 12h30			
Pier Import	70	−13,58	−26,31
G.E.P Pasquier	63,55	−9,66	+11,29
Bijoux Altesses Ly	68,40	−5	+29,54
Pochet 2	875	−4,99	−29,94
Cofitem	200	−4,71	−16,66

INDICES SBF120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ



	25/10	24/10	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1217,89	1193,99	+2
Ind. gén. SBF 250	1176,60	1156,31	+1,76
Ind. Second Marché	246,46	250,27	−1,51
Indice MidCac	1052,42	1044,91	+0,72
Valeurs Indus.	1352,39	1323,50	+2,18
1 - Energie	1258,08	1220,04	+3,12
2 - Produits de base	1341,66	1314,55	+2,06
3 - Construction	1360,90	1324,37	+2,76
4 - Biens d'équip.	909,58	884,89	+2,79
5 - Automobile	1654,82	1611,98	+2,66
6 - Biens consom.	1963,08	1941,47	+1,11
7 - Indus. agro-alim.	1352,63	1329,99	+1,70
Services	1242,70	1232,01	+0,87
8 - Distribution	2149,46	2152,46	−0,14
9 - Autres services	878,86	863,82	+1,74
Sociétés financières	885,61	871,92	+1,57
10 - Immobilier	648,36	646,82	+0,24
11 - Services financ.	899,67	881,87	+2,02
12 - Sociétés invest.	1038,92	1028,09	+1,05

Indice SBF 250 sur 3 mois — 1176,60

Indice second marché sur 3 mois — 246,46

Indice MidCac sur 3 mois — 1052,42

Nouvelle baisse à Tokyo

POUR LA QUATRIÈME séance consécutive, la Bourse de Tokyo a cédé du terrain, jeudi 26 octobre, la crainte que le système financier japonais ne soit confronté à une crise sévère s'étant traduite par un net courant vendeur. L'indice Nikkei a finalement perdu 244,13 points, soit 1,36 %, à 17 726,68 points.

La veille, Wall Street est repartie à la baisse sous l'effet de liquidations massives dans plusieurs secteurs, dont la chimie et la finance, malgré une stabilisation à la baisse des taux d'intérêt sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 29,98 points, soit 0,63 %, à 4 753,68 points. Le principal indicateur de Wall Street a chuté de plus de 40 points à plusieurs reprises en cours de journée.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en légère hausse, la tendance étant soutenue par une adjudication réussie de fonds d'Etat. L'indice Footsie a terminé en hausse de 2,5 points à 3 537,8 points, soit une évolution de 0,07 %. La hausse s'est faite plus franche à la Bourse de Francfort, où l'indice DAX a terminé en avance de 1,73 % à 2 150,13 points.

INDICES MONDIAUX

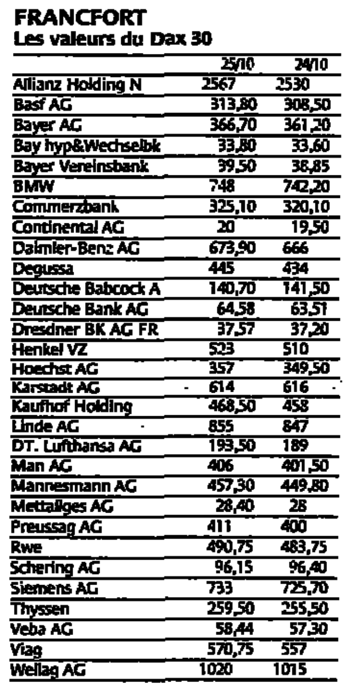
	Cours au 25/10	Cours au 24/10	Var. en %
Paris CAC 40	1764,12	[illegible]	+2,26
New-York/DJ indus.	4750,79	[illegible]	−0,69
Tokyo/Nikkei	17970,80	[illegible]	−0,24
Londres/FT100	3537,80	[illegible]	+0,07
Francfort/Dax 30	2150,13	[illegible]	+1,70
Frankfort/Commer.	779,81	[illegible]	+1,17
Bruxelles/Bel 20	1651,35	[illegible]	+0,62
Bruxelles/Général	1423,58	[illegible]	+0,62
Milan/MIB 30	964	[illegible]	+0,10
Amsterdam/Gé. Cbs	299,60	[illegible]	+0,63
Madrid/Ibex 35	293,85	[illegible]	+1,02
Stockholm/Affarsal	1363,36	[illegible]	−0,85
Londres FT30	2582,60	[illegible]	−0,01
Hong Kong/Hang S.	9841,06	[illegible]	+0,66
Singapour/Strait t	2104,58	[illegible]	+0,72

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	25/10	24/10
Alcoa	49,62	50,37
American Express	40,62	41,62
Allied Signal	42,62	42,37
AT & T	60,87	61,25
Bethlehem	13,75	13,62
Boeing Co	67,37	66,87
Caterpillar Inc.	52,87	54,37
Chevron Corp.	47,25	47,75
Coca-Cola Co	71,75	72,50
Disney Corp.	57,87	57,75
Du Pont Nemours&Co	61,12	65
Eastman Kodak Co	62,75	63,87
Exxon Corp.	76,75	75,75
Gén. Motors Corp.H	47	46,87
Gén. Electric Co	63	63
Goodyear T & Rubbe	39,12	39,50
IBM	96,12	98
Intl Paper	36,37	37,12
J.P. Morgan Co	77,12	77
Mc Don Dougl	81,25	82,25
Merck & Co.Inc.	60,25	60,37
Minnesota Mng.&Mfg	56,25	56,50
Philip Moris	84,62	85
Procter & Gamble C	82,75	83,87
Sears Roebuck & Co	34,25	34,62
Texaco	68,25	68,12
Union Carb.	37,87	39,25
Utd Technol	88,37	84,50
Westingh. Electric	14	14,12
Woolworth	15	15,25

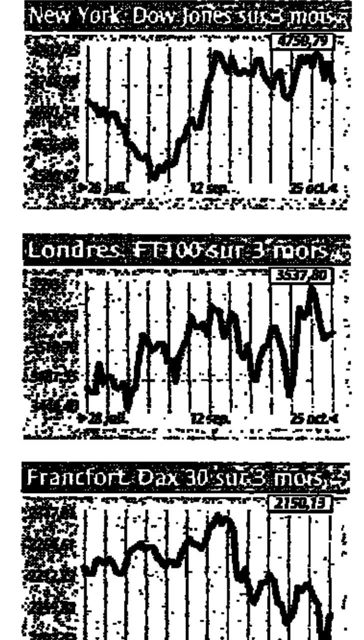
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	25/10	24/10
Allied Lyons	5,19	5,16
Barclays Bank	7,40	7,40
B.A.T. industries	5,35	5,32
British Aerospace	7,20	7,25
British Airways	4,64	4,64
British Gas	2,36	2,46
British Petroleum	4,77	4,76
British Telecom	3,76	3,76
B.T.R.	3,23	3,19
Cadbury Schweppes	5,25	5,24
Eurotunnel	0,93	0,94
Glaxo	8,60	8,60
Grand Metropolitan	4,38	4,41
Guinness	5,04	5,03
Hanson Plc	1,94	1,94
Great Ic	5,66	5,65
H.S.B.C.	9,29	9,32
Impérial Chemical	8,03	7,93
Lloyds Bank	7,77	7,70
Marks and Spencer	4,32	4,31
National Westminst	6,56	6,53
Peninsular Orienta	4,83	4,73
Reuters	5,57	5,82
Saatchi and Saatch	0,93	0,93
Shell Transport	7,34	7,33
Smithkline Beecham	6,73	6,63
Tate and Lyle	4,43	4,37
Univeler Ltd	12,28	12,38
Wellcome	10,88	10,60
Zeneca	11,89	11,91



FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	25/10	24/10
Allianz Holding N	2567	2530
Basf AG	313,80	308,50
Bayer AG	366,70	361,20
Bay hyp&Wechselbk	33,80	33,60
Bayer Vereinsbank	39,50	38,85
BMW	748	742,20
Commerzbank	325,10	320,10
Continental AG	20	19,50
Daimler-Benz AG	673,90	666
Degussa	445	434
Deutsche Babcock A	140,70	141,50
Deutsche Bank AG	64,58	63,51
Dresdner BK AG FR	37,57	37,20
Henkel VZ	523	510
Hoechst AG	357	349,50
Karstadt AG	614	616
Kaufhof Holding	468,50	458
Linde AG	855	847
DT. Lufthansa AG	193,50	189
Man AG	406	401,50
Mannesmann AG	457,30	449,80
Mettallges AG	28,40	28
Preussag AG	411	400
Rwe	490,75	483,75
Schering AG	96,15	96,40
Siemens AG	733	725,70
Thyssen	259,50	255,50
Veba AG	58,44	57,30
Viag	570,75	557
Wellag AG	1020	1015

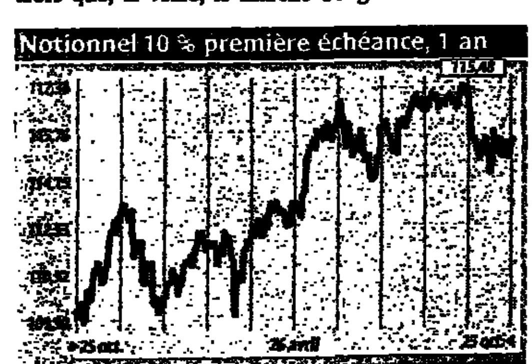


LES TAUX

PARIS ↘ Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↗ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Le Matif en recul

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif – contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises – a ouvert en légère baisse, jeudi 26 octobre : l'échéance décembre cédait 6 centièmes, à 115,86. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 7,45 %, soit un écart de rendement de 0,95 % par rapport aux titres d'Etat allemands, alors que, la veille, le marché obligataire américain était resté stable. Affecté par le repli du franc face à la monnaie allemande, l'échéance décembre du contrat Pibor trois mois du Matif était en recul de 9 centièmes, à 92,85, jeudi matin, soit un taux de rendement implicite de 7,15 %. Le taux de l'argent au jour le jour se tendait légèrement. Il s'inscrivait à 6,94 %, soit une hausse de 1 seizième de point par rapport à son niveau de la veille.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 25/10	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	6,87	7,50	8,17	2
Allemagne	3,94	6,52	7,28	1,50
Grande-Bretagne	6,38	8,19	8,39	3,90
Italie	10,62	12,38	12,73	5,80
Japon	0,53	2,88	4,75	98,28
Etats-Unis	5,69	6,01	6,33	2,50

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 25/10	Taux au 24/10	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,77	6,79	103,61
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,93	6,96	104,20
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,43	7,46	105,30
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,61	7,65	108,44
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,11	8,18	105,42
Obligations françaises	7,75	7,78	104,65
Fonds d'Etat à TME	−1,10	−1,09	101,40
Fonds d'Etat à TRE	−0,91	−0,92	101,37
Obligat. franç. à TME	−0,75	−0,71	100,24
Obligat. franç. à TRE	+0,09	+0,12	100,24

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 25/10	Vente 25/10	Achat 24/10	Vente 24/10
Jour le jour	5,9875	—	6,9375	—
1 mois	7,28	7,43	7,50	7,75
3 mois	7,43	7,43	7,40	7,65
6 mois	6,88	7,18	7,18	7,35
1 an	6,38	6,68	6,54	6,91
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	7,3750	—	7,5664	—
Pibor Francs 3 mois	7,3555	—	7,5088	—
Pibor Francs 6 mois	7,1231	—	7,2148	—
Pibor Francs 9 mois	6,8242	—	6,8628	—
Pibor Francs 12 mois	6,6250	—	6,6797	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Écu 3 mois	5,8750	—	5,8750	—
Pibor Écu 6 mois	5,8750	—	5,8750	—
Pibor Écu 12 mois	5,8750	—	5,8750	—

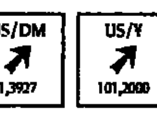
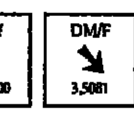
MATIF

Échéances 25/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc. 95	142693	115,48	115,94	115,38	115,92
Mars 96	816	115,04	115,42	115	115,46
Juin 96	541	115,06	115,52	115,06	115,52
Sept. 96	—	[illegible]	—	[illegible]	—
PIBOR 3 MOIS					
Déc. 95	40445	92,89	93,02	92,86	92,94
Mars 96	8663	93,80	93,87	93,74	93,84
Juin 96	5681	94,38	94,30	94,19	94,27
Sept. 96	2163	94,38	94,32	94,22	94,29
ÉCU LONG TERME					
Déc. 95	2431	86,88	87,06	86,88	87,06
Mars 96	—	[illegible]	—	[illegible]	86,16

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 25/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Oct. 95	23036	1746	1766	1745	1764
Nov. 95	3866	1755,60	1775,50	1754,50	1773,50
Déc. 95	1391	1767	1786,50	1766	1784,50
Mars 96	80	1797,50	1807,50	1807,50	1812,50

LES MONNAIES

US/F ↗ 4,9015 | US/DM ↗ 1,3927 | US/¥ ↗ 101,2000 | DM/F ↘ 3,5081 | £/F ↗ 7,7395

Repli du franc

LE DOLLAR était stable, jeudi matin 26 octobre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 101,45 yens, 1,3925 mark et 4,90 francs. Après les déclarations du président de la Bundesbank, les opérateurs s'attendent à une intervention concertée des banques centrales pour faire remonter le billet vert. Hans Tietmeyer a affirmé que la Bundesbank était *« prête à une coopération internationale raisonnable »*.

Le franc s'inscrivait pour sa part en léger recul, jeudi matin, face à la monnaie allemande. Il s'échangeait à 3,5180 francs pour un deutschemark, soit un recul de 1 centime par rapport à son cours de clôture de la veille. Les opérateurs attendaient les résultats du vote, en Italie, de la motion de censure déposée par l'ancien président du conseil Silvio Berlusconi.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 25/10	% 24/10	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	350,8100	−0,26	—	—
Ecu	6,4075	−0,18	—	—
Etats-Unis (1 usd)	4,9015	+0,33	—	—
Belgique (100 F)	17,0575	−0,28	—	—
Pays-Bas (100 fl)	313,1800	−0,27	—	—
Italie (1000 lir.)	3,0295	+0,17	—	—
Danemark (100 krd)	90,3100	−0,18	—	—
Irlande (1 iep)	7,9425	+0,11	—	—
Gde-Bretagne (1 L)	7,7395	+0,17	—	—
Grèce (100 drach.)	2,1195	−0,19	—	—
Suède (100 krs)	74,3500	+1,59	—	—
Suisse (100 F)	430,6000	−0,42	—	—
Norvège (100 k)	79,3200	−0,03	—	—
Autriche (100 sch)	49,8470	−0,27	—	—
Espagne (100 pes.)	4,0375	−0,19	—	—
Portugal (100 esc.	3,3200	—	—	—
Canada 1 dollar ca	3,5830	+1,01	—	—
Japon (100 yens)	4,8362	−0,97	—	—
Finlande (mark)	116,5900	+0,23	—	—

PARITES DU DOLLAR	26/10	25/10	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,3927	1,3925	+0,01
TOKYO : USD/Yens	101,2000	100,3000	+0,89

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,8862	4,8872	4,8863	4,8868
Yen (100)	3,5110	4,5115	4,8790	4,8844
Deutschemark	3,5110	3,5115	3,5235	3,5240
Franc Suisse	4,3012	4,3059	4,3349	4,3392
Lire ital. (1000)	3,0190	3,0233	3,0188	3,0210
Livre sterling	7,7153	7,7218	7,7150	7,7192
Peseta (100)	4,0352	4,0393	4,0450	4,0470
Franc Belge	17,067	17,076	17,103	17,129

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	7,56	7,47	7,22
Eurodollar	5,75	5,81	5,81
Eurolivre	6,69	6,75	6,75
Eurodeutschemark	4,03	4,03	4,05

L'OR

	cours 25/10	cours 24/10
Or fin (k. barre)	59800	60000
Or fin (en lingot)	60500	60950
Once d'Or Londres	382,50	382,65
Pièce française(20f)	349	347
Pièce suisse (20f)	348	346
Pièce Union lat(20f)	347	342
Pièce 20 dollars us	2440	2500
Pièce 10 dollars us	1220	1250
Pièce 50 pesos mex.	2260	2260

LE PÉTROLE

En dollars	cours 25/10	cours 24/10
Brent (Londres)	16,10	16,10
WTI (New York)	17,30	17,31
Crude Oil (New York)	16,16	16,16

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	25/10	24/10
Dow-Jones comptant	217,70	218,63
Dow-Jones à terme	311,10	312,90
CRB	—	—
METAUX (Londres)		**dollars/tonne**
Cuivre comptant	2788	2810
Cuivre à 3 mois	2690	2717
Aluminium comptant	1640	1637,50
Aluminium à 3 mois	1676,50	1674,50
Plomb comptant	687	693
Plomb à 3 mois	668	676
Etain comptant	6170	6180
Etain à 3 mois	6220	6240
Zinc comptant	963,50	963
Zinc à 3 mois	987	986
Nickel comptant	8470	8195
Nickel à 3 mois	8582	8370

METAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	5,23	5,36
Platine à terme	424	411,80
Palladium	155,25	136,25
GRAINES, DENREES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	4,94	4,96
Maïs (Chicago)	3,34	3,35
Grain. soja (Chicago)	6,65	6,69
Tourt. soja (Chicago)	206,50	207,80
GRAINES, DENREES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	100	184
Orge (Londres)	107,60	110,65
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1329	1315
Café (Londres)	2545	2350
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	0,73	0,82
Jus d'orange (New-York)	1,01	1,19



RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 26 OCTOBRE
Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 7,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
−0,48 %
CAC 40 : 1755,62

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Compensation (1)
EDF-GDF 3%	7415	7500	+ 1,14	7498
B.N.P. (T.P)	940	940	—	948
Cr.Lyonnais(T.P.)	815	810	− 0,61	815
Renault (T.P.)	1884	1885	+ 0,05	1884
Rhone Poulenc(T.P)	1999	1980	− 0,95	1998
Saint Gobain(T.P.)	1125	1120	− 0,44	1130
Thomson S.A (T.P)	1090	1097	+ 0,64	1072
Accor 1	568	583	+ 2,64	555
Air Liquide 1	800	795	− 0,62	780
Alcatel Alsthom 1	420	411	− 2,14	408
Alcatel Cable	284,50	285	+ 0,17	285
Alspi	323	323	—	320
AGF-Ass.Gen.France	129,90	132	+ 1,61	129
Axa 1	266,30	265,70	− 0,22	260
Bail Invest. 1	806	810	+ 0,24	810
Bancaire (Cie) 1	454,90	462	+ 1,56	445
Bazar Hot. Ville 2	414	423	+ 2,17	415
Bertrand Faure 1	155,20	157	+ 1,15	151
BIC 1	468	470	+ 0,42	460
BIS 1	452	462	+ 2,21	468
B.N.P. 1	186,80	188,20	+ 0,74	183
Bollore Techno.1	442	435	− 1,58	428
Bongrain 1	2500	2490	− 0,40	2488
Bouygues 1	492	488	− 0,81	480
[illegible]				
Ciments Fr.Priv.B	199,10	203,90	+ 2,41	196
Clarins 1	435	442	+ 1,60	435
Club Mediterranee1	384,50	382,50	− 0,52	395
Coflexip	118	116,20	− 1,52	136
Colas 1	839	835	− 0,47	820
Comptoir Entrep. 1	9	9,50	+ 5,55	9
Comptoir Moder. 1	1609	1562	− 2,92	1638
CPR 1	358	363,50	+ 1,53	355
Cred.Fon.France 1	88	86,50	− 1,70	86

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.
Credit Local Fce 1	396,50
Credit Lyonn.CIP 1	250
Credit National 1	276
CS(ex.CSEE)1	178
Damart 1	4800
Danone 1	761
Dassault-Aviation1	340,50
Dassault Electro 1	180
De Dietrich 1 ●	247,50
Degremont 1	410
Dev.R.N-P.Cal.Li 2	44
DMC (Dollfus Mi)1	216,20
Docks France 1	779
Dynaction 1	93
Eaux (Gle des) 1	463
Ecco 1	738
Eiffage 1	676
Elf Aquitaine 1	317
ERAMET 2	330
Eridania Beghin 1	799
Essilor Intl 1	895
Essilor Intl ADP 1	621
Esso 1	537
Eurafrance 1	1596
Euro Disney 1	16,20
Euro RSCG W.W 1	460
Europe 1-1	1005
Eurotunnel 1	7,60
Filipacchi Medias1	620
Finextel 1	62,50
Fives-Lille 1	400
Fromageries Bel 1	4544
Galeries Lafayet.1	1465
GAN 1	130,10
Gascogne (B) 1	479
Gaz et Eaux 1	1832
Geophysique 1	170
G.F.C. 1	340,10
Groupe Andre S.A.1	374
Groupe De La Cite1	720
Lapeyre 1	240
Lebon 2	195
Legrand 1	812
Legrand ADP 1	527
Legris indust. 1	143,50
Locindus 1	763
L'Oreal 1	1202
LVMH Moet Vuitton1	968
Lyonnaise Eaux 1	448,90

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Compensation (1)
Volvo (act.B) 1#	113,30	[illegible]	− 2,34	112
Western Deep 1	150,20	150,50	+ 0,19	153
Yamanouchi 1#	107,30	107,30	—	108
Zambia Copper 1	1,85	1,86	+ 0,54	1,81

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 26 OCTOBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	108,21	8,901
CEPME 8,5% 88-97CA	102,70	2,833 o
CEPME 9% 89-99 CA#	106,96	1,795 ↓
CEPME 9% 92-06 TSR	107,10	3,197
CFD 9,7% 90-03 CB	112,56	7,022 d
CFD 8,6% 92-05 CB	107,80	6,192
CFF 10% 88-98 CA#	107,52	0,346 ↑
CFF 9% 88-97 CA#	103,91	0,689
CFF 10,25%90-01CB#	110,50	6,441
CLF 8,9% 88-00 CA#	107,36	3,793 o
CLF 9%88-93/98 CA#	104,93	6,707
CNA 9% 4/92-07	109,13	4,426 ↑
CRH 8,6% 92/94-03	105,85	2,914
CRH 8,5% 10/87-88#	105,06	5,574
EDF 8,6% 88-89 CA#	106,09	6,079
EDF 8,6% 92-04 #	106,75	4,837
Em.Etat10,26%86-96	—	6,532 d
Emp.Etat 6%7/93-97	99,31	1,754
Finansder 9%91-06#	109,40	8,359
Finansd.8,6%92-02#	106,51	6,527
Floral9,75% 90-99#	109,21	[illegible]
OAT 9,8%1/86-96CA#	100,62	[illegible]
OAT 8,5% 87-97CA#	103,20	[illegible]
OAT 9,90%85-97 CA#	106,85	[illegible]
OAT 88-98 TME CA	100,85	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	99,11	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	107,29	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA	99,45	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	104,80	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	106,70	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA	103,60	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	112,23	[illegible]
OAT 89-01 TME CA	—	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	107,30	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	105,63	[illegible]
OAT 8,50%92-23 CA#	105	[illegible]
PTT 11,2%85-95 CB#	101,05	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	105,05	[illegible]
Lyon.Eaux 6,5%90CV	884	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	128,80	128,89
Commerzbank AG	1086	1139
Fiat Ord	15,10	15,10
Gevaert	261	261
Gold Fields South	123,90	123,90

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 26 OCTOBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	68,80	68,80
AFE 2 #	449	442
Aigle 2 #	228	225
Albert S.A (Ns) ◆	147	147
Altran Techno 1 #	713	710
Montaignes P.Gest. ◆	450	450
Axime (ex.Segin)	385	382
B.A.C. ◆	23,70	28,70
Bque Picardie (Li) ◆	530	530
Bque Sofirec (M) ◆	570	570
Bque Tarneaud(B)#	188	187,90
Bque Vernes	640	645
Beneteau #	360	356
B I M P. ◆	70	70
Boiron (Ly) 1 #	510	500
Boisset (Ly)#	225	225
But S.A. 1	1290	1290
Cardif SA 1	466	462
CDA-Cie des Alpes2	150	[illegible]
C.E.E 2#	315	[illegible]
CEGEP #	154,90	[illegible]
Cermex 2 # (Ly)	250	[illegible]
CFPI	257,10	[illegible]
Change Bourse (M)	209	[illegible]
Christ.Dalloz 2 #	1100	[illegible]
Cipe France Ly 2 #	290	[illegible]
CNIM CA#	180	[illegible]
Codetour ◆	250	[illegible]
Comp.Euro.Tele-CET	259,50	[illegible]
Conflandey S.A.	284	[illegible]
C.A. de la Brie 2	346	[illegible]
C.A.Gironde (B) ◆	444,50	[illegible]
C.A.Haute Normand.	379	[illegible]
C.A.Ile & Vilaine	337	[illegible]
C.A. Paris IDF 1	694	[illegible]
C.A.de l'Isere Ly#	393	[illegible]
C.A.Loire Atl.Ns #	367	[illegible]
C.A.Loire/H.Loire#	216	[illegible]
C.A.Morbihan (Ns)	346	[illegible]
C.A.du Nord (Li)	440,50	[illegible]
C.A. Oise CCI ◆	254	[illegible]
C.A.Pas de Calais	415	[illegible]
C.A. Somme CCI 2	239,20	[illegible]
C.A.Toulouse (B)	355	[illegible]
CFJPE(exGAN part)2	108	[illegible]
Chaine et Trame #	155	[illegible]
C.A. Midi CCI#(Ly)	255	[illegible]
Credit de l'Est ◆	344	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
JEUDI 26 OCTOBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Sté lecteurs du Monde ◆	210	210
Nobel ◆	150	150
Mumm ◆	843	843
Générale Occidentale ◆	41,60	41,60

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 25 octobre

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Coeus	1677,48	[illegible]
Comptavalor	2223,57	[illegible]
Converti CIC	328,72	[illegible]
Crédit Mutuel Capital	1582,09	[illegible]
Crédit Mutuel MID AF	102,88	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T	826,21	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind.Cap	86,75	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind. Dis	84	[illegible]
Uni-Associations o	124,30	124,30
Uni-Foncier	1132,82	[illegible]
Unifrance	563,40	[illegible]
Uni-Garantie C	1550,06	[illegible]
Uni-Garantie D	1345,51	[illegible]
Uni Régions	1388,61	[illegible]
Univar o	292,60	292,60

SYMBOLES

o cours du jour; ◆ cours précédent.

DISPARITIONS

Jules Muracciole

Le secrétaire général des compagnons de la Libération

JULES MURACCIOLE, ancien chef du secrétariat à l'état-major du général de Gaulle, à Londres, en 1940, et secrétaire général honoraire de l'ordre de la Libération, est décédé dimanche 22 octobre, à l'Institut national des Invalides, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Né le 14 février 1906 à Sète, Jules Muracciole, qui était journaliste à Marseille, est volontaire pour débarquer à Narvik (Norvège), en mai 1940, au sein d'un corps expéditionnaire allié qui cherche à couper « la route du fer » aux Allemands. De retour en France, il rejoint Londres, dès le 21 juin 1940, et, sans avoir entendu l'appel du général de Gaulle, il est chef du secrétariat à l'état-major du chef de la France libre à Carlton's Gardens. Puis, il demande à rejoindre les forces combattantes, à Dakar et au Cameroun. Avec la 1re division française libre (DFL), il sert en 1941 en Erythrée, en Palestine, en Syrie et au Liban. En 1942, il se bat, avec la 13e demi-brigade de légion étrangère (DBLE), à Bir Hakeim (Libye) et à El Alamein (Egypte) contre les blindés du futur maréchal Erwin Rommel. Puis, ce sont les campagnes de Tripolitaine, de Tunisie et les violents combats du corps expéditionnaire en Italie, où il est grièvement blessé aux jambes et au visage à Pontecorvo, en mai 1944. Cependant, Jules Muracciole, à peine quitté l'hôpital de Tunisie où il a été soigné, rejoint la 1re DFL à Hyères, pour le débarquement de Provence, et il participe à la prise de Toulon, à la libération de Lyon et aux combats devant Belfort et en Alsace.

Il sera fait compagnon de la Libération, le 28 mai 1945, au titre de lieutenant à la 13 • DBLE. Après la guerre, Jules Muracciole continue de servir Charles de Gaulle, comme secrétaire général du Club du 18-juin et au sein du Rassemblement du peuple français (RPF), à Paris. Il est délégué régional à la propagande pour le RPF dans le midi de la France avant de rallier le général de Gaulle au pouvoir en 1958. Il est successivement attaché de presse de plusieurs ministres (notamment Louis Terrenoire, Maurice Couve de Murville, Pierre Messmer) jusqu'en 1962, date à laquelle il devient secrétaire général de l'ordre de la Libération, qu'il installe, en 1967, dans ses murs actuels, aux Invalides. Il quitte cette fonction en 1994 et sera nommé secrétaire général honoraire. L'écrivain André Malraux a dit, un jour, de lui : « *Jules Muracciole, c'est le dernier carré.* »

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jules Muracciole était grand officier de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

Emile Jonassaint

La marionnette des militaires haïtiens

L'ANCIEN président haïtien *de facto*, Emile Jonassaint, est mort dimanche 22 octobre dans sa résidence de Port-au-Prince, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. « *Je suis le médecin dépêché au chevet du malade de l'embargo* », avait déclaré ce juriste en mai 1994, après avoir été choisi par les putschistes pour occuper la magistrature suprême. La communauté internationale avait unanimement condamné cette nomination. Pourtant, à la veille du débarquement américain de septembre 1994, l'ex-président américain Jimmy Carter avait négocié le dénouement de la crise avec Emile Jonassaint.

Fils d'un commerçant de Port-de-Paix (nord-ouest d'Haïti), licencié en droit, Emile Jonassaint a été élu sénateur très jeune, au début des années 50, sous la présidence de Paul Magloire. Durant les trente ans de dictature duvaliériste, il poursuit sa carrière juridique. En 1987, après la chute de Jean-Claude Duvalier, il préside l'Assemblée qui va rédiger l'actuelle Constitution. Peu après le coup d'Etat qui renverse le président Aristide, en septembre 1991, il est nommé président de la Cour de cassation.

Marionnette des militaires pendant son bref passage au palais national, Emile Jonassaint était, selon ses proches, haut dignitaire d'une secte vaudoue dont le culte est célébré sur la montagne sacrée de la Ville-au-Camp.

Jean-Michel Caroit

■ **GAVIN EWART**, poète britannique, est mort lundi 23 octobre, à Londres. Né en 1916, très tôt publié – ses premiers poèmes parurent en 1933 dans la revue *New Verse* –, Gavin Ewart devint populaire dès 1939 grâce à son recueil *Poems and Songs*. Engagé dans la *Royal Artillery* lors de la deuxième guerre mondiale, il combattra successivement en Afrique du Nord et en Italie. Suit alors une période de sécheresse littéraire pendant laquelle Ewart travaille aux éditions Poetry London puis au centre culturel anglais, le British Council. C'est sans doute durant les trente dernières années de sa vie que Gavin Ewart fut le plus productif. Trois importants recueils (*The Collected Ewart*, *Further Collected Poems* et *85 Poems*) témoignent de sa vivacité d'écriture et de création.

Critique de son époque, il en dressa un portrait souvent cinglant mais toujours humain. Homme aux contradictions multiples, à la fois détaché du monde et hôte assidu des mondanités, il sut aussi jeter sur lui-même un regard ironique et volontiers sarcastique.

■ **PIERRE MILLET**, ambassadeur, est mort dimanche 22 octobre à l'âge de quatre-vingt-six ans. Né le 20 octobre 1909, Pierre Millet a d'abord été attaché d'ambassade en Chine (1938-1941), puis consul adjoint à Bangkok (1941-1946). Après un passage à la direction d'Asie à Paris (1946-1950), il fut conseiller à Washington (1950-1956), avant d'être nommé chargé des affaires d'Asie-Océanie au Quai d'Orsay. Il était retourné aux Etats-Unis en 1960, comme représentant permanent adjoint de la France au Conseil de sécurité et chef adjoint de la mission permanente française auprès de l'ONU. Pierre Millet a été ambassadeur au Laos de 1963 à 1966, au Liban de 1967 à 1969 et au Bangladesh de 1972 à 1975.

■ **ANDRES AGUILAR MAWDSLEY**, juge à la Cour internationale de justice, est mort, mardi 24 octobre à La Haye, d'un emphysème pulmonaire. Il était âgé de soixante et onze ans. Andres Aguilar était juge à la CIJ depuis février 1991. Né en 1924 à Caracas, ancien doyen de la faculté de droit de l'université centrale du Venezuela, Andres Aguilar avait été ministre de la justice de son pays de 1958 à 1962 et s'était spécialisé dans le droit international, ce qui l'avait conduit à exercer des fonctions diplomatiques puis à représenter son pays aurpès de l'ONU tant à Genève qu'à New York. Il avait joué un rôle important dans la tentative de négociation lancée par l'ONU en Iran, en 1980, pour faire libérer des otages américains.

■ **MARIO COSTA**, cinéaste italien, est mort, dimanche 22 octobre à Rome, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. On doit essentiellement à ce réalisateur la découverte de Gina Lollobrigida, qu'il dirigea à ses débuts dans *Elsir d'amore* (1946), puis dans *Une nuit de folie à l'opéra* (1947) et *I pagliacci* (1948). Cantonné dans le cinéma de pur divertissement, il fut d'abord considéré comme un spécialiste du film musical (*Le Barbier de Séville*, *Paillasse*, etc.), puis réalisa quelques mélodrames (*Marquée par le destin*, *Pitié pour celle qui tombe*), avant de participer à la vogue du film d'aventures historiques qui déferla sur le cinéma italien à la fin des années 50 (*La Bataille de Corinthe*, *Le Gladiateur de Rome*, *La Reine des pirates*, *Le Retour du fils du sheik*, etc.).

■ **MARY WICKES**, actrice américaine, est morte dimanche 22 octobre à Los Angeles, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Elle était apparue dans une cinquantaine de films depuis ses débuts dans *Blondie Blessed Event*, en 1942. Egalement interprète de plusieurs séries télévisées, elle avait figuré récemment dans le film *Sister Act*, au côté de Whoopi Goldberg. Walt Disney s'était inspiré d'elle pour créer le personnage de Cruella dans *Les 101 Dalmatiens*.

NOMINATIONS

Académie des sciences

Roger Balian a été élu membre de l'Académie des sciences dans la discipline « physique ».

[Né le 18 janvier 1933 à Lyon, polytechnicien et ingénieur des mines, Roger Balian est physicien au Commissariat à l'énergie atomique depuis 1958, au service de physique mathématique (1958-1967), puis au service de physique théorique à l'Institut de physique théorique de Saclay, qu'il dirigea de 1979 à 1988. Depuis 1978, il est également professeur à l'Ecole polytechnique. Il a travaillé notamment sur la théorie des quasi-particules et l'hélium superfluide. Il était correspondant de l'Académie des sciences depuis 1977.]

Moshe Yaniv a été élu membre de l'Académie des sciences dans la discipline « biologie moléculaire des eucaryotes ».

[Né le 7 novembre 1938 à Petach-Tikva (Israël), naturalisé français en 1977, Moshe Yaniv a réalisé sa thèse dans le laboratoire de François Gros, et a travaillé avec le Prix Nobel Paul Berg à l'université de Stanford. Il entre en 1965 au CNRS où il est directeur de recherche depuis 1982. Parallèlement, il mène une carrière à l'Institut Pasteur comme chef de l'unité des virus oncogènes (1975), professeur (1987), chef du département de biologie moléculaire (1985-1987), puis chef du département des biotechnologies (depuis 1992). Auteur d'un grand nombre de découvertes sur les mécanismes de base de la régulation d'expression génétique, Moshe Yaniv était correspondant de l'Académie des sciences.]

CGM

Sur proposition du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, Bernard Pons, le conseil des ministres du mercredi 25 octobre a nommé **Philippe Pontet** président du conseil d'administration de la Compagnie générale maritime et financière. Philippe Pontet avait été nommé administrateur de la CGM le 20 octobre (*Le Monde* du 25 octobre).

AU CARNET DU MONDE

Naissances

– **Denis** et **Martine SCHULMANN** laissent à leur fille **Anna** la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Hugo,

le 23 septembre 1995 à Paris.

6, Grande-Rue, Asquins.
89450 Vezelay.

Décès

– Le docteur Pierre Bordereau,
son époux,
Laurent, Sylvie, Jacques et Stella,
ses enfants,
ainsi que toute la famille

font part du décès, à l'aube de ses soixante ans, de

Claudine BORDEREAU,
née Delaire,

survenu à Laval, le 15 octobre 1995.

L'incinération a eu lieu le 18 octobre 1995 à Montreuil-Juigné, près d'Angers.

23, rue Crossardière,
53000 Laval.

– Jacqueline et Sacha Braun,
ses enfants,
Isabelle Simon, Jeanne Simon et David Braun,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Fernande ELOSU,

survenu dans sa quatre-vingt-douzième année à Suresnes, le 23 octobre 1995.

L'inhumation aura lieu à Bayonne dans l'intimité.

60, rue Ernest-Renan,
92310 Sèvres.

– Mme Christiane Pedrot
a la grande tristesse de faire part du décès de son mari

M. Raymond PEDROT,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
maire du Ve arrondissement de Paris
de 1946 à 1977.

Les obsèques ont eu lieu le 24 octobre 1995, au cimetière de Carolles (Manche), où se trouve le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, chemin de l'Alleu,
50740 Carolles.

Jacqueline GAVAUD

nous a quittés le 15 septembre 1995.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 27 octobre à 15 heures au cimetière de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

– Clermont-Ferrand, Paris.

Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Tony SIGUIER,

survenu le 10 octobre 1995.

La cérémonie religieuse et l'incinération ont eu lieu dans l'intimité.

– Les familles Hanoun, Lellouche, Ott, Carvalho
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Aimé Louis SOSTEN,

leur oncle et ami,
survenu le mardi 24 octobre 1995.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité le vendredi 27 octobre, au cimetière communal de Bagneux.

– Mme Didier Strube,
son épouse,
Caroline, Nathalie, Delphine, Nicolas,
ses enfants,
M. et Mme Émile Strube,
ses parents,
M. et Mme Paul Rembauville-Nicolle,
ses beaux-parents,
Ses frères, sa sœur,
Ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Didier STRUBE,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,

survenu le 23 octobre 1995 à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 octobre, en l'église du Plan-de-la-Tour (Var) dans l'intimité familiale.

Ni fleurs, ni couronnes.

Des dons peuvent être versés à ARETASC. Association pour la recherche thérapeutique et l'amélioration des soins en cancérologie, 26, bd Victor Hugo, 92200 Neuilly.

87, avenue de l'Yvette,
91440 Bures-sur-Yvette.

– Le président,
Le conseil d'administration,
La direction,
Le personnel,
Les agents généraux de la CMV

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Didier STRUBE,
premier directeur général,

survenu le 23 octobre 1995 à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 octobre en l'église du Plan-de-la-Tour (Var) dans l'intimité familiale.

Ni fleurs, ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'ARETASC, Association pour la recherche thérapeutique et l'amélioration des soins en cancérologie, 26, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

– Le président,
Le conseil d'administration,
La direction,
Le personnel,
Les agents généraux d'AREAS-CMA

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Didier STRUBE,
directeur général adjoint,

survenu le 23 octobre 1995 à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 octobre en l'église du Plan-de-la-Tour (Var) dans l'intimité familiale.

Ni fleurs, ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'ARETASC, association pour la recherche thérapeutique et l'amélioration des soins en cancérologie, 26, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

Remerciements

– Eva, Sandrine, Ariel,
Et toute la famille du

Docteur Didier WEIL,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs remerciements pour les très nombreux témoignages d'affection reçus.

Anniversaires de décès

Une pensée émue pour

Catherine DUCHÊNE,

Il y a six ans que tu nous a quittés mais nous ne pourrons jamais t'oublier, car tu vis dans nos cœurs.

– Il y a deux ans, le 27 octobre 1993,

Léo HAMON

nous quittait.

A tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé nous demandons d'avoir une pensée pour lui.

Sa famille.

Colloques

– En mémoire de Joël Askenazi. Les **Nouveaux Cahiers** organisent une rencontre **Spinoza, parole, écriture, raison.** Les sources hébraïques de la pensée de Spinoza (Armand Hatchuel) ; Liberté de l'esprit et liberté politique (Geneviève Brykman) ; La philosophie de la grammaire (José Askenazi) ; Le judaïsme comme culture et rationalité (Roger Dadoun) à l'Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère, Paris 9e, le dimanche 29 octobre à 14 heures. Réservations : 42-80-35-00.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 26 octobre 1995 à 20 h 30 : « Après Pékin-Femmes juives », avec Mme Lily Scherr, professeur, et Gilberte Djian, auteur de *Malca* (Ed. A. Carrière).

Soutenances de thèse

– **Catherine Maurer** soutiendra sa thèse de doctorat : « Le catholicisme caritatif dans l'Allemagne du XXe siècle : le **Deutscher Caritasverband** entre affirmation confessionnelle et exigence scientifique » le 28 octobre 1995 à 14 heures, à l'université Paris-IV-la Sorbonne, salle des Actes.

– Malgré la situation actuelle du Zaïre, tout est encore possible dans ce pays situé au cœur de l'Afrique. Les Zaïrois ne se lassent pas de chercher les voies et moyens pour sortir le pays de sa crise. C'est dans cette logique que **M. Dieudonné Kalindyé Byanjira** soutiendra sa thèse de doctorat en **droits de l'homme** le jeudi 26 octobre 1995 à partir de 17 h 30 à l'Institut des droits de l'homme de l'université catholique de Lyon. Sa thèse porte sur **« La nécessité de l'Etat de droit dans la promotion des droits de l'homme au Zaïre ».** Promotrice de la thèse : Mme Pascale Boucaud.

– **M. Thierry Dutoit** soutiendra une thèse de doctorat européen de biologie sur **les successions végétales secondaires des pelouses calcicoles de Haute-Normandie**, le vendredi 27 octobre 1995, à 14 h 30 dans l'amphithéâtre Gaudray, bâtiment de biologie de la faculté des sciences de l'université de Rouen. Renseignements : 35-14-67-71.





AUJOURD'HUI

SCIENCES

OCÉANOGRAPHIE Couvrant les trois quarts de la surface du globe, les océans n'ont commencé que très récemment à dévoiler leurs grands fonds. Alors que les abysses ont longtemps semblé désolés, il apparaît qu'ils constituent un vivier d'une étonnante diversité. ● LES SÉDIMENTS qui s'y accumulent au fil des âges offrent un indicateur sans équivalent de l'évolution climatique de la planète sur le long terme. L'activité des bactéries entre en jeu dans la régulation actuelle du climat par les masses océaniques. ● LA FAUNE des grands fonds commence à être mieux connue, et l'on en tire des médicaments, par la voie des biotechnologies. ● LA FRAGILITÉ des écosystèmes marins reste encore à évaluer, dans la mesure où quelques bactéries s'épanouissent dans un environnement si toxique qu'il pourrait rivaliser avec la nocivité de déchets industriels.

La mémoire des climats repêchée dans les abysses

Les sédiments qui couvrent les fonds marins permettent de déchiffrer l'histoire climatique du globe, alors que les océans constituent le principal régulateur thermique terrestre

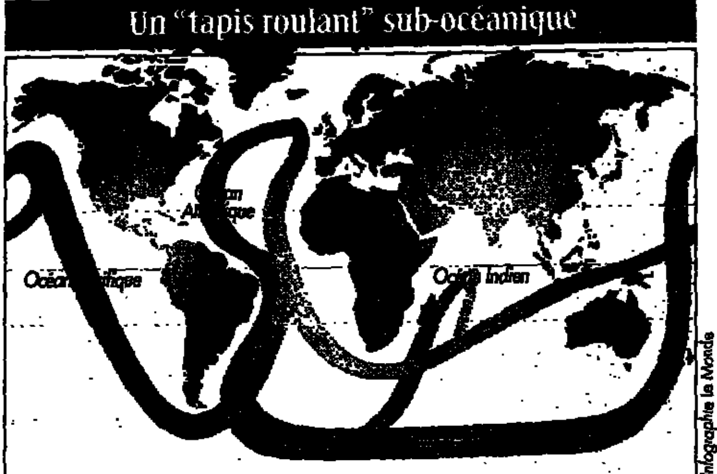
MARSEILLE
de notre envoyé spécial

« Observer les grands fonds, c'est un peu comme scruter le ciel pour compter les galaxies : on trouve toujours du nouveau. » Pour Yves Lancelot, « patron » du laboratoire de géologie du quaternaire du CNRS récemment installé dans une pinède vallonnée proche d'Aix-en-Provence, l'océan est sans aucun doute *« la nouvelle frontière pour comprendre le système Terre »*.

nature
le Monde

Ce paléoclimatologue de renom énumère avec enthousiasme les révolutions qu'a connues l'océanographie au cours des quarante dernières années : premières plongées à grande profondeur de submersibles de recherche, intégration de la théorie de la tectonique des plaques, mise en évidence de la circulation des eaux profondes, découverte des premières oasis de vie aux abords des volcans et cheminées sous-marins... En quelques décennies, on est donc passé de la pure exploration aux premières explications des multiples échanges – thermiques, chimiques, biologiques – dont l'« océan global », comme on désigne désormais l'ensemble des terres immergées, est le siège. Car la masse formidable des océans joue un rôle primordial dans le mécanisme climatique.

La tâche des paléoclimatologues consiste précisément à retracer l'histoire du climat au cours des âges. Un objectif auquel les historiens, tel Emmanuel Le Roy Ladurie, se sont attachés en puisant dans la chronique multiséculaire, et que les glaciologues ont pu remplir sur quelques centaines de millénaires grâce aux carottages effectués dans les glaces du Groenland et de l'Antarctique. Mais les abysses offrent un instrument bien plus puissant, puisqu'ils ont permis de remonter 200 millions d'années dans le passé.



L'étude de la circulation des courants à grande profondeur a permis de constater que ceux-ci parcourent l'ensemble du globe en 1 600 ans. En marge de ce "tapis roulant liquide", des zones "cul-de-sac", comme l'Atlantique nord il y a 100 millions d'années, restent immobiles.

PLANCTONS ET POLLENS

La matière première de cette machine à remonter le temps ? Les sédiments qui se sont accumulés au fonds des océans, fruit de la décomposition des animaux marins, de l'activité bactérienne et du brassage des effluents terrestres. Alors que les glaces fournissent des indications confinées aux pôles et que les lacs profonds sont peu nombreux, l'Océan offre une énorme champ d'étude des sédiments, *« seul enregistreur qui donne une série continue dont on connaisse précisément l'origine temporelle »*, précise Yves Lancelot. Les carottes, prélevées grâce au navires océanographiques dans le cadre de campagnes internationales, sont de véritables mines.

On y recherche notamment les teneurs en divers isotopes (espèces plus ou moins lourdes d'un même atome) de l'oxygène et du carbone, qui sont d'excellents indicateurs de l'activité marine. Ainsi, pendant une période de glaciation, l'évaporation touche principalement O^{16}, plus léger, qui se retrouve ensuite dans les glaces, tandis que la concentration sédimentaire en O^{18} augmente. De même, il existe un lien entre la température de l'eau et le rapport entre ces deux isotopes. Les planctons fossilisés dans les sédiments, ainsi que les pollens qu'on y retrouve, reflètent également la vie qui régnait à la surface.

Ces informations sont ensuite mises en relation avec divers indices climatiques et temporels fournis par la paléontologie, la glaciologie, le paléomagnétisme et aussi l'astronomie. Il a ainsi été possible de repérer des corrélations entre les enregistrements sédimentaires et les cycles qui régissent la course de la Terre dans le système solaire (excentricité, précession des équinoxes et obliquité) et d'établir une échelle de temps calibrée pour les 10 derniers millions d'années.

Mais il faut tout d'abord trouver les zones où la fossilisation est la plus représentative de l'activité climatique et de la vie de surface. Il convient d'éviter celles où les organismes foreurs ont chamboulé l'équilibre des couches sédimentaires. Il importe aussi de connaître la circulation des courants des grands fonds, longtemps méconnus, qui ne sont pas immuables et sont capables de ramener une molécule d'eau à son point de départ, dans la mer du Groenland, après mille six cents ans de croisière circumterrestre !

Les prochaines campagnes du navire océanographique français *Marion-Dufresne* devraient permettre, au cours des cinq années à venir, de retracer les deux derniers cycles glaciaires (300 000 ans), avec une résolution temporelle de quelques siècles (un millénaire est concentré sur 5 à 20 cm de carotte).

EFFET DE SERRE

Ces prospections, qui ont déjà pu établir des liens entre océan profond et cycle des moussons, permettront peut-être de mieux comprendre les phénomènes climatiques actuels.

Ceux-ci apparaissent de plus en plus clairement liés à l'activité bactérienne intense qui agite les abysses aussi bien que les eaux de surface. *« Sans les bactéries, la reminéralisation de la matière organique, dont 10 ‰ atteint le fond, serait impossible »*, explique Armand Bianchi, du laboratoire de microbiologie marine du CNRS à Luminy, près de Marseille. Sans ces organismes, qu'*« on étudie au microscope, mais dont on voit les effets par satellite »*, la vie ne tarderait pas à disparaître, asphyxiée par cet excédent. Certaines bactéries transforment le carbone organique dissous en biomasse, sous forme de protéines, d'autres constituent l'origine de chaînes alimentaires, en se « nourrissant », en l'absence de lumière et d'oxygène, de dérivés soufrés ou de nitrates.

Il ne fait pas de doute qu'elles jouent un rôle fondamental dans le cycle du carbone, mais aussi du méthane, gaz à « effet de serre ». Mais il est bien difficile de mesurer précisément leur activité. D'autant qu'il n'existe pas de modèle d'accès commode. La grotte « des Trois Pépés », au large de La Ciotat, dont la température constante (13 °C) et l'obscurité reproduisent assez fidèlement l'environnement des grands fonds méditerranéens en est un.

Une éponge carnivore y a même été découverte (*Le Monde* du 2 février). Mais, dans l'océan « grandeur nature », l'activité bactérienne peut varier du jour au lendemain d'un facteur dix pour un échantillon comparable, prévient Armand Bianchi. Avec sa femme Micheline, qui pilote le programme européen MAST I d'étude du métabolisme des bactéries comprises dans des particules organiques, il n'hésite pas à mettre en garde les climatologues contre l'intégration prématurée de ces phénomènes encore mal connus dans leurs modèles mathématiques. Leur compréhension, insistent-ils, nécessitera encore de nombreuses campagnes en haute mer.

Hervé Morin

Une pharmacopée marine émerge

On estime à près de deux millions le nombre d'espèces animales, végétales et microbiennes peuplant les océans. Cette diversité, inexploitée, constitue un énorme potentiel pharmaceutique et industriel. Une étude récente du National Cancer Institute américain montre que près de 2 % des molécules issues d'animaux marins présentent une activité antitumorale, contre à peine 0,5 % pour celles issues de plantes ou d'animaux terrestres. Les 6 000 molécules marines tirées depuis une trentaine d'années des éponges, tuniciers, bryozoaires, mollusques et gorgones ont donné naissance à plusieurs familles d'antitumoraux, antibiotiques, ou immunorégulateurs d'une grande efficacité, comme l'explique la revue *Biofutur* dans son numéro d'octobre. La raison d'une telle « productivité » ? *« Certains invertébrés marins sont sessiles, c'est-à-dire fixes,* rappelle Michelle Guyot, du laboratoire de chimie marine du Muséum d'histoire naturelle. *Ils ont donc dû synthétiser des défenses chimiques. »*

La controverse sur l'immersion de la « Brent-Spar »

IL Y A QUELQUES MOIS, la compagnie Shell avait prévu de couler dans l'Atlantique une ancienne plate-forme pétrolière, *Brent-Spar*. Avant qu'elle ait pu mettre son projet à exécution, Greenpeace avait réussi à l'occuper et à mobiliser des dizaines de milliers de personnes contre un acte qualifié d'irresponsable. Face à une telle pression, la compagnie pétrolière a renoncé à couler *Brent Spar*, dont l'avenir demeure incertain. Mais les porte-parole de la compagnie anglo-néerlandaise continuent de soutenir que son immersion reste la meilleure option. Bien meilleure que son démantèlement à terre.

De fait, un article de deux biologistes marins de l'université de Londres, Euan Nisbet et Mary Fowler, publié dans *Nature* du 29 juin, suggère qu'elle pourrait être préférable pour toutes les parties, y compris pour les habitants des abysses.

Le problème ne concerne pas la plate-forme elle-même, mais son faible contenu. La Shell affirmait que *Brent-Spar* ne contenait que 53 tonnes de brut, tandis que Greenpeace soutenait qu'il y en avait 5 000, ainsi qu'une quantité appréciable de déchets toxiques et radioactifs, incluant des métaux lourds.

Ce que Greenpeace a négligé, c'est que ces matières, toxiques pour la vie terrestre ou côtière, sont pain bénit pour les bactéries du fond des mers, particulièrement pour celles qui prolifèrent à proximité des cheminées hydrothermales.

« MEA CULPA »

Dans ces conditions extrêmes, la vie a su s'adapter aux hautes concentrations d'hydrocarbures, de composés organiques complexes et de métaux lourds tels que le cadmium. Certaines bactéries les utilisent pour initier les réactions qui leur permettent de dégrader leur « nourriture », y compris des hydrocarbures. Pour ce qui est de la radioactivité, Nisbet et Fowler décrivent une zone de 72 hectares, située dans le nord-est du Pacifique, dans laquelle le premier mètre de sédiments contient naturellement 1,5 tonne d'uranium, mais aussi 4 000 tonnes de magnésium, et une bonne dose de baryum, de lithium, de plomb, de strontium, de vanadium, et de métaux divers.

L'adjonction d'une plate-forme à un tel cocktail serait sans doute négligeable, alors que le moindre stockage de matière toxique sur la terre ferme pose de sérieux problèmes.

Mais le plus piquant de l'affaire, c'est que *Brent-Spar* pourrait bien ne représenter aucun danger. Un audit indépendant, conduit par la compagnie norvégienne Det Norske Veritas, a estimé qu'elle ne contenait que 75 à 100 tonnes de pétrole exempt de déchets toxiques, et quelques traces de matières radioactives. Greenpeace venait, dans un *mea culpa* tardif (*Le Monde* du 7 septembre), de reconnaître une défaillance dans ses propres mesures...

H. Ge.

Le plancher des mers dévoile une étonnante diversité biologique

Une nouvelle génération de submersibles permet de découvrir des éponges carnivores, d'étranges requins ainsi que des animaux inimaginables

LONGTEMPS, les abysses ne furent qu'un vaste terrain de jeu pour l'esprit des visionnaires et des écrivains. Bien après la naissance du mythe de l'Atlantide, Jules Verne en a fait le théâtre de *Vingt mille lieues sous les mers*, et Herbert George Wells y a placé une civilisation inconnue, inspirant à leur tour les cinéastes. Bien sûr, ils ne contiennent aucun *Alien* – pour ce que nous en connaissons –, mais la science commence à se rapprocher de la fiction, et les réponses qu'elle fournit sont étonnantes.

Le problème avec les abysses, c'est d'abord d'y accéder. Profonds de 3 000 mètres en moyenne, ils sont totalement sombres. Il y règne des pressions écrasantes de plusieurs centaines d'atmosphères, et la température n'y dépasse habituellement pas 3 C. La collecte des spécimens qui s'y épanouissent se borne habituellement à racler le sol depuis la surface. Mais il est bien difficile de dire si cette activité présente une grande utilité.

La méthode est en effet un peu comparable à celle qui consisterait à apprécier l'effervescence qui règne parfois sur les Champs-Elysées, en y promenant un filet depuis une montgolfière. Les déchets qui seraient collectés – quelques boîtes de conserve, le collier et la laisse d'un petit chien, peut-être... – seraient de pauvres indices de l'activité habituelle des passants et des touristes, qui n'auraient pas manqué de s'écarter au passage du filet. Jusqu'à une période récente, c'était pourtant le seul moyen d'étudier la vie des profondeurs. Bien pire, en raison de la différence de pression, les quelques créatures collectées avaient tendance à exploser en remontant à la surface, ce qui rendait leur identification et leur classement extrêmement difficiles.

Tout cela est en train de changer. Une nouvelle génération de submersibles, souvent télécommandés, est en train de dévoiler les profondeurs. Les découvertes qu'ils ont faites sont étonnantes. Un exemple : celui de ces bactéries d'un type nouveau qui vivent à proximité de sources hydrothermales d'origine volcanique dont les eaux, crachées par des « fumeurs », sont fortement chargées en soufre et en métaux lourds. Ce milieu est particulièrement favorable au développement de crabes et de mollusques géants ainsi qu'à l'épanouissement de vers vivant dans des sortes de tubes d'une taille jamais observée ailleurs.

UNE ÉTRANGE FAUNE

Ces oasis de vie sont toutefois éphémères. Elles disparaissent avec l'arrêt de l'activité volcanique et fumerollienne qui leur permettait d'exister, loin des rayons du soleil, en tirant leur énergie de la dégradation des composés soufrés présents dans ces eaux. La vie sur Terre n'aurait-elle pas commencé dans de telles conditions ? Certains se le demandent. D'autres, en revanche, comme l'écrivain et scientifique Arthur C. Clarke, s'interrogent sur le fait de savoir si la vie pouvait exister sous des formes analogues dans le système solaire, en particulier sous la croûte gelée d'Europa, un des satellites de Jupiter.

Récemment encore, on pensait que, en dehors de ces sources hydrothermales foisonnantes de vie, les plaines sans fin des fonds de l'Océan étaient de purs déserts. Mais des clichés surprenants pris par les submersibles ont révélé la présence de hordes de concombres de mer, perchés sur de frêles « échasses », qui errent dans ces zones désolées tels les troupeaux de daims ou de bisons des grandes plaines terrestres. Plus loin, on rencontre des éponges carnivores, d'étranges et monstrueux requins ainsi que des animaux inimaginables.

Pour comprendre la vraie nature de ces plaines abyssales, il faut multiplier les échantillons. Chaluter à partir de la surface est encore le meilleur moyen pour travailler à grande échelle, pour peu qu'on le fasse avec méthode et persévérance. De premiers résultats, relatés par *Nature*, ont été obtenus voilà deux ans par une équipe de l'université du Massachusetts à Boston, dirigée par le Dr Michael Rex.

Dans l'océan Atlantique et la mer de Norvège, ces chercheurs ont en effet récolté 214 508 spécimens au cours de 97 chalutages effectués à des profondeurs comprises entre 500 et 4 000 mètres, dans une zone située entre le 37e degré de latitude sud et le 77e degré de latitude nord. L'analyse présentée par Michael Rex et ses collègues montre que la richesse des espèces présentes dans les grands fonds varie avec la latitude : elle est plus grande aux tropiques que près des pôles. Ce fait a été constaté depuis longtemps sur la terre ferme. C'est ainsi que l'on a dénombré 222 espèces différentes de fourmis au Brésil contre 3 en Alaska.

On ne sait pourquoi ce « gradient de diversité » existe, bien que les hypothèses ne manquent pas. Mais personne n'aurait soupçonné qu'un phénomène similaire puisse exister aussi dans les grands fonds. Plus surprenant encore : la diversité des espèces y rivalise avec celle constatée dans les forêts tropicales humides, bien que ces dernières présentent une des plus grandes variétés d'habitats visibles.

Un lien direct pourrait exister entre la biodiversité à la surface et celle des grands fonds. L'interaction Océan-atmosphère jouant un rôle important sur le climat, qui, lui-même, conditionne la biodiversité sur la terre ferme, on peut donc considérer que les gradients de diversité biologique des terres émergées et des abysses situés aux mêmes latitudes sont liés.

Si l'on met de côté les systèmes hydrothermaux, on constate que l'écologie des couches supérieures des océans est fondée sur l'activité de photosynthèse des algues microscopiques qui fabriquent de la matière organique à partir de l'eau et du dioxyde de carbone sous l'influence de la lumière solaire. Cela provoque des déchets, des détritus organiques qui migrent vers les abysses où, en retour, ils nourrissent l'activité organique, accroissant la biodiversité. C'est ce que Michael Rex et ses collègues appellent la *« productivité océanique »*. En vertu de cette hypothèse, la biodiversité plus faible dans les régions polaires et tempérées pourrait s'expliquer par une variation saisonnière plus importante du flux descendant des nutriments.

Henry Gee

★ Page réalisée par les rédactions du *Monde* et de la revue internationale *Nature*.



L'AS Cannes brade ses meilleurs footballeurs fait valser ses entraîneurs et déçoit ses spectateurs

Le club azuréen cherche à oublier sa dérive vers les dernières places du championnat

La rencontre au sommet de la 15e journée du championnat de France devait opposer, jeudi 26 octobre, le leader, Metz, au Paris SG. Lanterne rouge, l'AS Cannes rencontrera Monaco à Nîmes, vendredi 27 octobre, son terrain ayant été suspendu après les incidents survenus au cours du derby avec Nice. Le club de la Croisette, qui s'est séparé de ses meilleurs joueurs pour renflouer ses caisses, a changé deux fois d'entraîneur en un mois.

CANNES
correspondance

Le nouveau technicien de l'AS Cannes a la moustache souriante et des béquilles violettes.


FOOTBALL

Opéré au début du mois des cartilages d'un genou, Guy Lacombe dirige l'entraînement depuis sa chaise, plantée incongrûment au milieu du terrain. Il boite, son équipe aussi. Car jamais Cannes n'avait connu un début de saison aussi calamiteux. Comme si les mauvais génies du football s'étaient donné rendez-vous sur la Croisette. Après quatorze journées de championnat, le club azuréen occupe la position encombrante de lanterne rouge. La défense prend l'eau, les défaites s'accumulent (dix dont quatre à domicile), parfois cruelles quand elles surviennent dans la dernière minute d'une rencontre, comme à Rennes ou à Martigues.

Syndrome d'une équipe à la dérive qui doit se battre pour sublimer ses doutes, et gommer ses lacunes, les avertissements pleuvent sur les joueurs cannois. Ceux-ci accaparent la dernière place au challenge du fair-play : huit expulsés et quarante-cinq cartons jaunes depuis le début du championnat. Contre Nantes, le 14 octobre, seuls huit joueurs ont terminé la rencontre.

« Les cartons vont de pair avec les défaites, explique le gardien de but François Lemasson, un des sept joueurs suspendus contre Monaco. *Quand ça ira mieux pour nous, il y aura moins de fautes, c'est automatique. »* Pour faire bonne mesure, le public cannois s'est mis au diapason de son équipe. Après des débordements lors du derby contre Nice, le stade Pierre-de-Coubertin a été suspendu, lui aussi. Vendredi, c'est à Nîmes que l'AS Cannes « recevra » Monaco.

Lorsque les résultats ne sont pas à la hauteur de ses espérances, le monde du football a l'habitude de jouer une petite musique bien à lui. Il choisit la valse, sans doute parce que c'est la danse qui convient le mieux aux entraîneurs. Et à Cannes, ville de spectacles, on n'ignore pas que la valse a trois temps. En moins de trois semaines, le club aura connu trois entraîneurs successifs. Le 1er octobre, au lendemain de la défaite à domicile contre Nice, Safet Susic est remercié, après quinze mois de travail. On lui reproche les mauvais résultats et son manque de charisme pour animer le groupe. William Ayache, joueur dont le Bosniaque avait décidé de se passer depuis de longs mois, est appelé pour le remplacer. L'expérience fait long feu. L'ancien défenseur international démissionne car on refuse ses exigences : l'engagement d'un libero et une prolongation d'une année de son contrat en cas de maintien en première division. Guy Lacombe, responsable du centre de formation depuis six ans, est finalement nommé le 18 octobre.

Ces dernières péripéties ont fini de ternir l'image d'un club déjà victime de ses soubresauts sportifs et financiers ces dernières années. Surprenante quatrième du championnat de France en 1991, l'équipe avait ensuite dégringolé dans les profondeurs du classement, puis échoué piteusement en deuxième division. C'était l'époque de l'opulence : le « petit club » de Cannes avait grossi bien vite et s'était bercé, lui aussi, des rêves de nantis. Avec un budget de 130 millions de francs – le cinquième de France – et des joueurs vedettes comme le Croate Asanovic, le Camerounais Omam-Biyik, le Suédois Ekström ou Luis Fernandez, Cannes jouait les parvenus. Le nouveau maire (PR), Michel Mouillot, signait des rallonges, trouvait de nouveaux sponsors. Le club vivait au-dessus de ses moyens. Il fallut réviser les ambitions. Cette saison, le budget est de 50 millions.

BIZARRERIES ADMINISTRATIVES

A Cannes, il n'y a pas de grandes industries sur lesquelles s'appuyer. Pour survivre, le club s'est tourné vers la mairie et s'est transformé en société d'économie mixte sportive dont Michel Mouillot est le président, ès qualités, du conseil de surveillance. Il veille sur les finances, pour éviter *« les dérapages et les folies »* du passé.

Safet Susic et William Ayache sont au moins d'accord sur une chose : ils ont perdu leur poste pour des raisons extra-sportives. Susic met en cause la mairie, Ayache désigne les dirigeants *« qui se renvoient sans cesse la balle, sans jamais prendre de décision »*. L'AS Cannes peut faire songer à l'armée mexicaine. Dans les statuts, un directoire de sept membres, présidé par Francis Borelli, est à la tête du club depuis trois ans. *« Un garde-fou collégial qui fonctionne à merveille*, dit Francis Borelli. L'ancien président du Paris-SG affirme avoir pris son parti des bizarreries administratives qui font qu'il a *« beaucoup de responsabilités, de devoirs, mais peu de droits »*.

A Paris en semaine, pour ses affaires, il ne rejoint Cannes que les jours de matches ou d'importantes réunions, en *« ambassadeur »* plus qu'en président actif. Comme un symbole, il a été tenu à l'écart des négociations avec le Milan AC pour le transfert en Italie de Patrick Vieira, tout juste dix-neuf ans et encore stagiaire à Cannes (*Le Monde* du 22 septembre). L'affaire a été menée par Patrice Recroix, le vice-président, qui, lui, a la signature du club.

Ce transfert, qui a fait beaucoup de bruit dans le football français, va rapporter 25,5 millions de francs à l'AS Cannes. Pour les supporteurs, sur la Croisette, c'est surtout le meilleur élément de l'équipe qui s'en va à son tour, et qui ne sera pas remplacé. Comme Zidane, Durix, Delmotte ou Ratschge, *« vendus pour remplir les caisses d'incapables »*, entend-on en ville. *« Le public ici a été gâté*, conclut Guy Lacombe. *Il a vu débuter de très grands joueurs. Aujourd'hui, il doit se montrer plus conciliant. »*

Stéphane Joby

Panathinaïkos chute à Aalborg

Le club danois d'Aalborg a battu, mercredi 25 octobre sur son terrain, les Grecs du Panathinaïkos (2-1) dans un match en retard du groupe A de la Ligue des champions. C'est le premier succès des joueurs semi-professionnels de Sepp Piontek dans cette compétition. Ils l'ont obtenu sur le fil, à quinze secondes de la fin de la rencontre, sur un but du milieu de terrain Madsen.

La victoire surprenante d'Aalborg, invité de dernière minute de la compétition après l'exclusion du Dinamo Kiev pour tentative de corruption, relance du même coup le jeu des qualifications dans le groupe. Panathinaïkos (six points) conserve la première place, devant Porto et le FC Nantes (quatre points), suivis de l'équipe danoise (trois points). Le 1er novembre, les Nantais joueront à Aalborg.

Didier Auriol a été disqualifié au Rallye de Catalogne

LE PILOTE français Didier Auriol a été disqualifié, mercredi 25 octobre, par les commissaires, après l'arrivée du Rallye de Catalogne. Le moteur de sa Toyota a été jugé non conforme, en raison de la taille des brides d'admission du turbo. Le champion du monde perd ainsi les dix points que lui valaient sa quatrième place dans l'épreuve. Avec cinquante et un points, Didier Auriol ne pourrait conserver son titre qu'en cas de victoire au Rallye de Grande-Bretagne, le dernier de la saison, et à condition que l'Espagnol Carlos Sainz et l'Ecossais Colin McRae soient absents du classement.

Ces deux pilotes ont pris les premières places du Rallye de Catalogne. En tête à l'issue des dernières épreuves spéciales, Colin McRae a dû laisser la victoire à Carlos Sainz en se présentant en retard au dernier contrôle. L'équipe Subaru, à laquelle appartiennent les deux pilotes, et qui prend la tête du championnat du monde des constructeurs, a ainsi sanctionné l'Ecossais pour ne pas avoir respecté les consignes de course. – (*AFP.*)

■ **TENNIS : Steffi Graf verse 20 millions de marks au fisc allemand** pour rembourser les sommes que son père et elle sont soupçonnés d'avoir détournées (*Le Monde* du 11 octobre). L'avocat de la championne allemande a précisé que ces sommes, équivalant à 70 millions de francs, avaient été collectées sur les comptes de Steffi Graf à l'étranger. Le père de la joueuse de tennis, Peter Graf, cinquante-sept ans, est en détention préventive à Mannheim depuis le mois d'août. C'est lui qui gérait la fortune de la numéro un mondiale. – (*Reuter.*)

■ **HOCKEY SUR GLACE : la France s'est inclinée contre le Canada** (3-6) à l'occasion du deuxième match amical entre les deux équipes, mercredi 25 octobre à Boulogne-Billancourt. Les Français s'étaient imposés, lundi 23 octobre à Bordeaux (3-2).

■ **FOOTBALL : Auxerre-Lens et Guingamp-PSG** seront les affiches des 16e de finale de la Coupe de la Ligue, qui seront joués le 13 décembre sur un seul match. Le tirage au sort, mercredi 25 octobre, a décidé de quatre autres rencontres entre clubs de division 1 : Bordeaux-Saint-Etienne, Montpellier-Nantes, Nice-Monaco et Martigues-Cannes. Les autres rencontres seront Metz (D 1)-Dunkerque (D 2), Gueugnon (D 1)-Nancy (D 2), Amiens (D 2)-Strasbourg (D 1), Angers (D 2)-Lyon (D 1), Lille (D 1)-Caen (D 2) et Rennes (D 1)-Louhans-Cuiseaux (D 2), Mulhouse (D 2)-Niort (D 2), Red Star (D 2)-Lorient (D 2) et Marseille (D 2)-Châteauroux (D 2).

■ **RUGBY : les All Blacks ont surclassé l'Italie (51-21)**, mercredi 25 octobre à Catane, pour le premier match de leur tournée en Europe. Privée de plusieurs titulaires, l'équipe italienne s'est contentée de colmater les brèches creusées par les incessantes attaques des Néo-Zélandais. Six essais ont récompensé cette domination. – (*AFP.*)

■ **La chaîne de télévision ITV acquiert les droits de retransmission** de la Coupe d'Europe des clubs de rugby. Encouragée par le succès de la Coupe du monde dont elle retransmettait les rencontres, la chaîne privée britannique aurait versé une somme estimée entre 15 et 20 millions de livres (environ 160 millions de francs) pour rendre compte pendant trois ans d'une compétition à laquelle ne participeront pourtant pas les clubs anglais et écossais durant la première année.– (*AFP.*)

■ **BOXE : un hommage à Marcel Cerdan** sera rendu par la ville de Perpignan, samedi 28 et dimanche 29 octobre. Inhumée jusque-là au Maroc, la dépouille mortelle du champion, tué dans un accident d'avion en 1949, repose depuis le printemps à Perpignan. Son épouse et ses trois fils ont souhaité que l'inhumation définitive du « Bombardier marocain » dans le cimetière sud de la cité catalane fasse l'objet de manifestations à la hauteur de ce sportif d'exception. Jean-Paul Alduy, maire (CDS) de Perpignan, a obtenu, non sans débat avec l'opposition municipale, qu'une subvention de 110 000 francs soit consacrée à l'organisation de ces manifestations proposées par l'association Souvenir de Marcel Cerdan. – (*Corresp.*)

La Chine se découvre un Tour cycliste

LE MOT « TOUR », pour les organisateurs comme pour les coureurs, reste symbolique. Malgré son appelation, le « Tour » de Chine, qui part le jeudi 26 octobre, se contente pourtant de visiter l'est du pays en un mini-périple entre Hongkong et Pékin, *via* Shanghaï.


CYCLISME

La plus longue étape ? 145 kilomètres autour de Guangzhou, le 28 octobre. La plus spectaculaire aura lieu le 4 novembre, 132 kilomètres de Huairou à la Grande Muraille, et sera suivie, le lendemain, d'un contre-la-montre de 25 kilomètres à Pékin.

Les organisateurs avaient vu beaucoup plus grand mais les choses en sont allées autrement : *« Différences culturelles, linguistiques et... politiques »*, assurent-ils. Dans les imaginations et les premières négociations, les ambitions sont grandes. Pour parfaire la candidature de Pékin pour les Jeux olympiques de l'an 2000, le pays avait multiplié les entreprises d'ouverture sportive. Depuis 1993, l'Association des joueurs professionnels de tennis a installé un tournoi dans la capitale chinoise, dont l'ambassadeur est l'Américain Michael Chang. Pour trouver de l'argent, les autorités chinoises n'ont pas hésité à contourner l'interdiction de financement d'événements par les cigarettiers. Au sponsor, une marque américaine, ils ont accordé une dérogation de dix ans. Un autre cigarettier est actuellement en négociations pour financer un tournoi de golf. Le privilège a déjà été consenti à la Compagnie des tabacs britanniques et américains pour organiser le Tour de Chine.

L'idée ne manque pas de piquant dans un pays où la bicyclette est reine. Dans l'effort d'ouverture vers le reste du monde sportif, les Chinois entendent découvrir la petite reine à une échelle plus athlétique et envisagent, pourquoi pas, de venir un jour grossir les rangs des pelotons des critériums et du Tour de France, considéré comme la référence absolue.

> Un mini-périple entre Hongkong et Pékin, via Shanghaï

Le tracé originel du Tour de Chine est long de 1 500 kilomètres et s'enfonce un peu plus dans le pays. L'immensité des terres n'a pas fait peur. On prévoit de longs transferts par avion. *« Tous les jours, les atermoiements et les résistances l'ont peu à peu rétréci »*, dit Steve Brunner. Pour le directeur de la communication de l'épreuve, le parcours ne peut que s'agrandir. Sa compagnie, il est vrai, a mis beaucoup d'argent dans l'aventure : 200 000 dollars de prix (1 million de francs, environ) seront distribués aux vainqueurs, faisant du Tour de Chine la cinquième épreuve cycliste la mieux rétribuée après le Tour de France, le Tour DuPont, le Tour d'Italie et le Tour d'Espagne.

Attrait du gain ou désirs d'exotisme, neuf équipes professionnelles de sept coureurs doivent prendre le départ. Parmi elles, la française Castorama, qui compte l'Italien et double champion du monde sur route Gianni Bugno, ou encore l'un des grands sprinters du moments, l'Ouzbek Djamolidine Abdoujaparov. A ces pros vont se mêler des amateurs, et surtout une équipe chinoise. Celle-ci n'entend pas se mesurer aux grands. Les coureurs nationaux espèrent simplement une meilleure reconnaissance de leur sport, dans un pays où la bicyclette est toujours considérée comme un moyen de transport. Avant même le départ de l'épreuve, les amateurs ont déjà gagné. En Chine, des petits clubs voient peu à peu le jour.

Bénédicte Mathieu

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

RALLYE DE CATALOGNE

Classement final : 1. C. Sainz (Esp./Subaru) ; 2. C. McRae (G.-B./Subaru), à 51 s ; 3. P. Liatti (Ita./Subaru), à 1 min 58 s ; 4. F. Delecour (Fra./Ford), à 2 min 40 s ; 5. A. Aghini (Ita./Mitsubishi), à 2 min 54 s.

Championnat du monde des pilotes : 1. C. Sainz (Esp.), 70 pts ; 2. C. McRae (G.-B.), 70 ; 3. J. Kankkunen (Fin.), 62 ; 4. D. Auriol (Fra.), 51 ; 5. K. Eriksson (Sué.), 48.

BASKET-BALL

COUPE KORAC

3e tour préliminaire

Matches aller

Villeurbanne (Fra.) b. Maribor (Slo.) 103 à 96.
Fenerbahce Istanbul (Tur.) b. JDA Dijon (Fra.) 72 à 69.

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS :

1er tour aller

Groupe B

Cibona Zagreb (Cro.) b. Benfica Lisbonne (Por.) 79 à 65

FOOTBALL

COUPE D'ITALIE

8e de finale

Fiorenzuola (D3)-Inter Milan (D1)	1-2
Udinese (D1)-Lazio Rome (D1)	0-1
Lecce (D3)-Fiorentina (D1)	0-5
Cagliari (D1)-Sampdoria Gênes (D1)	2-1
Forli (D2)-Milan AC (D1)	0-2
Palerme (D2)-Vicence (D1)	1-0
Atalanta Bergame (D1)-Juventus Turin (D1)	1-0

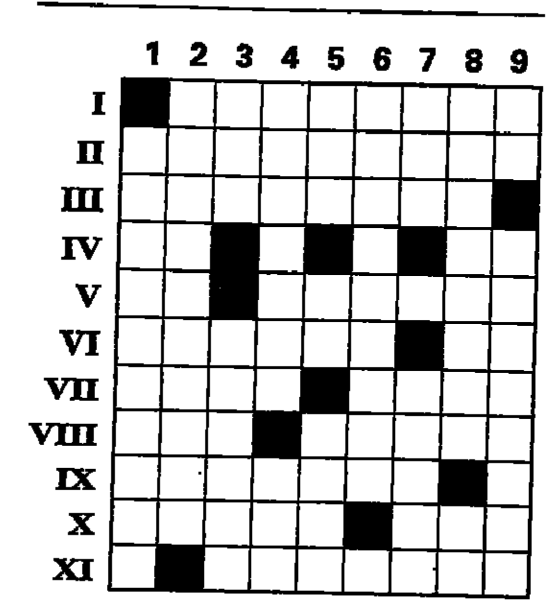
RUGBY

TOURNÉE DES ALL BLACKS

Nouvelle-Zélande b. Italie A	51-21

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6679



HORIZONTALEMENT

I. Pas droit, ni rond ni carré. – II. Peut servir de remise. – III. Qui peuvent nous faire la leçon. – IV. Pronom. Un peu d'espoir. – V. En exil. Qui s'impose. – VI. Pouvait faire l'objet d'une lettre. Un peu de salade. – VII. Civil quand on fait une déclaration. Un hameau aux Antilles. – VIII. Bâtiment ancien. Très prudent. – IX. Les grands nettoyages. – X. Un symbole de la mort. Celui des jésuites, c'est du houx. – XI. Tamisées.

VERTICALEMENT

1. Quand il y en a, c'est qu'on n'a pas bien emballé. – 2. Spécialiste du cinéma. – 3. Qui pourra avoir du mal à passer. Habitaient une partie de l'Afrique. – 4. On y signa des traités. Ville du Nigeria. – 5. Fait la belote avec sa dame. Terme musical. Qui ne sont pas nés d'hier. – 6. Qui peut caler. – 7. Circule à l'étranger. C'est généralement sa tête qui passe le plus facilement. – 8. Pas raisonnables. Interjection. – 9. Symbole. Il en fallait beaucoup pour avoir du talent.

SOLUTION DU N° 6678

HORIZONTALEMENT

I. Spirites. – II. Râleuses. – III. Oranger. – IV. Uriage. Ci. – V. Lés. Mat. – VI. Iseran. – VII. Martre. At. – VIII. Er. Rigole. – IX. Nabi. Imam. – X. Tsunami. – XI. Se. Guêtre.

VERTICALEMENT

1. Roulements. – 2. Sarre. Arasé. – 3. Plaisir. Bu. – 4. Iéna. String. – 5. Ruggieri. Au. – 6. Isée. Régime. – 7. Ter. Ma. Omit. – 8. Es. Canala. – 9. Lit. Tempe.

Guy Brouty

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde*. 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex.

PRINTED IN FRANCE. 1994

Le Monde PUBLICITÉ — Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

PARIS EN VISITE

Samedi 28 octobre

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **LE CHÂTEAU DE VINCENNES** (37 F + prix d'entrée), 11 heures, sortie du métro Château-de-Vincennes, côté château (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).

■ **MONTPARNASSE** : évocation des artistes des Années folles (40 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Raspail (Emilie de Langlade).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : la sculpture des pays du Nord (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 ; la peinture française du XVIII[e] siècle (33 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux) ; l'aile Richelieu (50 F + prix d'entrée), 15 h 20, sortie du métro Palais-Royal, côté place Colette (Claude Marti).

■ **MUSÉE D'ORSAY** : exposition « Chefs-d'oeuvre de la Ny Carlsberg Glyptotek de Copenhague », 11 h 45 (50 F + prix d'entrée), 1, rue de Bellechasse, devant l'éléphant (Odyssée) ; 14 h 30 (34 F + prix d'entrée) (Musées nationaux).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (34 F + prix d'entrée) : les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des Abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE** (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

■ **DES HALLES** au Palais-Royal, sur les traces de Molière (55 F), 14 h 30, parvis de l'église Saint-Eustache, côté rue du Jour (Frédérique Jannel).

■ **LE MARAIS** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Institut culturel de Paris).

■ **LE MUSÉE MAILLOL** (55 F), 14 h 30, 61, rue de Grenelle (Europ explo).

■ **LA PAGODE DU BOIS DE VINCENNES** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, porte Dorée, devant le café Les Cascades (Christine Merle).

■ **LE VIEUX VILLAGE DE BELLEVILLE** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Jourdain (Europ explo).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Regional Airlines a été élue compagnie de l'année par l'Association des compagnies européennes régionales, qui regroupe cinquante-trois compagnies dans vingt-quatre pays. Basée à Nantes, Regional Airlines exploite plus de cent vingt vols quotidiens sur soixante-cinq lignes régulières. La compagnie vient de conclure un accord de partenariat avec Portugalia pour une desserte conjointe de la liaison Madrid-Porto. – *(AFP.)*

■ **MÉDITERRANÉE.** La Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) mettra en service, en avril 1996, un navire transbordeur entre Marseille et la Corse. Long de 172 mètres le *Napoléon-Bonaparte* pourra transporter 2 462 passagers et 708 voitures. Il sera équipé de quatre restaurants, d'un centre de conférences, d'une salle de spectacles, de trois solariums, d'une piscine et d'un chenil de cinquante-cinq niches. La SNCM envisage de proposer, dès 1997, des croisières de un à sept jours en Méditerranée à bord de ce bateau actuellement en construction aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. – *(AFP.)*

La qualité de l'air

Indice de pollution

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

La naissance de l'ONU

L'ORGANISATION des Nations unies, comme nous l'annoncions hier, vient d'entrer en vigueur, conformément à la déclaration de San Francisco. Celle-ci prévoyait en effet que la nouvelle Société des nations naîtrait dès que vingt-neuf nations auraient ratifié officiellement la charte. Ce chiffre a été atteint le 24 octobre à la suite de l'adhésion de l'URSS, de la Russie Blanche et de l'Ukraine.

« La charte fait désormais partie de la loi internationale », a déclaré M. Byrnes, secrétaire d'Etat américain. Et M. Stettinius, représentant américain auprès de la nouvelle organisation, a affirmé que le peuple américain était prêt *« à donner son appui entier aux Nations unies pour amener la réalisation de notre idéal commun reflété dans la construction d'un monde meilleur »*.

L'opinion, en France comme ailleurs, accueillera cette nouvelle avec un certain scepticisme. L'échec de la Société des nations l'a profondément désabusée. Les débats de San Francisco ont révélé des désaccords sérieux entre les grandes puissances. La charte a été rédigée de manière à leur confier le rôle d'arbitres. Elles ne peuvent jouer ce rôle qu'à condition de s'entendre. Or les discussions de Londres et d'ailleurs ont déjà montré que cette entente était difficile.

Faudrait-il en conclure que l'Organisation des Nations unies ne débute pas sous de meilleurs auspices que celle qui l'a précédée ? Les Américains font preuve d'optimisme : serait-ce simplement parce qu'ils sont optimistes par nature, comme les peuples forts, et qu'ils sont les initiateurs des Nations unies, alors qu'ils étaient absents de Genève ? Au surplus, le siège de l'organisation sera chez eux.

(27 octobre 1945.)

MÉTÉOROLOGIE

A la suite de mouvements sociaux à Météo-France, nous sommes dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Nuages au Nord-Ouest

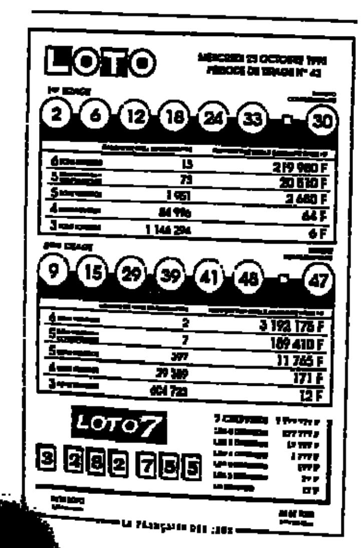
LE CHAMP de hautes pressions sur l'Europe connaît une faiblesse temporaire sur la France, laissant passer une perturbation peu active sur le Nord-Ouest. Les vents de sud-ouest maintiennent les températures à un niveau élevé pour la saison.

Vendredi, les régions situées de la Bretagne et des Pays de la Loire à l'Ile-de-France et à la frontière belge subiront de nombreux passages nuageux accompagnés d'ondées locales. Du Bassin aquitain aux régions de l'Est et au littoral méditerranéen, de belles éclaircies se dessineront en cours de journée, après la dissipation des bancs de brouillard présents dans les vallées de l'Est le matin, ainsi que des entrées maritimes apportées par le vent *maris* sur le Languedoc.

Les températures minimales s'échelonneront entre 8 et 16 degrés du nord au sud. Les maximales varieront entre 16 et 22 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

JEUX



VENTES

La Pompadour mécène

LA MARQUISE de Pompadour, dont l'histoire conserve un souvenir léger, fut un des grands mécènes de son temps. Les arts décoratifs du XVIII[e] siècle gardent son empreinte dans de nombreux domaines. Devenue la maîtresse officielle de Louis XV en 1745, elle se montra l'une des principales adversaires du style rocaille (appelé faussement Pompadour), et poussa le roi à devenir le commanditaire de la manufacture de Vincennes, plus tard transférée à Sèvres, où les céramistes cherchaient à percer le secret de la porcelaine. En son honneur, il baptisèrent « rose pompadour » une des plus jolies couleurs de leur palette. Bibliophile, cette dame qui avait fréquenté les salons de M[me] de Tencin et de M[me] de Geoffrin avait la réputation de lire les livres qu'elle possédait : sa bibliothèque comportait plus de trois mille cinq cents volumes, dont *L'Encyclopédie*, qu'elle soutint sans faille. Disposant à Paris de l'hôtel d'Evreux (devenu le palais de l'Elysée), elle avait la passion de la décoration et se plut à meubler ses nombreuses résidences. En 1752, elle commanda pour son ébéniste, Jean-François Œben, un chargement entier de billes d'acajou, un bois au grain très serré d'une densité inconnue en France, valant environ deux fois celle du chêne et trois fois celle des bois fruitiers.

Avec l'esprit novateur qui le caractérise, Œben va traiter certains meubles en massif dans un style sobre qui consomme la rupture avec les galbes rocaille et annonce le prochain glissement vers les lignes droites. Appelé à l'époque « à la grecque » (transition, bien plus tard), ce style, qui mélange avec harmonie les éléments Louis XV et Louis XVI, a été inspiré par l'exploration systématique des ruines de Pompéi et d'Herculanum, commencée vers 1750.

Une paire de commodes transition, tirées par Œben de cette cargaison d'acajou, sera mise en vente à Drouot. A ce jour, elle est la seule dont on puisse attribuer la commande et l'appartenance à M[me] de Pompadour. De forme saule, c'est-à-dire les tiroirs posés sur des pieds assez hauts, elle présente deux vantaux de part et d'autre d'un ressaut central (sorte d'avancée qui orne la façade de nombreux meubles néoclassiques), lui-même divisé en trois tiroirs. Des bronzes d'une discrétion exemplaire soulignent la patine chaude de l'acajou : poignées de tirage concentriques à anneau mobile, sabots rocaille (des *« chaussons »*, selon les registres du marchand Lazare-Duvaux qui les négocia) enserrant la base des pieds encore galbés.

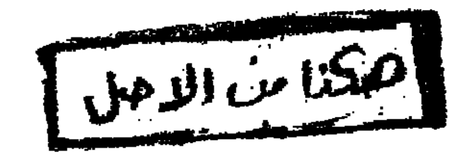
Estampillées Œben, qui a attaché son nom à des meubles en acajou d'une qualité exceptionnelle, ces commodes sont estimées 1,5 million de francs. D'après l'inventaire dressé après la mort de la marquise en 1764, elles faisaient partie des soixante-deux meubles en acajou dénombrés dans ses résidences et valaient 400 louis chacune.

A côté de ces vedettes, d'autres meubles et objets d'art du XVIII[e] siècle figurent dans la même vente : une paire de chenêts en bronze et fer de la fin de l'époque Louis XIV (entre 12 000 et 15 000 francs), une commode du début de la Régence à façade plate (20 000 -25 000 francs), une armoire de mariage bourgui gnonne en chêne sculpté (18 000 -20 000 francs).

Catherine Bedel

★ **Drouot-Richelieu, samedi 4 novembre, exposition la veille. Etude Comette de Saint-Cyr, 44, avenue Kléber, 75016 Paris. Tél. : 47-27-11-24. Expert : Laurent-Adrien Asselineau, 17, rue de l'Annonciation. 75016 Paris. Tél. : 42-24-42-13.**

★ **Foires et Salons : Paris Espace Champerret, 26 octobre- 5 novembre ; Quiberon, Saint-Palais (64), 27-29 octobre ; Cahors, 27-30 octobre ; Paris, rue des Martyrs, Cognac, Semur-en-Auxois, Montélimar, Saint-Dié, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Chenoise (77) et Galgon (33), 28-29 octobre ; Tours, Pithiviers, Alençon (61), 28-30 octobre ; Le Touquet, Cabourg, Deauville et Fayence, 28 octobre-1[er] novembre.**



CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 27 OCTOBRE 1995

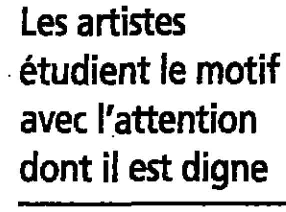
INVENTAIRE Voici une exposition qui fera parler. Plusieurs centaines d'œuvres, peintures, sculptures, dessins, photographies, vidéos sur un thème, un seul : le sexe. Celui de l'homme et celui de la femme qui ont envahi le centre Georges-Pompidou, sous toutes leurs formes et dans tous leurs états ● LE SOUS-TITRE « le sexe de l'art », dit sans dire de quoi il s'agit. Il n'est pas tant question des rapports du sexe et de l'art que de la représentation figurative et de la mise en scène des sexes d'hommes et de femmes, présentés ici de la manière la plus exhaustive possible ● EST RASSEMBLÉE la plus complète et la plus diverse collection d'œuvres contemporaines sur ce thème : Duchamp, Brancusi, Man Ray, Louise Bourgeois, Andy Warhol, Picasso, Bruce Nauman : les plus grandes figures de l'art du XX[e] siècle sont présentes, sans fard ni hypocrisie.

Comment le sexe entra dans l'art, et ce qu'il en advint

Le Centre Georges-Pompidou présente « Féminin-Masculin ». L'exposition procède au recensement des œuvres plastiques du XX[e] siècle qui figurent les sexes et leurs emplois. Ce désir encyclopédique laisse pourtant de côté la sublimation

FÉMININ-MASCULIN. Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie (5[e] étage) et Forum, place Georges-Pompidou, Paris 4[e]. M[e] Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 février 1996.

C'est d'abord une question d'article défini, de singulier et de pluriel. « Le sexe de l'art » dit le sous-titre de l'exposition, juste en dessous de « Féminin-Masculin », pas « le sexe dans l'art ». L'art a donc un sexe. Ce singulier est étrange. Il se pourrait qu'il en ait deux. Mais « le », article défini, a naturellement le mérite de la généralité. Le sexe, c'est tout le sexe, donc deux – au moins. De même pour « l'art », tous les arts, peinture, sculpture, dessin, photo, gravure, cinéma. Deuxième observation de langue : annoncer « le sexe de l'art », ce n'est pas étudier l'art – ou les arts – du sexe, autrement dit l'art de représenter les organes sexuels féminins et masculins et les différentes manières de s'en servir dans la civilisation occidentale. Pour autant, il n'y a guère que cela à voir dans les salles, des coïts, des phallus, des vagins. Autre remarque encore : deux mots dangereux, parce que malaisés à définir, sont ici prudemment évités, érotisme et pornographie. Pour autant, l'exposition n'en est pas moins tantôt érotique, tantôt pornographique. Elle oscille entre plusieurs sortes de lyrisme et plusieurs types de réalisme.



Les artistes étudient le motif avec l'attention dont il est digne

Pourquoi ces questions de vocabulaire ? Parce que le choix des mots, que l'on ne peut croire hasardeux, signale assez bien les caractères majeurs de « Féminin-Masculin ». L'exposition se veut générale et aspire à l'exhaustivité. Par ailleurs, elle repose sur des principes qui n'ont pas la limpidité que le titre, joliment lapidaire, donne à espérer.

Désir encyclopédique donc. Les commissaires, Marie-Laure Bernadac et Bernard Marcadé, ont travaillé en historiens et rassemblé la plus complète et la plus diverse série d'œuvres du XX[e] siècle figurant les deux sexes et leurs usages. S'approvisionnant dans des collections publiques et privées, ils ont réuni un inventaire d'une remarquable richesse et, mérite non moins grand, l'ont disposé avec élégance. Un vaste plateau de bois porte juxtaposées des sculptures de Picasso, Lachaise, Brancusi et Louise Bourgeois, les unes phalliques, les autres féminines, bronzes, bois, marbres mêlés, et ces pièces s'entendent fort bien. Elles lient connaissance, elles flirtent, elles font mine de danser.

Les cabinets de dessins et gravures ne sont pas moins réussis. La distribution est, il est vrai, luxueuse. Ainsi du thème du baiser : il y a là Brancusi – évidemment –, Picabia, une suite prodigieuse de dessins de Picasso qui n'avaient guère été montrés jusqu'ici et des photographies de Man Ray que la décence empêche de décrire. Les créatures anthropomorphiques et sexuées de Brauner ne sont pas loin, ni les images de Bellmer, ni les Masson, ni les Giacometti, juste hommage à l'érotisme surréaliste, pour lequel ont été choisies les meilleures pièces des artistes, sans fausse note. L'hommage à Dada, autrement dit à Duchamp et à Picabia, est tout aussi nourri.

La démonstration historique ne souffre pas contestation. Elle établit – elle vérifie plutôt – que l'entre-deux-guerres a été le moment où, après censures et atermoiements, la représentation des sexes dans leur vérité la plus simple est devenue possible. Jusque-là, hors l'exception glorieuse de *L'Origine du monde*, de Courbet, ces sujets étaient réservés aux illustrateurs de livres « spéciaux » et aux produteurs d'images licencieuses. Le XIX[e] siècle avait eu le plus grand mal à tolérer l'exhibition des dessous d'Emma Bovary – une femme perdue –, la nudité d'*Olympia*, de Manet et celle des *Grandes Baigneuses*, de Cézanne. Il avait feint d'ignorer Sade, dont Flaubert cependant recommandait la lecture à ses correspondants. Vers 1930, la question est réglée. Quand bien même il se trouve alors – comme aujourd'hui – des regards puritains que quelques fourrures offusquent, les artistes étudient le motif avec l'attention dont il est digne.

Par comparaison, bien des œuvres d'aujourd'hui manquent d'intensité. Elles ne découvrent plus, elles n'osent plus – il ne reste rien à oser –, elles récapitulent, elles répètent. Or, mus par leur scrupule d'exhaustivité, les commissaires n'ont pas épargné au visiteur la moindre image, le plus petit détail. Passe encore que, du surréalisme parisien, ils glissent à ses épigones, qui n'ont pas la vigueur de Brauner et de Giacometti. Mais qu'ils s'engluent ensuite dans des énumérations ennuyeuses, ce défaut est plus grave. Travestis, onanisme, rituels sado-maso, *bondage*, plaisirs de groupe et plaisir solitaire ont fourni matière à des images et des objets dont l'auteur se met volontiers en scène. Il y a là beaucoup de photographies, souvent en couleur et de grande taille, mais qui n'ont pas toutes la violence froide des clichés de Cindy Sherman ou la force poétique des paysages féminins de Polke. D'un côté Picabia, Masson, Duchamp, Brancusi, Picasso, Magritte. De l'autre Hybert, Gette, Othoniel, Sophie Calle, Annette Messager. La partie est trop inégale. Sans doute quelques engouements ont-ils valu, ou valent-ils encore, une notoriété à ces derniers. Mais leurs œuvres, imprudemment présentées à proximité de leurs prédécesseurs, ne résistent pas. Face aux modelages de Louise Bourgeois, la balançoire-pal à deux pointes de Fabrice Hybert ne peut passer que pour une plaisanterie dont un instant suffit à épuiser l'intérêt. Les collections d'Annette Messager ont peine à remplir l'espace dans lequel d'autres se déploient avec tant d'aisance.

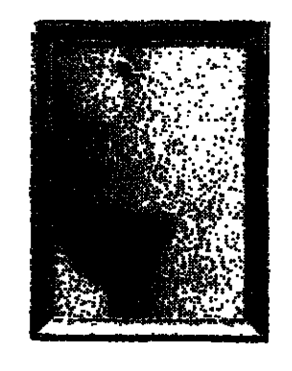
Le parallèle est injuste ? Assurément. Mais il est imposé par l'exposition, qui ne craint pas de suggérer impérieusement des égalités auxquelles il n'est pas possible de croire. Le sentiment de déjà-vu est trop fort, et quand Richard Baquié parodie Duchamp, il ne se hisse pas au-dessus de la citation. A l'inverse, dans cette section, des œuvres se distinguent, non point par leur audace – ce n'est plus possible –, mais par la force, peut-être sexuelle, de leur exécution. Bruce Nauman, Andy Warhol, Eric Fischl, Sigmar Polke, Cindy Sherman, Vincent Corpet, Marlène Dumas : ceux-ci sont à leur place. Parce qu'ils ont peint, dessiné, lithographié, photographié des sexes ? Non point, ce serait trop simple. Ils sont à leur place parce que la manière dont ils ont, explicitement ou implicitement, figuré phallus et vulves est à la mesure du sujet ; parce que la violence des appétits et celle, non moins intense, des nausées passe dans l'œuvre même, dans sa matière, dans sa substance – si l'on peut dire, dans sa chair.

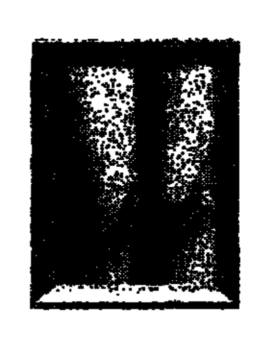
C'est là la faiblesse de Féminimasculin. Le sexe de l'art, la part sexuelle de l'art, ne s'avère-t-elle que par l'exhibition, plus ou moins détaillée, d'une étreinte ? La sexualité ne révèle-t-elle sa présence que par ce moyen ? Sûrement pas. Le sexe est dans l'œuvre de bien des façons subtiles, selon une mécanique qu'il peut être simple d'appeler sublimation. Or, de celle-ci, de son histoire, de ses apothéoses, l'exposition n'apprend que fort peu de choses. Elle préfère faire la part belle, trop belle, à l'imagerie, à des productions qui se limitent à ce qu'elles montrent, sans considérer le comment. Or le comment – faut-il le rappeler ? – est décisif. Les aquarelles de Picabia et les encres de Dix ont conservé leur efficacité parce que les traits, la construction, les couleurs, leur fluidité ou leur épaisseur, la dureté ou la mollesse des lignes sont – bien plus que le motif lui-même – du sexe dans de l'art. Même observation à propos des huiles tardives et déchaînées de Picasso, des vidéos de Nauman, d'une toile de Pollock. En vérité, l'exposition n'est pas trop complète et trop longue, mais incomplète. Matisse, mais aussi Newman, Dufy, mais encore Kelly, n'auraient pas été déplacés dans cet immense congrès du plaisir. Leurs œuvres auraient suggéré que le sexe de l'art n'est pas où l'on croit, mais partout.

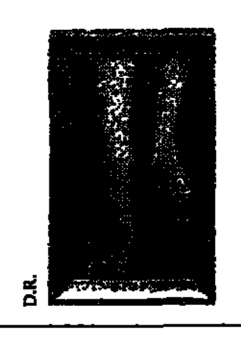
Philippe Dagen











D.R.

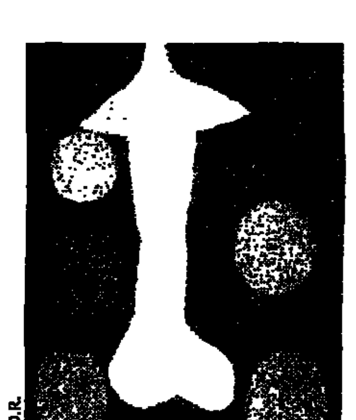
A gauche : René Magritte, « L'Evidence éternelle », 1930. A droite (de haut en bas) : Louise Bourgeois, « Fragile Goddess », 1970. Picasso, eau-forte, 1966. Francis Picabia, « Egoïsme », 1947-1950. Annette Messager, « Chimère », 1982.



D.R.



D.R.



D.R.



D.R.

La bottine de Karl Kraus

L'exposition réunissant plusieurs centaines d'œuvres, le catalogue est à proportion, épais et garni d'une iconographie proliférante. Il ne reproduit pas toutes les pièces qui figurent dans les salles et en montre d'autres, qui n'y sont pas, de Titien à Godard. L'écrit tient dans le volume une place réduite, mais ce regret s'oublie à la lecture du *Glossaire orienté*, imprimé sur papier rose, qu'a compilé Bernard Marcadé. Il se compose de citations élues pour leur franchise de ton. Dans cette anthologie, figurent deux aphorismes de Karl Kraus qui méritent considération. Un : *« C'est justement là la différence des sexes : les hommes ne se laissent pas toujours attraper par une petite bouche, mais les femmes sont toujours attrapées par un grand nez. »* Deux : *« Il n'y a pas d'être plus malheureux sous le soleil qu'un fétichiste qui languit après une bottine et qui doit se contenter d'une femme entière. »*

★ Gallimard/ Centre Georges Pompidou, 400 pages, 390 francs. Les illustrations que nous publions en sont tirées.

Dessins surréalistes, irrespect et belle humeur

DESSINS SURRÉALISTES : VISIONS ET TECHNIQUES, Cabinet d'art graphique, Centre Georges Pompidou, 75004 Paris ; tél : 42-77-12-33. Tlj sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 22 heures ; jusqu'au 27 novembre.

Parce qu'il va vite, parce qu'il est léger, parce qu'il se prête à toutes les expériences et exige – en apparence en tout cas – moins de savoir-faire et de méthode que la peinture, le dessin convenait aux surréalistes. Sur le papier, tout est permis, du crayonnage le plus commun aux collages de photographies et de gravures déchirées, du frottage au fumage, du pochoir à la tache. Là, sur la feuille blanche, peintres de formation et poètes autodidactes se rencontrent. Au moyen d'instruments peu coûteux ou improvisés, ils peuvent partir ensemble à la recherche du nouveau, au risque de ne trouver que le bizarre.

Au Cabinet d'art graphique, une exposition d'autant plus remarquable qu'elle révèle nombre d'œuvres méconnues fait l'inventaire des procédés et des collaborations. Elle rend de la sorte aux surréalistes un juste hommage et rappelle des noms que la gloire d'Ernst et de Miro, si légitime soit-elle, ne doit pas effacer. Oscar Dominguez, Victor Brauner – si largement représenté un étage au-dessus dans « Féminin-Masculin » –, Camille Bryen méritent d'être considérés pour eux-mêmes et non pas seulement comme les membres d'un courant, figurants d'une pièce dont Breton tiendrait le premier rôle.

« DÉCALCOMANIE »

Breton du reste ne s'y trompait pas, qui écrivit sur la plupart d'entre eux et se plaisait à tenter des expériences graphiques en leur compagnie. Il rédigea ainsi la recette de décalcomanie à la Dominguez : *« Etendez au moyen d'un large pinceau de la gouache noire, plus ou moins diluée par places, sur une feuille de papier blanc satiné que vous recouvrez aussitôt d'une feuille semblable sur laquelle vous exercez du revers de la main une pression moyenne. Soulevez sans hâte par son bord supérieur cette seconde feuille de la manière dont on procède pour la décalcomanie, quitte à la réappliquer et la soulever de nouveau jusqu'à séchage à peu près complet. »* Les taches ainsi obtenues sur la deuxième feuille suggèrent des apparitions. Bavures et coulures suscitent des paysages oniriques ou un *Lion-bicyclette*, selon une technique qui a souvent servi à Hugo. Du frottage d'un crayon sur une feuille posée sur une planche, une pierre, une plante séchée, naissent d'autres visions, que l'artiste précise ou brouille ensuite.

Dans cet exercice, Ernst a démontré sa dextérité. Masson préférait jouer avec le hasard d'un dessin *« automatique »* tracé par l'inconscient. A en juger par les résultats, l'inconscient de Masson était très doué, si doué que l'on a peine à croire au caractère absolument involontaire du travail.

Cette section de l'exposition, quoiqu'elle compte aussi de fort bons Brauner et des Giacometti de sa période la plus violente et la plus inventive n'est pas cependant celle qui intrigue le plus. Deux douzaines de cadavres exquis et une dizaine de dessins collectifs attirent le regard vers ce caractère propre du surréalisme : il se développe dans la plus étroite connivence des peintres et des écrivains. Evidence ? Il se peut. Mais cette évidence s'est perdue depuis.

COHÉRENCE

Passé les années 30, quel mouvement, quelle avant-garde repose sur une alliance si étroite ? Aucune. La spécialisation l'emporte. Quand d'aventure un auteur se risque à écrire sur des tableaux, il rend le plus souvent hommage à quelque maître d'autrefois. Mais, de relations transversales, de passages d'un art à l'autre, à plus forte raison d'une entente étroite et confiante, il ne reste que la mémoire – ces cadavres exquis que signaient ensemble Tanguy, Man Ray, Max Morise et Breton ou les mêmes et Miro, ou encore Breton, Tzara et Valentine Hugo. Le temps n'est plus de ces dessins collectifs où se côtoyaient Lam, Breton, Jacqueline Lamba, Dominguez et des anonymes, assemblages que leur style place sous le patronage de Picasso et des arts dits primitifs. A Marseille, en 1940 et 1941, les surréalistes réfugiés à la villa Air-Bel multiplièrent les jeux de ce genre, y adjoignant des collages photographiques ironiques.

Au-delà de leur réussite formelle, surprenante étant donnée la variété des mains et des sujets, importe donc l'idée de la cohérence entre les arts, cohérence qui se prouve par le mouvement, par l'envie de faire, par le mépris des catégories. En ce temps-là, d'après Breton, *« le non-conformisme absolu, l'irrespect le plus général, la plus belle humeur régnait. Le temps était au plaisir et rien autre. »* Chronique d'une époque en allée...

Ph.

Jean Dautremay amorce « L'Echange », la pièce détonante de Paul Claudel

Entrée brillante de la seconde version de l'œuvre au répertoire de la Comédie-Française

Par un de ces hasards sans vraies explications, la quatrième pièce de Paul Claudel n'était pas inscrite au répertoire de la Comédie-Française. Ecrit en 1893, alors qu'il était vice-consul dans une Amérique juste sortie des drames indiens, « L'Echange » a été repris par son auteur en 1951 afin d'affiner la caractérisation de ses personnages féminins et de s'affranchir de la tutelle des grands anciens, Eschyle et Racine.

L'ÉCHANGE, de Paul Claudel. Mise en scène : Jean Dautremay. Avec Claire Vernet, Muriel Mayette, Bruno Raffaelli et Eric Ruf.
COMÉDIE-FRANÇAISE, salle Richelieu, place Colette, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Jeudi 26, samedi 28 octobre, mercredi 1er novembre, samedi 4, à 20 h 30 ; les dimanches 29 octobre et dimanche 5, à 14 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 25 F à 175 F. Durée : 2 h 35. Jusqu'au 3 janvier 1996 en alternance.

L'Echange est presque un fait divers, l'histoire d'un homme de vingt ans qui se rompra le dos à trop vouloir aimer. C'est une histoire d'amour adolescente, celle d'un jeune Américain, Louis Laine (Eric Ruf), descendant en droite ligne des derniers Indiens Peaux-Rouges que l'histoire vient de vaincre dans les grandes plaines, avec une jeune femme française. Marthe (Muriel Mayette), qu'il a arrachée à son foyer français pour l'emmener sur le Nouveau Continent. C'est une histoire d'amour, celle du même jeune homme avec une démone, Lechy Elbernon (Claire Vernet), mi-actrice, mi-sorcière, mi-amante, mi-tueuse, femme de l'entre-deux-mondes qui le poussera à l'abîme. C'est une histoire d'argent, celle d'un dollar à l'orée de son pouvoir de droit divin dans les mains d'un capitaliste, Thomas Pollock Nageoire (Bruno Raffaelli), qui voudrait acheter la fuite de Louis, gardien de sa propriété de bord de mer, pour mieux posséder Marthe.

Si le détonateur de cette pièce-bombe est l'argent, sa substance explosive est la révolte, et sa conséquence, la sauvagerie. *L'Echange*, tel qu'on peut l'entendre dans la mise en scène remarquable de Jean Dautremay, est en résonance avec les peurs éternelles de nos sociétés dont on sait qu'elles ne manquent jamais de s'exacerber au frottement des fins de siècle. Il y a ceux qui sont jeunes et ceux qui ne le sont plus, les seconds prêts à tout, dans un marché faustien, pour racheter leurs années perdues ; il y a ceux qui ont de l'argent et ceux qui n'en ont pas, et le fossé est creusé entre eux qui conduit invariablement à des violences inouïes ; il y a là un jeune homme dont l'envie de vivre paraît inépuisable.

SOUS UN CIEL EFFONDRÉ

Mais cet homme n'est rien encore que son instinct ; il n'a rien appris. En épousant une jeune femme, son contraire, calme et posée, dépositaire de quelques-uns des secrets d'une vie possible, il a essayé de s'inventer un avenir raisonnable. Mais il porte en lui le jusqu'au-boutisme de l'enfance : un lyrisme juvénile le conduira à l'irréparable. Il mourra, en route vers nulle part, sous les ruades d'un cheval fou.

La pièce de Paul Claudel, ici dans sa seconde version datée de 1951, entre enfin au répertoire de la Comédie-Française. Par la grande porte. On le doit avant tout à un metteur en scène méconnu, Jean Dautremay, acteur de premier rang. Figure de la compagnie Vincent-Jourdheuil dans les années 70, invité permanent de Jacques Lassalle au Théâtre national de Strasbourg dans les années 80, il a rejoint la troupe de Molière en 1991 et signe ici sa deuxième mise en scène pour elle, un art auquel il s'est voué périodiquement mais jamais avec une telle assurance.

Il a choisi de collaborer avec le peintre Henri Cueco. Voilà longtemps que l'on n'avait vu un décor de théâtre aussi plastique, une œuvre d'art à lui seul. Au lever de rideau, on découvre une étendue sablée qui paraît s'élever vers la mer, fermée sur son flanc gauche par une falaise ocre dont les aspérités rappellent la trace des émeus dans les représentations aborigènes. Un rocher à l'avant-scène, une planche de bois brut, une digue presque ensevelie et, à droite, un curieux poteau d'acier gris, en fait l'axe le long duquel une nacelle ronde glissera pour introduire en scène Nageoire et son improbable compagne, Lechy. Au troisième acte, ce décor fauve sera entièrement recouvert d'un voile bleu nuit tandis que descendront des cintres des galaxies de ferrailles désarticulées, ciel effondré sur la misère des hommes. Splendide.

Dans ce « sanctuaire » dont Claudel a rêvé, Jean Dautremay conduit ses acteurs avec une précision, une imagination, certaines audaces qui permettent une compréhension sensible du texte. Au premier acte, une séquence virtuose s'ordonne autour de ce qui paraissait une inoffensive planche de bois. Posée sur la falaise, elle devient calvaire pour Louis, totem de ses danses indiennes, aiguille d'un cadran solaire improvisé, comptoir d'un commerce hypothétique, fléau d'une balance et plus tard balançoire... Précis d'anthologie !

UNE MINE D'INVENTIONS

Au commencement, le metteur en scène dénude son jeune héros, ce qui est toujours délicat au théâtre mais qui lui donne ici son caractère définitif, ange blond bientôt séduit par ses démons. Il y aurait beaucoup de petits gestes et de petites actions à décrire, à décortiquer car cette mise en scène est une mine d'inventions qui sont bien d'un acteur au service des siens. Si Claire Vernet, à contre-emploi, donne tout ce qu'elle sait sans pourtant atteindre à la vérité de son rôle, les trois autres surfent sur la poésie claudélienne, ses chausse-trappes syntaxiques, ses fausses banalités langagières, ses éclats lyriques, ses répétitions pernicieuses, avec conviction. Ils sont la chair irréprochable de ce drame contemporain.

Olivier Schmitt

La compagnie de Baryshnikov choisit la nouveauté et l'invention

« Un désir fou de contemporain » à l'Opéra-Comique

WHITE OAK DANCE PROJECT, de Mikhaïl Baryshnikov. Merce Cunningham, Twyla Tharp, Kraig Patterson, Dana Reitz, Joachim Schlömer (chorégraphes) ; Tudor, Takehisa Kosugi, John D. S. Adams, D'Arcy Philip Gray, Pergolèse, Schnittke (musiques) ; Aaron Copp, Jennifer Tipton, David Finn (lumières). Jusqu'au 29 octobre, 20 heures, dimanche, à 16 heures. Opéra-Comique, Paris. De 160 à 250 F. Tél. : 42-44-45-46.

Sur le plateau : Mikhaïl Baryshnikov, quarante-sept ans. Tout vêtu de blanc, cheveux blonds coupés à la garçonnet. Fait partie du quatuor des inégalés aux côtés de Noureev, Bruhn, Babilée. A la musique : des morceaux choisis de Pergolèse, joués en direct par cinq musiciens attachés au White Oak Dance Project, compagnie créée par l'étoile en 1990, quand il quitta la direction de l'American Ballet Theater. Twyla Tharp, américaine, une fan de la première heure, a écrit en 1993 un *Pergolesi*, un bijou clinquant, dans lequel elle a tout pensé en fonction du danseur. Il déambule, fait des petits pas, des révérences, s'élance pour des tours en l'air en torsion, fait semblant d'oublier son rôle, de se casser la figure. Bref, une sorte de *dancer digest* de tous les héros du répertoire qu'il incarna des centaines de fois. Très américain.

Du sur-mesure, certes, mais que le danseur exalte, sourire en coin. Accélérations et ralentis de fauve qui guette sa salle, la tient sous le charme. Les muscles sont affinés : *« J'ai peut-être trois, quatre kilos de moins. Je n'ai plus à faire de la musculation pour porter mes partenaires ! »*, disait-il avant l'ultime répétition. Son deuxième solo, *Unspoken Territory*, frôle l'inconscience. Vingt minutes de silence pendant lesquelles il est déguisé en jeune pharaon, enfermé dans sa pyramide éclairée par un puits de lumière. Un « cadeau » de la très minimaliste Dana Reitz. Parfois, il reste assis de dos ; parfois il s'allonge dans la pose du sphinx. Quel luxe ! Avoir Baryshnikov et le laisser immobile.

Mais il semble adorer ces contre-emplois. Il comprend qu'un chorégraphe contemporain tourne en dérision le classique, il en accepte le jeu : c'est ce risque qui l'excite. Il évite tous les pièges, retourne toutes les situations à son avantage. La salle crie « bravo ». *« Non, on ne vient pas uniquement pour moi, mais aussi pour la compagnie que j'ai créée. Nous fonctionnons uniquement sur l'argent des entrées, car nous ne recevons pas de subventions. On a écrit, à tort, que Howard Gilman était notre sponsor. Il met à notre disposition, et c'est déjà beaucoup, son domaine en Floride, le White Oak, qui a donné son nom à la compagnie. Ce lieu est parfaitement équipé pour la danse. Nous vivons entre la Floride et New York. Les danseurs ont des familles avec lesquelles ils veulent être. Moi-même j'ai trois enfants. »*

Baryshnikov n'a pas voulu d'une compagnie style « Baryshnikov et ses stars ». En cinq ans, après deux programmes boudés par la critique française, l'un en 1992 à Paris, l'autre en 1993 à Nantes, il revient avec des pièces difficiles, plus résolument contemporaines : *Signals*, de Cunningham, qui surprend le public par sa sévérité, est accompagné de deux chorégraphies commandées à des jeunes talents. L'un s'appelle Kraig Patterson. Il a composé *Make Like a Tree* sur une musique d'Alberto Ginastera. Une narration baroque, rituel de fécondité, mais aussi d'amour.

ÉLOGE DE LA DIFFÉRENCE

L'autre se nomme Joachim Schlömer, un Allemand, aujourd'hui à la tête de l'Opéra de Bâle. Son *Blue Heron* est un éloge de la différence. On y voit Baryshnikov bercé dans les bras athlétiques d'un de ses sculpturaux danseurs. *Suite in Olden Style* d'Alfred Schnittke semble avoir été composée tout exprès pour la danse et cette tendresse exprimée avec pudeur. La conclusion est belle : des filles en robes longues, des garçons en débardeurs noirs dansent un langage de mains et de doigts, prônant la tolérance.

Avoir le souci de présenter de telles pièces est la démarche d'un créateur qui a envie d'une vraie compagnie, pas d'un caprice de star. *« J'ai quitté mon pays parce que j'avais un désir fou de contemporain »*, explique-t-il. Après quelques tâtonnements, il cerne mieux ce qui convient à sa compagnie, à son propre désir. *« J'ai envie d'une chorégraphie de Meg Stuart »*, dit-il en parlant avec bonheur de cette nouvelle arrivée américaine, très intéressante il est vrai, plus connue en Europe qu'aux Etats-Unis. Les danseurs et danseuses de ce White Oak sont des personnalités : Patricia Lent, une « ancienne » de chez Cunningham, Raquel Aedo, Jamie Bishton, un physique de cinéma, Emmanuèle Phuon, une Franco-Cambodgienne, Keith Sabado, un étrange gabarit, David Porter, Vernon Scott ; Ruthlyn Salomons est parfaite, toujours pile juste.

Dominique Frétard

« Les Visiteurs » privés de sortie aux Etats-Unis

NEW YORK
correspondance

Annoncée en fanfare il y a près de deux ans, la version doublée des *Visiteurs* de Jean-Marie Poiré ne sortira pas aux Etats-Unis. La nouvelle est annoncée à la « une » de l'hebdomadaire professionnel américain *Variety* dans son édition du 23 octobre. Le doublage du plus gros succès du cinéma français de ce quart de siècle devait être le symbole d'une nouvelle politique de sortie, plus ambitieuse, des films français, dans un pays réputé refuser le doublage, et où les versions sous-titrées sont confinées à des audiences restreintes.

A la veille du Festival de Sarasota qui, du 15 au 19 novembre, présentera les nouveaux films français aux Etats-Unis, voilà qui ne manquera pas de relancer le débat sur la place de plus en plus limitée qu'occupe le cinéma non anglophone sur le marché américain.

FOSSÉ CULTUREL

En effet, si, d'après les statistiques énoncées par l'hebdomadaire de référence de la profession, le cinéma français représentait 8 % du marché dans les années 70, il a du mal, aujourd'hui, à affleurer 1 %. L'annonce de la sortie « en grand » des *Visiteurs* parlant anglais ressemblait alors au coup d'envoi d'une nouvelle croisade.

Les Américains nous achètent nos droits de *remake*, disait-on côté français ? Vendons-leur plutôt *notre* film ! Ils n'aiment pas les sous-titres ? Jouons la carte du doublage ! La technique leur est peu familière ? Nous nous en chargerons nous-mêmes ! Malgré des exemples venus de haut – Louis Malle réalisant la version française du *Parrain*, Depardieu prêtant sa voix à Kenneth Branagh dans *Henry V* –, les grands acteurs et cinéastes d'outre-Atlantique auraient le sentiment de déchoir ? Nous les convaincrons – à prix d'or s'il le faut. Confiés à Mel Brooks, l'adaptation et le doublage des *Visiteurs* auront coûté un demi-million de dollars. Aux Français.

Ces « nouveaux » *Visiteurs* ont apparemment déplu à Jean-Marie Poiré aussi bien qu'aux spectateurs des projections-tests. Pour l'instant, Miramax a remisé le film sur une étagère, dans toutes ses versions. Chez Gaumont, producteur et distributeur du film, on s'était depuis longtemps inquiété du fossé culturel entre Français et Anglo-Saxons, à propos d'un film qui repose sur des notions historiques (et peut-être aussi psychologiques) étrangères à l'Amérique profonde – alors que le film est sorti, doublé, avec succès en Espagne.

LA RÉALISATION D'UN « VISITEURS 2 »

Parmi les raisons qui ont pu pousser les ayants droit à annuler la sortie figure, surtout, la réalisation d'un *Visiteurs 2*, dont la présentation est annoncée, en France, pour 1997. Un échec commercial aux Etats-Unis du premier aurait risqué de mettre en danger cette entreprise de grande envergure. Il n'est donc pas impossible que les spectateurs de Minneapolis et de Houston se voient proposer, un jour futur, les deux épisodes d'un coup.

En attendant, si l'annulation de la sortie des *Visiteurs* apparaît comme un échec, il ne faut peut-être pas en exagérer la portée : les difficultés rencontrées par les comiques médiévaux ne semblent pas avoir découragé l'acteur-producteur Thierry Lhermitte. En effet, celui-ci supervise actuellement le doublage anglo-saxon de *Un Indien dans la ville*, auquel Disney (qui a exigé, et obtenu, les droits de *remake*) participerait à hauteur de 300 000 dollars.

Henri Béhar

Les artistes français en mission à Singapour

SINGAPOUR
de notre envoyé spécial

Montrer que la création artistique française peut utilement servir les intérêts économiques nationaux dans une région du monde où nos parts de marché se situent encore loin derrière celles de l'Allemagne et du Royaume Uni : tel est le but du Festival français de Singapour, qui se déroule jusqu'au 29 octobre (*Le Monde* du 24 octobre). Les patrons français installés sur place ont été invités à faire *« leur devoir d'entreprises citoyennes »* en parrainant les manifestations. Opération quelque peu surprenante dans un contexte qui ne l'est pas moins. Singapour n'a pas la réputation d'être un phare de la culture, tant s'en faut. Dans cette cité-Etat de 3 millions d'habitants, où la croissance progresse au rythme de 8 % l'an, le business est tellement « vertueux » qu'à l'inverse l'art fait rapidement figure de vice.

Certes, un ministère de la culture et de l'information existe, mais il est invisible, probablement faute de combattants. Les artistes singapouriens n'ont qu'une idée : poursuivre leur travail à Londres, New York ou Paris. On mesure, dès lors, l'audace et les limites d'une manifestation où les créateurs troquent leurs habits de saltimbanques pour ceux de diplomates.

En soirée d'ouverture, à Clarke Quay, le Saint-Germain-des-Prés singapourien, 12 000 badauds ont découvert, médusés, les gigantesques sculptures gonflables colorées de Xavier Juillot en décor d'une création pyrotechnique très zen de Pierre Alain Hubert. L'apparition soudaine des comédiens de rue (les Mange-Cailloux et les Frappés, principalement), dans le glacial et gigantesque centre commercial de Takashimaya et sur les trottoirs briqués de Sarkis Road, aurait pu être une provocation sympathique. Mais, sécurité oblige, les autorités locales ont eu raison de l'indispensable spontanéité de ce genre de spectacle.

Malgré ces déboires, le public accourt. Patrick Zachman a installé sa magistrale exposition photographique sur la diaspora chinoise s'est installé à l'Alliance française, qui en profite pour inaugurer ses somptueux locaux inspirés par l'architecte Dominique Perrault. Jamal Lausari met son talent au service des élèves de l'Académie des arts, en leur faisant découvrir l'abstraction. Christian de Portzamparc expose quelques croquis, dessins et maquettes de ses travaux personnels. Jean-Claude Casadesus répète l'unique représentation qu'il donne au Victoria Concert Hall en dirigeant l'orchestre symphonique de Singapour. Didier Lockwood lui succédera en compagnie du trio Laurent de Wilde pour une série de trois soirées de jazz. L'inévitable célébration du centenaire du cinéma permettra aux Singapouriens d'apprécier des films français dans un pays où notre cinéma a un réel avenir, si l'on en croit la hausse des chiffres de fréquentation.

Tous les regards se sont tournés, au cinquième jour du festival, vers le Kallang Theater, où, pour la première fois, le Ballet de l'Opéra national de Paris se produisait avec *Le Parc* d'Angelin Preljocaj créé à Paris en 1994. Le public, ministres singapouriens en tête, n'a pas résisté à une *standing ovation*, d'autant plus surprenante qu'on s'attendait probablement à voir du classique. Pendant ce temps, les chefs d'entreprise vaquaient à leurs obligations commerciales, inaugurant, ici, en compagnie de Christine Chauvet, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, les nouveaux locaux du Centre français des affaires, visitant, là, l'imposante exposition technologique et industrielle réalisée par la Cité des sciences de La Villette et installée au Science Center.

Jean-Michel Djian

L'énigmatique et généreux Shaw Vee Meng

Shaw Vee Meng a soixante-deux ans et célèbre ses dix ans de présidence de l'Alliance française de Singapour. Avant lui, son oncle assuma la même fonction pendant vingt-cinq ans. Chez les Shaw, la France occupe le devant de la scène familiale. La dynastie a bâti sa fortune dans l'exploitation des films français en Asie du Sud-Est. *« Je donne de l'argent,* dit-il, *sans m'immiscer dans les activités. Ce qui m'intéresse, c'est de perpétuer ici l'esprit français. »* L'homme d'affaires ne parle pas la langue de Molière et comme seules activités culturelles en France, il a visité la pyramide du Louvre et le Musée d'Orsay. Il ne s'épanche pas sur ses goûts artistiques. Tout juste évoque-t-il le contexte singapourien. *« Ici la population – surtout les jeunes – sera de plus en plus exigeante, culturellement parlant. Bientôt, le business n'y suffira plus ; il faudra aussi enrichir nos vies. La culture sera naturellement prioritaire. »* La France n'est pas ingrate : elle lui a octroyé la Légion d'honneur.

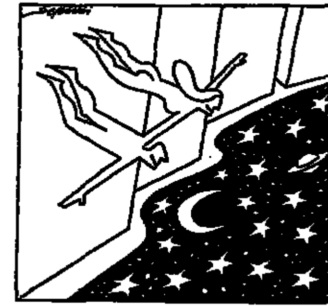
■ **CINÉMA : *Gazon maudit* sera le candidat français pour l'Oscar** 1996 du meilleur film étranger, qui sera décerné au mois de mars. La comédie de Josiane Balasko a été choisie par le jury présidé par Jérôme Deschamps, président de la commission d'avances sur recettes.

■ **THÉÂTRE : à la veille du vote** du budget du ministère de la culture, vendredi 27 octobre, Philippe Douste-Blazy devrait annoncer, lors d'une conférence de presse sur sa politique théâtrale, plusieurs nominations, dont celle de Georges Lavaudant, codirecteur du TNP de Villeurbanne, qui succéderait à Lluis Pasqual à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, et celle d'Alain Françon, directeur du Centre dramatique national de Savoie, en remplacement de Jorge Lavelli au Théâtre national de la Colline.

L'Institut Lumière fait son cinéma

A la rencontre de quelques trésors oubliés au Centre Pompidou

170 FILMS LUMIÈRE et 150 longs métrages seront projetés à la salle Garance jusqu'au 8 janvier. C'est la façon qu'a choisie le Centre Pompidou de rendre hommage à l'Institut Lumière, créé en 1982 à Lyon. Quatre de ses responsables – Bertrand Tavernier, Raymond Chirat, Bernard Chardère et Thierry Frémaux – ont sélectionné, outre des grands classiques, des films méconnus de grands auteurs, des œuvres à réhabiliter, des raretés de patrimoine et quelques trésors cachés restés inédits en France. Parmi eux, *Memory of Justice*, un documentaire sur Nuremberg réalisé par Marcel Ophüls ; *L'Etoile cachée* de Ritwik Ghatak ; *Fièvre sur Anatahan* de Josef von Sternberg ; *Pattes blanches* de Jean Grémillon ; *Primrose Path* et *Stage Door* de Gregory La Cava ; *La Jeune Fille au carton à chapeau* et *Au bord de la mer bleue* de Boris Barnet ; *The Wonderful Country* de Robert Parrish... Comme le souligne André de Toth « *remercions les frères Lumière pour les cent misérables années qu'il viennent de nous offrir. Nous en avons apprécié chaque minute* ».



★ Centre Georges-Pompidou, salle Garance, angle de la rue Saint-Merri, Paris 4e. Mo Rambuteau. Jusqu'au 8 janvier. Tél. : 42-78-37-29. 27 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Jean-Paul Bourelly and the Bluwave Bandits
Jimi Hendrix a marqué, surtout après sa mort, plus d'un musicien. Parmi les guitaristes, les premiers touchés, Jean-Paul Bourelly, pratiquement inconnu en France, s'approche avec intelligence et distance de l'univers fantasque du Woodoo Chile. A découvrir.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 21 heures, les 26 et 27. Tél. : 42-00-14-14. De 70 F à 120 F.

Boss Hog, Jon Spencer
Jon Spencer, amateur de rock anarchique et de blues distordu, est un des guitaristes en vogue de la scène alternative américaine. Avec sa compagne, la vénéneuse Cristina Martinez, il a fondé les très bruyants Boss Hog, dont il assurera, lui-même, la première partie.
L'Erotika, 62, boulevard de Clichy, Paris 18e. Mo Blanche. 20 h 30, le 26. Tél. : 42-59-79-60. 90 F.

Shaï no Shaï
Une chanteuse d'origine irlandaise, un guitariste français influencé aussi bien par le folk que par le rock atmosphérique, forment un duo porté par une rumeur de plus en plus favorable. Des concerts gracieux, des mélodies rares y sont sans doute pour quelque chose.
Opus Café, 167, quai de Valmy, Paris 10e. Mo Louis-Blanc. 21 heures, le 26. Tél. : 40-34-70-00. 50 F.

Big Band Tous Dehors
Une formation de onze musiciens de jazz emmenée, depuis deux ans, par le clarinettiste et saxophoniste Laurent Dehors. L'instrumentation est originale (parmi les vents, clarinette et saxophone dominent, deux guitares, deux batteurs percussionnistes...), le propos musical aussi.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mo Passy. 20 heures, le 26. Tél. : 42-30-15-16. 30 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions

VERNISSAGES

Féminin-masculin
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5e étage) et Forum, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Du 26 octobre au 12 février 1996.

L'Œuvre de Limoges
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1er. Mo Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé mercredi 1er novembre. Fermé mardi. Du 27 octobre au 22 janvier 1996. 28 F, gratuit pour les – de 18 ans.

Jean-Michel Othoniel
Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes, Paris 3e. Mo Rambuteau. Tél. : 48-87-60-81. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 28 octobre au 28 novembre.

PARIS

Art brut et compagnie
Halle Saint-Pierre, Musée en herbe, 2, rue Ronsard, Paris 18e. Mo Anvers. Tél. : 42-58-72-89. De 10 heures à 18 heures. Ateliers pour enfants du 27 octobre au 5 novembre, tous les jours à 15 heures ; sur réservation, tarif : 40 F. Jusqu'au 30 juin 1996. 40 F.

Les Arts du Bénin
Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4e. Mo Rambuteau, Châtelet-les Halles. Tél. : 42-71-26-16. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 21 novembre.

La Belle et la Bête
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue de New-York, Paris 16e. Mo Alma-Marceau. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche, de 10 heures à 18 h 45. Les 1er et 11 novembre de 12 heures à 17 h 30. Visite commentée gratuite tous les jeudis à 15 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 19 novembre. 27 F ; 40 F (ensemble d'expositions permanentes et temporaires).

Claude Cahun
Galerie Berggruen & Cie, 70, rue de l'Université, Paris 7e. Mo Solferino. Tél. : 42-22-02-12. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 octobre.

Elias Canetti
Centre Georges-Pompidou, galerie de la BPI, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Débat « Les Mondes d'Elias Canetti », avec Danièle Heymann, 8 novembre à 18 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996.

Cézanne
Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures a 20 heures ; mercredi jusqu'a 22 heures. Fermé lundi 25 décembre. (Entrée square Jean-Perrin.). Fermé mardi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 55 F, lundi 38 F.

Charles-Louis Clérisseau (1721-1820)
Musée du Louvre, aile Sully, 2e etage-entrée par la Pyramide, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Fermé mercredi 1er novembre. Fermé mardi. Jusqu'au 18 décembre. 40 F, de 9 heures a 15 heures, 20 F après 15 heures et dimanche, gratuit pour les – de 18 ans.

Chefs-d'œuvre du XIXe italien dans la collection de Gaetano Marzotto
Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 16e. Mo Trocadéro, Alma-Marceau. Tél. : 47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche, lundi. Jusqu'au 2 décembre.

Chine : des chevaux et des hommes
Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna, Paris 16e. Mo Iéna. Tél. : 47-23-61-65. De 9 h 45 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F (comprenant la visite du musée).

Costumes à la cour de Vienne, 1815-1918
Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie, Paris 16e. Mo Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 47-20-85-23. De 10 heures a 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 3 mars 1996. 35 F.

De Lebrun à Vuillard
Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly, Paris 16e. Mo La Muette. Tél. : 42-24-07-02. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996.

Dessins surréalistes : visions et techniques
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, musée, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 27 novembre.

Robert Doisneau
Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Visites-conférences mercredi et samedi à 15 heures à partir de novembre. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 11 février 1996. 35 F.

L'Effet cinéma
Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6e. Mo Saint-Sulpice, Luxembourg. Tél. : 42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 22 décembre. 20 F.

Galerie des 5 continents : Joe Ben Junior, Frédéric Bruly Bouabré
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris 12e. Mo Porte-Dorée. Tél. : 44-74-84-80. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 janvier 1996. 35 F, dimanche 26 F (donnant accès au musée).

Gasiorowski
Galerie Maeght, hôtel Le Rebours-12, rue Saint-Merri, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-43-44. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 18 novembre.

George Grosz
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Mo Invalides. Tél. : 45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 26 novembre. 25 F.

Loïc Le Groumellec
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Mo Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.

Michel Haas
Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 43-54-10-98. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 a 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 18 novembre.

Mona Hatoum
Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 42-77-38-87. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.

Jean Hélion
Galerie Gérald Piltzer, 16, avenue Matignon, Paris 8e. Mo George-V. Tél. : 43-59-90-07. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 22 novembre.

Rebecca Horn
Galerie de France, 54, rue de la Verrerie, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-74-38-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 novembre.
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris 13e. Mo Gare-d'Austerlitz, Saint-Marcel. Tél. : 42-17-60-60. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 novembre.

Huang Zhou, peintre et collectionneur en Chine
Musée Cernuschi, 7, avenue Vélasquez, Paris 8e. Mo Villiers, Monceau, bus : 30, 94. Tél. : 45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 17 décembre. 27 F.

Il était une fois la fête foraine, de 1850 à 1950
Grande Halle de La Villette, espace Charlie-Parker, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Tél. : 40-03-75-00. De 10 heures à 19 h 30 ; samedi de 10 heures à 22 heures. Visites guidées : le samedi à 13 heures ; tarif : 70 F. Fermé lundi. Jusqu'au 14 janvier 1996. 55 F.

Jean de La Fontaine
Bibliothèque nationale, galeries Mansart et Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris 2e. Mo Bourse, Palais-Royal. Tél. : 47-03-81-10. De 9 h 30 à 18 h 30 ; nocturne mardi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 14 janvier 1996. 35 F.

James Lee Byars, Vija Celmins, Thierry Kuntzel
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14e. Mo Raspail. Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 décembre.

Manet, Gauguin, Rodin
Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7e. Mo Solferino, RER Musée-d'Orsay. Tél. : 40-49-48-14. Mardi, mercredi, vendredi, samedi de 10 heures à 18 heures ; jeudi de 10 heures à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 28 janvier 1996. 36 F, billet jumelé (musée + exposition) : 55 F.

Mondes : Alighiero Boetti et Frédéric Bruly Bouabré
American Center, grande galerie, 51, rue de Bercy, Paris 12e. Mo Bercy. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 28 janvier 1996.

Monet en Norvège
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Mo Varenne, RER Invalides. Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 3 décembre. 32 F (billet jumelé avec la visite du musée).

Picasso et la photographie
Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3e. Mo Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F, dimanche : 26 F.

Arnulf Rainer
Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 43-26-91-10. De 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 18 novembre.

Bernard Réquichot 1929-1961
La Galerie, 9, rue Guénégaud, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 43-54-85-85. De 11 h 30 a 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996.

François Rouan
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3e. Mo Rambuteau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 21 novembre.

Emmanuel Saulnier
Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6e. Mo RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs. Tél. : 43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 17 décembre.

Arnold Schoenberg
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Les 1er et 11 novembre, de 12 heures à 17 h 30. Visites commentées les jeudi à 12 h 30 et les samedi à 14 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 3 décembre. 27 F.

Hiroshi Sugimoto
Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7e. Mo Rue-du-Bac. Tél. : 42-60-22-99. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche, lundi. Jusqu'au 24 février 1996.

Claude Viallat
Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 42-77-32-31. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 novembre.

Edward Weston
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Mo Bastille, Saint-Paul. Tél. : 42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 25 F.

ILE-DE-FRANCE

40e Salon d'art contemporain de Montrouge : hommage à Lourdes Castro
Centre culturel et artistique, 2, avenue Emile-Boutroux, 92 Montrouge. Tél. : 49-65-90-74. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 novembre.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection, des films en exclusivité et les reprises

NOUVEAUX FILMS

DRAGON BALL Z (à partir de mardi 31 octobre)
Dessin animé japonais de Shigeyasu Yamauchi, Mitsuo Hashimoto, (1 h 30).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, 1er (36-68-68-58) ; George-V, 8e (36-68-43-47).
VF : UGC Ciné-Cité Les Halles, 1er (36-68-68-58) ; Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31).

LE GARÇU (à partir de mardi 31 octobre)
Film français de Maurice Pialat, avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Pialat, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu (1 h 45).
UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Escurial, 13e (36-68-48-24) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Bienvenüe-Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

MORTAL KOMBAT
Film américain de Paul Anderson, avec Christophe Lambert, Linden Ashby, Cary-Hiroyuki Tagawa, Robin Shou (1 h 40).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; George-V, THX, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

THE GARDEN
Film britannique de Derek Jarman, avec Roger Cook, Tilda Swinton, Johnny Mills, Kevin Collins, Phillip MacDonald, Spencer Leigh (1 h 32).
VO : Accatone, 5e (46-33-86-86).

3 STEPS TO HEAVEN
Film britannique de Constantine Giannaris, avec Katrin Cartlidge, Frances Barber, James Fleet, Con O'Neil, David Cardy (1 h 30).
VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; L'Arlequin, 6e (36-68-48-24) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10).

UNDERGROUND
Film franco-serbe d'Emir Kusturica, avec Miki Manojlovic, Lazar Ristovski, Mirjana Jokovic, Slavko Stimac, Ernst Stötzner (2 h 47).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, dolby, 6e (42-22-87-23) ; Saint-André-des-Arts I, dolby, 6e (43-26-48-18) ; Saint-André-des-Arts II, dolby, 6e (43-26-80-25) ; La Pagode, dolby, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, dolby, 8e (45-61-10-60) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

WATERWORLD
Film américain de Kevin Reynolds, avec Kevin Costner, Dennis Hopper, Jeanne Tripplehorn, Tina Majorino, Michael Jeter (2 h 15).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).
VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

SÉLECTION

A LA VIE, A LA MORT !
de Robert Guédiguian,
avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Pieiller.
Français (1 h 40).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES ANGES GARDIENS
de Jean-Marie Poiré,
avec Gérard Depardieu, Christian Clavier, Eva Grimaldi, Yves Rénier, Alexandre Eskimo, Olivier Achard.
Français (1 h 50).
Gaumont Les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LA CÉRÉMONIE
de Claude Chabrol,
avec Isabelle Huppert, Sandrine Bonnaire, Jacqueline Bisset, Jean-Pierre Cassel.
Français (1 h 51).
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE CONFESSIONNAL
de Robert Lepage,
avec Lothaire Bluteau, Patrick Goyette, Kristin Scott-Thomas, Jean-Louis Millette.
Canadien-britannique-français (1 h 40).
Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

DOLLAR MAMBO
de Paul Leduc,
avec Dolores Pedro, Roberto Sosa, Raul Medina, Litico Rodriguez, Tito Vasconcelos, Eduardo Lopez Rojas.
Mexicain (1 h 20).
Latina, dolby, 4e (42-78-47-86).

L'ENFANT NOIR
de Laurent Chevallier,
avec Baba Camara, Madou Camara, Kouda Camara, Moussa Keita, Koumba Doumbouya, Yaya Traoré.
Franco-guinéen (1 h 32).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Le République, 11e (48-05-51-33).

LA FLEUR DE MON SECRET
de Pedro Almodovar,
avec Marisa Paredes, Juan Echanove, Imanol Arias, Carmen Elias, Rossy De Palma, Chus Lampreave.
Espagnol (1 h 42).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

LAND AND FREEDOM
de Ken Loach,
avec Ian Hart, Rosana Pastor, Iciar Bollain, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frederic Pierrot.
Britannique (1 h 49).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; Le Balzac, dolby, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (36-68-48-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

NELLY ET M. ARNAUD
de Claude Sautet,
avec Emmanuelle Béart, Michel Serrault, Jean-Hugues Anglade, Claire Nadeau, Françoise Brion, Michèle Laroque.
Français (1 h 46).
UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; Biarritz-Majestic, dolby, 8e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

LE REGARD D'ULYSSE
de Théo Angelopoulos,
avec Harvey Keitel, Maïa Morgenstern, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yorgos Michalakopoulos, Dora Volanaki.
Grec (2 h 56).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

TROIS JOURS
de Sharunas Bartas,
avec Katerina Golubeva, Rima Latypova, Audrius Stonys, Arunas Sakalauskas.
Lituanien (1 h 20).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

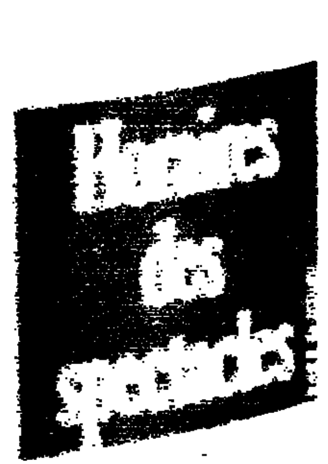
REPRISES

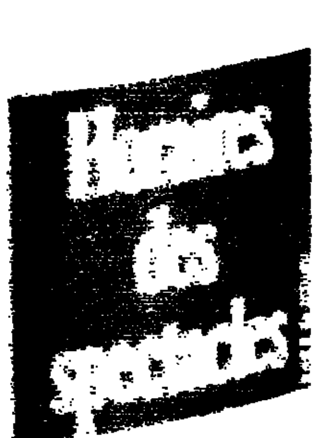
CHAUSSURES A SON PIED
de David Lean,
avec Charles Laughton, John Mills, Brenda De Banzie, Daphne Anderson, Prundella Scales, Richard Wattis.
Britannique, 1954, noir et blanc, copie neuve (1 h 45).
VO : Reflet Medicis, salle Louis-Jouvet, 5e (36-68-48-24).

DRÔLE DE DRAME
de Marcel Carné,
avec Françoise Rosay, Michel Simon, Louis Jouvet, Jean-Pierre Aumont, Jean-Louis Barrault, Nadine Vogel.
Français, 1937, noir et blanc (1 h 45).
VO : Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48) ; Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63).

LAURA
d'Otto Preminger,
avec Gene Tierney, Dana Andrews, Clifton Webb, Vincent Price.
Américain, 1944, noir et blanc (1 h 28).
VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

PEE WEE BIG ADVENTURE
de Tim Burton,
avec Pee Wee Herman, Elisabeth Daily, Mark Holton, Diane Salinger, Judd Omen, Daryl Roach.
Américain, 1986 (1 h 30).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).





Le prix Bayeux pour « Le Nouvel Observateur »

LE JURY du prix Bayeux des correspondants de guerre, composé d'une quarantaine de journalistes de la presse internationale et présidé par Claude Moisy, ancien président de l'AFP, a décerné, samedi 21 octobre, ses trophées dans les catégories presse écrite, télévision et photo. En radio, aucun trophée n'a été attribué en raison du nombre insuffisant de reportages reçus.

Le trophée télévision a été décerné à Ben Brown (BBC) pour un reportage sur « Les troupes tchétchènes défendent Grozny ». Le reportage « Le choléra à Goma », de Patricia Coste (France 2), a reçu le Prix spécial du jury. Le trophée presse écrite a été attribué à Henri Guirchoun (*Le Nouvel Observateur*) pour « Bihac : dialogue pour les vivants et les morts ».

Enfin, dans la catégorie photo, le vainqueur est Laurent Van der Stockt (Gamma) pour « Les enfants de Kaboul ».

Créé en 1994, à l'occasion du cinquantenaire du « D Day », le prix Bayeux des correspondants de guerre est ouvert aux médias du monde entier et distingue les journalistes qui exercent leur métier dans des conditions périlleuses pour assurer une information libre et démocratique.

Chaque trophée est doté d'un prix de 50 000 francs. C'est à Bayeux, première ville libérée de l'Europe du Nord-Ouest, qu'est reparu le premier titre de la presse libre, le 23 juin 1944, *La Renaissance du Bessin*.

RFI poursuit son développement à l'Est

La radio française internationale ajoute le bulgare aux dix-sept langues étrangères déjà parlées sur ses différentes antennes

SOFIA
de notre envoyée spéciale

Une heure et demie en bulgare, chaque jour, sur l'antenne de Radio France Internationale (RFI) : depuis le lundi 16 octobre, la radio internationale diffuse deux rendez-vous – l'un d'information, d'une demi-heure, le matin ; l'autre *« musical et culturel »*, d'une heure, l'après-midi – pour les habitants de Sofia, où la radio est diffusée en modulation de fréquence depuis 1991 (103.6).

Inauguré avec faste, ce décrochage, préparé par une équipe bulgare dans un studio créé par RFI, témoigne d'un tournant dans le développement de la radio internationale dans les pays d'Europe centrale et orientale, où RFI multiplie les relais en français, russe, polonais, sur la FM ou le câble. Cette expérience pilote s'inspire en effet du système de rédactions décentralisées mises en place par le BBC World Service (un bureau va être ouvert à Miami, en février 1996). A Sofia, où RFI diffusait jusqu'à présent son programme européen en français, l'instance gouvernementale qui distribue les fréquences FM avait fait comprendre aux responsables de la radio française qu'il serait bon de s'ancrer davantage dans la vie bulgare.

Impossible, pourtant, d'ouvrir un bureau bulgare à Paris. RFI « parle » déjà dix-sept langues étrangères : anglais, allemand, espagnol, portugais, brésilien, créole, arabe, persan, russe, polonais, roumain, serbo-croate, mandarin, vietnamien, cambodgien, lao, turc. Le bulgare, parlé uniquement dans ce pays de 9 millions d'habitants, n'est pas une priorité. En bonne logique économique, André Larquié, PDG de RFI, a donc choisi d'installer une petite équipe (quatre journalistes, deux techniciens) à Sofia. Les salaires bulgares étant largement moins élevés que les salaires français, le coût d'installation du bureau est très inférieur à l'entretien d'une section langue à Paris : 570 000 francs par an (380 000 francs hors diffusion).

MARGE DE MANŒUVRE

C'est la première fois que RFI « filialise » ainsi ses antennes : jusqu'à présent, toutes les rédactions étrangères étaient installées à Paris. Radio-Delta, la première radio biculturelle de RFI, lancée à Bucarest avec les étudiants de l'Ecole polytechnique, en janvier 1991, se contente d'« accueillir » les programmes de RFI. Les relais en modulation de fréquence ou en ondes moyennes (le programme européen à Prague) ouverts en Afrique ou en Europe centrale et orientale, comme récemment à Berlin sur la fréquence de France-Inter (*Le Monde* du 30 mai), ne bénéficient pas de ce statut.

Les autres expériences menées en Europe centrale s'étaient soldées par des semi-échecs. En Pologne, la rupture a été rapidement consommée avec Radio-Zet (ex-Radio Gazeta). A Prague, le vote d'une loi empêchant le développement des agences de presse a obligé RFI a mettre fin à Radio-Plus, la station lancée en octobre 1991 avec l'agence nationale de presse CTK. Il est vrai aussi que le pays, germanophile, comptait peu de francophones...

En Bulgarie, les statistiques officielles assurent que la communauté francophone compte 300 000 personnes sur 8 millions d'habitants et qu'« *un Bulgare sur trois comprend le Français* ». Comment, à Sofia, RFI marquera-t-elle sa différence face au concert des radios internationales comme Free Europe, Voice of America, la BBC ou la Deutsche Welle, qui diffusent journaux et magazines en bulgare (six heures pour la BBC) depuis de longues années ?

« Nous insisterons sur l'actualité de ces pays de l'Est, dans la logique de l'antenne Europe, ouverte en septembre, et nous mettrons l'accent sur l'économie », explique Michel Meyer, directeur des antennes. *« Si dans six mois le bilan est positif, nous renouvellerons l'expérience. »* Reste à savoir si RFI accordera un jour une plus grande marge de manœuvre à sa rédaction bulgare. *« Pas question de faire un nouveau robinet musical, ou d'expliquer la Bulgarie aux Bulgares »*, assure le directeur. Aujourd'hui, les journalistes de la rédaction ne sont pas autorisés à commenter l'actualité bulgare. Ils se contentent de sélectionner et de traduire, au cours de la demi-heure d'information matinale, les nouvelles entendues le matin sur l'antenne de RFI.

Ariane Chemin

Le CSA ne veut pas être absent des autoroutes de l'information

LE CONSEIL supérieur de l'audiovisuel (CSA) ne souhaite pas être oublié alors que des expérimentations se préparent en matière d'autoroutes de l'information. Dans un avis, rendu mardi 24 octobre, les « sages » demandent au gouvernement de tenir compte de leur compétence avant de lancer les cent soixante-dix projets annoncés récemment par le ministre des technologies de l'information, François Fillon (*Le Monde* du 18 octobre). Le conseil demande *« que soit ouverte une réflexion sur le rôle respectif du gouvernement et de la régulation dans la mise en place des technologies et services de l'information, et qu'en particulier puissent être clarifiés les champs de compétences respectifs des différents intervenants »*.

Le CSA estime que l'*« avis »* préalable du gouvernement sur les projets d'expérimentations *« doit être réservé »* à ceux *« résultant de l'appel à propositions lancé par le gouvernement en décembre 1994 »*, les projets postérieurs devant relever du Conseil. A propos des bouquets de programmes en numérique hertzien ou en MMDS (diffusion par micro-ondes), le CSA souhaite que *« l'autorisation des infrastructures et le conventionnement des programmes »* suivent le *« modèle du câble »*.

■ **SYNDICAT : après la mise au point de Claude Fortin,** membre du comité exécutif national de la Fédération des travailleurs des industries du livre (Filpac-CGT), faisant suite à l'entretien que Michel Muller, secrétaire général de la Fédération, nous avait accordé (*Le Monde* des 24 et 25 octobre), ce dernier précise : *« J'estime contraire à mon honneur de citoyen et de responsable syndical l'affirmation selon laquelle je ne respecterai pas la parole donnée. J'ajoute encore que le secrétariat fédéral est en plein accord sur les questions qui se posent dans la presse française. D'ailleurs, les membres du comité exécutif national ont décidé, à l'unanimité, de faire parvenir à tous les syndicats de notre profession le texte de l'introduction que j'ai faite afin que s'engage un vaste débat sur la presse dans notre pays et sa situation. »*

■ **PRESSE : Le résultat net de Filipacchi Médias** (*Paris-Match, Entrevue, Jeune et Jolie*) est en hausse de 28,4 % au premier semestre 1995, à 78,6 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 760,4 millions. Le résultat d'exploitation, qui s'était fortement dégradé en 1994, s'est établi à 40,3 millions de francs au premier semestre contre 20,6 millions sur la même période en 1994.

■ **TÉLÉVISION : selon le président de France Télévision,** Jean-Pierre Elkabbach, le futur bâtiment qui doit rassembler dans le quinzième arrondissement de Paris, la présidence commune de France 2 et France 3 et la régie publicitaire *« est un moyen de mettre fin à la dispersion des filiales qui occupent seize sites dans Paris »*. Il réagissait ainsi aux *« réserves »* de la commission des finances de l'Assemblée qui critique le coût de ce siège, qualifié de *« site de dimension pharaonique »* par Alain Griotteray (UDF-Val-de-Marne).

JEUDI 26 OCTOBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.25 Série : La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.50 Série : Navarro.
Les Chiffonniers de l'aube, de Gérard Marx.
Le commissaire et ses « mulets » enquêtent sur le meurtre de l'un des plus gros entrepreneurs de la ville. Les soupçons se portent rapidement sur une société rivale.

22.30 Magazine : J'y crois, j'y crois pas.
Présenté par Tina Kieffer. L'IVG est-elle en danger ?
0.45 Journal, Météo.
0.55 Programmes de nuit.
«*Boléro*» de Ravel, par l'Ensemble instrumental de Basse-Normandie ; 1.50, TF 1 nuit (et 2.25, 3.30, 4.05) ; 2.00, Série : Intrigues ; 2.35, Le Vignoble des maudits [2/3] ; 3.40, Histoires naturelles (et 5.00) ; 4.15, L'Aventure des plantes ; 4.40, Musique

FRANCE 2

12.10 Jeu : Les Z'amours (et 4.30).
12.45 Météo (et 13.40).
13.45 Série : Derrick.
13.55 Loto, Journal, Transat (et 0.15).
14.50 Série : Soko.
15.40 Tiercé.
En direct de Longchamp.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.20).
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : Les Premières Fois.
17.40 Série : Génération musique.
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.43 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.15 Bonne nuit les petits.
19.20 Studio Gabriel (et 2.10).
19.59 Journal.
20.15 Invité spécial.
Jacques Chirac.
20.50 Météo, Point route.

20.55 ▶ Magazine : Envoyé spécial.
A. J. Bannister : dans le couloir de la mort, de Stephen Trombley et Tomasz Magierski ; Foot à lier, de Denis Poncet, Jean-Xavier de Lestrade, Thierry de Lestrade et Jean-Yves Cauchard ; Farakan, de Karine Fossou et Jon Kalina.
22.50 Expression directe. CFTC.

22.55 Cinéma : Chérie, je me sens rajeunir. ■■■
Film américain de Howard Hawks (1952). Avec Cary Grant.
0.35 Journal, Météo.
0.52 Les Films Lumière.
0.55 Le Cercle de minuit.
Portrait de Nathalie Sarraute ; Jean Babilée : Actualité du théâtre avec Jorge Lavelli et Roland Bertin.
2.40 Programmes de nuit.

FRANCE 3

12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Série : Simon et Simon.
14.30 Série : Magnum.
16.10 Feuilleton : Le Don maudit [4/6].
16.40 Les Minikeums.
17.50 Série : Les deux font la loi.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Mille et unième émission.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.50 Maman, j'ai raté l'avion. ■
Film américain de Chris Columbus (1990).
22.35 Météo, Journal.

23.05 Magazine : Ah ! Quels titres !
Présenté par Philippe Tesson. Grands écrivains : bas les masques ! Invités : Ghislain de Diesbach (*Chateaubriand*) ; Josyane Savigneau (*Carson McCullers*) ; François Bott (*Radiguet, l'enfant avec une canne*) ; Robert Merle (*Oscar Wilde*) ; Danièle Sallenave (*Lettres mortes*).
0.05 Magazine : Espace francophone.
Chanter en Acadie.
0.35 Un livre, un jour.
Mille et un jours et une nuit. Florilège des émissions difusées depuis le 7 septembre 1991.
3.35 Musique Graffiti.
Sonate pour flûte et piano, de Haendel. (15 min).

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Le Colt ou la Corde.
De Jerry Jameson.
15.00 Boulevard des clips
(et 1.40, 5.40).
16.30 Hit Machine.
17.00 Série : Classe mannequin.
17.30 Dessin animé : Tintin.
Le Lotus bleu [1/2].
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Loïs et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Notre belle famille.
20.35 Magazine : Passé simple.
Présenté par Marielle Fournier. La Création de l'ONU.

20.45 Cinéma : Willow. ■■
Film américain de Ron Howard (1988). Avec Val Kilmer, Joanne Whalley, Warwick Davis.

23.00 Téléfilm : Le Cimetière oublié.
De John Patterson, avec David Soul, Patty Duke.
Une famille qui vient d'emménager dans sa nouvelle maison se trouve confrontée à des phénomènes étranges.
0.45 Magazine : Fréquenstar.
Yves Lecoq.
3.00 Rediffusions.
Culture pub ; 3.25, Broadway Magazine ; 4.15, Fanzine ; 4.45, Saga de la chanson française (Yves Montand).

CANAL +

12.28 Court métrage : Crame pas les blases.
De Laurent Pawlotsky.
12.30 La Grande Famille.
13.45 Petits arrangements avec les morts. ■
Film français de Pascale Ferran (1994).
15.30 Documentaire : La Fosse aux lions N'Gorongoro.
De Denis Kane.
16.15 Surprises (et 0.55).
16.25 Cinéma : Hocus Pocus, les trois sorcières. □
Film américain de Kenny Ortega (1993).
17.55 Dessin animé. Les Multoches.
18.00 Le Dessin animé. Iznogoud.
18.30 Cyberflash.
— *En clair jusqu'à 20.30* —
18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).
19.30 Flash d'informations (et 22.45).
19.40 Zérorama, le contre-journal.

19.55 Sport : Football. En direct.
Metz-PSG. Match avancé de la 15e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.00, coup d'envoi.

22.00 Sport : Boxe.
En direct. Christophe Tiozzo-Robert Straw.
22.48 Court métrage :
De F. Hernandez.
22.50 Cinéma : Jurassic Park. ■
Film américain de Steven Spielberg (1993, v.o.). Avec Sam Neill.
1.00 Cinéma : A toute épreuve. ■
Film chinois (Hongkong) de John Woo (1994, v.o., 123 min).

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.
13.00 Documentaire : La Cécité.
13.25 Le Journal du temps (et 18.57).
13.30 Les Grands Maîtres du cinéma.
Alfred Hitchcock.
14.30 Arrêt sur images.
15.30 Qui vive !
15.45 Allô ! la Terre. La Naissance [4/5].
16.00 La Preuve par cinq. [4/5].
16.30 Magazine : Fête des bébés !
17.00 Rintintin. Rusty se rend.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Ma souris bien-aimée.
Musique interactive.
18.15 Alphabets de l'image.
Claude Sautet.
18.30 Le Monde des animaux.
Peurs animales : les rats.

ARTE

20.40 Soirée thématique : La Démocratisation en Afrique noire, un vent de changement ?
Présentée par Hannelore Gadatsch, Ousmane Kaba et Doris Lessing.
20.50 Modèles d'espoir ? (et 23.20).
21.25 Interview du président sud-africain Nelson Mandela.
21.35 Pays frère, pays contraire.
Documentaire d'André Waksman.
22.35 Interview de Doris Lessing.
22.50 Indépendance à vendre.
L'Erythrée et l'Ouganda, documentaire d'Ingolf Efler.
23.55 Documentaire : Lumumba, la mort du prophète.
Film haïtien de Raoul Peck (1992).

1.05 Bibliographie.
1.10 Notre agent à La Havane. ■■
Film britannique de Carol Reed (1959, N., v.o., 109 min, rediff.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Une étrange affaire. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1981). 21.40 Bob le déplorable. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Correspondances. 22.50 La Marche du siècle. Rediff. de France 3 du 20/09. 0.05 Tell quel. 0.30 Journal de France 3 Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.10 Portraits d'Alain Cavalier L'Orangère. D'Alain Cavalier. 19.25 Carnet de baldu rêve a la passion. De Sophie Lagrange et Serge Minkoff. 20.05 Légendes vivantesd'outre-mer. [7/13] L'Aileron de requin. De Jean Queyrat et Benoît Segur. 20.35 L'Irlandeou la mémoire d'un peuple. De Claude Fléouter. 21.20 Lonely Planet. [11/13] Zimbabwe, Botswana, Namibie. De Steven Lenhoff. 22.10 Watergate. [3/5] Les Boucs émissaires. De Mick Gold. 23.05 Scouts toujours. D'Agnès et Jean-Claude Bartoll. 23.55 Everest Turbo, la tentation. De Bernard Germain. 0.25 Nautilus. [5/5] Les Voyageurs de l'espace océan. De Jeremy Marre (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Aux arts et cætera. 19.35 Stars en stock. 20.00 20 : Première. 21.00 Le Pirate. ■■■ Film américain de Vincente Minnelli (1948, v.o.). 22.40 Totalement cinéma. 23.10 Le concert d'étédu Philharmonique de Berlin. Enregistré au Waldbühne de Berlin en 1992. 0.55 Musiques en scènes (25 min).

CANAL J 17.25 Le Cristal magique. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est vous qui le faites : SOS Tips ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, La Revue de presse ; 19.20, Codes secrets ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.55, La Mode et au revoir.

CANAL JIMMY 20.00 La Chair de l'orchidée. ■■ Film franco-germano-italien de Patrice Chéreau (1974). 22.00 Road Test. 22.20 Chronique du front. 22.25 Les Anges aux poings serrés. ■ Film britannique de James Clavell (1967, v.o.). 0.10 Souvenir. Claude François (65 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.15). 19.50 Série : Cher oncle Bill. 20.15 Série : Skippy le kangourou. 20.45 Série : Allô Béatrice (et 0.10). 21.40 Série : Les Espions. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Une belle escroquerie (45 min).

MCM 19.00 Zoom zoom (et 20.00). 19.15 Passengers. 19.55 Mangazone (et 23.25). [illegible]00 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock [illegible]nds. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 L'Invité de marque. 23.00 MCM Mag (et 0.30). 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Cinémascope. 0.15 Clips non-stop (15 min).

MTV 19.00 VJ Helena Christensen. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : Aeon Flux. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. (et 1.00). 20.00 Superbike. Championnat du monde : 11e et avant-dernière manche, à Sentul (Indonésie). 21.00 Catch. Les Guerriers du ring. 22.00 Kick-boxing. Championnat du monde amateurs : finale. 23.00 Fléchettes. Résumé. Challenge international Harlekin, à Chicago (Illinois) et Augsbourg (Allemagne). 0.00 Athletic Magazine (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.50 Alice Adams. ■■ Film américain de George Stevens (1935, N., v.o.). 20.30 Quelques pas dans la vie. ■ Film italien d'Alessandro Blasetti (1954, N.). 22.10 Monsieur Joe. ■ Film américain d'Ernest B. Schoedsack (1949, N., v.o.). 23.45 Le Club (80 min).

CINÉ CINÉMAS 18.40 Project X. ■ Film américain de Jonathan Kaplan (1987, v.o.). 20.30 Les Joyeux Débutsde Butch Cassidy et le Kid. ■ Film américain de Richard Lester (1979). 22.20 Tous les matinsdu monde. ■■■ Film français d'Alain Corneau (1991). 0.10 L'Indic. ■ Film français de Serge Leroy (1982, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Opéras en France : cinq saisons musicales. 4. L'Opéra de Nice. 20.30 Fiction. Cinquantième anniversaire de la Série noire. 4. La raison du plus fou. 21.28 Poésie sur parole. Les poèmes de Philippe Soupault (4). 21.32 Profils perdus. Marcel Granet (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. La cité interdite : les usines Renault de Boulogne-Billancourt. 3. Le chant des survivants. 0.05 Du jour au lendemain. Georges Picard (Du malheur de trop penser à soi). 0.50 Musique : Coda. Seule la voix (4). 1.00 Les Nuitsde France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 15 février au Barbican à Londres, par la Sinfonietta de Londres, dir. Elgar Howarth : Songs for Dov, de Tippett ; American Invention (création), de Martland ; Concerto pour orchestre, de Tippett. 22.00 Soliste. Thomas Hampson, baryton. Deux mélodies en français, de Liszt ; Requiem (extrait), de Fauré, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Michel Legrand. 22.30 Musique pluriel. Quatuor à cordes no 3, de Schnittke, par le Quatuor Orlando ; La Cuelga, de Bowles. 23.05 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano, de Lekeu ; Adagio et Rondo pour harmonica en verre, flûte, hautbois, alto et violoncelle K 617, de Mozart ; Huit duos pour violon et cymbalum, de Kurtag. 0.00 Tapage nocturne. Vella, compositeur et machineries. Carolus Poppée (extraits), de Jean-Marc Vella. 1.00 Les Nuitsde France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Hans von Bülow. Les Préludes, poème symphonique, de Liszt, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan ; La Mort d'Isolde, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Wilhelm Furtwängler ; Concerto no 2 pour piano et orchestre, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur, Cyprien Katsaris, *piano* ; Symphonie no 1, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado ; Bagatelles op. 119, de Beethoven, Rudolf Serkin, piano. 22.40 Les Soirées...(Suite). Symphonie salzbourgeoise no 1 K 136, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Riccardo Muti ; Concerto no 1 pour piano et orchestre, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Colin Davis, Claudio Arrau, piano ; Mort et Transfiguration, poème symphonique op. 24, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

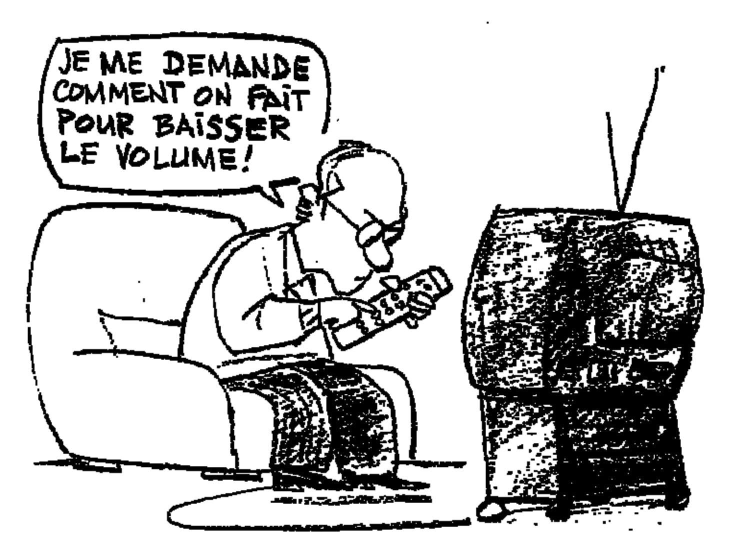
هكذا من الاصل

Canal Plus n'oublie pas les cinéphiles malentendants

La chaîne cryptée vient de mettre en service un nouveau procédé de sous-titrage qui permet aux téléspectateurs souffrant de déficience auditive de lire l'essentiel de la bande-son d'un film

DEPUIS le milieu du mois de septembre, les personnes atteintes de déficience auditive abonnées à Canal Plus ont la possibilité de suivre certains des films diffusés par la chaine cryptée dans des conditions propres à satisfaire les plus cinéphiles des malentendants. La chaîne a travaillé un an pour mettre au point un nouveau procédé de sous-titrage, qui permet de faire partager aux sourds la quasi-totalité de ce qui figure sur la bande sonore d'un long métrage, sans surcharger l'image.

Ce procédé représente une avancée technique par rapport au système actuellement en vigueur à la télévision pour les déficients auditifs. La plupart des chaînes hertziennes disposent en effet d'un service de télétexte, qui permet notamment d'obtenir, pour certains programmes, une version spécialement sous-titrée à destination des malentendants.



BANDEAUX NOIRS

Fondé sur la norme européenne Ceefax, ce système a pris le relais à la fin des années 80 du procédé français Antiope. Les sous-titres sont inscrits sur des bandeaux noirs qui s'affichent sur l'image, en bas de l'écran. Jouant sur les majuscules, les minuscules et les couleurs, le procédé Ceefax restitue bien sûr les dialogues qui, à la différence d'un film en version française, s'inscrivent sous le personnage en train de parler ; il offre en outre des précisions sur l'action qui se déroule à l'écran ou hors-champ : lorsque cela s'avère nécessaire, des commentaires s'inscrivent en jaune sur l'image ; les bruits (sonnerie de téléphone, sirène, coups de feu...) sont indiqués en lettres rouges.

Le procédé mis au point par Canal Plus prend en compte ce système général de sous-titrage mais supprime les cartouches noirs. Les sous-titres sont incrustés sur l'écran (le texte est gravé sur la bande vidéo), ce qui procure une meilleure lisibilité et libère l'image d'inutiles surcharges.

Désormais, chaque semaine, deux films du catalogue de Canal Plus bénéficient du traitement spécial pour les déficients auditifs. Chacun d'eux est diffusé sept fois, les six premières selon le mode Ceefax, la septième selon le nouveau procédé. Avantages supplémentaires de ce dernier : contrairement au sous-titrage Ceefax, il ne subit pas d'altération lorsqu'on le copie au magnétoscope ; et tous les abonnés à la chaîne cryptée reçoivent cette version sous-titrée, sans qu'il soit nécessaire de disposer d'un décodeur spécial.

Jusqu'à présent, pour des raisons techniques, Canal Plus ne proposait aucun service particulier aux sourds et malentendants. La nouvelle génération de décodeurs actuellement en cours d'installation permet à la chaîne de s'intéresser à un public non négligeable : on estime que 7 % des Français sont atteints d'un déficit auditif. Ce qui signifie qu'environ 3,7 millions de foyers seraient concernés.

« ENTREPRISE DE SERVICES »

Canal Plus se refuse à évoquer cette initiative en terme de « marché ». En lançant ce nouveau procédé à destination des sourds et malentendants, la chaîne souhaite montrer, selon les mots de son président, Pierre Lescure, qu'elle est *« autant une chaîne de télévision qu'une entreprise de services »*.

La chaîne cryptée ne compte pas s'arrêter sur les recherches et les applications déjà réalisées. Un projet, mené en commun avec La Cinquième, est actuellement à l'étude pour fournir un service équivalent aux... aveugles. Des commentaires, qui viendraient s'insérer entre les dialogues, pourraient permettre aux non-voyants d'accéder, eux aussi, devant leur poste de télévision, au septième art.

Sylvie Kerviel

★ « Cinéma : *Casque bleu*, de Gérard Jugnot », Canal Plus, dimanche 29 octobre à 5 h 25. *Le Monde* signale les sous-titrages spéciaux pour les malentendants dans ses programmes par un signe spécial : ♦.

Découvertes

par Luc Rosenzweig

ON NE SORT JAMAIS d'une soirée télévision tout à fait dans le même état qu'avant d'y être entré. Prenons une soirée banale, sans qualités particulières, comme il s'en est déroulé des dizaines de milliers depuis l'invention de ce média. A la lecture des programmes du mercredi 25 octobre, on ne s'attend à rien d'extraordinaire. On se dit même que, peut-être, un bon livre...

On a tort. Dans la première partie de « Nulle part ailleurs » sur Canal Plus, nous était présenté par le dynamique et quelque peu irritant Jérôme Bonaldi une invention qui est un démenti cinglant à ceux qui affirment que le génie français est en panne d'imagination. La saison des sports d'hiver approche, et jusqu'à ce jour on n'avait pas résolu le problème de la goutte au nez du skieur en pleine action. S'essuyer le nez avec sa main gantée est un réflexe naturel, mais bien peu hygiénique. Tout souci nous est désormais épargné par l'adjonction d'un petit carré de tissu absorbant fixé sur le dos du gant par un scratch. Ingénieux, non ?

Un mercredi ordinaire d'octobre peut aussi, sans que vous vous y attendiez, augmenter d'une unité votre collection d'histoire juives, grâce au lieutenant Columbo. Livrons-la brute de décoffrage avant d'en expliquer le contexte. Un exhibitionniste entre dans le magasin de confection de Mme Cohen. Il ouvre largement son grand manteau. « *Eh bien, mon ami, il était grand temps de changer votre doublure !* », s'exclame la dame. On soupçonne les scénaristes de cet épisode de la célèbre série d'avoir fait le pari avec des amis de faire raconter une histoire juive par un flic réputé italien, qui fume des cigares puants et aime le parmesan. C'est, entre autres, grâce au fait que la victime ait pu faxer ladite histoire juive à sa femme en vacances à Hawaï que le lieutenant Columbo acquiert la conviction que l'homme ne s'est pas suicidé, mais a bel et bien été assassiné. Et ainsi peut-il confondre un avocat politicien qui rêvait de devenir ministre de la justice. C'est évident, même lorsqu'on a l'intention de se donner la mort, on attend avant que la personne réceptrice de l'histoire ait ri, ou plus probablement fait savoir qu'elle la connaissait depuis des siècles.

On ne saurait terminer cette revue des découvertes impromptues sans mentionner l'existence d'une association du type Alcooliques anonymes destinée à venir en aide aux personnes affectivement et sexuellement dépendantes, autrement dit aux obsédés sexuels, thème de l'émission « Bas les masques » de Mireille Dumas. Ces braves gens se réunissent dans une église, et soulagent leur conscience angoissée en racontant leurs misères à d'autres pauvres bougres taraudés par une libido exacerbée. Réflexion faite, il vaut peut-être mieux aller faire changer sa doublure.

VENDREDI 27 OCTOBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Trafic infos.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée. Salut les Musclés ; Clip ; Jeux.
17.25 La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.

20.50 Feuilleton : Sandra, princesse rebelle [8/8]. Délivrance, de Didier Albert. *Zoltan, qui détient toujours le fils de Sandra, lui propose un marché. Pour revoir son fils, elle doit épouser Simon...*
22.30 Magazine : Sans aucun doute. Présenté par Julien Courbet. La Fausse monnaie ; Les Raves-Parties.
0.10 Magazine : Formule foot. 15e journée du Championnat de D1.
0.45 Musique : Minuit, l'heure du clip. Compil : Liane Foly ; 1.25, Laser ; 2.20, Vinyl
2.50 Journal, Météo.
3.05 Programmes de nuit. Le Vignoble des maudits ; 4.05, TF 1 nuit ; 4.15, L'Aventure des plantes ; 4.45, Musique ; 5.05, Histoires naturelles.

FRANCE 2

12.10 Jeu : Les Z'amours.
12.45 Météo (et 13.40).
12.59 Journal, Transat (et 0.30).
13.40 Point route.
13.50 Série : Derrick.
14.50 Série : Sokö.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Les Premières Fois.
17.45 Série : Génération musique.
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.43 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.15 Bonne nuit les petits.
19.20 Studio Gabriel (et 2.15).
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.55 Téléfilm : Maigret. Maigret et les témoins récalcitrants, de Michel Sibra d'après Georges Simenon, avec Bruno Crémer.
22.35 Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. La Trappe : pourquoi se retirer du monde ? Invité : Dom Marie Gérard Dubois ; Michel Del Castillo ; Jean-Noël Vuarnet.
23.40 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Polynésie, derrière la plage, de Jean-Marc Bordes, Agnès Varhanian et Dominique Merlin.
0.35 Journal, Météo.
0.45 Les Films Lumière.
0.50 Magazine : La 25e Heure. Chargée de famille, d'Ingrid Gogny.
2.45 Programmes de nuit. Envoyé spécial (rediff.) ; 4.20, 24 heures d'info ; 4.30, Jeu : Pyramide, 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Série : Simon et Simon.
14.30 Série : Magnum.
16.10 Feuilleton : Le Don maudit [5/6].
16.40 Les Minikeums. Le Cahier de Taz ; Sandokan ; Batman.
17.50 Série : Les deux font la loi.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Du malheur de trop penser à soi*, de Georges Picard.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.

20.50 Magazine : Thalassa. *Têtes de bois*, de Nicolas Gabriel et Guy Nevers.
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : Michel Blanc. Irlande : une vie de chien ; France : un secret de taille, Chine : les Miaos à longues cornes.
22.50 Météo, Journal.
23.20 Magazine : Pégase. Red Flag (1995) ; Salis au pays des merveilles.
0.15 L'Heure du golf. *L'Alefred Dunhill Cup* à St-Andrews.
0.45 Feuilleton : Dynastie.
1.35 Musique Graffiti. Danse : *Nature morte au cafe Pingouin*, de David Bintley, musique de Simon Jeffes, par le Royal Ballet de Londres (45 min).

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Le Jeune Harry Houdini. De James Orr, avec Will Wheaton.
15.00 Boulevard des clips (et 1.15, 5 45).
16.30 Variétés : Hit Machine.
17.00 Série : Classe mannequin.
17.30 Dessin animé : Tintin. Le Lotus bleu [2/2].
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Loïs et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.
19.50 Sport : Voile.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Notre belle famille.
20.35 Capital 6 (et 23 25).

20.40 Téléfilm : La Nuit du mensonge. De Lou Antonio, avec Jacklyn Smith, Ben Gazzara. *Une femme découvre que son mari, riche editeur, a une aventure avec une call-girl. Après une franche explication avec son époux, celui-ci accepte de rompre avec sa maîtresse. Quelques jours plus tard, cette derniere porte plainte pour coups et blessures.*
22.35 Série : Aux frontières du réel. Aubrey.
23.35 Magazine : Sexy Zap.
0.15 Dance Machine Club.
0.45 Hit Dance.
3.00 Rediffusions. E = M 6 ; 3.25, Fanzine ; 3.50, Barbra Streisand ; 4 45, Mode 6 ; 5.15. Starnews

CANAL +

12.28 Court métrage : Crame pas les blases. De Laurent Pawlotsky.
12.30 La Grande Famille.
13.40 Le journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : Casque bleu. □ Film français de Gérard Jugnot (1994)
15.25 Série : Babylon 5 [15/22] Héritages.
16.05 Surprises (et 17.45, 22.00).
16.15 Cinéma : Les Parapluies de Cherbourg. ■ ■ ■ Film français de Jacques Demy (1963).
17.55 Dessin animé. Les Multoches.
18.00 Le Dessin animé. Iznogoud.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Magazine : Cyberflash.
18.40 Nulle part ailleurs. (et 19.10).
19.30 Flash d'informations (et 21.55)
19.40 Zérorama, le contre-journal.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma. Présente par Isabelle Giordano

20.35 Téléfilm : La Maison de verre. De Rainer Bar.
22.15 Magazine : Jour de foot.
23.00 Cinéma : Meurtre mystérieux à Manhattan. ■ ■ Film américain de Woody Allen (1993).
0.45 Cinéma : Le Bon Fils. □ Film américain de Joseph Ruben (1993, v.o.).
2.15 Cinéma : Petits arrangements avec les morts. ■ Film français de Pascale Ferran (1994).

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.
13.00 Les Yeux de la découverte.
13.25 Le journal du temps (et 18.57).
13.30 Documentaire : Les Marbres de l'Acropole (rediff.).
14.30 Business humanum est. SNCM : le ferry de Marseille à Tunis.
15.30 Qui vive ! ORL chez l'enfant.
15.45 Allô ! La Terre. La Naissance [5/5].
16.00 La Preuve par cinq. [5/5].
16.30 Les Merveilles de l'univers.
17.00 Rintintin. Rintintin et la mère d'O'Hara.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 L'Amour en questions.
18.15 Magazine : Cinq sur cinq.
18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

19.00 Série : Ivanhoé [15/25] Femmes en armes, de Pennington Richards, avec Roger Moore.
19.30 Documentaire : La Chasse au renne en Sibérie. D'Erik Zymen
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Le Roi magique. De Peter Smith, avec Paul Bowa, Jill Baker *Des examens medicaux pratiqués sur deux jeunes enfants d'une famille apparemment sans problèmes revèlent des sevices sexuels. Le pere est accuse d'inceste. Un téléfilm tres sensible sur un sujet difficile*
21.45 Documentaire : Cent ans de cinéma. Scandinavie-Stig Björkman, de Stig Björkman (v.o.)
22.40 Cinéma : Eraserhead. ■ ■ Film américain de David Lynch (1976, N., v.o.). Avec John Nance, Charlotte Stewart, Allen Joseph.
0.10 ▶ Cinéma de poche. Le Temps des cinéphiles. [1/2] Quand le spectateur était roi. Documentaire d'Hélène Mochiri et Claude-Jean Philippe
1.05 Documentaire : La Chute du Mur, une chronique [5/12]
1.20 Documentaire : La chute du Mur, une chronique (6/12)
1.35 Magazine : Transit. Bosnie en attendant la paix. Mostar-Est, une ville coupee en deux ; Vivre ensemble malgre la guerre à Sarajevo ; Portrait d'un général serbe de l'armee bosniaque ; Les Sentinelles de Sarajevo (rediff., 65 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières.Invité : Arno Klarsfeld.19.25 Météo des cinq continents (et 21.55).19.30 Journal de la RTBF. En direct.20.00 Fort Boyard.21.30 Le Carnet du bourlingueur.22 00 Journal de France 2.Edition de 20 heures.22.40 Taratata.Rediff. de France 2 du 22/10.23.50 Sortie libre.0.30 Journal de France 3.Edition Soir 3.1.00 Visions d'Amérique (15 min).
PLANÈTE 19.15 Tattoos.De Cassie Texier.19.40 Couture.[6/6] Yves-Saint Laurent De Gina et Jeremy Newson.20.35 ▶ Tolkien, un portrait deJohn Ronald Reuel Tolkien.De Derek Bailey.21.25 Le Pouvoir des mers.[2/6] Dominer les vagues.De Nigel Turner.22.25 Portraits d'Alain Cavalier.L'Orangère. D'Alain Cavalier.22.40 Carnet de baldu rêve à la passion.De Sophie Lagrangeet Serge Minkoff.23.20 Légendesvivantes d'outre-mer.[7/13] L'Aileron de requin.De Jean Queyrat et Benoît Segur.23 45 L'Irlandeou la mémoire d'un peuple.De Claude Fléouter.0.35 Lonely Planet.[11/13] Zimbabwe, Botswana, Namibie. De Steven Lenhoff (50 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Totalement cinéma.19.30 Stars en stock.20.00 20 h Paris Première.21.00 A bout portant.21.50 Musiques en scènes.22.20 Opéra :Une vie pour le tsar.De Mikhaïl Ivanovitch Glinka. Enregistré au Théâtre du Bolchoï à Moscou, en juin 1992.
CANAL J 17.25 Comte Mordicus.17.50 Les Fables géométriques.18.00 Soirée Cajou.18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Le Journal des bons plans du week-end ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Oit et Oim ; 19.00, Extra large ; 19.15, Tip top clip ; 19.25, Série : Mission top secret ; 19 50, Tip top clip.
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show.Invité : Sylvester Stallone.20.25 Série : Les Envahisseurs.La Fugitive.21.20 Serie : M.A.S.H.Les Officiers modèles.21.45 Le Meilleur du pire.22.15 Chronique moscovite.22.20 Série : Dream On.22.50 Série : Seinfeld.23.15 Top bab.23.55 Série : New York Police Blues.0.45 Série : Lucky Luke.Le Train fantôme (55 min).
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melonet bottes de cuir (et 23.15) Les Chevaliers de la mort.19.50 Série : Cher oncle Bill.20.15 Série : Skippy le kangourou.20.45 Série . Spécial Branch (et 0.10).21.40 Serie : Les Espions.Les Miroirs de la haine.22.30 Série :200 dollars plus les frais.1.00 Série : Mission impossible.Traitement de choc (45 min).
MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 20.00) .19.15 Rebel TV.19.55 Mangazone.21.00 Passengers.22.00 L'Invité de marque.Véronique et Christopher Sanson.22.30 MCM Dance Club.0.30 Rave On (90 min).
MTV 19.00 VJ Naomi Campbell.20.00 Greatest Hits.21.00 Most Wanted.22.30 Beavis and Butt-Head.23.00 News at Night.23.15 CineMatic.23.30 Oddities Featuring the Head.0.00 Partyzone (120 min)
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. (et 1.00).20.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Essen (Allemagne). Quarts de finale. En différé.22.00 Formule 1. Résumé.Grand Prix du Japon : essais, à Suzuka.23.00 Tennis. En différé.Tournoi messieurs d'Essen (Allemagne) : quarts de finale (120 min).
CINÉ CINÉFIL 18.45 Crime passionnel. ■ ■Film américain d'Otto Preminger (1946, N., v.o.).20.30 Les Liaisons dangereuses. ■Film français de Roger Vadim (1959, N.).22.15 Diamond City. ■Film britannique de David Mac Donald (1949, N., v o.).23.45 Evadé de Dortmoor. ■Film américain de Ricardo Cortez (1939, N., v.o.).0.40 Le Testament d'Orphée. ■Film français de Jean Cocteau (1960, N., 75 min).
CINÉ CINÉMAS 18.50 Téléfilm :Croire à en mourir.De Stephen Gyllenhaal (1988), avec Rosanna Arquette.20.30 Hollywood 26.21.00 Chaplin. □Film américain de Richard Attenborough (1992).23.20 Patton. ■Film américain de Franklin J. Schaffner

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique :Le Rythme et la Raison. Opéras en France . cinq saisons musicales. 5. L'Opéra de Lyon. 20.30 Le Banquet.L'Utopie. 21.28 Poésie sur parole. Les poèmes de Philippe Soupault (5). 21.32 Musique : Black and Blue. René Urtreger se souvient de Miles Davis. 22.40 Les Nuits magnétiques. La cite interdite : les usines Renault de Boulogne-Billancourt. 4. Le temps des cerises. 0.05 Du jour au lendemain. Alain Nadaud (Le Livre des malédictions). 0.50 Musique : Coda. Seule la voix (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donnés les 15 et 16 octobre au nouveau Gewandhaus de Leipzig et émis simultanément sur les radios de Francfort et de Sarrebruck, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Leipzig, dir. Marcello Viotti : Métamorphoses symphoniques sur Gesualdo, de Baur ; Concerto pour violon et orchestre n° 2, de Bartok ; Symphonie n° 2, de Beethoven. 22.00 Soliste. Thomas Hampson, baryton. Trois mélodies en français, de Rossini ; Pêcheurs de perles : Air des pêcheurs de perles (Acte I), de Bizet, par l'Orchestre national du pays de Galles, dir. Carlo Rizzi. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Sciarrino, Takemitsu, Bowles. 23.05 Ainsi la nuit.Quatuor pour piano et cordes n° 1, de Mozart, par les membres du Quatuor Guarneri ; Fantaisie pour piano D 760 Wanderer, de Schubert ; Sonate pour violon et piano Ballade, d'Ysaye. 0.00 Jazz club En direct du Duc des Lombards Le Trio de Jimmy Gourley, guitare, avec Dominique Lemerle, contrebasse, Philippe Combelle, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.
RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le violoniste Arthur Grumiaux. Sonate pour piano et violon K 454, de Mozart, Clara Haskil, piano ; Concerto n° 1 pour violon BWV 1041, de Bach, par The English Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard ; Fantaisie n° 1, de Telemann ; Concerto n° 2 pour violon, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Bernard Haitink ; Sonate pour violon et piano, de Lekeu, Riccardo Castagnone, piano. 22.30 Les Soirées.. (Suite). Quintette La Truite D 667, de Schubert, par le Trio Grumiaux, Ingrid Haebler, piano, Jacques Cazauran, contrebasse ; Ouverture sur des themes populaires roumains, d'Enesco, par l'Orchestre symphonique de la Radio roumaine, dir. Horia Andreescu ; Concerto A la mémoire d'un ange, de Berg, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Igor Markévitch ; Sonate n° 1 op. 12 n° 1, de Beethoven, William Kapell, piano. 0 00 Les Nuits de Radio-Classique.

Le général Déficit

par Pierre Georges

UN PARTICULIER est à découvert. Une entreprise, une institution, un Etat, sont en déficit. C'est une différence sémantique pour signifier une différence d'échelle. Mais le concept reste le même.

Déficit ici, déficit là, déficit partout. Déficit de la SNCF. Déficit de la Sécurité sociale. Déficit du budget. Déficit des finances publiques. Déficit de popularité. Déficit de la confiance. Le général Déficit frappe allègrement, en sa tournée d'automne. La France n'en finit plus de faire la somme amère de tous ses déséquilibres comptables, de dresser l'inventaire national au rayon déceptions, inquiétudes et amertumes.

C'est un vieux mot, déficit. Vieux comme le latin, un mot pour dire *« il manque »*. Il manque un peu de tout, en effet, pour faire une France heureuse ou, à tout le moins, confiante en son avenir et en ses dirigeants. Il manque, comme l'on disait autrefois dans les campagnes. Et cet état de manque, cette France en manque, crée un profond sentiment de malaise, d'incertitude, de péril presque.

C'est un vieux mot, déficit. Vieux comme les révoltes et les révolutions. Ainsi le sobriquet infligé en leur temps à Louis XVI et Marie-Antoinette, Monsieur et Madame Déficit. Bien évidemment, nous n'en sommes pas là. Et même très loin de là.

Il n'empêche. Le pays est inquiet et le fait savoir. A sa manière, désordonnée et processionnaire, dans le cumul et l'addition de ses déficits particuliers qui placent nos gouvernants à découvert. Il suffit de lever la tête, de simplement regarder. Un jour, les boulangers. Le lendemain, les restaurateurs. Le troisième, les producteurs de fruits et légumes. On pourrait, dans la routine et la facilité des classifications hâtives, conclure à la concentration, *pedibus cum jambis*, de tous les corporatismes. Mais on peut voir cela autrement aussi : comme l'expression la plus concrète du doute qui, bien loin du palais Brongniart, saisit les marchés, cette Bourse des petits commerces et de la vie quotidienne.

On doute et on le manifeste. En autant de manifestations que de bulles de méthane à la surface de l'eau. Un jour, les fonctionnaires. Le lendemain, les cheminots. Le troisième, les étudiants à Rouen. Le quatrième, les anciens d'Afrique du Nord comme à la parade, sous une forêt de drapeaux. Ces manifestations, dira-t-on, n'ont rien à voir les unes avec les autres. Sans doute. En ce sens, elles ne font pas un tout. Mais elles font un ensemble, un climat. Car toutes ont du succès, toutes font recette. Toutes indiquent que la rue fait appel du déficit de confiance en l'avenir.

Cela peut se dire autrement. En termes de sondages. Semaine après semaine, la confiance s'évapore. On peut tenir le phénomène pour négligeable. On peut se rassurer et, d'un revers de main, d'un coup de menton, écarter cette conjonction d'humeurs et d'opinions. Après tout, la politique de la France ne se fait pas, ou ne devrait pas se faire, le nez sur les sondages. Et la popularité est devenue un luxe inouï, même pour les gouvernants.

Mais tout de même ! Vient un moment, en météorologie politique, où la baisse continue et accélérée du baromètre, en chute libre, vaut avis de gros temps. Or d'évidence, là encore, le baromètre lui-même creuse son déficit. A belles dents !

Le Parti communiste s'inquiète de l'évasion de l'électorat populaire vers le Front national

« L'Humanité » publie une étude de la Sofres sur les motivations des électeurs de Vénissieux

JUSQU'À une date récente, l'affaire était entendue : selon la direction du Parti communiste français, la classe ouvrière, par essence, ne pouvait se laisser aller à un vote en faveur du *« milliardaire Le Pen »*.

Ce n'est que le 22 juin, après les élections municipales, que le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a reconnu que la *« structuration du lepénisme dans le paysage politique constitue pour nous – et depuis plusieurs années – un véritable défi »*, en invitant ses camarades du comité national à *« étudier en détail, et au cas par cas, la composition de cet électorat »*. C'est, aujourd'hui, chose faite.

Annoncée pendant deux jours à la une de *L'Humanité* comme *« un document exceptionnel »* et publiée, jeudi 26 octobre, par le quotidien communiste sur cinq pages, une étude qualitative a été réalisée, pendant l'été, par la Sofres, à la demande de la municipalité de Vénissieux (Rhône), auprès d'électeurs du Front national. Lors des élections municipales, l'alerte avait, il est vrai, été sérieuse. Pour la première fois, la liste d'union de la gauche, conduite par le maire sortant, André Gerin, membre du comité national du PCF et député du Rhône, n'avait pas été élue dès le premier tour. La liste du FN, conduite par un chauffeur routier, avait obtenu 29,56 % des suffrages, tandis que le taux d'abstention – *« la grève des urnes »*, dit M. Gerin – dépassait 45 %.

DÉRACINEMENT ET INSÉCURITÉ

Il ressort de cette étude, fondée sur une quinzaine d'entretiens individuels approfondis – et qui n'a donc rien à voir avec un sondage –, que l'électorat du Front national, très hétérogène, est alimenté par toutes les familles politiques et toutes les catégories socio-professionnelles. Il se nourrit, dans cette grande cité de l'agglomération lyonnaise (60 000 habitants), d'un sentiment de déracinement et d'insécurité, d'échecs personnels réels ou simplement redoutés, ou encore de difficultés psychologiques liées à des situations familiales.

« Ça fait du bien, on n'est pas seul à être mécontent », témoigne ainsi un agent de maîtrise, qui dit se situer plutôt à gauche, en commentant le résultat de la liste FN. Celle-ci bénéficie enfin d'une sorte de vide politique, aussi bien du côté de la droite classique que de celui du PCF, alors même que son dirigeant est peu connu.

En dehors des électeurs traditionnels du Front national, les personnes interrogées reconnaissent avoir voulu marquer leur rejet des partis traditionnels et sanctionner le pouvoir local, en l'occurrence la mairie, jugée *« complice des immigrés »*.

Le vote en faveur de la liste du Front national joue au profit d'une sorte de groupe de pression, dont on ne souhaite pas forcément qu'il accède à la gestion de la commune. *« Si je devais revoter pour le Front national, ce serait avec la certitude qu'il ne pourrait pas passer »*, dit une jeune femme qui se dit proche du RPR.

UN « ÉLECTROCHOC »

Pour le commanditaire de l'étude, M. Gerin, très critiqué par ses administrés, moins pour sa gestion que pour son éloignement, *« les gens ont le sentiment d'être abandonnés »*. *« Ils ont le sentiment qu'on leur raconte la même chose depuis dix ou quinze ans. La manière d'être des dirigeants politiques doit changer »*, ajoute le maire de Vénissieux. Il s'interroge sur l'efficacité de la politique municipale des élus communistes, qui a longtemps consisté à corriger les inégalités à coups d'aides sociales, sans parvenir à résoudre la question cruciale du chômage.

Face à cet *« électrochoc »*, il se dit prêt à redéfinir les priorités de son équipe, voire à bousculer la lourde machine municipale, forte de quelque mille employés. *« Cette étude fait mal, mais je préfère que ça fasse mal aujourd'hui plutôt que lors du prochain renouvellement du conseil municipal »*, dit-il.

Le responsable communiste, proche de M. Hue, tire aussi les enseignements de l'étude de la Sofres dans le sens de la nouvelle stratégie du PCF. *« Il faut revivifier le pluralisme politique*, affirme M. Gerin. *Il n'y a pas de Parti communiste s'il n'y a pas d'autres partis. »*

Jean-Louis Saux

L'issue incertaine du référendum au Québec provoque un vent de panique au Canada

TORONTO
de notre envoyée spéciale

Les Québécois s'apprêteraient-ils à voter en faveur de la « souveraineté » lors du référendum du 30 octobre ? Jusqu'à la semaine dernière, les milieux financiers, le gouvernement d'Ottawa et ceux des autres provinces canadiennes considéraient cette éventualité comme hautement improbable. La « menace » est soudainement devenue plus tangible après la publication de plusieurs sondages accordant jusqu'à deux points d'avance au camp du « oui », alors que 10 % de l'électorat resterait indécis.

Un vent de panique s'est levé en début de semaine : la baisse du dollar canadien par rapport à la devise américaine a contraint les autorités – y compris le gouvernement « séparatiste » du Québec – à soutenir leur monnaie. La Banque centrale du Canada a relevé de 0,98 point son taux d'escompte, tandis que, à Montréal, des Québécois inquiets se précipitaient dans les bureaux fédéraux pour faire renouveler ou pour obtenir à temps leur passeport canadien.

Prenant la mesure du danger, le premier ministre canadien, Jean Chrétien, a annulé la visite de cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale à Ottawa pour intervenir directement dans la campagne, notamment sur les ondes de la télévision nationale, mercredi 25 octobre. Depuis la crise d'octobre 1970, jamais un chef de gouvernement fédéral n'avait ainsi « réquisitionné » le petit écran. M. Chrétien a surtout visé les indécis, les fédéralistes déçus ou *« ceux qui songent à voter oui pour que le Québec obtienne un meilleur rapport de forces »*.

> « Briser le Canada ou le bâtir, rester ou partir : voilà l'enjeu »

En cas de victoire du « oui », les forces souverainistes ont en effet promis de tenter de négocier un *« nouveau partenariat politique et économique »* avec le Canada. *« Briser le Canada ou le bâtir, rester ou partir : voilà l'enjeu »* d'une décision *« aux conséquences imprévisibles et incalculables »*, a-t-il averti.

Le chef du gouvernement fédéral s'est déclaré *« persuadé qu'un Québec fort au sein d'un Canada uni est la meilleure solution pour tous »*. A l'issue de cette démarche, M. Chrétien a reçu, mercredi 25 octobre, un « coup de pouce » de Washington. Le président Bill Clinton a dit combien les relations de son pays avaient été constructives avec un *« Canada uni »* tout en soulignant qu'il ne souhaite pas s'immiscer dans le choix des Québécois. Le porte-parole de M. Clinton à la Maison Blanche a ensuite renchéri en affirmant que l'adhésion d'un *« Québec souverain »* au traité de libre-échange nord-américain ne serait pas *« automatique »*. Au Canada, les premiers ministres de l'Alberta, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario ont, le même jour, et chacun à leur manière, invité les Québécois à faire confiance en l'avenir commun.

Toutes ces *« vagues promesses »* n'ont aucune crédibilité, le passé l'a prouvé, a rétorqué, dans son droit de réplique télévisé, Lucien Bouchard, à la fois le chef de l'opposition à Ottawa et leader du camp du « oui » au Québec. A travers le rappel de chacun des revers constitutionnels essuyés par la province depuis 1982, il s'est attaqué personnellement à M. Chrétien, *« l'homme qui s'est dressé sur le chemin des Québécois à chaque fois qu'ils ont voulu se comporter comme un peuple »*. *« Le temps est venu de cesser de quémander »*, a-t-il lancé, et de mettre fin à trente années de *« discussions stériles »* pour négocier *« de peuple à peuple et d'égal à égal »* un nouveau partenariat avec le Canada.

Martine Jacot

Excédent commercial de 9 milliards de francs en août

LE COMMERCE EXTÉRIEUR français a dégagé un excédent de 9,05 milliards de francs au mois d'août, selon les données provisoires corrigées des variations saisonnières publiées jeudi 26 octobre par la direction des douanes. Ce chiffre était particulièrement attendu car, le mois précédent, en juillet, l'excédent était tombé à 4,7 milliards et de nombreux experts s'étaient demandé s'il ne constituait pas le premier indice d'un retournement de tendance.

Avec le recul, on mesure qu'il s'agissait seulement d'un accident statistique et que la France est en passe d'engranger de nouveaux records commerciaux en 1995. Sur les huit premiers mois de l'année, l'excédent cumulé atteint 72,5 milliards de francs, contre 47,7 milliards au cours de la période correspondante de 1994. Encore faut-il observer que si cet excellent résultat provient pour partie du dynamisme des exportations (118,5 milliards en août), il s'explique aussi par la faiblesse de la demande intérieure, qui freine les importations (109,5 milliards).

SOMMAIRE

SERVICES

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 26 octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	17970,80	– 0,24	– 10,12
Honk Kong index	9841,06	+ 0,67	+ 20,14

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 25/10	Var. en % 24/10	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1764,12	+ 2,32	– 6,22
Londres FT 100	3537,80	+ 0,07	+ 15,40
Zurich	—	—	+ 13,67
Milan MIB 30	964	+ 8,07	– 5,95
Francfort Dax 30	2150,13	+ 1,72	+ 2,06
Bruxelles	1423,58	+ 0,62	+ 2,44
Suisse SBS	—	—	+ 29,92
Madrid Ibex 35	293,85	+ 1,03	+ 3,10
Amsterdam CBS	299,60	+ 0,63	+ 7,76

DEMAIN dans « Le Monde »

LE QUÉBEC ENTRE FLEUR DE LYS ET FEUILLE D'ÉRABLE : la Belle Province se prononcera par référendum sur sa souveraineté, lundi 30 octobre. Le débat est aussi vif que truculent, chez les « souverainistes » francophones.

Tirage du *Monde* daté jeudi 26 [illegible] 295 exemplaires 1 - 3

Le regroupement des communes s'accélère

AVEC 1 200 établissements publics de coopération, l'intercommunalité gagne du terrain. L'Assemblée des districts et des communautés de France (ADCF) l'a rappelé à l'occasion de ses états généraux, mercredi 25 octobre à Paris. *« Je suis convaincu que l'intercommunalité telle que nous la pratiquons est au cœur du développement local »*, a déclaré Marc Censi, son président. Si l'Etat n'a pas eu raison de la grande dispersion des 36 000 communes, il semble avoir réussi à pousser les maires à s'unir sur des projets. Claude Goasguen, ministre de la réforme de l'Etat, a annoncé qu'il souhaitait *« aboutir à la mise en place d'un dispositif plus simple à deux étages : d'une part, l'intercommunalité d'association, d'autre part, l'intercommunalité de projet »*. Il s'agirait de fusionner districts et communautés de communes, de rapprocher les communautés urbaines et les communautés de villes, et de supprimer les syndicats d'agglomération.

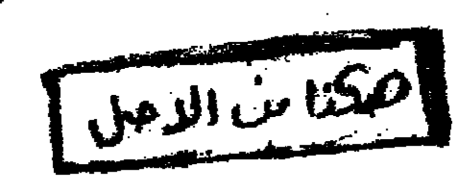
■ **JAPON : le procès du chef de la secte Aum**, présumé responsable de l'attentat au gaz perpétré dans le métro de Tokyo le 20 mars (onze morts et plus de cinq mille intoxiqués), a été reporté mercredi 25 octobre. Le gourou a en effet récusé son avocat à la veille de la première audience. Le procès ne pourra vraisemblablement pas commencer avant le début de 1996. – *(Corresp.)*

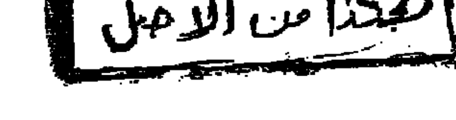
■ **NUCLÉAIRE : un incendie a ravagé un transformateur** situé dans la partie non nucléaire de la tranche 4 de la centrale du Bugey (Ain). Le sinistre s'est déclaré mercredi 25 octobre à 9 h 40 et a été maîtrisé vers 11 h. Il n'a fait aucune victime, indique EDF.

■ **AFFAIRES : le procureur de la République de Créteil** a transmis, mercredi 25 octobre, au procureur de la République de Paris le dossier concernant la découverte de 2,4 millions de francs lors d'une perquisition au siège du PR, le 20 juillet, par le juge Eric Halphen. La somme découverte proviendrait des fonds secrets de Matignon.

■ **HÉPATITE C : Elisabeth Hubert**, ministre de la santé publique et de l'assurance-maladie, a annoncé qu'une lettre va être adressée aux médecins généralistes afin de les inciter à mieux dépister les personnes susceptibles d'être porteuses du virus de l'hépatite C. Entre 500 000 et 650 000 personnes seraient porteuses de ce virus en France (*Le Monde* du 26 octobre).

■ **TRANSAT : Jean-François Deniau**, ancien ministre et président du conseil général du Cher, étudie la possibilité de traverser l'Atlantique en solitaire, en novembre, des Canaries aux Antilles. Un catamaran serait mis à sa disposition, avec un équipement électronique et électrique tel que l'auteur de *La Mer est ronde* puisse naviguer seul dans les limites d'effort physique que lui ont imposées diverses interventions chirurgicales depuis quelques années.





Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 27 OCTOBRE 1995

Un rêve de bibliothèques

C'est un voyage passionnant et souvent surprenant qui attend le lecteur des dix volumes du « Patrimoine des bibliothèques de France »

PATRIMOINE DES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE
Fondation des banques CIC pour le livre et ministère de la culture, diffusion en librairie : éditions Payot, 10 volumes (150 F chacun) et un index (30 F).

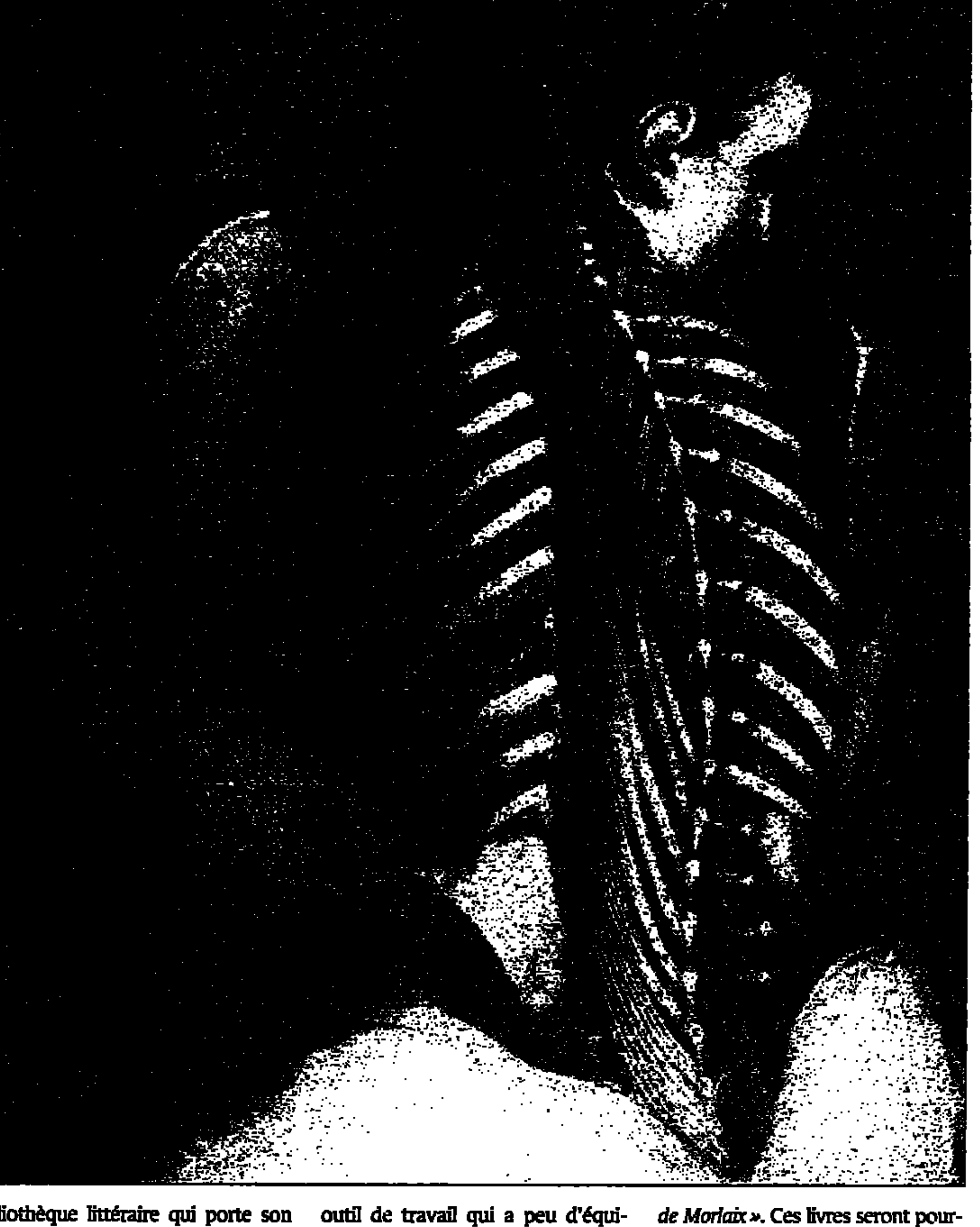
Ce sont d'abord des livres d'images. De beaux livres à feuilleter au hasard. Une encyclopédie, sans ordre ni alphabet, où l'on passe d'un corps de femme du XVIIIe siècle, délicatement écorché, planche anatomique à faire pâmer un marquis de Sade, à un album de voyage – Lapérouse perdu dans une anse au fond de l'Alaska. Un chasseur de Vincennes en petite tenue succède à une lettre d'Aragon zébrée de collages orageux. D'une vis d'Archimède traitée en lavis ombreux, on saute à Louis XIV en empereur romain ; après une charge de cavalerie signée Géricault, voici une vue de la Bièvre par Atget, puis le projet d'un palais pour le roi de Rome sur la colline du Trocadéro, suivi d'un grand échassier rose à bec plat croqué par Audubon. Au fil des pages, Marguerite de France, dessinée par Clouet, voisine avec un autoportrait de Baudelaire et une affiche vantant Jacques Doriot, sur fond d'usines. Ces planches à rêver sont tirées du *Patrimoine des bibliothèques de France* : dix volumes – 2 300 pages, 3 000 documents reproduits – qui recensent le fonds de 380 bibliothèques patrimoniales dispersées dans toute la France. Et encore la Bibliothèque nationale est-elle exclue du panorama : pour faire état de ses collections, auxquelles des ouvrages ont déjà été consacrés, il aurait fallu doubler le nombre des volumes.

Une véritable plongée dans l'histoire culturelle du pays

Or, ici, il s'agit de défricher des terres, ou plutôt des rayons, pratiquement inconnus. Du grand public et même des spécialistes. Qui peut se flatter d'avoir exploré la bibliothèque de l'Ecole de médecine navale de Rochefort, une mine pour suivre les grandes circumnavigations du XVIIIe siècle, ou celle de Canteleu en Normandie, qui conserve les livres de Flaubert ? La bibliothèque municipale de Valenciennes, propriétaire de *La Cantilène de sainte Eulalie*, premier poème en langue française, ou la bibliothèque Inguimbertine de Carpentras, avec ses manuscrits grecs et hébreux ? Les bibliothèques de l'université Louis-Pasteur à Strasbourg, parmi les plus riches d'Europe dans le domaine scientifique, ou le fonds parisien de l'Alliance israélite universelle ?

Outre l'énorme plaisir de feuilleter les volumes, de tomber sur de belles images, l'amateur pourra musarder à travers les rayons d'une bibliothèque où il ne mettra jamais les pieds, découvrir l'histoire d'un fonds, l'aventure d'un collectionneur – celle, par exemple, du couturier Jacques Doucet qui créa la bibliothèque littéraire qui porte son nom (120 000 manuscrits, 35 000 livres rares) et la Bibliothèque d'art et d'archéologie (450 000 livres imprimés, 100 000 catalogues de ventes, 5 000 titres de périodiques, 12 500 estampes) – ou le legs d'un écrivain, tels les 30 000 volumes et les archives de Louis Aragon réunis dans son moulin de Saint-Arnoult-en-Yvelines.

Cette publication comble aussi une lacune. Il faut en effet remonter à 1932, avec les deux tomes des *Richesses des bibliothèques provinciales de France*, pour retrouver une publication comparable dans son projet, sinon dans son ampleur. Avec ce *Patrimoine*, le chercheur dispose désormais d'une banque de données, succincte mais réelle, concernant tous les grands fonds patrimoniaux conservés en France. L'ensemble, publié sous l'égide de la Fondation des banques CIC pour le livre et du ministère de la culture, est un réel outil de travail qui a peu d'équivalent à l'étranger.



« L'Ange anatomique », de Jacques Gauthier d'Agoty, une des richesses de la bibliothèque interuniversitaire de médecine de Paris

Région après région, établissement après établissement, on apprend comment se sont constituées les bibliothèques françaises. Elles ont presque toutes la même origine : les saisies révolutionnaires. Arrachés aux couvents ou aux hôtels de l'aristocratie, des milliers de volumes ont été mis à la disposition du public. Non sans lenteurs et dégâts parfois. A Morlaix, Jacques Cambry est chargé, en 1794, par l'administration du Finistère, de faire l'*« inventaire des objets échappés au vandalisme »*. Parmi eux, 8 000 à 9 000 volumes de provenances diverses et difficilement identifiables, datant principalement des XVe et XVIe siècles. Ces ouvrages avaient été déposés à la caserne des Jacobins, *« dans des barriques avec odeur de lie de vin »*. Sept ans plus tard, on fait état de *« spoliations sans nombre qui ont eu lieu dans le dépôt de Morlaix »*. Ces livres seront pourtant à l'origine de la bibliothèque communale qui ouvre en 1873. Elle compte aujourd'hui 120 000 volumes. A Rennes, c'est la collection d'un magistrat, Christophe-Paul de Robien, conseiller au Parlement de Bretagne, qui va servir de noyau à la bibliothèque municipale. L'inventaire, dressé du 23 messidor au 12 thermidor an II, recense 4 308 volumes, dont 123 manuscrits religieux, mais aussi celui du *Roman de la Rose* du XIVe siècle, un *« Coran écrit en arabe sur papier gommé et très lisse de la Chine »* et *« les registres secrets du Parlement de Bretagne en 38 volumes in-folio »*.

Ces fonds vont être complétés, au XIXe siècle, par des achats et des dons massifs. En 1868, le docteur Barjavel offre un ensemble de 10 000 volumes et manuscrits rares à la bibliothèque Inguimbertine de Carpentras. Vingt ans plus tard, Jean-Baptiste Laurens, peintre et musicien, lui lègue 1 400 manuscrits autographes et partitions musicales (Lully, Campra, Lalande, Couperin). En 1881, un autre citoyen de la ville, Isidore Moricelly, fait don de 700 médailles romaines à l'établissement, qui reçoit, au cours de la même décennie, 546 volumes de chimie et de médecine du sénateur Alfred Naquet, ainsi que 2 500 livres et trois malles d'archives du comte Victor de Sobirats, inestimables reflets de la vie locale pendant cinq générations. Paradoxalement, l'importance sociale du livre va se raréfier avec sa banalisation. La diffusion de la lecture, après Jules Ferry, va orienter les bibliothèques vers la lecture publique et les collectionneurs vers les arts plastiques, plus prestigieux. Les dons seront moins fréquents au cours du XXe siècle et les dations moins nombreuses que dans d'autres domaines. Or les fonds légués par un collectionneur sont souvent incomparables : en trente ans, celui-ci peut accumuler sur un thème donné plus de matériaux qu'aucune bibliothèque publique ne sera jamais en mesure de le faire. La bibliothèque municipale de Nantes a ainsi reçu, en 1932, la collection d'Otto Friedrichs, un Allemand qui avait voué sa vie – et sa fortune – à la cause de Louis XVII. Il avait réuni 7 000 documents imprimés et 1 200 estampes autour de la vie de l'enfant du Temple et des prétendants qui ont surgi après sa mort. Le fonds dépasse de beaucoup le propos de son promoteur : il a considérablement enrichi le fonds révolutionnaire de la bibliothèque. A Boulogne-Billancourt, Paul Marmottan a rassemblée 20 000 volumes et 12 000 estampes, irremplaçables pour la connaissance de l'administration napoléonienne des 132 départements de la France impériale...

On voit que, loin d'être une sèche bibliographie des richesses régionales, ce *Patrimoine des bibliothèques de France* est aussi une véritable plongée dans l'histoire culturelle de notre pays. Il incite, en outre, au voyage. *« Au même titre qu'une usine désaffectée puis réhabilitée ou encore qu'un cimetière, une bibliothèque est une architecture inscrite dans un paysage et comme telle qui gagne à être visitée*, soutient Michel Simonin dans sa préface au huitième tome consacré à la Bretagne, aux Pays de la Loire et au Poitou-Charentes. *« A quand un voyagiste éclairé pour organiser un tour de France des bibliothèques ? »* Le guide est déjà prêt. Il manque un onzième volume : celui des grandes bibliothèques patrimoniales francophones en dehors de France, en particulier celles de Belgique, de Suisse et du Québec.

Emmanuel de Roux

► **Lire également page XI notre article sur l'aventure du « Patrimoine ».**

Un impie nommé Pasolini

Voici juste vingt ans, l'écrivain-cinéaste disparaissait violemment. L'édition française lui rend abondamment hommage. Salut... et polémique

La France a toujours été fidèle à Pasolini. C'est à Paris que le cinéaste avait décidé de projeter *Salò*. Les Parisiens découvrirent dans une mémorable première, trois semaines après son assassinat, survenu dans la nuit du 1er au 2 novembre 1975. C'est à la télévision française qu'il donna son dernier entretien. Pasolini avait avec la France un rapport ambigu : de complicité et de défiance. Il fut hué à Vincennes.

Il rattachait à la Provence son cher Frioul et puisait chez les troubadours une partie de son inspiration lyrique. Il fut influencé par Godard, par Tati, autant que par Rossellini et Fellini, qu'il influença à son tour. Cinéaste célébré, comme le prouve un remarquable essai d'Hervé Joubert-Laurencin, livre que l'on peut d'ores et déjà considérer comme un ouvrage de référence difficilement surpassable, il eut plus de peine à faire admettre, dans nos frontières, son œuvre littéraire. Ses poèmes pourtant, selon certains, étaient sa vraie force.

Vingt ans ont passé. Vingt ans, et c'était hier. Foudroyé au sommet des années 70, années de libéralisation que Pasolini était le premier à conspuer, alors qu'elles avaient porté sa voix, il n'a jamais disparu de la scène. Et des chercheurs du monde entier n'ont cessé d'enquêter sur une œuvre inépuisable. Une anthologie de poèmes, un recueil d'essais, le théâtre complet, un journal de voyage en Inde, des récits de jeunesse, un roman : voilà ce que l'édition française offre pour marquer ce jour terrible où Pasolini fut trouvé écrasé par sa propre voiture dans un décor qu'il aimait.

« Autoportrait » (1947) D.R.

Fallait-il publier *Pétrole* ? Les héritiers ont longuement hésité, puis ont opté pour une édition philologique du manuscrit, dans son inachèvement, de toute façon prévu dans le projet de l'écrivain. Hector Bianciotti, qui a souvent, dans ces colonnes, exprimé la plus profonde admiration pour Pasolini poète et prosateur, et qui a largement contribué à diffuser et approfondir la connaissance de l'écrivain, répond, sans réserve, que la publication de ces pages constitue une *« action impie »*. Serait-il sophistique d'affirmer que l'adjectif n'aurait pas déplu à l'auteur, qui l'utilisa dans un entretien avec Jean Duflot (1) ?

Pasolini entendait lancer une bombe. Mais la mort l'a arrêté à mi-parcours. Que de reproches les héritiers n'auraient-ils pas endurés s'ils avaient enseveli ce trésor dans un tiroir ! Le succès, appuyé par une campagne de contestation et de scandale, en Italie, a été considérable : deux cent mille exemplaires. Pour une centaine de pages à la sexualité exacerbée, dominée par la prostitution et l'inceste, de nombreux chapitres réflexifs sur l'écriture, la vie politique et la corruption, et un long parcours littéraire et nostalgique, inspiré du formalisme russe, de *La Divine Comédie*, des *Possédés* et des *Frères Karamazov*, des romans de l'Antiquité et de l'Orient, avec en arrière-fond le thème, en effet dostoïevskien, du pacte avec le diable.

Dans son essai, Hervé Joubert-Laurencin, avec une admirable finesse, analyse les thématiques de ce roman inclassable, en les renvoyant à ce qu'il appelle les *« appunti »*, la série des courts-métrages et films de repérages, mais aussi à la *Divine Mimésis* et au scénario de *Saint-Paul*, jamais tourné : « Petrolio *est le roman, malheureusement inachevé pour cause d'assassinat, dans lequel la forme pasolinienne, de plus en plus présente dans son œuvre, une forme maîtresse de l'inachèvement (résurgence du* non finito *des récits des années 50, auxquels, du reste,* Petrolio *revient de diverses manières), était en train de trouver son lieu le plus achevé. Cette forme, de plus en plus nette dans son écriture littéraire des années 70, avait été progressivement expérimentée au cinéma. »*

De son côté, Franco Fortini, ami-ennemi du poète, avait très tôt perçu dans l'œuvre poétique, et notamment dans *La Meilleure Jeunesse* (2), *« l'image angélico-satanique, mortuaire et tragique »* qui trouvera une nouvelle forme et un écho dans *Pétrole*, que le critique lit également comme un *« dialogue avec Elsa Morante »*. Dans une très longue étude de ce roman inachevé (3), il propose une amusante comparaison avec la *Sagrada Familia* de Gaudi à Barcelone, mais aussi avec les rêves éveillés de Buñuel et de Tarkovski.

Le débat est ouvert. Ou plutôt il n'est pas fermé. De Pasolini, vingt ans après, on n'attendait pas moins. Le consensus n'est pas de mise. Et encore moins l'hagiographie.

René de Ceccatty

(1) D'abord publié chez Belfond en 1970, cet entretien fut réédité par la même maison en 1980 sous le titre *Les Dernières paroles d'un impie*.
(2) Traduit par Philippe di Meo, in *La Nouvelle Jeunesse*, Lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1979.
(3) Article paru le 8 novembre 1992, dans *Il Sole 24 Ore* et repris dans *Attraverso Pasolini*, Einaudi, 1993.

► **Lire notre ensemble sur l'œuvre pasolinienne pages IV et V**

L'ÉDITION

■ **Sartre aux enchères.** Le manuscrit d'une pièce écrite en 1940 par Jean-Paul Sartre lors de sa détention au stalag XII D de Trèves et publiée en 1962, *Bariona ou le Jeu de la souffrance et de l'espoir*, a été vendu aux enchères à Dieppe. Estimé 25 000 F, ce cahier d'une quarantaine de pages offert par l'auteur au journaliste Marc Bénard, un de ses compagnons de captivité, a été finalement adjugé pour 53 000 F à un acheteur anonyme.

■ **Une Librairie de France à la Bibliothèque nationale.** Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, a annoncé l'ouverture, dans l'enceinte de la Bibliothèque nationale de France, d'une librairie de 400 mètres carrés spécialisée dans les œuvres classiques rares. « *L'aménagement de cette librairie sera très prochainement confié à un concessionnaire, à l'issue d'un appel de candidatures* », précise le ministre, qui ajoute qu'« *une liste des lacunes sera élaborée dans le domaine des romans des XVIIe et XVIIIe siècles, et* [que] *le Centre national du livre soutiendra fortement la réédition de ces textes* ».

■ **Le *Magazine littéraire*,** qui a déjà conclu plusieurs accords de coopération avec la presse internationale, s'associe pour la première fois à une chaîne de télévision nationale, la chaîne portugaise TV2. Chaque mois, après le journal de 22 h 30, l'émission « Acontece » sera consacrée au dossier du magazine français, ainsi qu'à l'actualité littéraire en France à travers la partie critique de cette publication.

■ **Un Français à la tête de l'Union internationale des éditeurs.** L'éditeur Alain Gründ, qui dirige les éditions du même nom et fut président du Syndicat national de l'édition (SNE) de 1985 à 1991, a été élu à la présidence de l'Union internationale des éditeurs (UIE).

■ **Sélections Renaudot, Femina et Novembre.** Le jury du prix Renaudot a rendu publique son avant-dernière sélection en vue du prix qui sera attribué le 13 novembre : *La Langue maternelle*, de Vassilis Alexakis (Fayard) ; *Province*, de Jacques-Pierre Amette (Seuil) ; *Les Braban*, de Patrick Besson (Albin Michel) ; *L'Orgue de barbarie*, de Bernard Chambaz (Seuil) ; *Un amour d'Ingrid Weber*, d'Yves-Michel Ergal (Calmann-Lévy) ; *Demain la veille*, de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard) ; *Le Testament français*, d'Andreï Makine (Mercure de France) ; *Le Livre des malédictions*, d'Alain Nadaud (Grasset). Une deuxième sélection a été établie en vue de l'attribution du prix Interallié, le 21 novembre : *Province*, de Jacques-Pierre Amette (Seuil) ; *Franz*, de Christian Combaz (Laffont) ; *La Souille*, de Franz-Olivier Giesbert (Grasset) ; *Peinture fraîche*, de Gilles Lagorce (Lattès) ; *L'Incendie de Copenhague*, de Gilles Lapouge (Albin Michel) ; *Le Testament français*, d'Andreï Makine (Mercure de France) ; *Une affaire embarrassante*, de Gilles Martin-Chauffier (Grasset) ; *L'Anneau du pêcheur*, de Jean Raspail (Albin Michel) ; *Histoire de France*, de Stéphane Denis (Fayard). Une deuxième et dernière sélection, enfin, pour le prix Novembre, qui sera décerné le 4 novembre : *Dieu est avec celui qui ne s'en fait pas*, de Michel Crépu (Nil) ; *Les Grandes Blondes*, de Jean Echenoz (Minuit) ; *Une affaire embarrassante*, de Gilles Martin-Chauffier (Grasset) ; *Russe blanc*, de Jean-Pierre Milovanoff (Julliard) ; *Zones*, de Jean Rolin (Gallimard) ; *De l'antisémitisme*, de Stéphane Zagdanski (Julliard).

■ **Prix littéraires.** le prix Laure Bataillon, récompensant le meilleur livre de littérature traduite, a été attribué à Hans Magnus Enzensberger pour son livre *Requiem pour une femme romantique* (Gallimard) et au traducteur de cet ouvrage, Georges Arès. L'Algérien Salah Guemriche, auteur de *Un amour de djihad* (Balland), a obtenu deux prix littéraires : le prix Mouloud Mammeri, décerné par la Fondation Nourreddine-Abba, et le prix de l'Afrique méditerranéenne-Maghreb, de l'Adelf. Henry Gidel a reçu la bourse Goncourt de la biographie pour son livre *Les Deux Guitry* (Flammarion). Le Grand prix de la Francophonie a été décerné par l'Académie française au poète libanais Salah Stétié. Le Prix des bouquinistes est allé à Jacques Perry pour *Le Cœur de l'escargot* (Albin Michel), et le prix Léautaud à José Giovanni pour *Il avait dans le cœur des jardins introuvables* (Laffont).

Lettres en scène à Toronto

Au fil des années, la métropole canadienne est devenue la capitale mondiale des lectures publiques. Façon show...

Le XVIe festival international des auteurs s'est déroulé à Toronto du 11 au 21 octobre. Auteurs *(authors)*, pour bien marquer qu'il s'agit d'écrivains et non de simples *writers*, parmi lesquels auraient pu se glisser de quelconques journalistes. Les rencontres ont lieu dans les bâtiments du Harbourfront Center, d'anciennes installations portuaires au bord du lac Ontario aménagées en centre culturel par l'Etat, aujourd'hui sérieusement menacées par les réductions budgétaires. L'endroit sert également de siège aux lectures publiques hebdomadaires *(reading series)* organisées par l'équipe du festival tout au long de l'année.

En une vingtaine d'années, l'ensemble de ces manifestations a conduit plus de deux mille trois cents auteurs venus de quatre-vingt-dix pays à lire leurs textes en public au Harbourfront Center. Un record mondial. D'autant qu'il prend en compte des signatures largement connues, de Kenzaburo Oé à Hans Magnus Enzensberger, d'Amos Oz à Mario Vargas Llosa, de Nadine Gordimer à Saul Bellow. La France, représentée à hauteur de la Finlande, y reste étrangement discrète. La cause en serait un billet d'avion autrefois refusé à Marguerite Yourcenar. L'affaire du *Rainbow-Warrior* serait arrivée par là dessus, maladroitement réactivée depuis quatre mois. Est-ce suffisant pour autoriser les *reading series* à présenter la Guadeloupe et la Martinique comme des Etats indépendants ?

Cette année, cinquante-cinq auteurs, confrontés parfois, lus et traduits par trente-quatre écrivains, ont planché devant douze mille spectateurs payants. Le discret Alan Bennett (*La Folie du roi George*) avait fait le voyage, tout comme Bret Easton Ellis. Autour de quelques stars nord-américaines comme Margaret Atwood, Richard Ford, Joyce Carol Oates, Grace Paley, Mordecai Richler, la langue française était représentée par le Québécois Jacques Godbout, l'Algérienne Assia Djebar et les Français Michel Deguy et Alina Reyes.

Inventeur du festival, le bouillonnant Greg Gatenby, que le *Toronto Star* qualifie de « *premier impresario littéraire du pays* », avait associé littérature et spectacle en 1975 en organisant soixante-douze heures de poésie sans interruption « *pour attirer l'attention du monde* ». De cette expérience (refusée au Livre des records), il a conservé une capacité confondante à rappeler les-noms-des-généreux-mécènes-qui-ont-permis-à-l'événement-d'exister, et à tenir une salle en haleine : « *Nous avons dû décaler notre lecture hebdomadaire en raison de l'importance de celui qui a accepté à-titre-tout-à-fait-exceptionnel* (silence) *de venir sur cette scène* (silence), *Umberto* Eco (frissons). *Oui, l'auteur du* Nom de la rose (applaudissements). *Retenez également notre soirée au bénéfice du Pen Canada qui fera dialoguer Susan Sontag et Michael Ondaatje* (applaudissements). *Il reste quelques billets en vente.* »

DÉDICACES

Chaque soirée du festival, organisée autour de trois auteurs, dont l'un est très connu des amateurs torontois, se conclut par une indispensable séance de dédicace. Cet élan délicat et spontané est devenu une petite industrie outre-Atlantique, où les auteurs ont appris à soutenir ainsi leurs causes favorites. Mais le cœur de l'opération, celui qui emplit le théâtre, consiste dans la lecture publique, un art profondément anglo-saxon, auquel des manuels permettent désormais de se préparer. Chacun dispose de trente minutes pour lire l'extrait qu'il a choisi. Pour les étrangers (les textes en langue originale sont moins courus), les traductions sont lues par les auteurs, qui ne regimbent pas à affronter l'anglais. Des comédiens prennent à l'occasion le relais, mais leur ton a peu à voir avec la lecture d'auteur.

« *Au siècle dernier déjà, cela servait d'appoint aux auteurs*, rappelle Margaret Atwood. *La tradition s'est poursuivie dans les tournées en Amérique. N'oubliez pas que Dickens est mort pendant une lecture publique. Et n'est-ce pas Wilde qui évoquait* The white spaces/of the white open faces/of the audience (Les espaces blancs/des blancs visages ouverts/de l'assistance). *Cela a continué jusqu'aux débuts du cinéma pour disparaître dans les années 30 et 40 et ressurgir avec la Beat Generation, dans les cafés d'abord, sur la côte ouest. J'ai moi-même commencé en lisant mes poèmes dans un café enfumé, avec les inévitables guitaristes à l'entracte.* »

Malgré une tradition de salon, l'exercice n'a jamais connu le même succès public chez les francophones. Jacques Godbout confie à *L'Express*, l'hebdomadaire en français de Toronto : « *On écrit en silence, on donne une voix à nos personnages, alors cela peut nous sembler étrange de lire à haute voix en public.* » Et Alina Reyes fait part de son « *dépaysement* ». Cela conduit à « *des choix un peu pernicieux. Les auteurs sélectionnent les extraits drôles. Ils veulent séduire la salle en la faisant rire. C'est un show. Ils deviennent des comédiens* ». Tous ne se plient pas aux règles du divertissement. Ainsi Michel Deguy, qui a lu quelques pages des plus poignantes.

« *Nous vendons des surprises intellectuelles*, dit Greg Gatenby. *Si je vous annonce :* « Molière vient ce soir », *ça ne changera pas votre opinion sur* Le Bourgeois gentilhomme, *mais :* « *Gee, c'est Molière !* » *vous viendrez. Un auteur rend son livre neuf à la lecture, parce que nous lisons trop vite. Il ne s'agit pas de se prendre pour Laurence Olivier. Notre plus grand succès a été celui d'un Norvégien bègue, Knut Falbakken. On a vendu tous ses livres en magasin, alors que personne ne le connaissait avant, et que les gens avaient acheté des tickets pour un autre auteur. Vous, Européens, aimez les débats d'idées, nous préférons le plaisir infantile d'écouter quelqu'un raconter des histoires.* »

Jean-Louis Perrier

Etats-Unis : Gore Vidal par Gore Vidal

Bien qu'ayant toujours affirmé qu'il ne parlerait jamais de lui-même – mais nombreux, en revanche, sont ceux qui ont parlé de lui –, l'écrivain américain Gore Vidal publie, à soixante-dix ans, *Palimpsest* (Random House), un livre de Mémoires sur ses trente-neuf premières années. On y trouve des détails un peu snobs sur ses amitiés avec bon nombre de célébrités – Jackie et Jack Kennedy, Tennessee Williams, Eleanor Roosevelt, Anaïs Nin, Paul Newman et sa femme Joanne Woodward... –, sur ses relations difficiles avec Norman Mailer, ou sur sa brève liaison avec Kerouac. Bref, toutes sortes d'anecdotes à propos de gens très connus ! Il fait à peine référence à Howard Austen, son compagnon depuis plus de quarante ans, et s'attache surtout à parler de sa mère, dramatiquement alcoolique, de son père, avec qui il a appris à piloter, et de son grand-père aveugle à qui il faisait la lecture. Mais surtout il raconte un amour de jeunesse pour un camarade d'études, Jimmy, qui fut tué pendant la deuxième guerre mondiale. *Palimpsest* vient couronner une longue carrière littéraire : vingt-deux romans, neuf volumes d'essais, cinq pièces de théâtre, des scénarios de films.

■ **ÉTATS-UNIS.** Trente-cinq ans après avoir remporté le National Book Award avec *Goodbye Colombus* devant Saul Bellow et William Faulkner, Philip Roth vient d'être nominé pour cette année, toujours dans la série Fiction, bien entendu, avec son vingt et unième livre, *Sabbath's Theater*, devant Madison Smartt Bell avec *All Souls' Rising*, Edwige Dantricat avec un recueil de nouvelles *Krik ? Krak !*, Rosario Ferre avec *The House on the Lagoon*, et Stephen Dixon avec *Interstate*. Le prix comporte également une série Poésie et une série Non-Fiction.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Autre investissement étonnant : Miles Tripp, auteur d'une trentaine de romans policiers et ancien président de la fameuse Crime Writers Association, a commencé dès les années 60 à collectionner les chèques d'auteurs célèbres, en commençant par celui émis par Charles Dickens le 28 février 1865, d'une valeur de 5 livres. Il en possède beaucoup d'autres aujourd'hui : l'un de Rudyard Kipling, qui, devenu célèbre et fort riche, investissait le 7 mai 1912 700 dollars pour des actions de la Canadian Pacific Railway, un autre de Lord Byron et beaucoup de George Bernard Shaw, qui ont d'ailleurs peu de valeur car il en faisait beaucoup, persuadé qu'à moins de 15 livres les gens ne les encaisseraient pas, son autographe valant plus ! Il existe à Coventry un club qui regroupe les collectionneurs de chèques.

■ **RUSSIE.** Dans la série « Un siècle, vu de Russie » créée par l'édition biélorusse Polyfact, viennent de paraître *Les Strophes du siècle*, une anthologie de la poésie russe, signée par le célèbre poète russe Evguéni Evtouchenko (né en 1933). Après *Les Contes du siècle*, c'est le deuxième volume de cette série, qui devrait se poursuivre jusqu'en l'an 2000.

■ **ESPAGNE.** En visite à Madrid pour un cycle de débats autour de son mari, Maria Kodama, la veuve de Jorge Luis Borges, a défendu bec et ongles son agent littéraire, le célèbre Andrew Wylie (qui a également en charge les intérêts de Salman Rushdie et de Martin Amis) ; Wylie demande un million de dollars (près de 5 millions de francs) aux éditeurs espagnols pour publier les œuvres complètes de son mari. Certains, souligne-t-elle, payent ce prix uniquement pour un best-seller. Andrew Wylie, lui, est au service des auteurs et de leurs droits et manifeste une grande connaissance de la littérature. Maria Kodama explique, par ailleurs, qu'elle a eu besoin de contracter une hypothèque pour acheter le siège de la Fundación Internacional Jorge-Luis-Borges à Buenos Aires, dont l'inauguration n'a pu avoir lieu que grâce à un généreux donateur.

Lectures étudiantes

Un sondage sur la culture des jeunes Français, Allemands et Italiens

Plus de la moitié des étudiants français sont incapables de citer spontanément le nom d'un écrivain italien, alors que, s'agissant des auteurs français, seulement 25 % de leurs homologues italiens et 12 % des étudiants allemands sont dans le même cas. Dans le panthéon étranger des uns et des autres, c'est Sartre qui s'avère l'auteur français le plus connu des Allemands (40 %), Marguerite Duras étant le premier auteur vivant cité (8 %). Les Italiens, eux, citent d'abord Baudelaire (33 %). Goethe est le premier auteur allemand que reconnaissent les Français, Umberto Eco arrivant en tête des auteurs italiens (19 %), devant Dante (13 %) et Buzzati (11 %).

Ces chiffres sont tirés d'un sondage confié à la Sofres par la direction du livre et de la lecture et France-Loisirs, en collaboration avec *Le Monde*, afin de porter des « *regards croisés* » sur les comportements de lecture et la connaissance réciproque des littératures nationales chez les étudiants qui seront les Européens de trente ans en l'an 2000 (1). Commencée l'an dernier avec une comparaison entre étudiants français et allemands (*Le Monde* du 31 octobre 1994), l'enquête se poursuit cette année, à l'occasion du Temps des livres, en y ajoutant les étudiants italiens.

Qu'on se rassure : dans l'ensemble, l'honneur de l'université française n'est pas tout à fait perdu. Concernant, en effet, le nombre de livres lus au cours des douze derniers mois, l'enquête discerne une consommation plus importante en France qu'en Allemagne, l'Italie restant loin derrière : 17 % de Français lisent au moins vingt-cinq livres dans l'année ; ils ne sont que 7 % en Allemagne et 3 % en Italie. Et si 43 % des Français et des Allemands lisent moins de dix livres par an, ils sont près de 75 % dans ce cas en Italie.

S'agissant des goûts pour certains genres, il apparaît que les Français et les Italiens sont davantage portés vers les œuvres classiques (plus de 33 % contre seulement 17 % des étudiants allemands), que les Allemands sont plus ouverts aux romans contemporains étrangers (50 %; contre 30 % pour les Français et les Italiens), moins aux sciences humaines (22 % contre 35 % des Italiens et 30 % des Français), que les Italiens ont sur les lettres françaises un regard littéraire quand les Allemands connaissent mieux la philosophie et les romans du XXe siècle. Et si on se réjouit d'apprendre que, dans les trois pays, le livre est ressenti comme le meilleur moyen de « *faire rêver et d'apporter des connaissances* », il faut avouer, cependant, que parmi les ouvrages lus (et non seulement cités), c'est... *Astérix* qui se taille, avec 80 % de lecteurs, la part du lion en Allemagne. Un aveu moins honorable mais peut-être plus sincère que celui des Français qui déclarent, pour 38 % d'entre eux, avoir « *lu* » la *Critique de la raison pure*...

M. V. R.

(1) L'échantillon comprend des étudiants de toutes disciplines entrant en troisième année de faculté. Résultats complets disponibles à la direction du livre et de la lecture, 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Salons du livre de jeunesse. A l'occasion de la manifestation « Jeunes en lettres, livres en fête » et à l'initiative de l'association des libraires de la ville, le Salon du livre de jeunesse de Biarritz ouvrira ses portes pour la deuxième fois, samedi 4 et dimanche 5 novembre (rencontres, ateliers d'écriture, débats...). (Palais des festivals de Biarritz. Renseignements : Artésud (Bernard Noël), 87, rue Judaïque 33000 Bordeaux. Tél. : 56-96-02-81.)

CORRESPONDANCE

L'édition scolaire (suite)

A la suite de notre article « Grogne dans l'édition scolaire » (« Le Monde des Livres » du 15 septembre) et de la publication d'une réaction d'un enseignant « revendiquant » le « photocopillage » (« Le Monde des livres » du 29 septembre), nous avons reçu la lettre suivante de Bertrand Eveno, PDG des éditions Nathan :

« La loi du 3 janvier 1995 stipule les conditions dans lesquelles la reprographie est autorisée. Les enseignants ont la mission la plus belle qui soit, celle de transmettre le savoir et de confier les valeurs dont nous sommes les héritiers à ceux qui nous suivent, qui à leur tour devront préserver nos valeurs et leur richesse fragile. Les éducateurs s'acquittent tous – à de rarissimes exceptions – de cette mission avec compétence, abnégation et sens moral. Lorsque l'un d'entre eux se fait prosélyte des pillards et des démolisseurs, j'ai le devoir de crier : « Au voleur ! Arrêtez-le ! Qu'il rentre dans la loi ! » (...)

» Les éditeurs sont libres, libres de faire leur devoir et de proposer aux enseignants des outils pédagogiques de qualité. Les enseignants sont libres de faire leur devoir et de sélectionner les manuels scolaires qu'ils estiment convenir aux élèves. Ils ne sont pas libres de saper les fondements séculaires d'une « pédagogie de la trace » pour imposer une pédagogie furtive, un savoir déstructuré, des acquis solubles et des valeurs aussi volatiles que les photocopies qui gisent au fond des cartables quelques jours avant d'encombrer les poubelles. Qui donnera le goût du livre si les enseignants s'en détournent ?

» Faut-il parler d'argent ? Les éditeurs scolaires qui ont disparu, pas plus que les journaux qui ont sombré depuis cinquante ans, n'ont la possibilité de le faire. Les enseignants sont redevables à la communauté des deniers publics qui leur sont confiés. Ils peuvent en consacrer une partie à la photocopie. Avec décence. Les auteurs des plus beaux textes de notre patrimoine ont droit au respect. Les auteurs de manuels scolaires aussi, qui sont tous des enseignants de qualité.

» Car enfin : j'irai danser dans mon village le 14 juillet prochain. L'accordéoniste fera tourner les têtes et la commune versera une redevance à la Sacem, pour permettre en toute justice aux musiciens d'écrire encore demain des valses et des tangos pour les bals de la République. Deux poids, deux mesures ? »

Par ailleurs, Mme Colette Clément, mère d'une élève du secondaire, nous a communiqué les éléments suivants :

« Puisque les éditeurs se plaignent du photocopillage, il serait plus judicieux de leur part de baisser le prix des livres scolaires. Je viens de faire l'achat de ceux de ma fille pour une terminale S. Compte tenu du changement des programmes, je n'ai pu acquérir que quatre livres d'occasion. Ces derniers ont d'ailleurs un prix inférieur de seulement 20 % par rapport à un neuf !

» J'ai dépensé la somme de 1 197,50 francs uniquement pour les livres obligatoires (1), somme que je vous invite à mettre en parallèle avec les livres à 10 francs.

» Les éditeurs devraient éviter la pléthore des manuels, chacun voulant produire un volume dans chaque matière et pour chaque niveau, quand le marché ne peut être extensible à l'infini. Qu'ils cessent de sortir de « *fausses* » nouvelles éditions. Les éditeurs souhaitent un effort du ministère, qu'ils commencent par se montrer raisonnables ! »

(1) Philosophie, 129 F ; géographie, 152 F ; histoire, 99 F ; sciences de la vie et de la terre, 124 F ; manuel de spécialité, 63 F ; mathématiques, 126,50 F ; physique, 156 F ; chimie, 145 F ; latin, 98 F ; anglais, 105 F ; le professeur de russe utilise les livres des années précédentes...

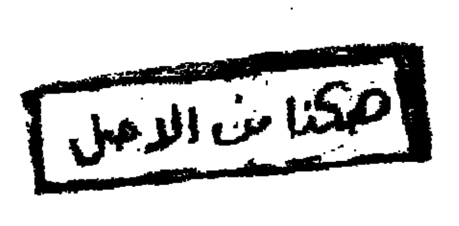
COLLOQUES ET SOCIÉTÉS

■ **EXPOSITION DOMINIQUE DE ROUX.** La première exposition consacrée à l'écrivain et éditeur Dominique de Roux, mort en 1977, se tiendra du 27 octobre au 26 novembre au Musée-Bibliothèque Rimbaud de Charleville-Mézières. Elle comprendra des photographies, les éditions de ses œuvres et de nombreux documents. Parallèlement, outre une soirée de lectures, l'édition d'inédits et d'un *Dossier H* sur l'écrivain, une revue sera lancée : *Exil/Dominique de Roux* (Rens. : (16) 24-59-33-80).

■ **« LA POÉSIE, C'EST QUOI ? »** Jacques Roubaud tentera de répondre à cette question, mardi 7 novembre de 16 h 30 à 18 h 30, au cours d'une lecture-rencontre animée par Jean-Baptiste Goureau. (Salle des colloques de l'ENS Fontenay-Saint-Cloud, 31, avenue Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses tél. : 41-13-25-20. Rens. : Yves Charnet, au Centre de recherches sur la création poétique.)

■ **COLLOQUE JEAN GIONO.** Dans le cadre du centenaire de la naissance de l'écrivain, et après les colloques d'Aix-en-Provence et de Paris, l'université d'Artois accueillera un colloque sur *Le Hussard sur le toit*, jeudi 16 et vendredi 17 novembre à Arras. Sont prévues une projection du film en présence du réalisateur Jean-Paul Rappenau et des interventions de cinéastes et d'universitaires. (Rens. : université d'Artois, UFR de lettres modernes, 9, rue du Temple, 62030 Arras. tél. : (16) 21-60-37-23.)

■ **LE CENTRE EUROPÉEN POUR L'ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION** de Bruxelles organise le colloque international « Argumentation et sciences humaines », vendredi 3 et samedi 4 novembre. (Salle du conseil d'administration : institut de sociologie, 1er étage, avenue Jeanne, 44 B-1050 Bruxelles. Rens. : Mme Salis 02/650-42-07.)



Carson McCullers au cœur

La romancière américaine considéra toujours la France comme son pays d'adoption. Elle y a trouvé sa biographe la plus attentive, loin des rumeurs sur la paternité de son œuvre ou sur sa sexualité

CARSON McCULLERS
Un cœur de jeune fille
de Josyane Savigneau.
Stock, 503 p., 150 F.

Lorsqu'elle vient pour la première fois à Paris, fin novembre 1946, Carson McCullers rencontre André Bay, son éditeur français chez Stock. Il racontera plus tard que, lorsqu'il est allé la chercher à son hôtel pour leur premier déjeuner, elle était encore en vêtement de nuit, une bouteille de cognac à côté d'elle. Elle lui expliqua qu'elle souffrait d'agoraphobie et ne pouvait quitter la chambre. « *Moi, je voulais sortir, j'avais faim,* se souvient Bay. *J'ai décidé de la porter après qu'elle eût mis un manteau, puisque, à cela, elle ne s'opposait pas. Elle était mince, mais elle était vraiment très grande, donc assez lourde quand même. Nous sommes sortis de l'hôtel dans ce curieux équipage. Je ne suis pas allé très loin, je me suis arrêté au premier bar. J'ai pu manger. Elle a bu. Nous avons parlé, comme si tout cela était absolument banal. Elle semblait toutefois être un peu toujours comme dans un rêve, comme parfois les gens qui boivent sans cesse, du matin au soir.* »

par Edmund White



Carson McCullers en compagnie de son ami George Davis, rédacteur en chef du « Harper's Bazaar »

CARTIER-BRESSON

En 1951, Carson et Reeves, son beau mari, reviennent en France. Avec l'argent qu'elle a gagné pour l'adaptation à la scène de *Frankie Addams*, qui fait un succès à Broadway, elle achète une maison de campagne à une heure de Paris. Mais son mariage alors va mal. Elle et Reeves ont déjà divorcé une fois, et se sont remariés ; ils donnent à présent l'impression d'aller tout droit vers un second divorce. Tous deux boivent énormément. Un ami américain de l'époque, John Brown, déclare, après les avoir reçus chez lui, en France, à la campagne, qu'« *on ne pouvait pas vivre sous le même toit que ces gens-là, quelle que soit l'amitié qu'on ait éprouvée pour eux : trop d'alcool, trop de cris, trop de drames, de disputes de gens ivres qui ne se contrôlent plus* ».

Quand, ensuite, les McCullers s'installent à l'Hôtel du Pont-Royal à Paris, Carson appelle son ami Tennessee Williams, qui loge au même endroit. Elle lui demande de l'aider à changer de chambre pour s'installer à un étage inférieur – ils sont au cinquième –, car Reeves menace de sauter par la fenêtre. Williams court parler au malheureux Reeves qui explique vouloir mourir parce qu'il vient de découvrir qu'il est homosexuel. Williams répond sèchement : « *Eh bien, moi, tu vois, Reeves, je ne me jetterais par la fenêtre que si l'on m'obligeait à n'être pas homosexuel !* »

Reeves est tiré de son désespoir ce jour-là, mais Carson ne peut bientôt plus supporter ses accès de dépression où il remâche sa rancœur. Elle repart sans lui pour les Etats-Unis. En novembre 1953, Reeves se suicide dans un autre hôtel parisien.

Malgré le malheur qu'elle a connu en France, Carson McCullers ne cessera jamais de rêver à son pays d'adoption, royaume mythique de la culture. Est-ce la raison pour laquelle elle vient d'y trouver le plus intelligent de ses avocats ? Le livre de Josyane Savigneau cumule les qualités – et évite les pires défauts – des traditions biographiques américaines et françaises. Les Français sont souvent longs dans l'analyse et courts pour la recherche ; les Américains peuvent épuiser par la pléthore des informations, jusque dans des détails sans importance, irriter le lecteur averti en moralisant à l'excès et en réduisant les comportements à des « clés » psychologiques de nature freudienne (généralement sexuelle).

L'auteur s'intéresse à McCullers l'artiste et possède une louable connaissance des besoins, des habitudes et des travers inévitables d'un écrivain. Elle retrace son évolution esthétique avec une rare sensibilité. Elle se refuse aux propos spécieux sur McCullers la « bisexuelle » ou la « lesbienne » et observe avec finesse que ses attachements affectifs ont été pour la plupart des amours d'écolière pour des femmes : rien ne laisse supposer qu'aucun d'entre eux ait été physique. Elle réfute calmement l'accusation absurde, et souvent reprise, selon laquelle ses livres auraient été écrits par son mari. Elle est également prompte à montrer que l'apparente neutralité des biographes américains de McCullers cache une hostilité indéniable – et imméritée – envers leur sujet, qui n'est autre, en fin de compte, que l'ordinaire mépris petit-bourgeois du biographe littéraire pour son héros, ou son héroïne, excentrique et bohème.

Camus observait que les écrivains américains sont les seuls au monde à n'être pas nécessairement des intellectuels. Peut-être cette rugosité est-elle précisément ce qui a porté des Européens fatigués, après-guerre, à s'enthousiasmer pour Erskine Caldwell, James Jones et Carson McCullers. Mais l'une des grandes qualités de ce travail est d'avoir corrigé cette impression fausse d'une McCullers primitive. Comme elle le souligne, Carson, sans avoir reçu beaucoup d'instruction, était une lectrice infatigable, qui a été influencée par les grands Russes, notamment Dostoïevski, et par D. H. Lawrence, James, Proust, Flaubert, Joyce et Faulkner. A l'adolescence, sa lecture de Dostoïevski lui fait prendre conscience de la stagnation sociale et du racisme du vieux Sud, en découvrant de frappantes similitudes entre la Russie du XIXe siècle et le Sud américain d'avant la deuxième guerre mondiale : « *C'est dans le Sud – et là seulement* –, écrit-elle, *qu'existe une classe paysanne nettement définie. Ces divisions sociales n'empêchent pas les gens du Sud de former une population homogène. On peut considérer le Russe et le Sudiste comme des « types » nationaux qui ont en commun certains traits psychologiques parfaitement reconnaissables (hédonisme, imagination, paresse, sensibilité) – une véritable ressemblance de cousins germains.* »

Lectrice infatigable, elle fut influencée par les grands Russes

Carson McCullers est née Lula Carson Smith, à Colombus (Géorgie) – une ville de trente mille habitants –, le 19 février 1917. Sa décision de renoncer finalement à son prénom et d'endosser le patronyme de son mari est, semble-t-il, typique de la plupart des écrivains du Sud, qui tous ont fait de la composition d'un nouveau nom leur premier acte créatif ; l'on pense à Tennessee Williams, à Truman Capote, à Flannery O'Connor, entre autres. Et l'on remarque avec intérêt que ni « Flannery », ni « Carson » ne ressemblent à des noms de femmes.

Au milieu de la pauvreté et de l'extrême ennui, la petite Lula s'adonne à des rêveries sans fin, joue du piano, lit frénétiquement et écrit des pièces de théâtre (elle met en scène, dans l'une d'elles, un débat passionné entre Jésus et Nietzsche qui laisse perplexe sa famille).

A tout juste dix-sept ans, elle part pour New York étudier le piano, mais, très vite, elle a la nostalgie du Sud et entreprend d'écrire ses deux premiers romans (non publiés). Elle s'essaye au journalisme, rencontre celui qu'elle épousera, publie des nouvelles dans des revues, puis, à vingt-trois ans, sort *Le Cœur est un chasseur solitaire*, son livre le plus ambitieux. Ces promesses lumineuses, porteuses d'espoir, sont assombries par sa mauvaise santé chronique (un rhumatisme aigu non diagnostiqué, qui lui laissera un cœur fragile et concourra finalement à sa mort précoce), par l'excès d'alcool également, et son incapacité à réussir son mariage. Son mari est un écrivain manqué, amer et envieux, parfois violent avec elle ; elle retourne près de sa mère chaque fois qu'elle a un problème, ne sait pas s'occuper de sa maison et se révèle piètre cuisinière, quand encore elle fait l'effort d'essayer. Elle est aussi de plus en plus attirée par des femmes, celles qu'elle appelle ses « *amies imaginaires* », de Garbo au jeune écrivain suisse Annemarie Clarac-Schwarzenbach, dont la mort prématurée la jette dans un deuil profond. Ces attachements sentimentaux accentuent la dégradation de sa relation à son mari.

Les crises affectives sont contrebalancées par les succès littéraires qui se succèdent, avec notamment la publication de *Reflets dans un œil d'or* en 1941 – que L'auteur considère, à juste titre, comme son texte le plus fort –, *La Ballade du café triste* (d'abord paru dans un magazine en 1943), et *Frankie Addams* en 1946. McCullers n'a pas trente ans et elle a déjà écrit presque toute l'œuvre pour laquelle elle est connue aujourd'hui. Elle est l'amie de la plupart des grands écrivains américains, parmi lesquels Tennessee Williams, son plus solide allié, qui ressort de cette biographie comme un modèle de bonne humeur, de fidélité et de générosité.

Les vingt années qui restent à Carson McCullers – elle mourra en 1967, à l'âge de cinquante ans – ne sont que tragédie, avec le suicide de son mari, la lente, douloureuse détérioration de sa santé, son propre combat perdu contre l'alcool et ses quelques revers littéraires. Heureusement, sa biographie n'oublie jamais de rappeler le courage de McCullers, sa gentillesse et son intelligence aiguë, le don qu'elle a de se faire des amis.

Dans son précédent ouvrage, Josyane Savigneau s'est penchée sur Marguerite Yourcenar, une femme tout aussi sexuellement ambiguë et possédée par son art que Carson McCullers. Mais là s'arrête la ressemblance entre les deux romancières. McCullers est enfantine et confiante, Yourcenar, peu avenante et farouchement autonome. La première a écrit de façon obsessionnelle sur son enfance, sous le couvert de nombreux personnages imaginaires ; la seconde a projeté sa curiosité vers d'autres époques et d'autres cultures, ne méditant sur ses propres origines qu'à la fin de sa vie, sans recours à la fiction. Yourcenar possède un style marmoréen et a reçu une éducation classique impressionnante ; McCullers est une artiste autodidacte qui procède par inspirations soudaines, à la recherche constante et tâtonnante d'une vision poétique du vécu. Avec ces deux portraits inoubliables, Josyane Savigneau a entrepris d'évoquer, dans sa grande diversité et sa richesse, la vie imaginative des femmes de ce siècle.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

★ Signalons l'édition récente (1994) des *Romans et Nouvelles* de Carson McCullers établie par Pierre Nordon et présentée et annotée par Christine Lemardeley-Cunci, Livre de poche, coll. « La pochothèque classiques modernes », 1 152 p., 140 F.

Chronique d'une mort lente

Un veuf inconsolable face à des femmes lourdes de désir : économe de ses mots, Marie Ferranti dit la passion d'une terre de silences

LES FEMMES DE SAN STEFANO
de Marie Ferranti.
Gallimard, 120 p., 80 F.

Dense, lisse et dur, c'est le beau récit d'une mort lente, sobre et cruelle comme un galet – anonyme, anodin, meurtrier parfois. Celle de Francesco, un homme « *à la bouche pleine d'ombre* », dépris de la vie depuis la mort de sa compagne.

Veuf inconsolé, il ne pouvait ni prononcer le nom de la disparue, ni l'entendre d'autrui. Père empêché, lui-même ne nommera pas leur enfant, Elena –, c'est la tradition, omniprésente et implacable, qui s'en charge. Perdu dans son chagrin, il accomplit posément et sans révolte le drame d'une destinée sans objet. Imperméable au regard des autres, jaloux de ce dédain hautain et souverain qu'il affiche pour tout ce qui l'entoure et qui fait la vie, il ne tient aucun compte du désarroi haineux qu'il provoque. Chez les femmes surtout, impitoyables gardiennes de l'ordre du monde. C'est moins les yeux de ciel clair de l'homme que la brutalité soudaine, cruellement passionnelle, de sa mère, qui transforme la jeune Paulina, vive et curieuse, en une silhouette terne comme de la cendre froide. Moins les pulsions du mâle solitaire que le désir de Marthe, de Chiara, d'Emilienne enfin, qui scelle le sort fatal.

« LEUR » FRANCESCO

Au village, les femmes, inlassables, racontent « leur » Francesco aux enfants avides de sombres confidences et de maléfices innommables. Elles « *disaient céder de peur que ce ne fût pire (...), taisaient le plaisir et la douceur qu'elles y trouvaient elles-mêmes* », vampires nouveaux qui retrouvent, « *chez ces enfants proches de l'âge d'homme, les ravissements oubliés et le silence captif de l'amour qu'ils leur portaient dans la première enfance* ». Les jeunes garçons, piégés entre leur soif d'affirmation et la peur de l'abandon, pactisent avec ces modernes Erinyes. Sommés à leur tour de participer au complot contre Francesco, héros dégradé en paria, les hommes « *attribuèrent la cause de cette folie à leur oisiveté* ».

Emilienne avait déjà fait une victime, un amoureux transi qu'elle se plut à humilier, lui faisant « *perdre sa dignité d'homme à la vue de tous* ». « *Jamais ils n'avaient vu une cruauté aussi appliquée à ce qu'il ne restât rien d'un homme.* » Prédatrice secrète, elle vit dans une pièce sans lumière, où les meubles luttent contre l'obscurité, les fauteuils aux aguets sous leurs housses. Face à la retorse Emilienne, dont la « *vertu n'était qu'une absence de sentiment* », à Chiara, « *maigrie de la rage qu'elle mettait à ne pas renoncer* », Francesco n'est pas de taille. En fait, peu lui importent les reproches, « *qu'il lui* [faille] *distinguer les choses en pleine lumière non pour ne plus les ignorer mais pour ne plus les confondre* » ! Cette confusion est la marque de cet entre-deux, ni vie ni mort, où il erre sans but. Mi-homme, mi-ombre, il n'est « *pas plus maître de son temps que des songes, du cours de la rivière ou même de l'instant de sa propre mort* ». D'autres en décideront, dans ces silences bourdonnant d'insectes, de « *tintement des cuillères, craquement des biscuits secs, bruits des petites lampées de café aspirées par à-coups* », collège de Parques élargi.

Le récit est précis, économe, sans un mot de trop. Secret tacite d'une terre orgueilleuse et sauvage, impulsive et altière. Marie Ferranti livre un court premier roman d'une force peu commune, à l'écriture serrée, au sens ténu, que les paragraphes – courts – aèrent comme pour assurer que la respiration n'y est pas oppressée. Un texte beau et austère comme le paysage qui l'anime. La jeune femme vit à San Firenzu – pardon : Saint-Florent –, pendant occidental de Bastia à la base du cap Corse. Mais fallait-il nommer l'innommable ?

Philippe-Jean Catinchi

Pasolini trahi ?

Avec « Pétrole », il voulait « construire une forme ». Il n'eut pas le temps d'aller au bout de son ambition. Et la publication du texte en l'état n'ajoute rien à son œuvre. Au contraire...

PÉTROLE
(Petrolio)
de Pier Paolo Pasolini.
Texte établi
par Aurelio Roncaglia,
traduit de l'italien
par René de Ceccatty,
Gallimard, 614 p., 184 F.

LES ANGES DISTRAITS
de Pier Paolo Pasolini.
Traduit de l'italien
par Marguerite Pozzoli,
Actes Sud, 296 p., 138 F.

Autant le dire tout de suite : la publication de cet amas de fragments basardeux, reliés par une sorte de canevas troué, qu'est *Pétrole* contamine d'un pédantisme niais l'œuvre romanesque tout entière de Pasolini.

par Hector Bianciotti

Il fallait, certes, mettre à la portée des chercheurs, des historiens de la littérature, ces quelque six cents pages dont on ne peut sauver qu'une trentaine et, encore, éparpillées ; mais les proposer à un public qui, vingt ans après la disparition de l'écrivain, pourrait ne pas être un public « avisé » relève d'un manque inqualifiable de bon sens et constitue, tout simplement, une action impie. Une boutade d'Oscar Wilde veut que chaque grand homme ait ses disciples et que ce soit toujours Judas qui écrive la biographie ; Wilde oubliait les ayants droit.

Vers 1972, dans une page qui est la toute première de l'ouvrage et ressemble à une disposition testamentaire, on lit que *« la totalité de* Pétrole *(à partir de la deuxième version) devra se présenter sous la forme d'une édition critique d'un texte inédit (considéré comme une œuvre monumentale, un* Satiricon *moderne) »*. Suivent des directives et la méticuleuse organisation de ce chaos que nous avons entre les mains, à cela près que l'auteur de l'édition critique prévue par l'auteur de l'œuvre n'a pas tendu de passerelles entre *« les fragments de "l'œuvre reconstituée" »*, au moyen de documents journalistiques, *« pour l'information du lecteur »*.

Pétrole serait-il donc, de propos délibéré, la désintégration du roman et, telle une forme de suicide, celle du romancier lui-même ? Le lecteur devrait-il, par conséquent, considérer l'ouvrage comme un travail abouti ?

Aurelio Roncaglia, qui a établi avec force scrupules le texte, ne peut s'empêcher d'observer que *« l'inachèvemenbt est évident, non seulement dans la quantité de pages, mais aussi dans la qualité de ce qui reste »*.

En outre, Pasolini confie, ici et là, au lecteur, une curieuse ambition d'ordre esthétique : *« Mon devoir d'écrivain est de fonder* ex novo *mon écriture (...). Même si je ne l'avais pas décidé et voulu, ce texte devait être nécessairement un nouveau jeu : tout en lui est en effet lourde allégorie, presque médiévale (précisément illisible). »* Sa décision, dit-il, n'est pas d'écrire une histoire, mais de *« construire une forme »*, *« forme consistant simplement en "quelque chose d'écrit". Je ne nie pas que certainement la chose la meilleure aurait été d'inventer carrément un alphabet, si possible de caractère idéogrammatique ou hiéroglyphique, et d'imprimer le livre en entier comme ça »*. Et de songer à une invention de signes alphabétiques ; et de demander au lecteur d'*« avoir confiance en l'effet positif, à tout le moins, de la pure et simple accumulation de matériaux »*, non sans l'avertir – *« là-dessus je dois être brutalement explicite »* – que dans ce récit *« la psychologie est remplacée massivement par l'idéologie »*...

RESSASSEMENT

Si on lisait d'emblée ces déclarations de principe, on pourrait croire à une folle, mais combien respectable, tentative laissant loin derrière elle le *Finnegans Wake* de Joyce... Hélas ! au lieu d'aboutir à la *« construction d'une forme »* – à l'exception de quelques pages où l'écrivain se rapproche de l'un de ses modèles, Gadda, le Gadda de *La Connaissance de la douleur*, lequel se souvient de Manzoni... –, Pasolini ressasse les idées exprimées tant de fois, notamment dans ses premiers romans, *Les Ragazzi* (1955) et *Une vie violente* (1959). D'une part, le *« lien intime et suprême »* entre corps et pauvreté : *« ... Comment le corps en était avantagé, préservé tel qu'il était, ainsi, dans sa "pâte" populaire qui était santé, innocence, barbarie, criminalité : bien loin du sentiment de faute, de la banalité et de la vulgarité. »*

D'autre part, c'est sur un ton élégiaque que Pasolini déplore le crépuscule du langage dialectal, dans toutes les régions de la Péninsule : *« Ce n'est guère plus qu'un accent. Il a perdu toute expressivité et les mots d'argot sont tombés de ses rameaux morts comme des feuilles sèches. »* Il ne voulait toujours pas comprendre que les dialectes isolent et maintiennent les pauvres dans leur pauvreté, dans l'ignorance, en marge de la culture, du plus modeste avenir. Ainsi, jadis, n'avait-il pas accepté que, à propos des *Ragazzi*, Elio Vittorini fît remarquer que, sous un travestissement réaliste, l'auteur ne montrait que des intérêts purement philologiques. Il n'en sera convaincu que quelques mois avant sa mort lorsqu'il lui arrivera de constater qu'aucun des garçons des environs de Rome (dont il avait appris le parler dès son arrivée dans l'*Urbs*, croyant, de la sorte, *« aller au peuple »*) *« ne serait plus capable de comprendre l'argot de* [ses] *romans, et que, ironie du sort, il lui faudrait consulter un glossaire, comme un bon bourgeois du Nord »*.

Ceux qui affectionnent les prémonitions que l'on peut discerner dans une œuvre et croient que la mort de Pasolini est la conclusion inéluctable de celle-ci – qu'il l'a voulue, cette mort, cherchée, imaginée, racontée dans l'espoir d'une noire rédemption – ne seront pas déçus en lisant la page 330 de *Pétrole*.

Sans atteindre à la gravité et au charme d'*Actes impurs*, ni d'*Amado mio* (1), les récits rassemblés dans *Les Anges distraits* par Nico Naldini – cousin de Pasolini et auteur d'une biographie de l'écrivain d'une précision et d'une discrétion rares (2) – ne manquent pas d'intérêt, en particulier le plus long, « Romàns » – nom d'un bourg du Frioul.

On a dit et répété que les écrits secondaires d'un grand écrivain valent la peine d'être considérés, car ils constituent la meilleure critique de ses chefs-d'œuvre. Or, en l'occurrence, une question se pose : Pasolini fut-il un grand écrivain ? Peut-être, tous genres confondus, un grand artiste. En tout cas, on ne voit pas pointer de chef-d'œuvre dans sa production romanesque, dont on pourrait même dire que chaque titre fait regretter le précédent.

(1) Gallimard, 1984.
(2) *Pier Paolo Pasolini : une vie*, Gallimard, 1991.



HERBERT LIST/SCHIRMER/MOSEL IN « ITALIEN »

Pier Paolo Pasolini à Rome en 1953

« Le meilleur de moi-même »

DESCRIPTIONS DE DESCRIPTIONS
de Pier Paolo Pasolini.
Traduit de l'italien
par René de Ceccatty
Rivages-poche,
collection « Bibliothèque étrangère »
270 p., 55 F.

Quarante-sept chroniques littéraires parues dans le journal *Il Tempo* entre 1972 et 1975 sont rassemblées dans *Descriptions de descriptions*. A cette époque, Pasolini livrait un papier par semaine, au fil de ses lectures, et dans une liberté totale de choix comme de ton. Il lisait trois livres par semaine, projetait d'arrêter le cinéma, terminait *Les Mille et Une Nuits*, un ultime roman, et se demandait comment faire pour décrire notre monde sans haine, en montrer la laideur avec élégance, raconter le rien petit-bourgeois en maintenant le suspense. René de Ceccatty, qui a traduit et préfacé ces articles qui font penser aux cailloux du Petit Poucet, remarque qu'il y a ici une règle du jeu secrète, inventée par Pasolini pour lui-même, et qu'il s'impose, *« à laquelle il se soumet docilement selon un masochisme intellectuel qui est probablement la marque des plus grands écrivains »*. Il le cite : *« Dans les études idéologiques, je mets mon sens commun, mais ce n'est que dans mes études poétiques que je mets le meilleur de moi-même. »*

Ce qui frappe d'abord, dans ces « études », c'est leur caractère sincère, légèrement brutal, souvent provocant, parfois dogmatique. S'il se défend d'éreinter des romans, on se demande souvent ce que ça serait s'il s'y mettait ! Gombrowicz : *« une espèce de bouffon disgracieux, qui croit que ricaner est un signe de supériorité. »* Garcia Marquez : *« un fascinant farceur »*, et *Cent ans de solitude* *« le roman d'un décorateur ou d'un costumier écrit avec un gaspillage de maniérisme traditionnel baroque sud-américain »*. La Laure de Pétrarque était une première de la classe sans intérêt, inventée par l'auteur pour se laisser toute la place. Pierre Jean Jouve, un catholique décadent et académique – mais Pasolini reconnaît la beauté d'*Hécate* –, à qui il ne peut pardonner son échec à peindre Jacques, le personnage homosexuel d'*Un monde désert*.

Mais c'est quand il parle de ce qu'il aime que Pasolini se révèle. Son éloge funéraire de Gadda est bouleversant : *« J'ai les yeux secs*, dit-il, *et j'éprouve peu de douleur. C'est que Gadda ne voulait rien de personne. »* Il en fait le portrait le plus tendre qu'on puisse imaginer.

Entre deux saintes colères contre les hypocrites, les scénaristes et toute la fausse littérature qui inonde le monde, il s'interroge sur les secrets de Polichinelle de la création littéraire, à travers les livres de Calvino ou de Moravia. *« Tout l'effort, toute la tension intellectuelle de ce « réaliste » qu'est Moravia n'ont qu'un seul but : démontrer l'inexistence de la réalité. »* Quant à Calvino, ce serait un peu le contraire : *« Il y a chez lui un art spécial du trompe-l'œil, il fait croire à de l'invention, idéologique ou poétique, alors qu'il ne se fonde que sur des impressions réelles : l'un de ces innombrables chocs que provoquent en nous un midi ou un crépuscule, une mi-saison ou une canicule. »* Evidemment, c'est quand il parle des poètes que Pasolini est le meilleur. Ses pages sur Ossip Mandelstam – *« Il a vécu tel un animal aveuglé dans des paturages inconnus »* – ou sur Lucien – *« cet homme superficiel qui parle sans le vouloir de la fin du monde »*, en décrivant *« des oignons de Chypre, cinq anchois, quatre perches et des biscuits secs dans un panier »* – sont lumineuses.

Au bout de cent cinquante semaines, Pasolini s'arrête. Il fait le bilan dans un article sur Sciascia. Parlant de l'auteur de *Todo Modo*, il s'explique : sur la littérature, sur ces *« descriptions de descriptions »* que sont les critiques (et descriptions de descriptions de descriptions, les critiques de critiques !). Il parle aussi du succès. C'est très intéressant. Il dit : *« Le succès relève du chantage. Or Sciascia a su avec une élégance absolue éviter l'implication ambiguë du chantage. Il s'est maintenu très pur, comme un débutant. Si fatalement, il n'a pas pu ne pas atteindre une certaine forme d'autorité, cette autorité n'est que personnelle, elle est uniquement liée à ce quelque chose de faible et de fragile qu'est un homme seul. »*

Geneviève Brisac

L'autre vie

Un recueil de poèmes pour un violent périple en terre pasolinienne

POÈMES DE JEUNESSE ET QUELQUES AUTRES
de Pier Paolo Pasolini.
Préface et choix
de Dominique Fernandez,
traduction de Nathalie Castagné
et Dominique Fernandez.
Edition bilingue
avec l'original frioulan.
Gallimard, « Poésie »,
228 p., 49,50 F.

Pier Paolo Pasolini a témoigné du scandale. Il a vécu sa passion d'impossible Christ. Son œuvre de cinéaste l'a dévoilé et caché tout à la fois. Lui qui voulait par l'image lever le masque des mots s'est vu piégé par les détournements de sens de ces mêmes images. Sa vérité, son affrontement brutal et douloureux à la réalité, c'est l'écriture poétique qui les lui aura donnés. Car, de l'enfance à la mort, Pasolini n'a jamais cessé d'écrire des poèmes (1).

Sa quête n'est pas un périple serein, ni un voyage d'agrément, ni un parcours voué à l'harmonie, mais une marche violente, un chemin fait de croyances déchirées et de massacres pressentis. Souvenirs blessés, remords, humiliations, offenses, errances risquées et peu d'extase, voilà qui se mêle dans sa voix, voilà ce qui pèse de tout son poids de désespoir au cœur des plus grands élans, des plus hautes proclamations, des plus volontaires partis pris.

« Je vois maintenant, disait Pasolini, *que ma vie devra renoncer à ce que les hommes appellent " vivre" ; et se recueillir tout entière dans une vision poétique des événements, et savourer ainsi les choses minimes, transformer toujours en être fantastique ce qui se produit d'ordinaire de la façon la plus banale qui soit »*, et il parlait aussi de la vie poétique comme d'*« une autre vie »*. Le recueil proposé aujourd'hui est tout empreint de cette *« autre vie »* d'abord intensément vécue puis irrémédiablement perdue. Les *Poèmes de jeunesse*, traduits pour la première fois et qui ouvrent le livre, appartiennent encore à un monde d'avant la faute, à une sorte de royaume accueillant, sans fausse pudeur ni culpabilité. *« Je chante et marche reposé, / moi, votre antique petit gars »*, écrit Pasolini qui n'est pas dupe pourtant et sait que ce bonheur semble une survivance condamnée. Mais il en restitue la grâce, la sensualité, l'insouciance : *« Tu ris, garçon léger, / de sentir dans ton corps la terre chaude et sombre / et le frais ciel clair. »* Célébration qui précède un aveu encore émerveillé : *« Je vis avec ma jeunesse. »*

L'EXIL

Cette vie, cette jeunesse en pays frioulan lui seront interdites soudain. Poursuivi en 1949 pour corruption de mineurs et outrage aux bonnes mœurs, Pasolini est révoqué de son poste de maître d'école, expulsé du Parti communiste, contraint de s'exiler. Dominique Fernandez souligne dans sa superbe préface : *« Cet événement, aux conséquences incalculables, que Pier Paolo vit comme l'expulsion du paradis, orientera désormais sa vision du monde. Il y avait l'avant, cet éden campagnard de l'enfance et de l'adolescence, quand l'Italie était encore fraîche et indulgente aux débats virgiliens, maintenant il y a l'après, le monde hostile et pervers des adultes, symbolisé par Rome. »*

Pasolini s'installe dans les faubourgs de la capitale à l'âge de vingt-huit ans. Son existence a viré de bord, changé de couleur et mis le cap sur les ténèbres, alors même qu'elle sera bientôt sous le feu trop aveuglant des projecteurs. Un instant jouet d'un destin cruel, Pasolini s'acharne très vite à en suivre scrupuleusement, presque fanatiquement, le cours. Athée qui pleure la fin du paganisme, il donne à son calvaire des allures de martyre chrétien. Cette provocation n'est en rien parodique, elle gouverne au contraire l'ensemble de son parcours.

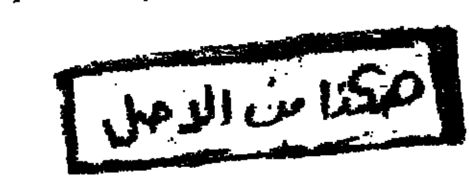
D'emblée, Pasolini avait appelé sa mort, d'abord doucement, puis avec de plus en plus de véhémence. Il la voyait toujours portée par un éphèbe louche, petite frappe séduisante, insensible et cupide à qui il ne craignait pas d'adresser la plus insensée des prières : *« Te voici, toi que j'attendais sans te connaître depuis mon départ du Frioul, ange de joie et messager de l'enfer, prince de la vie et de la mort, donne-moi la mort pour me donner la vie, tue-moi pour me rendre immortel. »*

Nul doute qu'il n'y ait là un vœu de tragédie, aussi le souhait d'un supplice outrageant en forme de crapuleuse assomption. Tous les poèmes ici regroupés, et la trajectoire qu'ils dessinent, font apparaître cette figure de héros antique égaré en des temps trop mesquins et trop fades. Pasolini confie d'ailleurs, avec une ironie coupante qui ne lui est pas si familière, comment il repère l'inexorable mécanique qui doit le broyer – la même finalement que celle qui s'est jadis jouée d'Œdipe et de Médée.

« Je regarde avec un œil sage / comme une image les préposés au lynchage. / J'observe mon propre massacre avec le tranquille / courage du savant. J'ai l'air / d'éprouver de la haine, et j'écris en fait / des vers pleins de ponctuel amour. / J'étudie la perfidie comme un phénomène / fatal, dont je ne serais pas l'objet. »

André Velter

(1) Deux volumes d'œuvres poétiques de Pasolini ont été publiés chez Gallimard : *Poésies 1953-1964*, traduction de José Guidi, 1973 – repris en « Poésie Gallimard », 1980 –, et *Poésies 1943-1970*, préface et choix de René de Ceccatty, traduction de Jean-Charles Vegliante, Nathalie Castagné et José Guidi, 1990.



هكذا من الاصل

Théâtre de parole, cinéma de poésie

Une œuvre théâtrale à lire comme un autoportrait de son auteur, un « portrait du poète en cinéaste ». Deux ouvrages fondamentaux pour mieux appréhender la « poétique » pasolinienne

THÉÂTRE
de Pier Paolo Pasolini.
Traduit de l'italien
par Michèle Fabien,
Danièle Sallenave, Titina Maselli,
Alberte Spinette.
« Babel », 560 pages, 149 F.

**PIER PAOLO PASOLINI
PORTRAIT DU POÈTE
EN CINÉASTE**
d'Hervé Joubert-Laurencin.
Les Cahiers du cinéma,
340 p., 149F.

D'une vie construite comme un destin que retenir ? Le cinéma de Pasolini s'impose définitivement. Trop peut-être : au point d'éclipser sa poésie et ses romans. Et son théâtre, longtemps ignoré, est de plus en plus joué dans le monde, et singulièrement en France, où Stanislas Nordey lui a rendu tout son éclat et son actualité.

« Son cinéma n'était pas du grand cinéma, vaste certes sur le champ d'os et d'ombres qu'est un visage, mais toujours raidi par la crampe d'une idée à démontrer. » Ce résumé aigri vient d'une plume dont on attendait plus de finesse, celle d'Erri de Luca (1), dans un portrait heureusement corrigé par une profonde admiration pour l'homme *« plus grand que les choses qu'il faisait »*. Il faut être prudent et lucide quand on s'attaque à une oeuvre de cette envergure. A la fin de sa vie écourtée, Pasolini était devenu un cinéaste au succès gigantesque comme en témoignent les chiffres d'entrées de ses quatre derniers films.

Curieusement, c'est dans le théâtre que Pasolini s'isole le plus. Son théâtre n'est pas de dialogues mais de monologues. Une voix unique se fait entendre, avec plusieurs tonalités. Mais c'est la même voix. Pasolini pose des figures sur scène et leur prête des élans lyriques, politiques, poétiques, venus de ses propres hantises. L'inspiration théâtrale vint à Pasolini à l'occasion d'un problème de santé, un ulcère d'une extrême violence, qui le cloua au lit en 1966. *« De cette maladie du corps naît le théâtre pasolinien, immense "autoportrait à la fièvre" »*, écrit Hervé Joubert-Laurencin. Pasolini accompagna immédiatement ses premiers essais dramaturgiques de tout un métalangage théâtral où il privilégie un *« théâtre de parole »*, contre le *« théâtre du bavardage »* et le *« théâtre du geste et du cri »*, c'est-à-dire contre le théâtre psychologique traditionnel et le théâtre d'avant-garde, de *« pure gestualité »*, où il mêle indifféremment Luca Ronconi et Giorgio Strehler. *« Le vieux théâtre traditionnel est de plus en plus rebutant. Quant au nouveau, qui n'est rien d'autre que le long pourrissement du modèle du Living Theatre (à l'exclusion de Carmelo Bene, indépendant et original), il a réussi à devenir aussi rebutant que le théâtre traditionnel. C'est la lie de la néo-avant-garde et de 1968. »*

LIEU DE LIBERTÉ

Tour à tour daté – notamment *Bête de style* et *Orgie* – et bouleversant par ses envolées visionnaires – *Affabulazione* et *Pylade* –, le théâtre de Pasolini, où l'on retrouve bien entendu de nombreux traits de son cinéma (surtout dans *Porcherie* et dans *Calderon*), est un lieu de grande liberté. Pasolini retrouve dans les très longs monologues de ses personnages les accents déchirants de ses carnets de jeunesse. Plus d'une fois, on croit lire son journal. Ce théâtre est une mine pour quiconque veut comprendre le fonctionnement de la « poétique » de Pasolini et approfondir les obsessions psychanalytiques de l'écrivain-cinéaste. L'inceste, thème récurrent, profondément théâtral, puisqu'il s'enracine dans l'origine même de la tragédie, est l'objet de toutes les variations, avec, en premier plan, l'affrontement entre le père et le fils, sujet d'*Affabulazione*. *« Les pères, sache-le, sont tous impuissants : quels / que soient leur expression et leur comportement / il n'y a rien d'autre à lire sur leur personne / que la conscience non acceptée de leur impuissance. »* Et à l'inaltérable désir de retour vers la douceur maternelle, Pasolini donnera mille formes : de la provocation la plus violente à la nostalgie la plus tendre. Pylade dit à Oreste : *« La plus grande attirance de chacun de nous va / vers le passé, parce que c'est la seule chose / que nous connaissons et aimons vraiment. Au point que nous le confondons avec la vie. / Le ventre de notre mère, voilà notre objectif. »*

Il faut lire le théâtre de Pasolini comme un autoportrait de son auteur, oublier les dialogues et reconstituer le journal intime : *« Etait-ce une vengeance ? / Etait-ce un désir de s'humilier, et par là se remettre/ d'une autre humiliation ? / Ou était-ce un désir de pouvoir qui, ailleurs, / était pour lui irréalisable ? Qu'est-ce qui l'attirait / chez les pauvres de la ville, l'immense foule / des déshérités ? »*

Dans son essai, extrêmement bien informé, Hervé Joubert-Laurencin date du 4 octobre 1960 la naissance de Pasolini cinéaste. Au milieu du chemin de sa vie, du moins de la vie moyenne d'un homme. Dante est l'ombre insistante qu'avec raison Joubert-Laurencin lui donne jusqu'à la rédaction de *Pétrole* et au tournage de *Salo*. A cette date, Fellini renonça à produire *Accattone*. L'intéressant est d'abord qu'il ait projeté de le faire, ce qui implique qu'à travers leurs précédentes collaborations celui qui demeurera le symbole du cinéma italien avait perçu en Pasolini un frère à protéger. Générosité des grands. Il y aurait, il y aura beaucoup à dire et à écrire sur leurs rapports. Sans l'esthétique d'*Œdipe roi*, Fellini n'aurait pas tourné *Satyricon*... Résumant la carrière cinématographique, Hervé Joubert-Laurencin écrit : *« Réaliste d'abord, il tourne "en marxiste" un film sur le Christ, puis "en poète" un film politique, devient un cinéaste hermétique, puis commercial, enfin maudit ("impopulaire"). »*

Le réalisme d'*Accattone* et de *Mamma Roma* est assorti d'un esthétisme maniériste qui s'épanouira plus tard. Et seul *Porcherie*, fortement influencé par Godard, peut être dit hermétique. On peut diviser cette carrière par périodes : films romains (*Accattone, Mamma Roma, La Ricotta*), films idéologiques (*L'Evangile selon Matthieu, Uccellacci e uccellini*), films allégoriques (*La Terre vue de la Lune, Qu'est-ce que les nuages, Théorème, Porcherie*), films mythologiques (*Œdipe roi, Médée*), films-contes (*Decaméron, Canterbury, Mille et Une Nuits*) et l'inclassable *Saló* (qu'annonce toutefois *Porcherie*). Mais les divisions se recoupent et l'on pourrait classer tout autrement la production cinématographique de Pasolini.

Si l'on prend le thème du « sacré », il est évident que l'on aboutira à une tout autre classification si, comme le suggère Joubert-Laurencin, cette notion se résume pour le poète à *« une sorte de compassion catholique tolstoïenne allant de pair avec un éloge de la primitivité barbare »*. *Accattone* est aussi « sacré » que *L'Evangile* ou que *Médée*. On peut trouver d'autres systèmes de continuité ou d'échos : *« J'ai cherché*, écrivait le cinéaste, *dans la* Trilogie *les fantômes des personnages de mes films précédents. »* Le tiers-monde est le miroir moderne des faubourgs déshérités des années 50.

LE CORPS

La thématique du corps, comme le souligne justement l'essayiste, peut par ailleurs caractériser tout le cinéma de Pasolini qui, à vingt et un ans, écrivait : *« Le corps nu est le plus vrai, son étreinte est le seul pont qui puisse être jeté sur l'abîme de solitude qui nous sépare les uns des autres. »*

L'intérêt de cet essai, outre son exhaustivité et son intelligence, est de proposer des grilles d'analyses très diverses, avec parfois quelques excès d'interprétations. Marqué par les travaux de Gilles Deleuze, qui lui-même se servit de *L'Expérience hérétique* dans ses essais sur le cinéma, rendant hommage à la clairvoyance de Roland Barthes, qui cita Pasolini dans sa leçon inaugurale du Collège de France, il a le mérite d'unir de brillantes synthèses à des analyses de détails biographiques. Maria Callas accepta de tourner *Médée*, le 19 octobre 1968. C'était la veille du mariage d'Onassis avec Jackie Kennedy. Il aura donc fallu qu'un président des Etats-Unis soit assassiné et qu'un armateur se lasse d'une cantatrice, pour que naisse un chef-d'œuvre...

« La vie est plus longue que nos rêves », dit un vieillard, dans *Pylade*. Pour son compte, Pasolini pouvait renverser la formule. Nous le ferons, en tout cas, à sa place.

René de Ceccatty

(1) Dans le n° 4 (1995) de la revue *MicroMega*. On trouve également les dessins préparatoires de Pasolini pour son court-métrage *La Terre vue de la Lune*.

L'Italie divisée

Au moment où se multiplient les initiatives pour célébrer sa mémoire, le spectre du « poète assassiné » suscite toujours de vifs débats dans la Péninsule

Vingt ans après son assassinat sur un terrain vague de la banlieue de Rome, le spectre de Pier Paolo Pasolini n'en finit pas de hanter la culture italienne. Au moment où plusieurs initiatives célèbrent le cinéaste, le poète, le romancier et l'essayiste, la blessure d'une mort si tragique suscite encore des débats passionnés. La polémique provoquée par *Pasolini, un delitto italiano*, le film de Marco Tullio Giordana (1) présenté à la Mostra de Venise, n'en est que le dernier exemple.

Sur la lancée du débat provoqué par le film, l'avocat de la famille Pasolini a demandé la réouverture du dossier, et la prise en compte des témoignages censés jeter un jour nouveau sur une enquête qui, à l'époque, fut vite expédiée – peut-être parce qu'une certaine bourgeoisie bien-pensante se plaisait à voir l'intellectuel hérétique éclaboussé par une mort scandaleuse. Les magistrats sont donc en train de revoir les conclusions de l'enquête, même si Pino Pelosi – le jeune meurtrier de Pasolini – réaffirme avoir agi seul dans le livre autobiographique qu'il vient de publier, *Io, Angelo nero* (Sinnos, 1995).

La lecture politique du crime a largement pesé sur la mémoire du « poète assassiné », empêchant notamment une analyse moins passionnée de son œuvre. Graziella Chiarcossi, cousine et héritière de Pasolini, professeur de philologie à l'université de Rome, souligne que *« l'image publique de l'homme et sa vocation polémique prévalent encore sur l'auteur, en suscitant trop de discussions. Il faudrait donc relire ses textes et oublier un peu sa biographie pour mieux comprendre son message »*. Après avoir contribué à l'édition de *Pétrole* et de *Bestemmia* (l'ensemble de tous les poèmes réédités par Garzanti), elle propose aujourd'hui un recueil d'une trentaine de récits et articles concernant Rome, parmi lesquels quelques inédits, *Storie della città di Dio 1950-1966*, à paraître ces jours-ci chez Einaudi.

HOMMAGES

Plusieurs autres publications rendent hommage à l'auteur des *Ecrits corsaires*. Nico Naldini, par *exemple, dans plusieurs pages d'Il Treno del buon appetito* (Guanda, 1995), rappelle la jeunesse de Pasolini à Casarsa. Italo Moscati, dans son livre *Pasolini e il teorema del sesso* (Il Saggiatore, 1995), reconstruit de son côté l'orageuse histoire de *Théorème*, le film qui, en 1968, obtint le prix de l'OCIC (Office catholique international du cinéma) ; récompense qui lui fut ensuite retirée en raison des violentes protestations issues du milieu catholique. La revue *MicroMega* – outre les dessins inédits du story-board de *La Terra vista dalla Luna*, l'épisode réalisé par Pasolini du film collectif *Le Streghe* – propose un ensemble d'articles sur l'écrivain-cinéaste (signés par Massimo Cacciari, Edoardo Sanguineti, Erri De Luca, etc). Tout comme l'hebdomadaire *L'Espresso*, où Enzo Golino, l'auteur de *Pasolini il sogno di una cosa* (Bompiani, 1992), présente un riche dossier, auquel participent notamment Gianni Vattimo, Giovanni Raboni, Martin Scorsese et Enzo Siciliano – ce dernier ayant depuis peu publié une nouvelle édition de *Vita di Pasolini* (Giunti, 1995).

Dans ce même journal, à côté de deux poèmes inédits de Pasolini, figurent les textes que plusieurs poètes – dont Mario Luzi, Andrea Zanzotto, Giovanni Giudici, Elio Pagliarani et Attilio Bertolucci – ont spécialement composés pour cet anniversaire.

Dans la région du Frioul, là où Pasolini a passé une grande partie de sa jeunesse, les manifestations ont débuté depuis quelque temps (2), tandis qu'à Rome l'association Fondo Pasolini, dirigée par Laura Betti, va inaugurer une série de rendez-vous sous le titre « Pasolini un poète d'opposition ».

Bien sûr, la multiplication des célébrations risque parfois de produire l'effet anesthésiant des consécrations posthumes : par exemple, lorsque Giulio Andreotti, l'homme politique symbole d'une Démocratie chrétienne à plusieurs reprises violemment attaquée par Pasolini, a éprouvé le besoin de se réconcilier avec son ancien accusateur en lui rendant hommage publiquement. Ce qui fait dire à Graziella Chiarcossi : *« A plusieurs reprises, on a essayé de s'approprier Pasolini, mais il reste toujours un intellectuel hérétique. »* Un avis que ne partage pas Edoardo Sanguineti, une des rares voix condamnant sans appel une œuvre qu'il considère comme *« une habile élaboration d'esthétisme et de primitivisme »*, où *« le rêve d'une vitalité idéalisée débouche sur son contraire »*. Pour le théoricien de l'avant-garde littéraire italienne, qui, dès 1956, polémiquait avec Pasolini, celui-ci n'était qu'*« un représentant typique de l'anticapitalisme réactionnaire et romantique. Son opposition à la modernité et au développement industriel était partie d'une poétique nostalgique et autobiographique »*.

Toutefois, pour Vittorio Spinazzola, de l'université de Milan, seul un véritable travail critique analysant chaque œuvre permettra de valoriser les textes qui résistent le mieux au temps, comme, selon lui, les poèmes en dialecte et *Amado mio*. Ce qui ne l'empêche pas de constater la présence d'un élément commun à toutes les activités de Pasolini : *« Sa volonté expérimentale a toujours travaillé en direction d'une modernisation des possibilités expressives, en vue d'un dialogue avec un large public non élitiste. En revanche, le paradoxe est qu'il a utilisé les techniques de communication les plus modernes pour une critique très violente de la modernité. Ce qui n'est pas une nouveauté dans la culture italienne, puisque plusieurs écrivains, D'Annunzio le premier, l'ont déjà fait. »*

En conclusion, Spinazzola souligne que la leçon de Pasolini reste *« complexe et d'une forte ambiguïté »*, rappelant que Franco Fortini, a eu raison d'insister sur l'importance de l'oxymoron dans son travail. Ce sont précisément ces contradictions présentes dans l'œuvre qui rendent difficile le classement définitif d'un intellectuel toujours bien présent dans la culture italienne, même s'il n'a pas laissé derrière lui une véritable école d'écrivains se réclamant de lui.

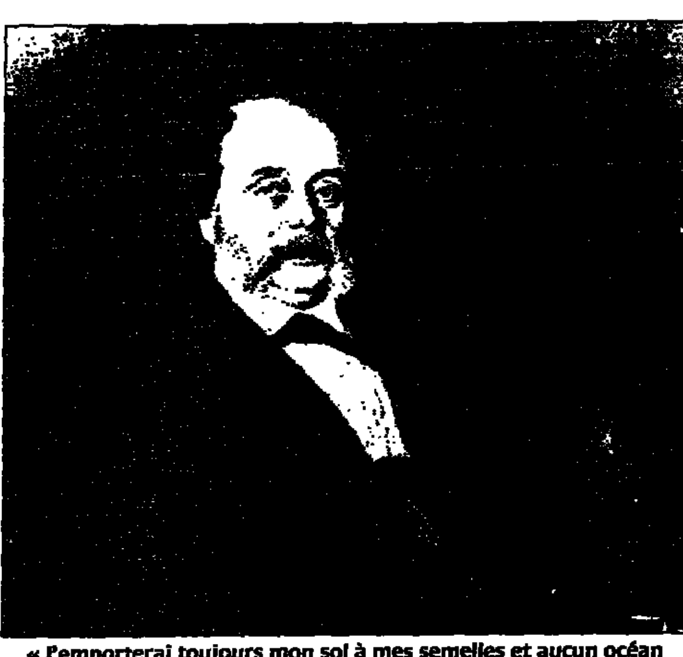
Fabio Gambaro

(1) Les documents préparatoires au film ont paru sous le même titre chez Mondadori (1994).
(2) Sur le thème du cinéma de Pasolini, signalons une exposition de photographies inédites, affiches et synopsis, organisée par Cinemazero, la région frioulane et la province de Pordenone jusqu'au 10 décembre. Villa Manin di Passariano, Codroipo (Udine), tél. : (19) 0434.1529061

D'autres mondes
PAR NICOLE ZAND

Oblomov fait le tour du monde

LA FRÉGATE « PALLAS »
d' Ivan Gontcharov.
Traduit du russe
par Suzanne Rey-Labat,
préface de Jacques Catteau,
L'Age d'homme,
coll. « Classiques slaves »,
614 p., 220 F.


MUSÉE GONTCHAROV-OULIANOVSK-RUSSIE
« J'emporterai toujours mon sol à mes semelles et aucun océan ne pourra les laver. »

Certes, il serait inexact de confondre l'écrivain russe Ivan Alexandrovitch Gontcharov (1812-1891) avec le personnage qu'il a rendu célèbre (qui l'a rendu célèbre aussi), Oblomov, l'homme qui dort, figé dans une Russie engourdie, le paresseux immobile qui ne fera jamais d'autre voyage qu'autour de son lit, et en qui Lénine verra un symbole de l'homme russe et de son inertie : l'*oblomovtchina*. Pourtant, le 7 octobre 1852, ce fonctionnaire pétersbourgeois du ministère des finances, connu pour son esprit casanier, s'embarque à bord d'un bâtiment de guerre à trois mâts hérissé de canons, la frégate *Pallas*, pour un tour du monde de deux ans et demi. Cronstadt, Portsmouth, Londres, Madère, Le Cap, Singapour, Hongkong, Shanghaï, Nagasaki, la Corée...

« *Vous voudriez savoir comment j'ai pu passer soudain du calme de ma chambre, que je ne quittais qu'à regret et en cas d'obligation absolue, pour le giron mouvant de la mer ?*, écrit-il à un ami. *(...) Vous pensez : le voilà sur un navire, lui à qui il arrivait de ne pas trouver le sommeil parce qu'une mouche faisait irruption dans sa chambre ! Le voilà parti en mer lui qui a fui les courants d'air, qui a maudit les ornières de la route, qui a refusé de traverser la ville le soir trouvant que c'était aller trop loin, qui a craint de passer l'heure habituelle de se mettre au lit, s'est plaint du fumet de la soupe, d'un rôti trop cuit, de l'eau si elle n'avait pas la pureté du cristal !* » Le voyage sera écourté par la menace que faisait peser la guerre de Crimée et, après avoir traversé d'est en ouest toute la Sibérie, Gontcharov sera de retour chez lui le 25 février 1855. Il ne voyagera plus, s'enfermant avec le dormeur Oblomov, jusqu'à l'achèvement, en 1859, du roman, son chef-d'œuvre, dont il avait déjà publié en 1849, avant son périple, le texte fondateur, *Le Songe d'Oblomov* (1).

Paru d'abord sous forme de notes de voyage dans les revues, puis dans sa version intégrale, en deux tomes, en 1858, *La Frégate Pallas*, dont l'Age d'homme publie, pour notre grand plaisir, la première traduction (hélas trop chère !), est un formidable livre d'écrivain voyageur. Il nous avait été révélé par Jean Blot, dans son essai critique sur l'auteur d'*Oblomov* : « *Rarement, sans doute, le voyage aura joué aussi bien le rôle formateur qu'on se complait à lui attribuer (...) C'est d'abord son talent et sa vision du monde qu'il entend éprouver* (2). »

On pourrait croire d'abord à une simple croisière, mais cette expédition autour du monde n'est pas vraiment une partie de plaisir. Le but officiel était de procéder à une inspection des possessions russes en Amérique du Nord (où ils n'iront pas) ; en réalité, la mission secrète était d'ouvrir le Japon au commerce russe et de ne pas se laisser distancer en Extrême-Orient par les Anglais et les Américains. Ainsi, *La Frégate Pallas* nous fournit, en même temps qu'un état du monde, un passionnant morceau d'histoire diplomatique sur les prémices de l'affrontement dans le Pacifique de deux grandes puissances déjà rivales. Les négociations difficiles avec le Shogun, aboutissant, pour les Russes, aux traités de Shimoda (1855) et de Nagasaki (1857). Pourtant, les Russes, ancrés pendant des mois, à deux reprises, en 1854, au large du Japon, ne parviendront jamais, malgré la patience ou les menaces, à se rendre à Edo. Ils expérimenteront tous les moyens mis en œuvre par les envoyés japonais pour éviter que les étrangers ne prennent l'habitude d'accoster sur leurs rives. « *Les jours passaient sans apporter de changement. Le gouverneur souriait chaque fois que nous faisions part de notre mécontentement (...). Quel espoir peut-on avoir de commercer dans ces conditions, d'introduire le christianisme et aussi quelques lumières, lorsque la forteresse est fermée à ce point et que la clé en est perdue ? Quand et comment cela se fera-t-il ? Car il n'y a pas de doute, cela se fera.* »

> *Cronstadt, Madère, Le Cap, Shangaï, Tsou-Shima*

Embarqué comme écrivain de bord, secrétaire de l'amiral qui commande la frégate, ce bureaucrate de quarante ans, qui n'a pas forcément le pied marin (la navigation à voile lui déplaît infiniment), s'est plongé auparavant dans les histoires de naufrages et de catastrophes maritimes, se persuadant que « *lire ou écouter ces récits était beaucoup plus effrayant que de les vivre* ». Né à Simbirsk, au milieu des terres, il avait toujours rêvé d'un tel voyage : « *Peut-être depuis cette minute où j'avais entendu dire à mon maître que, si l'on partait d'un point et que l'on allait devant soi sans s'arrêter, on reviendrait à ce point par l'autre côté. J'avais alors voulu contourner la Volga depuis la rive droite, celle où je suis né, pour revenir par l'autre rive.* »

Emerveillement de l'adulte qui va retrouver ses rêves d'enfant et découvrir un monde encore complètement mystérieux. Sans jamais oublier son pays : « *Le résultat que l'on attend des voyages est de pouvoir mettre en parallèle son propre pays et ceux que l'on ne connaissait pas. Nos racines sont si profondes à nous, les Russes, qu'aussi loin et aussi longtemps que j'irai en terre étrangère j'emporterai toujours mon sol à mes semelles et aucun océan ne pourra les laver de cette terre-là.* »

L'écrivain partage avec ses compagnons – des officiers, des diplomates, le prêtre Avvakoum qui a vécu en Chine, son domestique Faddeev qui évoque le valet d'Oblomov, le chat Vasskia, etc. – les tempêtes et les éblouissements de cette expédition on ne peut plus officielle tout en réussissant à s'évader de l'officialité. Pour donner libre cours, avec une feinte désinvolture, à un sens aigu de l'observation et à une foule de détails de la vie quotidienne, « *aux gens bien vivants et non aux momies* ». Il préfère se promener dans les rues de Londres que d'assister aux funérailles de Wellington et ne se prive pas de s'en prendre aux Anglais, de critiquer leur mercantilisme (« *L'impudence de ce peuple amateur de bétail humain se transforme en une sorte d'héroïsme aussitôt qu'il s'agit de commerce, quelle que soit la marchandise...* »), leur manque de goût dans le domaine de la gastronomie (« *Les Anglais seraient capables d'assaisonner leur nourriture avec des poils de brosse pourvu que cela leur râcle la gorge* »).

Il constate que « *l'esprit pratique et industrieux des Chinois est plus proche de celui des protestants que des sermons catholiques : les protestants ont commencé par le commerce pour finir par la religion. Les Chinois ont apprécié le premier et adopté peu à peu la seconde qui ne les gêne en rien* ». Il n'aime pas beaucoup les nègres, les mulâtres ; tente d'être équitable avec les juifs, il a ce genre de formule : « *Même juif, c'était le plus aimable, le plus cultivé et le plus obligeant des hommes* »... Surtout, il compare les arts de vivre et les goûts culinaires. « *Dieu ! Ce que l'homme peut arriver à manger !* », s'exclame-t-il dans les rues de Shanghaï. « *Ça mijote, ça frit, ça chauffe, ça bout et grésille, et la vapeur chargée de ces odeurs chaudes se répand partout.* »

Tous les sens du lecteur sont excités, enchantés ; troublés aussi par ce que réservent ces autres mondes qui s'entrouvrent. Car, en doublant innocemment, le 18 avril 1854, l'île de Tsou-Shima, Gontcharov ne peut savoir ce que nous savons : que là se jouera cinquante ans plus tard, avec la fin de la guerre contre le Japon, le plus grand désastre militaire de l'histoire russe.

(1) *Oblomov*. Première traduction intégrale par Luba Jurgenson. L'Age d'homme, 1986.
(2) Voir *Ivan Gontcharov ou le réalisme impossible*, de Jean Blot. L'Age d'homme, 1986.

Roa Bastos en majesté

Une nouvelle traduction de « Fils d'homme » permet enfin d'apprécier toutes les nuances du meilleur roman du Paraguayen

FILS D'HOMME
(Hijo de hombre)
d'Augusto Roa Bastos.
Traduit de l'espagnol (Paraguay)
par François Maspero,
Seuil, 370 p., 140 F.

Le Paraguay est une île entourée de terres dans le cône sud de l'Amérique. Il est habité d'Indiens Guaranis, qui vivent dans des villages misérables et sont imprégnés de l'odeur sauvage de la liberté et de la vie. Les Espagnols laissèrent cette contrée tumultueuse à la Compagnie de Jésus, qui, pendant un siècle et demi, y appliqua ses doctrines socio-théologiques. Entre 1865 et 1870, le pays sera entraîné par l'Angleterre dans la guerre de la Triple Alliance avec ses voisins : le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. Sur deux millions d'habitants, il ne restera, en tout et pour tout, que deux cent mille femmes, enfants, vieillards et invalides. Soixante-dix ans plus tard, de 1932 à 1935, la guerre contre la Bolivie pour la possession du Chaco, une région désertique, provoquera près de cent mille morts. Et en 1947, un soulèvement populaire débouchera sur une violente guerre civile, dont sortira l'un des plus cruels dictateurs de l'ère moderne...

Faute d'un chroniqueur, le Paraguay risquait de perdre la mémoire de son histoire tourmentée. Augusto Roa Bastos, qui participa à l'absurde conflit du Chaco et assista au retour périodique des massacres, sera celui-là. Certainement influencé par les conteurs paysans, il sentit le besoin d'exprimer avec leurs paroles ce monde violent, grotesque, baroque. Non content d'avoir emmagasiné les événements historiques et les mythes de son peuple, il entreprit d'en faire la relation, sans prétendre dicter la vérité des choses. *Fils d'homme*, qu'on réédite heureusement aujourd'hui dans une nouvelle traduction, est exemplaire de cette manière. Il contient plusieurs histoires – à moins que ce ne soit la même qui, comme toujours, se répète en faits contradictoires – reliées entre elles par l'image omniprésente de l'homme crucifié, symbolisé par ce Christ façonné par un lépreux qui domine la bourgade d'Itapé, où s'ouvre le récit.

FUITE PERPÉTUELLE

Sur fond de guerre, de dictature, d'exode, les survivants y passent en fuite perpétuelle, à la recherche peut-être de ce que les jésuites avaient baptisé « *le royaume de Dieu sur la terre* ». Le livre fourmille de visions d'une sombre beauté. Un train, tas de ferraille rouillée et de bois pourri, quitte les rails. Tiré par des bœufs, il poursuit un voyage sans but, sans destination – du moins raisonnable –, avançant, du fait de l'obstination d'un homme, sur plaines et montagnes jusqu'à se blottir dans la jungle. Plus loin, apparaît une plantation, véritable enfer terrestre dont on ne sort jamais : « *Tout ce qui avait réussi à s'échapper de Takuru-Puku, c'étaient les vers d'une complainte colportés par les guitares paysannes, qui racontaient les peines du* mensu *enterré vivant dans les catacombes de la plantation.* » La chanson bilingue et anonyme parlait de ces hommes qui travaillaient sous le fouet tous les jours de l'année et ne se reposaient que le vendredi saint – comme si, ce jour-là, ils avaient droit, eux aussi, de descendre de leur croix, mais sans la glorieuse résurrection de l'Autre, car ces obscurs Christs aux pieds nus mouraient pour de bon dans l'oubli.

Réduire ces histoires à la parabole de l'homme paraguayen sacrifié sur l'autel des guerres, de la misère, de l'ignorance, serait commettre la même erreur que de ne voir dans *Moi le Suprême* (1) qu'un roman historique sur le dictateur qui transforma le Paraguay en une nation moderne. Toute l'œuvre de Roa Bastos se situe sur le plan de l'écriture et vise à casser sa surface cristallisée ; c'est un combat entre le teste écrit et l'oralité, sa grande source. L'antagonisme entre l'oralité guaranie, langue des vaincus, et les mots écrits en espagnol, langue du conquérant – « *Jeu maudit que celui des mots, qui obscurcit ce qu'il cherche à exprimer* » – y est omniprésent. L'auteur surmonte ce désaccord par la relation qu'il entretient avec ces deux langues et avec son peuple, un rapport quasi charnel. Si évidente que soit la maîtrise de la forme, on perçoit toujours qu'il écrit avec son sang et ne se tient pas à l'écart de ceux qui vivent sous le même ciel que lui.

Mais bien plus que dans *Moi le Suprême* ou dans *Veille de l'Amiral* (2), où tant de jeux de mots, souvent gratuits, peuvent nous irriter, le castillan est ici savamment fracturé de l'intérieur, ce qui donne des envolées métaphoriques, des cadences parfois singulières et toute une gamme d'inflexions où se multiplient les nuances. Rien de cela n'apparaissait dans les deux traductions précédentes. François Maspero a suivi, mot par mot, phrase par phrase, les méandres des influences linguistiques. Et l'on peut enfin lire en français, dans sa double nature, réelle et magique, le meilleur roman de Roa Bastos, un écrivain à l'écart des grands axes littéraires, qui vit pourtant – à raison – avec la tranquille assurance que son œuvre, devant laquelle il s'efface, parlera un jour pour son pays.

Ramon Chao

(1) Belfond, 1982 et Seuil, 1993 ; Livre de poche-Biblio, nº 3048.
(2) Seuil, 1994.

Amours de papier

Quim Monzó fait de l'écriture un jeu et des personnages de ses nouvelles les marionnettes de ses propres inquiétudes

LE POURQUOI DES CHOSES
(El perquè de tot plega)
de Quim Monzó.
Traduit du catalan
par Edmond Raillard,
éd. Jacqueline Chambon,
166 p., 98 F.

Des hommes et des femmes se croisent, se rencontrent, s'aiment, se séparent ; rien de plus banal à la ville comme à la scène, sur les écrans comme sur les pages blanches. Quim Monzó n'hésite pas à distiller grains de poivre et gouttes de fiel sur les personnages qu'il fait grincer et grimacer de nouvelle en nouvelle, marionnettes un peu desséchées et inquiétantes.

En baptisant ses créatures, l'auteur détermine forcément une partie de leur destin en fonction des souvenirs, de l'imaginaire, des errances qu'il présuppose à son lecteur, de l'autre côté du miroir. Certains noms choisis par Quim Monzó paraissent tirés de romans de science-fiction (comme « *Pti* », « *Grmpf* », ou « *Bpizznt* »), d'autres de bluettes (« *Dorotéa* », « *Carlotta* », « *Carme* », ou « *Jaume* »). Il attribue à ses personnages tout aussi bien des appellations contrôlées (« *la femme fatale* », « *l'homme irrésistible* »), des termes descriptifs (« *la documentaliste* » ou « *le footballeur* »), que des surnoms mythiques et d'emprunt (« *Onan* », « *Pygmalion* »). Quand on lui pose la question, Quim Monzó explique qu'il n'a eu aucun mal à donner des noms à ses enfants « *parce qu'ils sont de chair et de sang* », mais qu'en revanche cela lui est très difficile pour des héros de papier. Dans son roman *Gazoline*, par exemple, « *tous les noms commencent par la lettre H, qui ne se prononce pas en catalan, qui ne sert à rien. Et cela permet en créant un monde peuplé de gens sous « H » de créer une situation d'irréalité, parce que ce n'est pas la vie* ».

Par conséquent, ces « *il* » et ces « *elle* » sont, dit-il, « *sans profondeur et sans psychologie* ». Ils sont tous menés par l'emprise des sens, amour physique trempé de solitude et de pleurs langoureux, amour de soi, soif de l'autre, amours du soir sans espoir, amours qui ne durent jamais toujours – comme de mal entendu. Peu de tendresse sauf, ici ou là, une lueur, une étincelle, une pensée fugace pour « *l'homme qui ne tombe jamais amoureux* », qui s'inquiète et se sent « *vide* » en se souvenant « *des yeux limpides, un brin malicieux* » de son premier amour. Monzó reconnaît éprouver des difficultés devant ses sentiments et avoir transmis à ses personnages cette méfiance, cette inquiétude de ce qui peut se dissimuler derrière les passions. Alors, discret, lointain, il pousse ses histoires jusqu'à la caricature, fait se terminer les contes de fées en quenouille, aligne les idées et les images, et fait de l'écriture un jeu, tout cela marchant au pas comme de petits soldats de plomb.

A la suite du succès du *Pourquoi des choses* – 100 000 exemplaires vendus en Espagne, en catalan et en castillan –, un film en a été tiré par Ventora Pons, une expérience amusante et déconcertante pour l'auteur qui avoue son désarroi : « *Quand j'écris, il n'y a ni paysage, ni visages. Voir tout à coup l'un de mes personnages sous les traits d'un acteur très connu, c'est surprenant. Mais en passant de la littérature au cinéma, c'est toute l'ambiguïté qui se perd.* » Et pour lui, l'ambiguïté c'est avant tout une partie de cache-cache. Qu'elle soit absente, et il ne s'amuse plus.

Martine Silber

(1) Chambon Poche.

POÉSIE

Le feu de Lorca

ROMANCERO GITAN
suivi de POÈME DU CHANT PROFOND
de Federico Garcia Lorca.
Traduit de l'espagnol et préfacé par Claude Esteban,
édition bilingue, Aubier, 296 p., 140 F.

Peu de poètes autant que Federico Garcia Lorca eurent à souffrir de l'éloge sans mesure. De hâtifs lecteurs enfermèrent son œuvre dans un étroit particularisme andalou ; d'autres, au contraire, la libérèrent de toute spécificité ; on exalta l'inspiration souveraine, sans contrôle ni pensée, de cet enfant très doué et instable de la poésie espagnole qui réconciliait en un tour de main talentueux lyrisme, romantisme et surréalisme. L'homosexualité et la mort tragique du poète renforcèrent encore le mythe. Au profit de celui-ci, on brouilla la vraie figure, complexe, de Lorca.

Claude Esteban, en préface de sa très belle traduction du *Romancero gitano* (1928) et du *Poema del cante jondo* (1931), rappelle vigoureusement dans quel paysage mental et poétique on doit placer l'œuvre de Lorca. Au centre de ce paysage, l'ancêtre en poésie qui se profile derrière Dali et Buñel, et même derrière Whitman, est bien Gongora, le grand baroque, le « *maître absolu de la réalité poétique* », meilleur guide pour accomplir le « *saut équestre* » de l'imagination qui mène à cette « *réalité* ». « *J'ai le feu dans les mains et je travaille parfaitement avec lui* », écrivait Lorca. Remettant en cause le cliché d'une « *poétique de l'irraisonné et de l'instinctif* », Esteban démontre parfaitement le sens de cette affirmation et incite à ne pas oublier l'« *aventure formelle* » que constitue l'œuvre poétique de Lorca. A partir de là, le lecteur peut ressentir dans toute sa pureté la savante incandescence, la « *géométrie fiévreuse* » de cette œuvre.

Patrick Kéchichian

LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE


TUDOR BANUS

SMILLA ET L'AMOUR DE LA NEIGE
Froken Smillas Fürnemmelse Fur Sne
de Peter Höeg.
Traduit du danois
par Alain Gnaedig,
et Martine Selvadjian,
Seuil, 470 p., 139 F.

L'INCENDIE DE COPENHAGUE
de Gilles Lapouge.
Albin Michel, 414 p., 130 F.

Enquêtes extrêmes

La chance et le danger d'être un écrivain au Danemark, c'est qu'on y est à portée immédiate de l'extrême. Il suffit de bien choisir sa saison et une autre planète vous échoit, celle de la neige et de la glace, tombée du ciel à la place du monde ordinaire. Un monde qui obéit à d'autres lois physiques, et donc à d'autres considérations psychologiques, morales et artistiques. Trouvez-vous cet univers encore trop proche de la banalité – d'une banalité qui ne serait simplement qu'excessive – qu'il vous est possible, si vous être écrivain danois, d'embarquer vos lecteurs vers l'extrême de l'extrême : vers le Groenland. Certes le Groenland, depuis 1979, n'est plus une province danoise, mais un Etat autonome dépendant de la couronne. Cette terre, quarante fois plus grande que le Danemark lui-même et recouverte de glaces épaisses de plus d'un kilomètre, n'en a pas pour autant fini d'exercer son magnétisme sur les imaginations danoises.

Montesquieu nous aurait facilement fait comprendre pourquoi les Danois ont l'âme métaphysique, même si l'image chrétienne d'un enfer où l'on brûle a dû leur sembler passablement exotique, le feu évoquant davantage dans ces frimas un dieu utile et bienfaisant. Mais on ne vit pas des mois entiers dans les ténèbres et dans la neige, dans l'indécision sur la forme des choses, sans développer un profond sentiment d'incertitude. Le romantisme est une maladie venue du Nord et que le septentrion exacerbe. Voilà pour la chance. Le danger – que n'ont pas toujours mesuré les auteurs romantiques –, c'est de ne pas savoir gérer l'extrême. Si vous l'installez d'emblée, si vous déchaînez dès les premières pages ses forces les plus effrayantes, les plus prodigieuses et les plus belles, le reste de votre livre se condamne à ne plus être qu'un soufflet qui retombe, interminablement.

Peter Höeg, pour notre chance, est navigateur et amoureux de mathématiques. Quand il prend le large dans l'extrême, il le fait avec une règle, un sextant, un compas, et la lecture des *Eléments* d'Euclide. Son histoire est folle, comme il se doit, mais elle conserve, de bout en bout, une stricte élégance logique. Höeg a d'ailleurs choisi, pour la mettre en place, le cadre rassurant du roman policier. Soit un jeune garçon, prénommé Esajas, immigrant d'une famille groenlandaise, c'est-à-dire déclassée. Il tombe d'un toit de Copenhague et se tue. L'enquête conclut à un accident. Mais une femme qui le connaissait un peu, Smilla, groenlandaise elle aussi par sa mère et experte en sciences glaciologiques, examinant les traces laissées dans la neige par Esajas, comprend que le garçon a été poursuivi avant de se jeter dans le vide. Elle cherche à comprendre pourquoi les autorités judiciaires de ce pays peuplé de petits-bourgeois luthériens et démocrates ont décidé d'ensevelir l'affaire. De question en question, dans une énigme qui, comme la glace par moins dix-huit degrés centigrades, devient de plus en plus épaisse et opaque, Smilla, belle et rebelle, audacieuse et prudente, mène sa chasse à la vérité, comme sa mère dans le désert du cercle polaire traquait l'ours blanc. Mais la vérité est un fauve encore plus redoutable, et il est plus difficile de ne pas s'égarer dans la jungle des bureaucraties de Copenhague que dans les nuits sans horizon et sans limites de l'inlandsis groenlandais.

Tout cela est passionnant. D'autant que Peter Höeg manie l'humour avec bonheur et qu'il est manifestement amoureux de son héroïne, mélange charmeur de sauvageonne arctique, de gauchiste danoise et de chercheuse au CNRS. Reste que *Smilla* n'aurait été qu'un roman réussi sans la deuxième partie de son titre : *l'amour de la neige*. C'est la neige, en effet, et l'amour qu'elle inspire à l'auteur qui donnent à la fois au livre sa structure originale et sa résonance métaphorique. La langue danoise possède une quarantaine de mots pour décrire la qualité de la neige, la taille, la figure, la consistance de ses cristaux et les manières dont ils s'accrochent entre eux. Höeg a construit son roman comme se forme un tapis de neige. D'abord, quelques cristaux de récit qui planent, volettent et s'amoncellent comme au hasard sur le sol. Puis, selon la configuration de ces cristaux, de leurs faces, de leurs angles, de leur structure interne, viennent s'agréger d'autres morceaux, se creuser des vides, s'opérer des tassements. La neige respire, mais il se construit à l'intérieur d'elle-même de fragiles réseaux cristallins qui lui assurent sa cohérence. C'est le long de ces réseaux, de ces chemins en étoiles et en bifurcations que Smilla poursuit son enquête. Il n'y a jamais de parenthèse dans le récit de Höeg, jamais de digression, simplement – si l'on ose dire – le choix d'une algèbre du récit, d'une poétique qui prend pour modèle les nombres complexes, cette addition des nombres réels et des nombres imaginaires, *« le premier système de calcul qui nous rende capable d'expliquer la formation des cristaux de glace. C'est comme un vaste paysage déployé devant soi et dont l'horizon s'éloigne au fur et à mesure que l'on cherche à s'en rapprocher. C'est le Groenland, c'est ma raison d'être ! »* Höeg a fait de l'extrême un délice intellectuel et un irrésistible ressort romanesque.

Le Groenland de Gilles Lapouge, c'est l'Islande, sa voisine de volcans et de froidure. Mais il s'agit encore, à l'époque dont il nous parle, dans les premières années du XVIIIe siècle, d'une colonie danoise. Et les Islandais d'alors n'étaient pas mieux considérés par la société de Copenhague que ne le sont aujourd'hui les Groenlandais : des sauvages obtus et fornicateurs, des nègres, des bougnouls. Aussi, lorsque le roi Frédéric IV envoie en Islande une mission dirigée par le professeur Eggert Pétursson, afin qu'il y rétablisse les normes de la justice et réforme le cadastre, personne ne s'y trompe. On ne fait pas régner la justice dans une porcherie, pas plus qu'on ne plante de sages bornages sur des terres de neige, de tempêtes et de boues. La mission Pétursson a un but secret qui ne le demeure guère : retrouver les parchemins perdus des sagas, à moins qu'il ne s'agisse, à l'insu de Pétursson, de son adjoint Bodelsen et de leur petite suite, de préparer la vente de l'Islande aux marchands de la guilde de Hambourg, qui s'en empareraient volontiers contre deux ou trois sacs d'or.

Pétursson et sa troupe, guidés – ou égarés – par un ancien prêtre trousseur de filles et de boniments, le vieux Gunnar, explorent donc pendant quatre années cette terre féroce *« comme un loup maigre et écorché »* afin de découvrir les fameux manuscrits. Leur hypothèse, très jolie, est que les Islandais, dans leur extrême dénuement, se sont servis des peaux, vélins et parchemins sur lesquels sont gravées les sagas pour se tailler des chemises et des culottes. De sorte que ces paysans sont habillés par les mots de leurs légendes.

Des trouvailles de cette qualité, il y en a cent dans *L'Incendie de Copenhague*, et vêtues de la prose la plus séduisante qui soit. Lapouge conduit son livre à son pas, à son plaisir, faisant sauter son héros, qui est pourtant érudit, vertueux et fort avisé, de piège en piège. Comme si sur cette terre du bout du monde, battue de toutes les calamités – la dernière et non la moindre étant les Danois –, se rassemblaient tous les mensonges, toutes les manières de fuir une insupportable réalité. Comment séparer le vrai du faux sous un ciel qui lui-même hésite entre la nuit et le jour ? Comment distinguer le réel et l'imaginaire quand tout sert à tout de miroir : la glace, la mer, le ciel ; et la neige comme une douce couverture, ou comme un tombeau ?

Gilles Lapouge guide donc d'une main sûre ses personnages jusqu'à leur perte, jusqu'à l'envers de ce qu'ils s'étaient juré d'être. A proximité du pôle, Pétursson, Bodelsen, les gardiens de la pensée mesurée et de la sage passion, perdent leur boussole. Ils se défont de leurs hardes civilisées ; ils dénudent l'homme nouveau, celui qui est en train de naître entre Paris, Londres, Berlin et Copenhague. Aux beaux discours de la raison pure se substituent, rutilants de paradoxes, les discours de la raison farceuse où se manifeste cet art sublime qui consiste à raisonner faussement sur des bases fausses afin de saisir la vérité sans qu'elle s'y attende. Quelques-uns des personnages de *L'Incendie de Copenhague* – des malades, des vieillards, des ivrognes – sont passés maîtres dans cet art, ce qui nous vaut quelques monologues philosophiques et pervers de la plus belle veine. Sur le temps, sur la création littéraire, sur les légendes, sur les civilisations (1).

Le roman de Lapouge peut être qualifié d'« historique » dans l'exacte mesure où celui de Höeg est qualifié de « policier ». En fait, dans un cas comme dans l'autre – Lapouge plus romanesque, Höeg plus fin calculateur –, il s'agit de profiter des rudes séductions de l'exotisme septentrional pour nous faire vérifier une hypothèse simple : la vérité, moyenne, tempérée, mesurée, raisonnable, si bien adaptée à nos latitudes médianes, fond lorsqu'il fait trop froid.

(1) Gilles Lapouge a publié, en 1977, un essai remarquable intitulé *Utopie et civilisations* (réédité, en 1991, chez Albin Michel, coll. « Bibliothèque des idées »), dont *L'Incendie de Copenhague* offre, à maintes reprises, des échos romanesques.

Version originale

Les topographies de la mémoire

Comment les paysages réels sont-ils devenus les grands mythes naturels de l'homme? Un essai ambitieux et brillant de l'historien américain Simon Schama

Présenté par son éditeur comme *« le plus excitant et le plus original des historiens américains d'aujourd'hui »*, Simon Schama est un intellectuel qui ne laisse personne indifférent outre-Atlantique. Rarement carrière universitaire et production scientifique ont suscité autant de passions au sein d'une communauté qui privilégie généralement les débats à fleurets mouchetés. Agé aujourd'hui de cinquante ans, d'origine anglaise, Simon Schama enseigne l'histoire à Columbia. Comme beaucoup d'historiens américains, il a acquis sa réputation sur le terrain européen, plus précisément sur la terre riche et cultivée des Pays-Bas. Ses travaux sur la civilisation hollandaise au Siècle d'or font en effet autorité, notamment sa magistrale étude, traduite chez Gallimard en 1991, *L'Embarras de richesse*.

Mais lorsqu'il se penche, à l'occasion du bicentenaire, sur la Révolution française, Simon Schama commence à agacer ses collègues. *Citizens* (1989), le livre qui résulta de ses travaux, fut froidement accueilli par la communauté universitaire.

On lui reprocha le sacrifice des sacro-saintes références scientifiques, un intérêt jugé suspect de résurgences tainiennes pour les multiples faits de la violence révolutionnaire, et, sans doute, le talent de savoir raconter la Révolution comme on ne le fait plus, de considérer le fil de l'histoire comme un lien de micro-événements successifs. On lui fit surtout grief d'avoir du succès et, grâce à ce livre sorti dans une collection destinée au grand public, d'avoir gagné beaucoup d'argent. Son ouvrage suivant ne calma pas les esprits, loin de là. Car il est largement provocateur. Il s'agit presque d'un roman policier, *Dead Certainties* (1991), dans lequel Simon Schama critique les historiens pour leur manque de sensibilité littéraire, leur reprochant de n'être pas, aussi, des écrivains. Pour un citoyen de Harvard – Schama y enseignait à l'époque –, c'était là jeter le trouble au cœur de la bonne conscience érudite et pragmatique de l'académisme universitaire.

PASSIONS APAISÉES

Mais voilà que le dernier livre de Simon Schama, *Landscape and Memory* (1), récemment paru à New York, vient apaiser les passions et ferait presque l'unanimité si quelques grincheux ne reprochaient à son auteur le désir de passer d'un sujet à un autre, avec pour seul lien une même sensibilité à l'objet historique et à son récit. Après la civilisation hollandaise et la violence révolutionnaire, voici en effet un travail sur la constitution des paysages mythiques et mentaux qui hantent l'esprit de l'humanité. Schama s'y révèle vraiment brillant.

Il s'est posé une question à laquelle on ne pensait pas que les historiens fussent capables de répondre : que voyons-nous lorsque nous considérons la nature qui nous entoure ? En avançant sur ce terrain, Simon Schama démontre comment l'histoire peut s'intéresser aux sensations les plus intimes et les plus personnelles de ses lecteurs ; sans doute parce que ces sensations sont partagées et que la topographie de chacun n'est qu'une impression dérivée d'une représentation collective des paysages naturels. Ce collectif, mémoire plurielle, est un agent de l'histoire, et c'est à lui que l'auteur pose ses questions. Nous ne voyons la nature qu'à travers des images déjà présentes, des codes déjà posés. On ne voit jamais un paysage, on le revoit : il est là, gravé en nous par les récits, les mythes collectifs, les images les plus diverses, des gravures aux tableaux, des cartes postales aux films. Et c'est ce travail collectif de la mémoire, la constitution de paysages idéaux par accumulation de récits, de descriptions, de journaux de voyages, d'images, que Schama élucide.

Sa tâche a donc consisté à reconstituer, par strates successives, ces paysages mentaux qui nous hantent en se confondant avec les paysages réels, paysages fonctionnant sur la nostalgie ou le désir d'aventures, conduisant notre esprit vers les éléments naturels qu'il veut voir et reconnaître : la forêt primitive, la rivière source de vie, la montagne sacrée (*Wood / Water / Rock*, telle est d'ailleurs le découpage très simple de ce livre).

Comment ces paysages, espaces réels, sont-ils devenus les grands mythes naturels de l'homme occidental, comment se sont-ils emparés de nous pour composer la scène naturelle de notre culture ? Voilà l'objet d'histoire auquel s'affronte Simon Schama avec une grande ambition documentaire et une inventivité très affûtée. Car le paysage de cette recherche est vaste, réparti par l'auteur en cas particuliers comme autant de voyages effectués en Europe et en Amérique. Il étudie, par exemple, à travers de multiples sources complémentaires, scientifiques, littéraires, artistiques, politiques, la « terre boisée » de Pologne, symbole qui a traversé les siècles, qui a forgé l'identité d'un pays, qui fait souffler périodiquement l'épopée patriotique, et a transformé un paysage particulier, une topographie précise et somme toute banale, en un sanctuaire religieux et national. De même, Simon Schama s'attache à la destinée de la « douce France », née à la fin du Moyen Age dans la calme et verdoyante vallée de la Loire avant d'imprégner toute l'idéologie monarchique d'Ancien Régime et faire encore les beaux jours des chansons populaires.

SACRALISATION

Autre exemple passionnant : la sacralisation de la nature en Amérique, étudiée à travers le cas du Parc national du Yosemite. Domaine des explorateurs, puis des pionniers et des aventuriers, ces montagnes peuplées d'arbres géants, aux falaises gigantesques, ont été érigées en patrimoine national au cours des années 50 grâce au travail du photographe Ansel Adams, auteur d'« icônes naturelles », images emblématiques du désir américain de nature transformant le paysage en une « idée religieuse », où le regard de chacun transcende par l'émotion et l'expérience spirituelle l'inertie de la matière. On pourrait encore développer après Simon Schama le cas du paysage marin hollandais, celui des rives du Nil, la *parerga* pastorale florentine, le *Mount Rushmore* comme blason naturel de la démocratie américaine, ou la mythologie barbare de la tourbe germanique.

Ces visites des hauts lieux naturels, *« où soi-même se révèle à soi-même »*, sont à chaque fois l'occasion d'une démonstration érudite (Schama fait un très bel usage des citations) et d'une écriture très maîtrisée. Etudiant le travail quasi poétique opéré par la mémoire collective sur bon nombre de paysages, Simon Schama se fait lui-même écrivain. Sans doute est-ce là que son appel provocateur en faveur d'une autre histoire est le plus convaincant : le récit, dans ce livre, brasse les métaphores, les citations et l'analyse selon un fil narratif dont le pouvoir de suggestion gagne, à lui seul, le statut d'un paysage. Enserrant et répondant à ce paysage de mots, il convient de mentionner enfin le très beau travail d'illustration proposé ici, les images s'ajustant à l'écriture tout au long d'un ouvrage qui fait date.

Antoine de Baecque

(1) Editions Knopf (New York), 1995, 660 pages, 295 illustrations, 40 $.

Un enfer bien illustré

PROSPER AUX ENFERS
de Jacques Prévert.
Mise en images
par Jacqueline Duhême.
Gallimard Jeunesse,
28 p., 80 F (à partir de 6 ans).

Ceci n'est pas un conte. Et *pourtant ! Retrouver fortuitement* dans les papiers de Prévert – l'homme qui rossait pour la joie de tous *« tous ceux qui sont chauves de l'intérieur de la tête »* (Jacques Charpenteau) – un texte inédit tient déjà du miracle. Aller en confier l'illustration à Jacqueline Duhême est mieux qu'une évidence, une merveilleuse idée. Venue rendre un livre au poète de la part de Matisse, la jeune femme fut aussitôt adoptée par les Prévert ; ainsi naquit, à Saint-Paul-de-Vence, en 1948, le beau projet de l'*Opéra de la lune* ; Jacqueline Duhême y inventait en couleurs la chanson du héros. Elle a raconté déjà le mystère de cet homme dépositaire du *« savoir du sens caché des choses »* (1) ; aujourd'hui elle retrouve la même malicieuse connivence pour historier cette fable loufoque aux indications quasi scéniques dont on se prend à rêver une vision animée.

Prosper, nouvel Orphée, perd son Eurydice, oursonne naïve et volage qui suit un ours noir en frac et cigare, magicien truqueur qui rappelle les banquiers souvent *moqués par Prévert. Il se pend* et tombe en enfer, où les diables en verront de toutes les couleurs. Au milieu d'un monde inversé où les moutons mordent les chiens, les *dompteurs* dévorent les lions et les lapins abattent les chasseurs, Prosper découvre un paradis en chantier *« fermé pour cause de réparations »*, s'échappe avec la complicité des deux ourses étoilées, Grande et Petite, qui *écrivent dans* le ciel la voie du salut. Tel l'anneau d'or des unions sages, la boucle se ferme d'un coup de craie qui rétablit la bonne leçon de la fable. Cet intermède burlesque, d'une écriture plus proche du théâtre que du conte classique, trouve ici les couleurs audacieuses, les clins d'œil graphiques *qui conviennent à un univers* où l'éclair se fixe opportunément sur les valises *« en position réglementaire de fermeture éclair »* et l'enfer garantit l'*« eau bouillante à tous les étages »*. Une surprise qui doit aussi à l'illustration *d'être mieux qu'une curiosité.*

Ph.-J. C.

(1) *Line et les autres*, Gallimard, 1986.

La mission de Bonèm

BONEM ET LA REINE SIBIANE
de Jacques Ivanoff.
Hatier, coll. « Pali Mali »,
64 p., 78 F.
(à partir de 10 ans).

Jacques Ivanoff cultive une passion pour une peuplade peu connue, les Moken, ces *« nomades de la mer »* qui naviguent *dans les eaux de l'archipel* des Mergui, ombilic entre la Thaïlande et la Birmanie. Il a vécu avec eux, connu heurs et petits malheurs en compagnie de ces êtres indépendants, soucieux de préserver leur culture. Il les a aimés, écoutés, compris. Et comme l'ethnologie – Jacques Ivanoff est chercheur au CNRS – n'a jamais affadi le goût de l'enfance, il signe son premier livre pour la jeunesse, *Bonem et la reine Sibiane*, qui allie découverte et rêverie, légendes et sortilèges.

Bonem, petit garçon moken, s'interroge. Pourquoi son peuple vit-il depuis toujours sur des bateaux ? Pourquoi ce plaisir est-il en réalité une obligation ? *Pourquoi est-il interdit de* s'installer sur la terre ferme pour cultiver du riz ? Qui est cette belle reine Sibiane dont parle le grand-père tant aimé de Bonem ? Pourquoi, avant de mourir, assigne-t-il à son petit-fils cette terrible mission : protéger le nom, la vie *« fragile mais forte grâce à cette faiblesse même »* de son peuple ?

Ainsi Bonem quittera-t-il son rivage et gagnera-t-il la Thaïlande pour apprendre à lire, déchiffrer les textes sacrés et apprendre le secret de la reine Sibiane, celle qui voulut que son peuple demeure libre, le dernier des peuples libres. Les enfants aimeront sûrement ce voyage initiatique et les personnes que l'on dit grandes, en cachette, s'en délecteront...

Marie de Varney

★ La collection « Pali Mali » entend éclairer ses lecteurs sur *« ces civilisations du bout du monde dites primitives qui vivent peut-être leurs derniers jours dans une nature somptueuse qu'elles savent préserver »*, selon les propres termes des directeurs de collection, Joël Farges et Odile Weulersse, qui signe l'autre nouveauté, *Aghali, berger du désert*. Habile mélange de réalité et de fiction, chaque roman, sorte de conte vrai dont le héros est un enfant, précède une présentation succincte mais bien conçue des populations concernées.

« Dada » ou l'ardeur

Au départ une maquette photocopiée qui convainc, aujourd'hui la première revue d'art pour les enfants se diffuse jusqu'au Japon

Dada ou l'histoire folle et exemplaire d'une *revue* singulière. Peut-être parce qu'elle n'est pas le projet d'un éditeur mais d'un chercheur enthousiaste, d'un historien *désireux de partager* avec le plus large public son souci de rigueur et d'esthétique. Déjà en charge de la conception du Musée de la Résistance et de la déportation de Lyon, Charles-Alexandre Faure avait mis à l'œuvre cette *muséographie savante et simple*, réfléchie et immédiate, qui annonçait les qualités de *Dada*, *« première revue d'art pour enfants de 6 à 106 ans »*. Tintin est largement battu...

Entre ces deux temps forts, d'autres aventures ponctuelles (décor de théâtre, aire de jeux et coloriages *célébrant les vertus* républicaines que le bicentenaire de la Révolution française remettait en lumière) et des premiers pas imaginatifs dans le monde des revues d'art – *Artension*, cofondé par Héliane Bernard, *aujourd'hui rédactrice en chef de Dada*, puis *Montrer*. Le projet de *Dada* trouve ses premiers abonnés sur simple présentation d'une maquette photocopiée en couleurs. La commune de Villefontaine (Isère) propose son partenariat, *et le premier numéro* voit le jour. Très vite, le projet dépasse ses initiateurs. Hostile à la publicité, la petite équipe découvre qu'un imprimeur n'est pas forcément un éditeur, et voilà Alexandre Faure contraint *d'être au moins autant que* le directeur de rédaction, le commis voyageur et l'attaché de presse de la revue. Avec huit numéros par an, l'urgence interdit de réviser la ligne : cent vingt libraires acceptent les dépôts, choisis bien sûr selon leur spécialisation et leur implantation, même si l'ambition de *Dada* est nationale. Une société d'édition relaie donc l'imprimeur déficient après le *numéro 4, et avec* le numéro 12, fruit d'un mécénat efficace du Centre mondial de la paix, la revue adopte un tour thématique. L'originalité de la démarche, la singularité des écritures – ici, les articles sont signés –, la malice visuelle, gagnent en lisibilité.


MANGO-PRESSE

Cézanne vu par Gérard Mathie

HISTOIRE À ÉCLIPSE

Mais l'aventure pionnière, débordée par un rythme qui s'emballe, contraint alors à suspendre la parution. Sommeil forcé, ges*tation qui appelle aussi une autre* gestion financière. Banquiers et éditeurs sont approchés. C'est ainsi qu'Hugues de Saint-Vincent, des jeunes éditions Mango, qui suivait cette revue *« pas comme les autres »*, propose de reprendre le titre tout en *laissant* à Alexandre Faure l'entière maîtrise du contenu et de ses audaces, suggérant juste quelques priorités, comme le choix résolument thématique de chaque livraison qui aide à la circulation et à l'identification du titre.

Pour le reste, le rêve s'épanouit sans entrave. « Racine ou les fariboles du professeur Fada », *le faramineux farfadet*, « Les amis du peintre Gégé », « Pico et Copi », « Prodiges » (une vision de l'enfance de l'artiste), des pages de jeux..., autant de rendez-vous qui accompagnent désormais les temps *forts de l'actualité artistique* : Carthage au Petit Palais (numéro sur la Tunisie), le siècle des Lumière (numéro « Arts et cinéma »), Cézanne cet automne (1)... Le principe du partenariat-mécénat se confirme, intelligemment ciblé selon le thème traité : le Studio Canal + pour le cinéma, Tati pour « Art et vêtement », pour Naples l'Institut français de la ville... Un choix réaffirmé dès la reprise de la parution (numéro « La campagne heureuse », soutenu par le ministère de l'agriculture). Les partenaires cosignent aujourd'hui l'éditorial. Une aventure décidément hors normes *qui* ne cesse d'étonner.

Héliane Bernard l'annonçait du reste : *« Dada renaît vraiment. Sa route va s'élargir à l'Europe et au monde. »* Avec le numéro « Mondrian » (novembre 1994), le tournant international est amorcé grâce à une édition néerlandaise. Cet hiver, après « L'art brut » (octobre, n° 23) ce sera « Barcelone » et le lancement de deux éditions nouvelles, catalane et *« espagnole »*, *dès novembre*. Un projet est à l'étude pour les Etats-Unis. Aujourd'hui *Dada*, avec un tirage de près de dix mille exemplaires, vendus dans cinq cents librairies, musées et autres adresses artistiques, compte deux cent cinquante abonnés japonais. Les abonnements nationaux se partageant équitablement entre lecteurs privés et bibliothèques de jeunesse – le lecteur moyen a entre huit et quinze ans. De quoi attendre serein *les prochains rendez-vous* de *Dada* : Lucy, notre mère commune, Beethoven et Picasso, Matisse et Rembrandt plus tard. On aimerait suggérer deux idées : *pour 1996, Jeux olympiques* obligent, le sport et... Dada, le mouvement éponyme. Clin d'œil que cette revue malicieuse et créative saurait faire sien sans doute. A suivre. Passionnément.

Ph.-J. C.

(1) Numéro 22, septembre 1995, « Cézanne » (Mango-Presse, 36, rue Fontaine 75009 Paris, 52 p., 40 F).

La sainte victoire de Cézanne

Un siècle après la première exposition exclusivement consacrée à Cézanne, le peintre aixois concentre tous les feux de l'actualité avec la rétro*spective du Grand Palais. L'édition* emboîte le *pas* et les publications pour la jeunesse ne sont pas en reste. Outre le numéro 22 de *Dada* et son cahier central *Dico Cézanne de A à Z (voir ci-contre)*, on retrouve le parti pris de l'abécédaire dans le précieux *C comme Cézanne* de Marie Sellier (1), parcours biographique en vingt-six chapitres – de A (Accent du midi) à Z (oseZ) – d'une lecture agréable et à l'illustration réfléchie et équilibrée. *Un dimanche avec Cézanne* d'Alain Madeleine-Perdrillat (2) propose un long monologue du peintre à l'adresse d'un jeune dessinateur à l'heure où la célébrité le *rattrape : belle leçon d'éducation du regard*. Les séduisants *Secrets d'Illan* de Dominique Schneidre (3), où Cézanne devient, selon le principe de cette « petite collection », l'illustrateur d'un beau récit qui promet une montagne à chaque enfant, gage de bonheur et de savoir vivant, méritent une mention particulière.

Mila Boutan, qui lance une passionnante série de cahiers ateliers pour initier l'enfant par la pratique autant que l'observation (mention spéciale pour le très heureux *Matisse*), accueille naturellement un *Cézanne* ; on y découvre la géométrie, la perspective et le portrait (4). *Monet* et *Van Gogh complètent la première livraison.* Les amoureux de Toulouse-Lautrec, peintre retenu pour une deuxième série au printemps prochain, tromperont leur impatience avec un *Toulouse-Lautrec de A à Z*, réalisé par des élèves de primaire au Musée d'Albi (5). *Plus généralement*, chacun pourra tester ses connaissances artistiques grâce au récréatif *Casse-tête, l'Art en question* (6), où les questions, ardues parfois, bénéficient d'indices qui rendent les réponses moins mystérieuses. Quarante-huit fiches pour mettre l'art en jeu.

Ph.-J. C.

(1) Coll. « L'Enfance de l'art », Réunion des musées nationaux, 60 p., 80 F.
(2) Skira, 56 p., 120 F.
(3) Calmann-Lévy/Réunion des musées nationaux, 32 p., 85 F.
(4) Mila Editions/Albin Michel Jeunesse, chaque volume 79 F.
(5) Somogy, 36 p., 85 F.
(6) Mango/Réunion des musées nationaux, 39 F.

Boîtes à malices

Le Seuil et Gallimard proposent de remarquables coffrets qui permettent à la fois lecture et bricolage

L'automne sera décidément favorable aux lecteurs bricoleurs. Déjà, le Seuil propose sa deuxième livraison de kits documentaires, *empruntés aux maîtres* britanniques Dorling-Kindersley, dont *tous les départements* jeunesse, depuis les adaptations pionnières de Pierre Marchand pour Gallimard, se sont appropriés le savoir-faire et la créativité. Matériellement, les coffrets se sont renforcés ; le contenu, lui, a sensiblement accru ses richesses. *Un volume sur* la Rome antique permet ainsi de réaliser une maison patricienne, un aqueduc ou un arc de triomphe, de s'initier à la mosaïque ou de jouer, tel Ben Hur, aux courses de char. Plus méticuleux, le coffret sur le *corps humain* dévoile en animation les grands systèmes de l'homme (cardiaque, respiratoire, musculaire), recèle des fiches d'expériences simples à réaliser et, plus *délicat*, un étonnant squelette à construire. Son laboratoire d'optique, ses lunettes à lire en relief et un suggestif livret de travaux pratiques font des *Jeux de lumière en kit* le plus ludique et le plus savant de ces coffrets (chaque titre 149 F).

Le choc de cet automne vient toutefois de chez Gallimard, où une série inédite, intitulée « Secrets », création proprement *« maison » – et c'est une prouesse* qui pourrait modifier la tendance dominante à l'importation –, soulève l'enthousiasme. Douze volumes qui viennent juste de paraître, douze autres annoncés pour le printemps, une centaine de titres prévus au total en six séries (« Sciences », « Histoire », « Arts », « Nature », « Ciel » et « Jeux ») pour un prix unitaire étonnamment bas : 59 F pour le lancement, 65 F après le 1er avril 1996. Des petits coffrets précieux et rares. Autant d'ouvrages à *double* usage. Un livret de trente-deux pages, graphiquement soigné, traitant en doubles pages claires et bien informées chaque aspect du thème et *surtout le contenu* mystérieux du coffret, avec, chaque fois, un objet à réaliser soi-même pour expérimenter l'assemblage de charpenterie comme le tissage de la laine, le *relevé d'empreintes* animales ou la facture d'un temple grec, le vertige des illusions d'optique aussi par la magie efficace d'une simple toupie... Les matériaux employés, solides et d'une belle finition, les notices de montage claires, même si l'aide de l'adulte s'avère indispensable pour les plus jeunes dans nombre de coffrets, sont autant d'atouts pour cette nouvelle série. La dimension ludique est cependant très inégale, des très scolaires *Secrets des planètes* et sages *Secrets de l'arbre* au *formidable* praxinoscope des *Secrets du cinéma* ou au lumineux planétarium des *Secrets des étoiles*.

BOUSSOLE

Deux mentions très *spéciales* : une pour les *Secrets de la boussole qui proposent la confection de* l'objet avec miroir de visée, aussi astucieuse qu'efficace lorsqu'on lit le livret, mode d'emploi sans reproches des possibilités de l'instru*ment. A emporter avec soi pour* randonner sans attendre. Autre coup de cœur pour les féeriques *Secrets des anamorphoses*, qui initient à la perspective et à ses défor*mations* avec un sens de l'invention et une facilité d'expérimentation proprement exemplaires.

L'éditeur, confiant, recommande ses ouvrages dès l'âge de sept ans. Il va de soi que leur bon usage suppose une participation des adultes – au moins dans la phase initiale des montages. Loin d'être un regret, on saluera cette promesse de rendez-vous à partager. Puisque les livres pour les grands n'osent pas proposer de telles audaces, vengez-vous en offrant ces petites boîtes à bonheur : c'est la plus licite et la plus avouable des façons de divulguer les secrets.

Ph.-J. C.

Le retour amer de Vladimir Boukovski

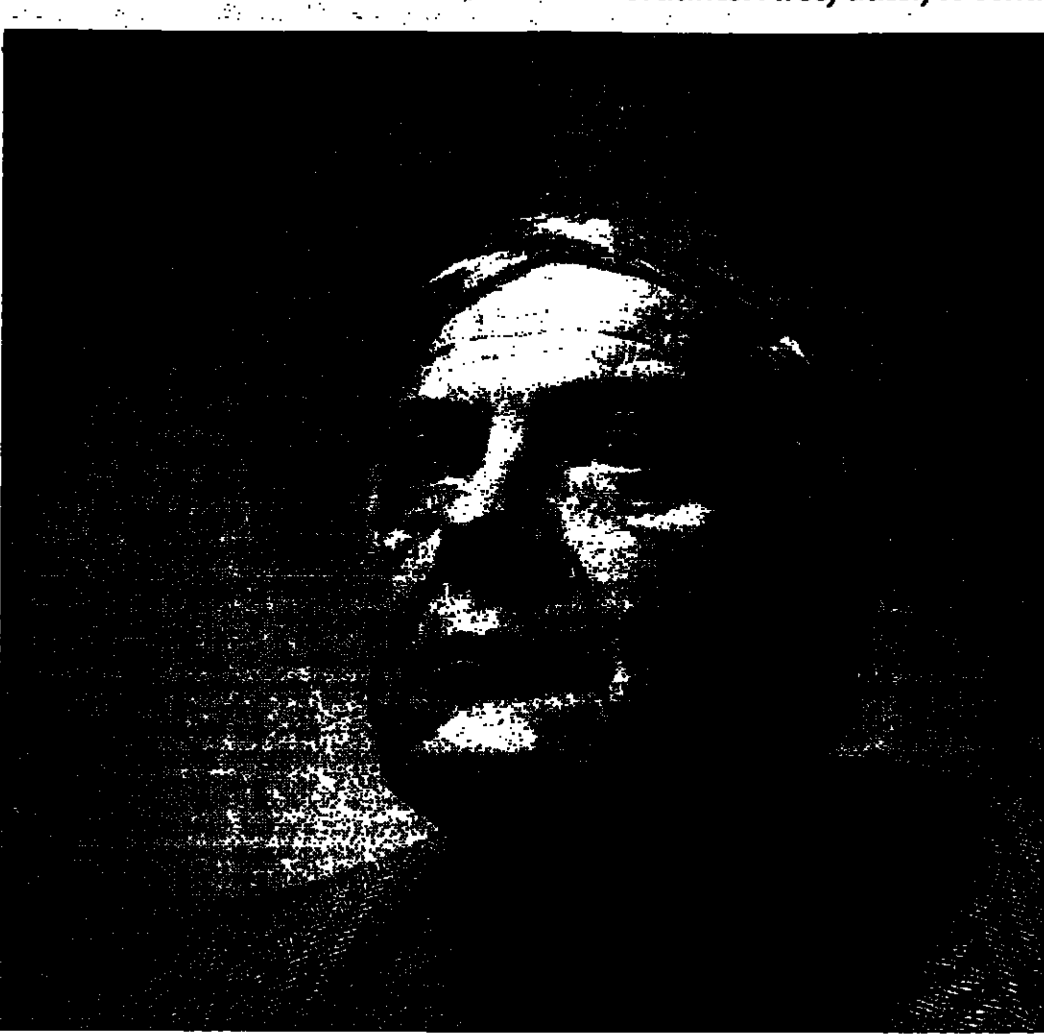
Le dissident a effectué un voyage dans les archives soviétiques.
Il en revient avec un livre d'une violence mordante. Avec, aussi, le sentiment qu'il est bien seul...

JUGEMENT À MOSCOU
Un dissident
dans les archives du Kremlin
de Vladimir Boukovski.
Traduit du russe
par Louis Martinez.
Laffont, 616 p., 169 F.

« Echangé », en décembre 1976, contre le secrétaire général du Parti communiste chilien, Luis Corvalan, Vladimir Boukovski, qui habite depuis près de vingt ans en Angleterre, à Cambridge, n'a pas voulu revenir vivre en Russie. Condamné en 1967 à trois ans de prison pour avoir protesté contre la détention d'autres dissidents, puis à nouveau, en 1972, à douze ans de camp et d'internement psychiatrique, le plus politique des dissidents n'avait jamais perdu ni son sens de la répartie, ni le courage de mordre : *« Le vrai échange du siècle, ç'aurait été d'échanger Brejnev contre Pinochet ! »*, déclara-t-il dès qu'on lui eut ôté les menottes, en arrivant sur l'aéroport de Genève...

En 1991, juste après le putsch, il est pourtant retourné à Moscou (1). Avec une espérance : *« Le moment était exceptionnel, tout était possible. La nomenklatura déconfite était prête à tout et ne craignait qu'une chose : la justice expéditive, les règlements de comptes au coin de la rue. Profitant de la situation, on pouvait fort bien procéder sinon à un nouveau Nuremberg, du moins à un procès du même type dont l'effet moral serait encore plus grand. »*

Pour bien montrer que les temps ont changé, on l'invite à un débat télévisé avec le nouveau président du KGB, Vadim Bakatine. Il rencontre le directeur du Comité pour les archives, Rudolf Pikhoïa, pour préciser les conditions de travail d'une commission internationale. L'idée finit par s'enliser dans de mornes préambules et le refus général d'évoquer les cadavres ; et le procès n'eut pas lieu. Les archives, un moment accessibles, se referment et, en janvier 1992, un oukase est signé par Eltsine *« sur la protection des secrets d'Etat de la Fédération russe »*. D'où le titre, plein de dérision, du dernier livre-témoignage de Vladimir Boukovski : *Jugement à Moscou*. *« Le vrai cirque ! Depuis quand doit-on demander aux criminels leur accord avant de les asseoir au banc des accusés ? »*



FRANCIS COURTÈS

« Les uns ne veulent rien savoir parce que c'est désormais du passé, les autres parce que ce n'est pas encore du passé. »

Cependant, au printemps 1992, les archives du PCUS s'entrouvrent à nouveau grâce, paradoxalement, au procès fait par des communistes contre les décrets d'Eltsine interdisant le Parti communiste. Boukovski y a accès. On peut imaginer avec quelle jubilation l'impénitent dissident se plonge dans ces dossiers ultrasecrets. Armé d'une merveille de la technique japonaise, un ordinateur portatif avec un scanner, il se met à les copier. Des milliers de pages d'une histoire hallucinante nourrie de documents inédits, de secrets enfouis. Il va retrouver, par exemple, seize ans plus tard, dans un dossier sur les *« Mesures à prendre pour la libération du camarade L. Corvalan »*, l'oukase, *demeuré secret, stipulant son expulsion « sans avoir à lui demander son accord »*. Le patron du KGB, Andropov, veille à tout : en 1978, Rostropovitch et Galina Vichnievskaïa sont déchus de la nationalité soviétique pour *« leurs actes de provocation et leurs déclarations calomnieuses à l'Ouest »* ; et, lors d'un concours organisé à Paris pour le cinquantième anniversaire du violoncelliste, *« il paraît opportun de charger le ministère de la culture de l'URSS d'informer les organismes culturels de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire de Hongrie, de la République démocratique allemande, de Cuba, de la République populaire de Mongolie, de la République populaire de Pologne et de Tchécoslovaquie de ce que la participation à ce concours de représentants des pays socialistes est indésirable »*...

L'examen du cas Soljenitsyne, au plus haut niveau, le 7 janvier 1974, est un morceau d'anthologie comique qui permet de voir fonctionner les cerveaux des membres du Politburo. *« D'après nos lois, nous avons toutes les raisons d'emprisonner Soljenitsyne puisqu'il a attenté à ce qu'il y a de plus sacré : Lénine, notre régime soviétique, tout ce qui nous est cher*, déclare Brejnev. *Cet élément voyoucratique passe les bornes. »* Andropov propose l'expulsion, qui, après discussion, sera acceptée. *« En d'autres temps, nous n'avons pas craint de nous engager contre la contre-révolution en Tchécoslovaquie. Nous n'avons pas craint de congédier Allilouïeva. Nous avons survécu à tout ça. Je pense que nous survivrons à ça aussi »*, conclut Brejnev.

> *« La glasnost et la perestroïka furent une invention diabolique »*

Les archives parlent. Tout est là. Noir sur blanc. Non pas des suppositions, des intuitions, mais des preuves. Plus ou moins inattendues. Déprimantes. Le financement des partis communistes étrangers, ces *« vaches maigres du Kremlin »* – PCF compris –, la manipulation d'hommes politiques dont on espère la collaboration – tel le président du Parti social-démocrate de Finlande, Kaalevi Sorsa, candidat à la présidence –, ou encore l'influence de Moscou sur le mouvement Pugwash, celui-là même qui vient de se voir décerner le Nobel de la paix ; et puis l'appel au secours de Jaruzelski demandant de lui-même l'intervention du « Grand frère » contre Solidarité, l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives, les injures de Gorbatchev contre Elena Bonner – *« une sale vipère en jupon »* – qui régente Sakharov (*« Voilà ce que c'est que le sionisme ! »*), la demande de réintégration dans le Parti – en 1984 ! – d'un Molotov nonagénaire, les attaques contre Khrouchtchev – *« Il a porté un coup irréparable à l'image positive de l'Union soviétique aux yeux du monde entier »*, dit Oustinov... qui propose de rebaptiser Volgograd en Stalingrad. L'élection, enfin, à l'unanimité, « faucons » et « colombes » réunis, de Gorbatchev en 1985.

Dans son livre précédent, *De l'utopie au désastre* (2), Boukovski avait déjà expliqué combien il jugeait ridicule l'engouement pour Mikhaïl Gorbatchev d'un Ouest qui voulait prendre pour un libéral réformateur ce *« nouveau Tchitchikov »* régnant sur les âmes mortes du communisme : *« Il n'y a pas à dire, la glasnost et la perestroïka furent une invention diabolique (...). Tout ce joli monde de la perestroïka nous haïssait bestialement (...). Ils ne pourront jamais nous pardonner d'être restés propres, de ne pas avoir bouffé en leur compagnie à la gamelle du parti, de ne pas avoir recherché des accommodements avec notre conscience, comme eux au long de leur vie. »*

« Les uns ne veulent rien savoir parce que c'est désormais du passé, les autres parce que ce n'est pas encore du passé. » Toujours dissident, en lutte contre une autre machine bureaucratique fondée sur l'amnésie – et dirigée par les mêmes –, écorché vif, volontiers brutal, injuste parfois, Vladimir Boukovski est le dernier chevalier de l'anticommunisme. L'innocent visionnaire de *Boris Godounov*. Le sentiment d'une vie gâchée, que tous les efforts, tous les sacrifices, toutes les révélations, se sont révélés inutiles : *« Cela n'intéresse donc vraiment personne ? Se peut-il que de nos jours, une fois effondré le communisme, nous n'éprouvions pas le désir, voire la nécessité, de mettre au jour les circonstances qui ont dicté au monde semblable politique ? »* Personne ne répond. Un témoignage essentiel.

N. Z.

(1) Lire « Babylone revisitée », une « lettre de Moscou » publiée par Vladimir Boukovski dans *Le Monde* du 28 juin 1991.
(2) Laffont, 1980.

Un journalisme du « respect »

Quand Pierre Salinger se souvient, c'est encore et toujours la nostalgie de l'ère Kennedy qui l'emporte

DE MÉMOIRE...
de Pierre Salinger.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Reine Silbert,
Denoël, 450 p., 135 F.

Noir, trapu, le regard perçant sous le sourcil touffu, né d'un père californien et d'une mère venue de Belfort, Pierre Salinger aura été pendant près d'un demi-siècle l'une des principales vedettes du journalisme international. On dirait aussi l'un de ses enfants gâtés si la tragédie ne l'avait frappé de si près. L'un de ses fils s'est jeté du pont du Golden Gate, et les pages qu'il consacre dans ce *De mémoire* au double meurtre, à cinq ans d'intervalle, de John et de Bobby Kennedy, montrent qu'il en est encore bouleversé : ils étaient ses dieux, et nul ne les a remplacés.

Américains ou pas, les journalistes d'aujourd'hui, toujours plus ou moins en guerre contre des pouvoirs qui leur mentent fréquemment, ont peine à imaginer qu'ait pu exister une période où les rapports entre médias et Maison Blanche relevaient du *« respect »* plutôt que de la *« confrontation »*. Que Salinger l'affirme risque de ne pas suffire à les convaincre, d'autant qu'il était le porte-parole du président assassiné. Mais tous ceux qui ont eu alors l'occasion de se frotter aux réalités américaines peuvent en témoigner : il émanait de celui-ci et de son entourage de brillants intellectuels, en dépit de tout ce qu'on est en droit de leur reprocher, un rayonnement dont on ne peut qu'avoir la nostalgie. Connaissant Pierre Salinger, on se doutait bien que ses Mémoires feraient la part belle aux Kennedy. Mais sa vie a commencé bien avant – à dix-neuf ans, il commandait un chasseur de sous-marins dans le Pacifique – et elle s'est poursuivie après, notamment lorsque la chaîne de télévision ABC lui a permis d'assouvir sa passion du journalisme d'investigation. Qu'il s'agisse des responsabilités de Kadhafi dans la destruction d'un avion au-dessus de l'Ecosse, ou de la guerre du Golfe, que George Bush aurait très bien pu selon lui éviter, il éprouve manifestement quelque plaisir à prendre le contre-pied du discours officiel. Mais, en même temps, sa réputation, comme le tissu d'amis et de relations qu'il s'était constitué à travers le monde ont fait qu'à Moscou, à Bagdad, ailleurs encore, on n'arrivait pas à croire qu'au-delà des raisons professionnelles invoquées il n'était pas chargé de quelque négociation secrète. Il s'est donc souvent retrouvé dans le bureau ou à la table de grands de ce monde, et il lui est arrivé de jouer, sans l'avoir cherché, un rôle fort utile d'intermédiaire.

L'auteur nous raconte tout cela à la diable, sans excessif souci de construction ni de vérification des détails, et la traduction française laisse passer des mots comme *« coconspirateur »*, tout de même un peu surprenants. Sans vaine pudeur non plus : le récit de ses aventures politiques et médiatiques se mêle étroitement, dans la fumée de ses chers cigares, à la chronique de ses mariages, de ses divorces, de ses émotions de mélomane et d'amateur de bonne chère et de grands vins. Il a connu tout le monde, ce qui nous vaut de savoureux portraits, et de non moins savoureuses anecdotes. N'en retenons qu'une : James Goldsmith, l'ex-patron de *L'Express*, lui balançant un soir en pleine figure qu'il n'hésiterait pas à aller assassiner Bobby Kennedy si jamais ce dernier devenait président des Etats-Unis.

Passant en revue, dans sa conclusion, l'état chaotique de la planète, Salinger l'impute largement au fait que les *« responsables mondiaux n'ont ni compréhension ni sens de l'Histoire pour les aider, lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes cruciaux... Si nous voulons un XXIe siècle stable*, écrit-il, *nous devons considérer tous ces problèmes en fonction de l'Histoire »*. C'est ce que faisait, rare exemple à ce poste, son cher Kennedy. Ce que faisaient aussi de Gaulle, Churchill... et François Mitterrand. Il est vrai qu'on est aujourd'hui bien loin du compte...

André Fontaine

★ Signalons également la réédition du best-seller de Pierre Salinger, *Avec Kennedy*, publié pour la première fois en 1967 (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par H. Delgove, B. Delorme, C. Genensohn, J. M. Jasienko et L. Lack, éd. Buchet-Chastel, 460 p., 140 F).

La vérité de Saint-Marc

MÉMOIRES
LES CHAMPS DE BRAISE
de Hélie de Saint-Marc.
Avec la collaboration
de Laurent Beccaria,
Perrin, 342 p., 129 F.

Le commandant de Saint-Marc a été, parmi les officiers français qui participèrent à la guerre d'Algérie, l'un de ceux dont la réputation de droiture était le plus solidement établie. Homme de rigueur, on le savait aussi humaniste, ce qui lui valut à l'occasion une étiquette de libéral qui n'était pas donnée à tout le monde.

Comment un tel personnage est-il devenu, en avril 1961, l'un des acteurs du « putsch des généraux » – et non des moindres, puisque c'est à lui qu'il revint, à la tête du 1er régiment étranger parachutiste, de s'assurer du contrôle d'Alger ?

C'est largement à cette question que s'attache à répondre ce volume de *Mémoires* en retraçant un itinéraire dont l'épisode algérois n'est que la dernière étape. Jeune résistant, Hélie de Saint-Marc est arrêté puis déporté à Buchenwald.

Il en revient pour entrer à Saint-Cyr et connaître, comme il le dit lui-même, *« l'aventure »* de l'Indochine. Trois séjours – le dernier se termine après Dien Bien Phu –, puis l'Algérie – avec, en 1956, l'intermède de Suez –, où il connaîtra aussi bien les combats dans les Nementcha que les drames de la bataille d'Alger.

De ce parcours, l'officier ne retient qu'une longue succession d'abandons, de la haute région du Vietnam au Constantinois, dans lesquels la France et son armée trahissent leur parole pour laisser à leur sort des populations qui leur avaient accordé leur foi.

Mais le paroxysme est atteint après les scènes de fraternisation franco-musulmane, lorsque l'auteur, au fur et à mesure que s'élabore chez de Gaulle l'acceptation d'une *« sécession »*, se sent de plus en plus *« victime d'un mensonge organisé »*. *« Je me suis battu* [pour l'Algérie], écrit Saint-Marc, *avant de me révolter contre le pouvoir de mon pays, parce qu'on avait tout dit, tout fait pour nous rendre fous. »*

Soldat perdu, le commandant de Saint-Marc se retrouvera en prison. Il est pourtant le contraire d'un factieux. En témoigne la fidélité des amitiés qu'il a conservées au travers de ses épreuves et qui le lient à des personnes, qui n'ont pas, dit-il, partagé ses options. Elles ne sont pas le moindre des réconforts sur un parcours empreint d'amertume.

Alain Jacob

Premiers soins

Mirko Grmek entame la publication d'une « Histoire de la pensée médicale en Occident » qui s'annonce comme une référence

HISTOIRE DE LA PENSÉE MÉDICALE EN OCCIDENT
Tome I : Antiquité et Moyen Age
Sous la direction de Mirko D. Grmek, avec la collaboration de Bernardino Fantini.
Seuil, 388 p., 290 F.

Une légende rapportée par le théologien Al Gazali (1058-1111) évoque un temps immémorial, symbolisé par le personnage de Moïse. *« Moïse demanda au Seigneur : "De qui viennent la maladie et la guérison ?" Le Seigneur répondit : "De moi." Moïse demanda encore : "Et les médecins, qu'est-ce qu'ils font ?" Le Seigneur répondit : "Ils mangent leur pain de tous les jours et donnent du courage à mes serviteurs, en attendant que la mort ou la guérison viennent de moi." »* Le premier volume de l'*Histoire de la pensée médicale* est tout entier dévolu à une période de la médecine où, à quelques exceptions près, les médecins n'eurent en effet guère d'autre rôle que de donner courage aux serviteurs du Seigneur tout-puissant. Est-ce à dire que l'histoire de cette époque ne mérite pas les trois cent quatre-vingt-huit pages qui lui sont consacrées ? Le croire, ce serait penser que, entre la curiosité un peu amusée pour des théories et des pratiques désuètes et l'idée fausse qu'il n'y a décidément rien de neuf *sous le soleil d'Epidaure*, il n'y aurait place pour aucun discours valide, aucune théorie pourvue d'une certaine consistance.

ANALYSES

Si l'histoire de la médecine a sa pleine légitimité, y compris lorsqu'il s'agit des époques antérieures à la révolution pasteurienne, c'est parce qu'elle ne consiste ni en l'enregistrement des anecdotes piquantes dont sa préhistoire est émaillée, ni en une majestueuse odyssée où l'on nous montrerait la conquête progressive de la vérité, chacun apportant *sa pierre à l'édifice de la science*, mais en l'analyse des discours et des pratiques mesurés à leur pouvoir d'organiser mieux, de façon plus convaincante, des phénomènes jusque-là moins bien expliqués, ou laissés au hasard, ou confiés à l'insondable Providence.

On pouvait faire confiance à Mirko D. Grmek et aux chercheurs rassemblés autour de lui pour conduire leur entreprise selon cette perspective et pour savoir éviter le double péril de l'érudition pittoresque et de l'historiographie aimantée par le présent. Il faut le dire d'emblée : c'est la première *histoire de ce type en langue française*, la première qui réponde pleinement aux exigences de la recherche sans pour autant décourager le lecteur bien intentionné. Ce qui nous est donné là tient compte des débats les plus actuels, en France mais surtout hors de France – il faut rappeler que l'histoire de la médecine jouit dans la plupart des pays occidentaux d'une situation institutionnelle bien meilleure qu'ici –, qu'il s'agisse des difficiles questions débattues à propos de la collection hippocratique (Jacques Jouanna), de la transmission des écrits médicaux *dans le monde byzantin* et arabe au Moyen Age (Gotthard Strohmaïer), ou des transformations de la chirurgie depuis l'Antiquité jusqu'au XV[e] siècle (Michael McVaugh).

L'orientation intellectuelle des concepteurs de l'ouvrage les place en quelque sorte à mi-distance des théoriciens anglo-saxons, qui privilégient l'étude des conditions historiques et sociales de production des sciences, et de l'école épistémologique dite française, qui s'intéresse électivement à l'engendrement et à la rectification des discours scientifiques les uns par les autres. Mirko Grmek a décidé de ne pas prendre part à cette guerre picrocholine et interminable. Il a voulu faire un *« effort de synthèse »*, autrement dit *« embrasser dans ses grandes lignes le parcours entier de la pensée médicale occidentale et en montrer la complexité et les relations étroites avec la réalité biologique et sociale des populations humaines »*. C'est ainsi qu'à côté d'un chapitre sur la médecine hellénistique illustrée notamment par « Erasistrate et Hérophile » (Mario Vegetti), on trouve un chapitre sur les « régimes de santé » (Pedro Gil Sotres) et un autre sur « les maladies en Europe » (Jean-Noël Biraben).

La périodisation de ce premier volume en détermine certains traits. Parce que, de l'Antiquité au Moyen Age, les progrès des connaissances concernent avant tout l'anatomie et la physiologie, bien davantage que la thérapeutique (exception faite de la chirurgie), la médecine demeure prise dans un conflit jamais résolu avec d'autres types d'interprétation de la maladie, en particulier celle qui l'explique par l'irruption d'une force supra-humaine ; déjà Hippocrate, au V[e] siècle, dispute l'explication de la « maladie sacrée » (l'épilepsie) aux mages ; les Pères de l'Eglise n'auront qu'à transposer dans leur propre langage l'explication magico-religieuse et attribueront à une faute morale la venue des maladies. Au moment où la peste noire ravage l'Europe, dont elle tue en cinq ans le quart environ de la population, et en l'absence d'une théorie capable d'interpréter correctement les phénomènes et de déjouer le cours de la maladie, que faire d'autre sinon prier et s'éloigner ? Il faudra attendre les *XVIII[e]-XIX[e]* siècles, les grands progrès de la science médicale et le recul de la religion, pour que le règne du médecin et de la médecine s'affirme dans toute sa légitimité. Jusqu'aux XIV[e]-XV[e] siècles, la médecine discute et raffine les théories élaborées par Galien au II[e] siècle de notre ère, comme la philosophie, dont elle accompagne encore le cours, le fait avec Aristote. Ce n'est qu'à la Renaissance que, de plusieurs côtés, *surgira une véritable* mise en question du modèle galénique ; ce sera le prélude aux grandes découvertes modernes, qui feront l'objet du prochain volume de cette série. On peut l'attendre avec confiance.

François Azouvi


SERGUEÏ

Les intuitions du docteur Galien

L'ÂME ET SES PASSIONS
de Galien.
Traduit du grec par Vincent Barras, Terpsichore Birchler, et Anne-France Morand, préface de Jean Starobinski.
Les Belles Lettres, coll. « La roue à livres », 163 p., 130 F.

Théoricien de la biologie et de la médecine ancienne, Galien naît à Pergame en l'an 129 de l'ère chrétienne. Se réclamant d'Hippocrate et s'inspirant de problèmes élaborés par Platon et Aristote, il fait le tri et la synthèse de six siècles d'écrits médicaux.

Dernier grand médecin de l'Antiquité, Galien est aussi le premier des penseurs modernes de la médecine. L'anatomiste flamand André Vésale, médecin de Charles Quint, inaugure une nouvelle méthode en s'attachant à réfuter les théories de Galien, fondées sur sa pratique de chirurgien des gladiateurs. Et, en découvrant la circulation du sang, Harvey rendra définitivement caduque la physiologie galénique. Nous sommes alors en 1628. Le règne de Galien aura duré un millénaire et demi !

Si toute démarche scientifique suppose ses limites, voire ses fragilités, si la rigueur d'une méthode expérimentale implique dans son protocole les instruments de sa propre réfutation, alors le rôle de Galien aura été déterminant pour la médecine moderne. Dans sa préface, montrant l'importance de Galien pour les traditions médicales en Occident, Jean Starobinski rappelle combien ce médecin a lui-même *« fourni les armes dont les premiers modernes se sont servis contre lui »*.

Si l'œuvre connue de Galien est énorme (plus de vingt forts volumes), ses écrits perdus sont – on le sait grâce à son « autobibliographie » conservée – encore plus nombreux. Ainsi, parmi quelque vingt livres de « philosophie morale », seuls trois brefs traités sont rescapés. Galien y propose une physique des passions qui, pour lui, dépendent toujours de la chimie des humeurs corporelles.

S'il admet ainsi une inégalité congénitale entre les individus, s'il ne croit pas, comme les stoïciens adoptés par Rousseau, que le social défigure la bonne nature humaine, Galien est néanmoins convaincu que l'on peut discipliner la bête en l'homme, et civiliser, en les domestiquant, les passions. Galien parle de l'âme, de son salut : pourtant la vie éternelle ne fait pas partie de son horizon pré-chrétien. Jean Starobinski insiste : *« Galien s'en tient à son métier de médecin : il s'agit pour lui de la vie terrestre, et de la vie que mènent les êtres humains dans la société humaine. »* Les comportements humains relèvent pour lui à la fois du biologique et du social, de l'inné et de l'acquis. Si les conduites individuelles résultent aussi des passions, il faut former les praticiens à une médecine de l'âme qui serait également somatique, une science qui s'occupe des conduites humaines, autrement dit de l'éthique.

Si depuis longtemps la médecine de Galien ne joue plus un rôle scientifique, les questions soulevées par les trois textes recueillis dans *L'Âme et ses passions* demeurent importantes. Notamment en raison de l'insistance mise par Galien à déceler la dimension sociale des conduites humaines, ce qui oblige chaque époque à repenser les liens imaginaires entre le corps et la psyché en même temps que la relation entre le médecin et son patient.

Maurice Olender

Au miroir de la pharmacologie

Le médicament d'aujourd'hui est un objet de haute technologie. Pourtant, il symbolise toujours la lutte du Bien contre le Mal

HISTOIRE CONTEMPORAINE DES MÉDICAMENTS
de François Chast.
Ed. La Découverte, 388 p., 170 F.

Prescrites en décoctions, macérations, tisanes ou fumigations, les plantes – fraîches ou desséchées – fournissent, depuis l'Antiquité, les principaux médicaments. Jusqu'à la fin du XVII[e] siècle, les éléments minéraux, végétaux ou animaux sont assimilés à des remèdes lorsqu'ils soulagent ou suggèrent la guérison. L'effet thérapeutique repose sur leurs principes actifs, mais les formules rituelles du prêtre ou du guérisseur inscrivent l'approche soignante dans un processus autant incantatoire qu'empirique.

Le médicament contemporain, montre François Chast, *« est né des idées de la Révolution, de l'avancement des sciences et de l'industrialisation de l'économie »*. Il bénéficie des progrès accomplis par la chimie depuis le début du XIX[e] siècle. Les apothicaires proposaient des médicaments complexes. L'efficacité éventuelle de leurs principes était fréquemment neutralisée par l'action d'éléments associés aux effets opposés. La chimie moderne permet au contraire l'extraction des principes actifs, l'élaboration de substances pures : l'iode est extraite des varechs en 1811, la morphine de l'opium en 1817, l'insuline des pancréas animaux en 1912. Bientôt, la création d'espèces chimiques inédites ouvre une ère nouvelle. Il n'est plus question de partir des substances minérales ou végétales, mais de contourner la nature en créant des médicaments synthétiques.

RELATION TRIANGULAIRE

L'histoire des médicaments serait donc celle de la substitution d'une approche scientifique à la traditionnelle culture des plantes médicinales. François Chast ne retient pas cette périodisation simpliste. Tournées vers le progrès scientifique, les sociétés occidentales demeurent, en effet, nostalgiques de la vie naturelle, et la recherche du bonheur par la santé est chargée de trop d'angoisse pour ne pas susciter des pratiques irrationnelles. Le talent de François Chast est de mettre son érudition au service d'une vision anthropologiquement élaborée du médicament. Le remède est au cœur de cette *« relation thérapeutique triangulaire établie entre l'homme, les puissances divines et le prêtre-médecin »*. Objet scientifique de haute technologie, il symbolise toujours la lutte du Bien contre le Mal et porte aux rêveries mystico-religieuses.

Le regard des hommes – et des femmes – sur leur propre humanité est le véritable enjeu de cette histoire des médicaments. Doivent-ils en finir avec la douleur, ou celle-ci est-elle salvatrice ? Les contraceptifs oraux sont-ils des médicaments, ou les instruments d'une transformation sociale ? Les patients des psychiatres sont-ils des fous à enfermer, des paresseux à secouer, des névrosés à allonger ? Passer de la camisole à l'électrochoc, de la sismothérapie à la psychanalyse, de celle-ci aux neuroleptiques et aux antidépresseurs tricycliques, ce n'est pas assister à un progrès linéaire, mais prendre la mesure de la diversité des réponses de la médecine aux contraintes de la vie moderne.

Au miroir de la pharmocologie récente, toute menace a sa parade. Les antihypertenseurs soulagent les cardiaques, les céphalosporines combattent avec succès les maladies infectieuses et le méthotrexate donne de bons résultats dans le traitement des leucémies aiguës. Les médicaments prolifèrent par lignées, par dérivations et extensions des gammes, à grands renforts d'investissements et d'essais promptement menés. Au rythme accéléré des commercialisations, les innovations d'hier, reléguées au rang de décevantes vieilleries, cèdent le pas aux nouveautés d'aujourd'hui, promises au même sort. Toute maîtrise inédite dévoile des points de résistance. De fait, l'efficacité de nombreux traitements reste aléatoire, et *« malgré les énormes progrès réalisés depuis quinze ans en matière de traitement du sida »*, la recherche d'une polythérapie pleinement satisfaisante mobilise toujours les énergies. Sans jamais verser dans l'antiprogressisme, François Chast dit sans ambages les limites de la pharmacologie lorsque la médecine préventive ne joue plus son rôle de barrière à la maladie.

Jean-Paul Thomas

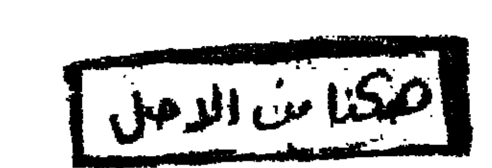
Cerveaux singuliers

LE CERVEAU ET LA LIBERTÉ de Pierre Karli.
Ed. Odile Jacob, 360 p., 140 F.

Une personnalité se forge au long d'une histoire singulière. Pierre Karli, neurobiologiste, dénonce les biologismes réducteurs. Il souligne l'intérêt des éléments apportés par sa discipline dans l'appréhension de l'être humain sans omettre ceux étudiés par la psychologie et la sociologie. En chacun de nous coexistent et interagissent un individu biologique, un acteur social et *« un sujet en quête de sens et de liberté intérieure »*. Cette tripartition n'est pas inédite, mais elle fournit un fil directeur à l'inventaire *systématique des résultats récents de l'embryologie et des sciences du cerveau*. Sans élever le ton, la force tranquille d'un savoir maîtrisé fait son œuvre.

Au passage, quelques conceptions *erronées – sur l'hérédité intégrale* des aptitudes mentales ou la prétendue dégénérescence des « criminels-nés » – sont écartées et la sociobiologie dénoncée dans sa prétention à la scientificité. L'émergence et l'exercice de la liberté se situent dans le prolongement de la *« plasticité neuronale »* et de l'exploration active de son environnement par l'organisme. La biologie, montre ainsi Pierre Karli, ne proclame pas *« la mort du sujet »* ; elle rend compte de ses conditions d'émergence.

J.-P. T.





هكذا من الاصل

L'aventure du « Patrimoine »

L'édition des dix volumes recensant les richesses des bibliothèques de France a mobilisé l'Etat, une banque et de multiples érudits

C'est peut-être à Léon Méhédin (1828-1905), archéologue, photographe et inventeur normand, aussi atypique que méconnu, que l'on doit la naissance des dix volumes du *Patrimoine des bibliothèques de France*. C'est en effet en préparant une exposition sur ce curieux personnage, qui a laissé un important fonds photographique à la bibliothèque municipale de Rouen, que François Robichon, un jeune historien d'art, mesura le dénuement des bibliothèques de province. Pas de moyens pour éditer systématiquement des catalogues, des espaces d'exposition insuffisants, quand ils existent, et, bien sûr, pas un sou pour la communication. En dépit de leurs richesses, les collectivités locales, qui les financent en grande partie, les considèrent comme des boulets.

Nous sommes en 1992. François Robichon a ses entrées à la Fondation des banques CIC pour le livre. D'une discussion avec Anne-Marie Reder, déléguée générale de la fondation, naît une idée : constituer un inventaire de l'ensemble des bibliothèques patrimoniales de France. C'est-à-dire celles qui ont un fonds précieux – ancien ou contemporain – et qui ne se consacrent pas exclusivement au prêt d'ouvrages. Sur trois mille bibliothèques en France (publiques et privées), environ quatre cent cinquante répondent à cette définition. Le grand public n'a pas accès à leurs trésors – dont il ignore l'existence –, sauf par le biais de trop rares expositions. Il ne s'agit donc pas de créer un outil destiné aux seuls professionnels du livre – un catalogue –, mais de raconter une histoire autant que de décrire des richesses. Il faut aussi montrer : cet inventaire commenté doit être abondamment illustré.

Pour mener à bien cette entreprise dans des délais raisonnables, le relais de l'Etat est indispensable. Par le biais du ministère de la culture, on pourra facilement entrer en contact avec ces établissements et demander à leurs responsables, orfèvres en la matière, de fournir la notice demandée. Jean-Sébastien Dupuit, directeur du livre et de la lecture, est contacté en 1993 et répond plus que favorablement au projet. Laurence Bobis, chef du bureau du patrimoine à la direction du livre, va s'investir totalement dans ce travail. En moins de deux ans, il sera bouclé.


Salle de lecture de la bibliothèque Mazarine

GASTON BERGERET

SÉLECTION

Très vite, une maquette est imaginée. Des modules sont trouvés pour les notices (deux pages, quatre à six pages, six à huit pages), un canevas rédigé. Un comité régional est créé – de dix à vingt personnes – dans chaque région : il réunit un représentant de l'Etat, des professionnels du livre – avec, en tête, les conservateurs des bibliothèques –, ainsi que des érudits locaux. La sélection des établissements à retenir est établie par ce comité. Condition sine qua non pour y figurer : avoir un fonds patrimonial. On retient aussi bien la bibliothèque Sainte-Geneviève (un million de volumes), héritière d'une longue histoire plusieurs fois centenaire, que la bibliothèque de Saint-Pierre-des-Corps (sept cents titres exclusivement liés au chemin de fer), née en 1983. « *Une cinquantaine ont été éliminées d'emblée,* indique François Robichon. *Soit parce qu'elles n'étaient pas ouvertes au public, soit parce qu'elles ne possédaient pas de catalogue suffisant. Certaines ne voulaient pas figurer dans notre ouvrage, notamment des bibliothèques monastiques, pour ne pas troubler la vie religieuse. Les refus les plus étonnants sont venus de celles de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui sont des établissements privés, non ouverts au public. Une vingtaine d'établissements ont été recalés dans un second temps – monographies déficientes ou textes insuffisants.* » Autre absence remarquée : celle de la bibliothèque du Collège de France.

Chaque volume regroupe deux ou trois régions (l'Ile-de-France a droit à un seul tome, le plus gros) et, à l'intérieur de chacun d'entre eux, les bibliothèques sont classées par ordre alphabétique. Ce classement introduit une succession aléatoire de thèmes, de l'astronomie à la zoologie, de la botanique au yachting, du costume à la viticulture, de la politique au voyage, de la littérature au chemin de fer, de la religion au jeu, au gré de la dominante de chaque bibliothèque. Le descriptif de celles-ci est accompagné par des illustrations qui reproduisent les supports et les techniques les plus variés : manuscrits, autographes, miniatures, enluminures, photos, dessins, cartes et plans, reliures, gravures, médailles. « *Ce que nous voulons offrir au lecteur, c'est ce qu'il ne voit jamais,* indique François Robichon. *Dans les bibliothèques, le lecteur n'a accès qu'à la production courante, jamais aux trésors. C'est comme si, dans un musée, il ne pouvait entrer que dans les réserves, jamais dans les salles prestigieuses.* » La diversité se retrouve aussi dans les textes, même si les rédacteurs – tous des hommes du bâtiment, chacun liés d'une manière ou d'une autre à l'établissement dont ils analysent les richesses – ont travaillé à partir d'un canevas établi par le maître d'œuvre, et même si la copie – cela se sent parfois – a été normalisée. On peut regretter toutefois, dans une telle somme encyclopédique, le manque d'encadrés, d'astuces visuelles, qui auraient clarifié la présentation des notices. Un index de cinq mille entrées permet néanmoins de s'y retrouver plus facilement dans cette avalanche de renseignements, dans ce niagara de noms propres.

Le tirage initial est de cinq mille exemplaires. Pour la diffusion en librairie, un éditeur, Payot, a été contacté alors que le projet était déjà largement lancé. Cette diffusion est compliquée, car il s'agit d'un ensemble à la fois national et régional qui peut être vendu en bloc ou détaillé volume par volume. L'ouvrage a été numérisé pour l'édition d'un éventuel CD-ROM.

OUTIL DE TRAVAIL

La publication du *Patrimoine des bibliothèques de France* a un autre intérêt. Objet de délectation pour les amateurs, outil de travail pour les chercheurs, c'est aussi un argument promotionnel pour les bibliothèques qui aura, on l'espère, un impact sur l'économie de ces établissements. La plupart d'entre eux reçoivent sans doute une aide de l'Etat, mais l'essentiel de leur survie est assuré par un financement local, bien souvent municipal. « *Ces volumes sont également des fusées d'alarme,* explique François Robichon. *Ils devraient alerter les élus sur l'état d'un patrimoine précieux, méconnu et fragile. Ils peuvent donc créer une dynamique au moment où, en région, une évolution dangereuse se profile. Les élus préfèrent les médiathèques, plus payantes sur le plan électoral. Les bibliothèques patrimoniales, qui ont une faible rentabilité sociale, sont, pour trop d'entre eux, des poids morts. On veut leur montrer qu'on peut transformer ces prétendus poids morts en vitrines prestigieuses.* »

E. de R.

Mode...

« Plusieurs fois, j'ai douloureusement ressenti l'obligation qui m'était faite, pour citer la cote d'un manuscrit carolingien ou d'un ouvrage du XVI[e] siècle conservé dans une bibliothèque municipale, de devoir écrire le nom de la ville suivi non pas du mot "bibliothèque" *mais du mot* "médiathèque". *Et quand il s'agit, pour citer un manuscrit enluminé de la fin de l'époque carolingienne, de la Médiathèque Youri-Gagarine, à la douleur s'ajoutent le ridicule et l'humiliation. A toute époque, les bibliothèques ont conservé des documents autres que des livres ; cela a toujours été une de leurs missions et une de leurs richesses (comme en apporte la preuve le présent guide). Sans estampes, sans cartes, sans partitions musicales, sans* varia *et* curiosa *de toute nature, une bibliothèque a quelque chose d'incomplet. Mais ce n'est pas parce qu'elle possède de tels documents, ou d'autres qui sont le produit de notre temps, qu'il faut lui retirer son nom. Laissons passer les modes et continuons le sage et bel emploi du mot* "bibliothèque". »

★ Michel Pastoureau, préface au premier volume du *Patrimoine des bibliothèques de France* consacré à l'Ile-de-France.

Un mécène pour le livre

La Fondation Banques CIC pour le livre est récente : elle est née en 1992. Le groupe bancaire cherchait à investir dans le mécénat. Les douze banques de la fédération CIC ont été consultées. Le résultat de l'enquête pouvait sembler parfaitement contradictoire : les partenaires voulaient consacrer leur soutien financier à quelque chose d'utile et de visible, qui soit à la fois régional et national, à la fois tourné vers le passé et vers l'avenir. Le livre pouvait se plier à ces exigences contradictoires. Les premières à bénéficier de la manne du CIC ont été douze bibliothèques universitaires de la filière économique et financière. Elles ont reçu chacune 300 000 francs destinés à acquérir des ouvrages, des CD-ROM et à payer des bourses de monitorat pour les étudiants. Cette première tranche de dons symbolisait l'avenir.

La deuxième devait donc concerner le passé. Depuis onze ans, vers le mois de décembre, le CIC rééditait un livre illustré, tiré du fond de la Bibliothèque nationale, pour l'offrir à ses clients. Ces derniers ont ainsi reçu les dessins des *Travailleurs de la mer*, de Victor Hugo, ou *Cinq Poèmes de mes amis*, un manuscrit persan du XVII[e] siècle. Il a semblé à Anne-Marie Reder, déléguée générale de la Fondation, et à François Robichon, qui s'occupait des rééditions-cadeaux, qu'il y avait une idée à creuser du côté des bibliothèques régionales, nombreuses, méconnues et dont les fonds étaient souvent très riches. La Fondation Banques CIC a mis sur la table 3,2 millions de francs, François Robichon étant le maître d'œuvre de l'opération. Non rémunérés, les auteurs, pour la plupart professionnels des bibliothèques, recevront les dix volumes du *Patrimoine des bibliothèques de France*, les bibliothèques recensées recevant, de leur côté, deux séries chacune.

La dernière action de mécénat de la Fondation est en faveur des librairies dites de création, souvent en difficulté, « *de manière à ce qu'elles ne subissent pas le même sort que les disquaires* », indique Anne-Marie Reder. Leur association, l'ADELC, recevra 200 000 francs pendant trois ans à compter de cette année.

E. de R.

Dernières livraisons

CIVILISATIONS

TEMPS JUIF, LECTURE LAÏQUE, par le Cercle Gaston-Crémieux
Quel est le rapport des juifs au temps ? Comment vivre les premiers jours d'une nouvelle année quand celle-ci est célébrée quelque trois mois avant le 1[er] janvier ? L'appartenance à un judaïsme non religieux est-elle compatible avec le respect de ces repères fondamentaux ? Sous l'égide du Cercle Gaston-Crémieux, un groupe de réflexion – professeurs, ingénieurs, mères de famille, médecins – tente d'apporter une réponse laïque à ces interrogations. Leur travail éclaire, souvent d'une manière inédite, les mythes fondateurs d'un judaïsme enraciné dans une histoire vieille de trois mille ans (Ed. Liana Levi, coll. « Opinion », 190 p., 98 F).

DOCUMENTS

LES BLANCHISSEURS, de Jeffrey Robinson
Des Caraïbes à l'Europe de l'Est, du Triangle d'or au Nigeria, on voyage beaucoup dans cette enquête sur le recyclage de l'argent sale, provenant essentiellement du trafic de drogue. L'affaire est d'importance puisque des experts internationaux estiment que le blanchiment est devenu le troisième marché mondial. Nourri d'innombrables témoignages, accumulant les anecdotes puisées aux meilleures sources, l'ouvrage de Jeffrey Robinson est mené au rythme d'un roman policier. Mais si les truands « de base » – banquiers complaisants, notaires et avocats affairistes, mafia des casinos et des bureaux de change... – sont, bien sûr, épinglés, peu de choses concerne les trafics au sommet, qu'ils mettent en cause des Etats ou des multinationales. Sinon par le biais de vieilles connaissances : l'Irangate, le scandale de la BCCI, celui de la Banque Ambrosiano, le rapt de Noriega... (Presses de la Cité, 353 p., 120 F).

IL Y A CINQUANTE ANS PIERRE LAVAL
d'Yves-Frédéric Jaffré
Le plus jeune – il avait vingt-trois ans quand le procès s'ouvrit en août 1945 – des avocats de Pierre Laval entend proposer aujourd'hui une tentative de réhabilitation en racontant sa version des débats. Il dénonce « *la farce du tirage au sort* » des jurés, l'impossibilité pour les avocats d'assister leur client (et pour lui de se défendre), une instruction bâclée..., bref, une « *violation flagrante du droit* ». L'accusé n'aurait à l'en croire joué au cours des années noires que le rôle de « *syndic d'une faillite à la suite d'un cataclysme national* ». (Albin Michel, 350 p., 140 F).

PHILOSOPHIE

L'ILLUSIONNISME ET LE SALUT DE LA PERSONNALITÉ
d'Oskar Panizza
Excentrique, véhément, anarchiste, l'écrivain et psychiatre Oskar Panizza a publié quelques essais philosophiques inspirés par Max Stirner, auquel il rend un vibrant hommage. « *Si nous ne détruisons pas nos pensées, nos pensées nous détruiront* », écrit-il avant de nous livrer un mode d'emploi pour nous débarrasser de nos pensées. Il évoque également le suicide, qu'il considère ni plus ni moins comme un acte psychologique inévitable aussi fondé qu'éternuer ou cracher (traduit de l'allemand par P. Galissaires, éd. Ludd, 136 p., 90 F).

SOCIÉTÉ

LES ANGLAIS DANS NOS CAMPAGNES
de Jacques Barou et Patrick Prado
Nombreux sont les étrangers en provenance de l'Europe qui achètent terrains et maisons pour s'installer dans la campagne française. A partir d'une enquête menée auprès de ces néoruraux en Bretagne, en Normandie, dans le Périgord et en Ardèche, Jacques Barou et Patrick Prado analysent finement les incidences économiques et sociologiques de ces nouvelles formes d'établissement, celles-ci constituant un intéressant laboratoire des transformations du monde rural et de la dynamique d'européanisation qui s'y ébauche (L'Harmattan, 237 p., 140 F).

LES FRUITS, de Jacques Brosse
Voici un livre qui enchantera tous les amateurs de nature et de fruits en particulier. Jacques Brosse, auteur de *La Magie des plantes* et de *Mythologie des arbres*, nous présente, page après page, l'histoire des fruits que nous connaissons en retraçant leur « parcours » depuis les temps les plus anciens, nous révélant leurs caractéristiques, les vertus qu'on leur attribuait, leur valeur symbolique ou leurs succès historiques : ainsi des pêches pour le palais de Louis XIV. En regard de ce texte riche d'enseignements et de révélations souvent surprenantes, de magnifiques planches en couleurs, empruntées aux grands imagiers des musées français et anglais, prolongent les commentaires en vous mettant l'eau à la bouche ! (Bibliothèque de l'image, diff. Flammarion, 128 p., 130 F).

Yehoshua, la vigie du Carmel

Sur les hauteurs de Haïfa campe un homme double. Le lauréat 1995 du Grand Prix de littérature d'Israël est aussi un militant pacifiste. La cohabitation entre l'écrivain et le penseur engagé n'est pas toujours simple...

RENAUD MONFOURNY

La route qui conduit du lac de Tibériade vers la mer déploie ses lacets sur les collines couvertes de pins et de cyprès. Haïfa, le Carmel. Au pied de cette montagne aux splendeurs exaltées, dans la plus reculée des antiquités, par Isaïe, un autre prophète, Elie s'acharnait contre l'idolâtrie. Pythagore, lui, que l'harmonie des nombres et les secrets de la géométrie fascinaient, aurait choisi le Carmel comme lieu de retraite et de méditation. Depuis ses ruelles en pente, on pouvait apercevoir, il y a quelques dizaines d'années, les bateaux qui approchaient de la baie de Haïfa avec leur cargaison de rescapés de la Shoah, partagés entre l'incertitude et l'espoir. De grandes avenues bordées d'immeubles modernes se disputent aujourd'hui ces hauteurs à la place des maisonnettes entourées de rocaille d'autrefois. Près d'ici, habite Abraham B. Yehoshua, professeur de littérature comparée, militant de la paix, mais, surtout, l'un des plus lus, des plus étonnants romanciers d'un pays qui ne manque pourtant pas d'auteurs singuliers.

Aleph Beth : c'est avec les deux premières lettres de l'alphabet que les lecteurs désignent Abraham B. Yehoshua. Que vient donc faire ce « B », symbole en hébreu du commencement, toujours glissé entre le nom et le patronyme de l'écrivain ? C'est un héritage d'enfance, un sobriquet, davantage affectueux que moqueur, dont l'avaient affublé ses parents en raison de son caractère pugnace et têtu : « B » pour *Bully* qui signifie taurillon... Aujourd'hui, veston de tweed et pantalon gris anthracite, Yehoshua ressemble plutôt à un professeur de collège anglais. Il approche de la soixantaine, l'âge des accomplissements durables, mais, le regard rieur, les boucles de la chevelure en bataille, le col ouvert trahissent aussi l'éternel étudiant, *scholar* passionné de recherche et d'innovation. Père de trois enfants, polyglotte et cosmopolite (il a vécu longtemps à Paris), auteur de plusieurs romans et recueils de nouvelles, peut-il être considéré comme un écrivain typique de cet Etat d'Israël toujours privé d'une vraie paix ? Vaste débat, casse-tête de ses exégètes car la plupart des personnages qui surgissent de son œuvre tournent le dos aux tourments de l'actualité. Ce qui ne l'empêchait pas, ce printemps encore, de déplorer l'absence, dans les textes littéraires de ses jeunes compatriotes et confrères, de toute référence aux problèmes que le pays doit affronter. Pourquoi cette contradiction ?

C'est que Yehoshua aspire à la difficile synthèse de deux personnages autonomes qui ne cessent de l'habiter et de l'interpeller, d'une part le romancier obsédé par les interrogations ontologiques, attentif à l'intériorité de l'individu, aux doutes et à l'angoisse de chacun, et, de l'autre, le militant pacifiste, le penseur politique engagé, tel que l'expriment ses prises de positions publiques et son dernier essai, *Pour une normalité juive* (1) : débat stimulant et fécond qui oppose souvent l'artiste au citoyen soucieux de l'avenir des siens. *« La famille de ma mère, venue du Maroc, est installée en Israël depuis cinq générations, du temps où le pays faisait encore partie de l'empire ottoman. Du côté paternel, les Yehoshua remontent au début du XVIe siècle, lorsque de nombreux juifs chassés d'Espagne aboutissaient sur les rivages orientaux de la Méditerranée. Mon père, orientaliste et haut fonctionnaire, a écrit plusieurs livres sur les origines de la communauté sépharade de Jérusalem, la ville où je suis né à l'époque du mandat britannique. J'ai eu une enfance relativement protégée, les bruits de la guerre nous arrivaient étouffés mais je me souviendrais toujours de l'inquiétude de mes parents en 1942. J'étais âgé de six ans, quand les armées nazies menaçaient Le Caire, Tel Aviv et Jérusalem. J'ai commencé à écrire, sans trop me soucier de politique ou d'idéologie. Ce pays était le mien, cela personne ne pouvait le remettre en question. Malgré ce sentiment puissant d'appartenance, mes textes de jeunesse évoquent les attentes fiévreuses, une atmosphère lourde à peine éclairée par quelques lueurs d'espoir, l'angoissante interrogation des individus sur le sens de leur vie. »*

Ces nouvelles, publiées pour la première fois en France par Maurice Nadeau (2), révèlent déjà l'interprète au toucher délicat d'une réalité quotidienne qu'il sait toujours rendre poétique. En seulement quelques mots, Yehoshua ressuscite l'automne israélien, les affres de la solitude exacerbée par la jalousie, la fabuleuse géologie du désert, la détestation de la guerre et le refus de la mort. Plus tard, avec *L'Amant* (3), le public français découvre enfin le romancier. *« J'ai toujours tiré mon inspiration d'une certaine normalité de l'existence, c'est pourquoi je ne me suis pas trop attardé sur la spécificité israélienne. Mes personnages, garagistes ou intellectuels, jeunes ou moins jeunes, généreux ou mesquins, malades, sains d'esprit ou névrosés comme ceux du* Divorce tardif *ou de* L'Année des cinq saisons (4), *pourraient aussi bien être scandinaves, belges ou américains. Bien sûr,* L'Amant *est aussi un roman d'amour et de guerre, un roman d'Israël. Des femmes et des hommes se retrouvent sur le chemin de leurs désirs, ces désirs qui font reculer la banalité du racisme ordinaire engendré par la peur. Bien sûr, on fait de la politique dans* L'Amant *comme on y voyage, mais les deux symbolisent ici recherche, mouvement, recommencement. »*

C'est sur les hauteurs du Carmel, dans une pièce tranquille située au-dessus de l'appartement qu'il partage avec sa femme Ica (son conseiller et critique le plus rigoureux), que Yehoshua s'enferme pour méditer sur les invisibles géométries d'une œuvre où les desseins mystérieux du hasard se conjuguent avec l'implacable impératif de la nécessité. Le romancier peut-il, doit-il rester fidèle à l'architecture monumentale des grands classiques tout en y apportant d'audacieuses innovations, sans pour autant que ses livres deviennent illisibles ? *Monsieur Mani* (5), son quatrième roman, tente de résoudre l'équation. Le thème : une quête de l'identité au cours de plusieurs siècles, au Proche-Orient, qui aboutit en Israël aujourd'hui. Les héros : ils figurent les enchaînements dramatiques entre père et fils à travers six générations. La technique : une narration découpée en cinq longs dialogues dont le lecteur ne surprend que les répliques d'un seul interlocuteur. L'inconnue : l'accessibilité d'un texte qui, tout en s'appuyant sur les piliers du roman traditionnel, le déstabilise et le remet en question. Malgré un abord quelque peu difficile, *Monsieur Mani* bénéficie d'une audience considérable au sein du public israélien. Quarante mille exemplaires ont déjà été vendus pour une population qui ne représente même pas 5 % de celle que la France connaît aujourd'hui : *« Lorsque j'ai été récompensé par le Grand Prix de littérature d'Israël, j'ai eu soudainement l'impression que je ne pourrais plus rédiger une seule ligne de ma vie. Une fois ce vertige dépassé, je me suis remis au travail (6). »*

> « *J'ai toujours tiré mon inspiration d'une certaine normalité de l'existence, c'est pourquoi je ne me suis pas trop attardé sur la spécificité israélienne. Mes personnages, garagistes ou intellectuels, jeunes ou moins jeunes, généreux ou mesquins, malades, sains d'esprit ou névrosés, pourraient aussi bien être scandinaves, belges ou américains.* »

Shiva, le dernier livre de Yehoshua, tout juste sorti en France, est exemplaire de sa manière : sa structure est celle du bon vieux roman classique, mais renouvelée, rajeunie sans pour autant que l'auteur sollicite des techniques trop sophistiquées. *Shiva*, roman grave et polyphonique, tient en 440 pages serrées que l'on quitte sans l'abandonner tout à fait car les personnages, tels que leur géographie intérieure et leurs itinéraires exotiques les font découvrir, habiteront longtemps l'esprit du lecteur. Un jeune médecin stagiaire, Benjamin Rubin, se rend en Inde avec le directeur administratif de son hôpital, que sa femme accompagne, afin de ramener en Israël leur fille atteinte d'une hépatite.

Ce stagiaire a l'âge de Hans Castorp, le héros de Thomas Mann, lorsque celui-ci découvre, tout à fait par hasard, la magie des montagnes autour de Davos mais aussi la maladie, la mort et une passion impossible. Prisonnier d'une magie différente, celle de l'Inde et du Gange, ce Lethé hindou, Benjamin sera confronté, tout comme le héros de l'écrivain allemand, à un grand amour et aux interrogations soulevées par la présence des agonisants et du corps obsédant de la femme interdite qui s'abandonne pour mieux se dérober. *« Je ne m'attendais pas au succès international de* Shiva, *s'étonne Yehoshua. Je souhaitais écrire une histoire sans aucune connotation idéologique, l'histoire d'un amour singulier, puissant, détachée de mon environnement habituel. Bien sûr, Jérusalem, Tel Aviv appartiennent au décor mais pas plus que Londres où se passe une partie de l'action. C'est surtout l'Inde avec sa misère et ses moines bouddhistes, ses fleuves immenses et la beauté troublante de ses monuments qui change le destin de Benjamin. Des intertextes poétiques, commentaires en marge de la réalité du sujet, introduisent, éclairent et rétablissent une sorte de distance face aux quatre parties du livre où j'essaye, par le biais d'une intrigue en milieu médical, de percer les énigmes d'un amour naissant, du mariage, de la mort, enfin de l'amour tout court. »* Au terme du roman, Benjamin aura subi une métamorphose profonde qui le fera renaître, lors de son retour en Israël, à une autre existence. *« En toute logique,* commente l'écrivain, *Benjamin aurait dû mourir à la fin du livre, sinon disparaître. N'est-ce pas le sort des personnages romanesques depuis Julien Sorel jusqu'à Emma Bovary ? Je n'ai pas pu me résoudre à tuer Benjamin car, pour moi, la renaissance spirituelle, les prouesses renouvelées de la vie demeurent toujours plus fortes que la fascination morbide du néant. »* Shiva, la divinité qui donne son titre à ce roman porté par un bonheur d'écriture rare, se fait adorer sous la forme d'un phallus, le *linga*. Symbole de la mort, de la destruction, il représente aussi (lorsque Yoni, le principe féminin, le rejoint) la force créatrice qui domine le monde depuis les profondeurs du cosmos. Dans le panthéon hindou, il chevauche Nandin, un taureau blanc de combat. Voilà qui ne pouvait que séduire Abraham « Bully » Yehoshua...

Edgar Reichmann

(1) Liana Levi (1992).
(2) *Trois jours et un enfant*, Denoël (1974) et *Au début de l'année 1970*, Calmann-Lévy (1980).
(3) Calmann-Lévy (1979).
(4) Calmann-Lévy (1983 et 1990).
(5) Calmann-Lévy (1992).
(6) Voir « Le Monde des livres » du 12 mai.

SHIVA
Traduit de l'hébreu par Arlette Pierrot, Calmann-Lévy, 440 p., 158 F.